UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

No. 9 (Vol. 2, No. 3), Février 1977



Pour réaliser sa mission historique:

LE PROLÉTARIAT DOIT DÉTRUIRE L'ÉTAT BOURGEOIS!

Camarades ouvriers, camarades et amis,

Sans le développement d'une propagande de masse communiste, l'avant-garde ouvrière n'a pas de réponse aux fausses solutions bourgeoises, et pas d'arme offensive pour s'éduquer sur ses tâches révolutionnaires. Elle est vouée à chercher sa "boussole" comme on cherche une aiguille dans une botte de foin.

Mettre sur pied une revue de propagande correspond donc à l'affirmation générale qu'à la première étape de la construction du Parti prolétarien, c'est la propagande qui permet d'amener les éléments avancés du prolétariat à une conscience communiste et dynamique, de transformer ces leaders ouvriers en dirigeants révolutionnaires. Mais ce n'est pas suffisant: il faut aussi que la création d'une revue de propagande d'EN LUTTE! réponde aux conditions de la première étape au Canada.

Le développement sans pareil du mouvement ouvrier canadien impose aux communistes de réaliser leur unité. Alors que dans le pays le mouvement marxiste-léniniste est dispersé et que sa fusion au mouvement ouvrier ne fait que s'amorcer, la nécessité d'un organe théorique marxiste-léniniste devient cruciale. EN LUTTE! doit donc prendre en main systématiquement la tâche d'intensifier la lutte pour l'unité et d'y développer la lutte de lignes articulée autour du programme politique; autrement, le ralliement se trouvera compromis, et la division et l'éparpillement risquent d'élargir la voie du développement de l'opportunisme.

La création d'une revue théorique est donc une nécessité objective au moment où nous mettons en marche notre plan de lutte pour l'unification des marxistes-léninistes canadiens. Car pour que l'unité soit une unité de fer, elle doit se forger autour d'un programme politique clairement articulé.

Organisons-nous pour lire collectivement la revue. Transmettons nos critiques. Organisons dans nos usines, nos quartiers, nos syndicats, nos écoles, nos familles, des campagnes d'abonnements qui assureront le soutien financier au travail de propagande communiste.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax-nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull: **C.P. 1055, Succ. B, Hull.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Régina: **Boîte postale 676, Régina, Saskatchewan.**
Vancouver: **2542 Kingway E., Vancouver, Colombie-Britannique.**
Sorel: **Boîte postale 182, Sorel, Québec.**





SOMMAIRE

Page couverture: manifestation du 22 mars 1976

Editorial

LES CANONS DE LA BOURGEOISIE SONT DIRIGÉS CONTRE LE PROLÉTARIAT

Depuis le 15 novembre 1976, il ne se passe pas un jour sans que la bourgeoisie canadienne déploie tous ses artifices pour faire croire au prolétariat que la patrie (pour certains c'est la patrie canadienne, pour d'autres c'est la patrie québécoise) est menacée et qu'il faut la sauver à tout prix. A travers les journeaux, à la radio, à la télévision, on assiste à un spectacle bien organisé et préparé de longue date.

D'un côté de l'arène, dans la catégorie des poids lourds, on retrouve Trudeau, digne représentant des grands financiers canadiens, avec sa commission Pépin-Robarts sur l'unité canadienne qui parcours le pays pour unir tous les fédéralistes dans la défense de la patrie menacée. Hier ils étaient à Vancouver pour dire aux ouvriers de Colombie-britannique que la solution à nos problèmes c'est le "fédéralisme renouvelé", demain ils seront à Halifax pour vanter aux milliers de chômeurs de Nouvelle-Ecosse les bienfaits de la confédération et de l'unité nationale.

De l'autre côté de l'arène, dans la catégorie des poids légers, on retrouve René Lévesque et le Parti québécois, représentants de la fraction nationaliste québécoise de la bourgeoisie canadienne. Eux aussi ont entrepris de préparer le référendum. Outre le bill 101, leur plus haut fait d'arme constitue certainement ce pèlerinage entrepris jusqu'à Paris pour vanter aux ministres français, ces mêmes ministres qui ont voté le plan Barre qui gèle les salaires des ouvriers français, les mérites d'un Québec indépendant. Selon Lévesque lui-même, cela a valu à *tous* les Québécois d'être décorés de la légion d'honneur.

Dans tout cela, c'est Trudeau qui a produit le plus grand effet en brandissant la menace de la loi sur les mesures de guerre. Dans un interview de fin d'année accordé au réseau de télévision C.T.V., il déclarait qu'il n'hésiterait pas à employer la force dans le cas d'une déclaration unilatérale d'indépendance du Quévec, même après le référendum. Le P.Q., de son côté, n'agit pas différemment lorsqu'il entreprend des enquêtes et des recherches sur la défense militaire du Québec, comme on a pu s'en rendre compte dans les pages de l'hebdomadaire indépendantiste Le JOUR, maintenant défunt.

Devant toutes les déclarations intempestives de nos politiciens bourgeois, le prolétariat canadien doit comprendre ce qui se passe réellement dans notre pays. Il doit apprendre à discerner ce qui se cache véritablement derrière tous les artifices déployés par la bourgeoisie sur la question nationale.

Si on y regarde de près, on devra se rendre compte que même si Trudeau parle de la loi sur les mesures de guerre pour empêcher la séparation du Québec, ses canons sont aujourd'hui dirigés contre le prolétariat canadien. Si on y regarde de près aussi on verra que Lévesque est en train de se construire un pays sur le dos des droits démocratiques de la classe ouvrière québécoise. *Si on y regarde de plus près, on s'apercevra que les divisions au sein de la bourgeoisie canadienne n'ont pas remis en cause son unité fondamentale, quand il s'agit d'exploiter la classe ouvrière canadienne.*

La bourgeoisie canadienne sait très bien où sont ses ennemis véritables. L'histoire s'est chargée de lui apprendre depuis la grève générale de Winnipeg en 1919, depuis les luttes victorieuses du Parti communiste canadien durant la crise des années 30, depuis les luttes pour l'indexation en 1974 et depuis la grève générale du 14 octobre 1976. L'histoire s'est chargée d'apprendre à la bourgeoisie que son ennemi véritable, c'est le prolétariat.

C'est vrai qu'aujourd'hui la bourgeoisie canadienne est divisée, et c'est tant mieux pour la lutte de la classe ouvrière. C'est vrai aussi que l'existence même du Canada est remise en question depuis qu'une fraction nationaliste québécoise de la bourgeoisie canadienne a entrepris de se séparer du reste du pays. Face à cette situation le prolétariat doit défendre la point de vue de classe en tous les domaines, y compris celui de la question nationale.

Mais ce qui est encore plus vrai, c'est que l'existence même de notre pays, que l'existence même de la bourgeoisie canadienne, quelque soit sa fraction, en tant que classe détentrice du pouvoir d'Etat, repose sur la domination et l'exploitation de la classe ouvrière de tout le pays. Le P.Q. aura beau proclamer l'indépendance, Trudeau aura beau envoyer l'armée au Québec, tous les deux savant fort bien que si les ouvriers canadiens refusent de jouer le jeu, si le prolétariat canadien s'engage dans la lutte pour la prise du pouvoir d'Etat et le renversement de la dictature bourgeoise, il ne sera plus question ni pour l'un ni pour l'autre de "confédération renouvelée", ni de "souveraineté-association" ni des solutions les plus farfelues comme celle de la "3ième voie" qui veut donner le droit à l'autodétermination aux 10 provinces canadiennes ou encore la "solution" des 5 régions autonomes, ni de toutes les balivernes de ce genre.

Et c'est justement parce que toute la bourgeoisie sait cela que, malgré ses divisions internes, tous les gouvernements du Canada, du fédéral au provincial, s'emploient aujourd'hui à passer les lois les plus réactionnaires et les plus anti-ouvrières que nous n'avons pas vues depuis des années.

Avez-vous déjà vu Trudeau et Lévesque se disputer sur la loi 45 qui tente de mettre la tutelle sur les syndicats québécois? Avez-vous déjà vu Trudeau et Lévesque se diviser sur la nécessité pour les ouvriers de se "serrer la ceinture" et de prêter main-forte aux monopoles capitalistes en gelant les salaires? Les avez-vous vu se diviser quand des milliers de travailleurs ont été mis à pied à l'INCO de Sudbury ou à la Wayagamac de Trois-Rivières? Les avez-vous vu se diviser quand il s'agit, chacun de leur côté, de pratiquer la collaboration de classes la plus abjecte avec les boss syndicaux canadiens et québécois? Les avez-vous vu se diviser quand il s'agit de doter leur police d'unités spéciales et de centres de recherches pour lutter contre la "subversion" ... communiste?

Non, on n'a jamais vu cela. On les a vus par contre, des centaines de fois appeler les ouvriers à se regrouper sous le drapeau de l'unité nationale, on les a vus sans cesse exalter des sentiments chauvins parmi les ouvriers anglophones à l'égard de leurs frères du Québec, on les a vus parler des "maudits anglais" et des "french pea soup". C'est que justement, en brandissant l'épouvantail du nationalisme québécois et "canadian", on tente d'unir le prolétariat derrière les mots d'ordre d'une fraction ou l'autre de la bourgeoisie canadienne. Et l'Etat bourgeois sait profiter de cette situation de division pour désarmer la classe ouvrière de tous ses droits et même des organisations qu'elle s'est donnée de haute lutte.

Le procédé n'est pas nouveau. On a vu, tout au long de l'histoire de notre pays, les gouvernements fédéraux et provinciaux passer les mesures les plus réactionnaires tout en exaltant le chauvinisme et le nationalisme. Dès les débuts du Canada, c'est pour construire l'unité canadienne et rallier la Colombie-britannique à la confédération, que des milliers de travailleurs canadiens et immigrants laisseront leur vie dans la construction du chemin de fer transcanadien qui permettra au CPR d'amasser des profits fabuleux. Durant la guerre de 1914-18, c'est en exaltant les sentiments chauvins au Canada anglais contre le Québec qu'on entrainera des couches du peuple canadien derrière la bourgeoisie canadienne, afin de faire accepter au peuple canadien la conscription et l'envoyer donner son sang sur les champs de bataille européens, pour servir l'intérêt de la couronne britannique et des impérialistes canadiens. Dès cette époque, on utilisera les mouvements orangistes (1) pour permettre au gouvernement Borden de décréter la conscription au parlement d'Ottawa le 24 juillet 1917. Il s'en suivra de vastes manifestations dans plusieurs villes du Québec, tel le soulèvement du 28 mars au 1er avril dans les rues de Québec.

Au Québec aussi on a utilisé le nationalisme pour consolider le pouvoir de la bourgeoisie. Et c'est certainement Maurice Duplessis, ce héros du P.Q. auquel on a fait ériger une statue l'an dernier, qui en est le meilleur exemple.

Durant son règne, de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, ce Mc Carthy québécois avivera le nationalisme pour mieux faire intervenir la police dans les grèves de Murdochville et de Tethford Mines. Allez donc demander aux ouvriers de cette époque à quoi leur a servi le fleurdelisé québécois adopté par le gouvernement Duplessis, quand il leur a fallu affronter la police armée, tout comme cela s'est produit récemment pour les meuniers de Montréal. Pendant que le gouvernement et tout le clergé de l'époque glorifiaient la langue française, avec des intonations qui font penser à celles du ministre Camille Laurin, parrain du Bill 101, pendant ce temps on passait la loi du cadenas, on emprisonnait les communistes et on fermait leurs locaux, un scénario qui s'est reproduit à l'échelle du Canada tout entier.

La recette commence à être vieille, et elle a servi durant toute l'histoire de notre pays à consolider la domination des financiers canadiens sur la classe ouvrière canadienne. Aujourd'hui on a décidé de la ressortir des tiroirs, et tout comme Duplessis et Borden, Trudeau et Lévesque ont entrepris une campagne systématique pour faire porter le poids de la crise sur le dos des masses laborieuses. Mais il serait temps que la mystification ne joue plus!

Nous avons relevé des exemples des années 30 et 40, et ce n'est pas sans raisons. C'est que la situation aujourd'hui au Canada est en voie de ressembler à celle qu'a vécu le prolétariat avant et après la IIe guerre mondiale, où les grands financiers et l'Etat bourgeois ont réussi dans une certaine mesure à désarmer la classe ouvrière, à limiter sinon à éliminer totalement ses droits démocratiques, dont en particulier le droit de grève et le droit d'organisation, et surtout, à couper la classe ouvrière de son détachement d'avant-garde, son parti communiste.

Or, depuis plus de deux ans maintenant, la bourgeoisie canadienne a réussi à passer et à maintenir la loi C-73 sur le gel des salaires, en l'accompagnant d'une multitude d'autres lois ou mesures toutes aussi réactionnaires. Et cela est grave pour le prolétariat. Cela est grave car la loi C-73 n'est pas une loi comme les autres. Bien sûr, la loi C-73 constitue une attaque importante aux luttes économiques des ouvriers en ce qu'elle impose le gel des salaires. Mais ce n'est pas cela qui distingue la loi C-73 de toutes les autres mesures de crise de la bourgeoisie. Ce qui en fait l'attaque centrale de la bourgeoisie, c'est que cette loi a permis de systématiser davantage l'ingérence de l'Etat dans les syndicats, qu'elle a ouvert la porte à un ensemble de mesures visant à priver la classe ouvrière de son droit de grève et de son droit d'association, et surtout qu'elle consitute face au mouvement ouvrier le principal instrument de chantage pour lui imposer le tripartisme, c'est-à-dire pour institutionaliser la collaboration Etat-Patrons-Boss syndicaux. C'est cela qui est grave pour la classe ouvrière canadienne.

Rien d'étonnant donc à ce qu'on ait vu depuis ce temps un ensemble de mesures réactionnaires s'abattre sur le mouvement ouvrier et syndical. Bill 92 en Colombie-britannique qui enlève le droit de grève à tous les travailleurs des services considérés comme "essentiels", bill 41 en Alberta qui vise à permettre à un exécutif central de rejeter les propositions de grèves adoptées par un syndicat membre, loi 45 au Québec qui institutionalise l'ingérence de l'Etat dans les affaires des syndicats sous le fallacieux prétexte de lutter contre les briseurs de grèves.

Rien d'étonnat à ce qu'on ait vu aussi, parmi les syndicats canadiens, les boss syndicaux renforcer leur mainmise sur la classe ouvrière. Et là aussi, la poudre qu'on a jeté aux yeux des travailleurs, c'est celle du nationalisme. Le dernier congrès de la Fédération des travailleurs de l'Ontario, tenu à Toronto le 30 novembre 1977, constitue certainement un exemple typique de ce qui se passe ailleurs au Canada. Pour justifier la collaboration de classes, pour justifier la vente à prix d'or des intérêts de la classe ouvrière, on a invoqué les arguments de l'unité nationale. C'est là encore dans le but de "stimuler la propriété canadienne de l'industrie canadienne pour sauvegarder les emplois canadiens", que les dirigeants de la F.T.O. ont osé affirmer: "Si nous devons accepter un niveau de vie plus bas afin de venir en

(1) Mouvements ultra chauvins du Canada anglais, grands défenseurs de la couronne britannique.

aide à l'investissement du capital financier, nous devons alors avoir un mot à dire dans la façon de faire les investissements". Le fond du nationalisme des boss syndicaux, qui les amène d'ailleurs à refuser le droit à l'autodétermination de la nation québécoise, c'est la collaboration de classes, c'est l'appui inconditionnel au N.P.D., le parti de ce même Ed Broadbent qui vient de se joindre au "front uni" des fédéralistes canadiens qui se donne pour tâche de "garder le pays uni" en préparation du référendum.

Des exemples comme ceux-là, il s'en produit partout au pays. Au Québec, c'est Louis Laberge, président de la F.T.Q. qui, pour prêter main forte au P.Q. dans sa lutte pour l'indépendance nationale, nous repasse sa vieille camelotte de collaboration, de commissions tripartites contre les fermetures d'usines, de comités paritaires pour s'occuper de la santé et de la sécurité au travail, et de participation aux sommets économiques.

Ces coups de maîtres, c'est beaucoup grâce à la loi C-73 que la bourgeoisie canadienne a pu les réussir et grâce à tout son tapage sur la question nationale. Car la loi C-73 a fourni à l'Etat bourgeois sa principale monnaie d'échange pour faire accepter le tripartisme et, "l'imminence de sauver le pays" ou "l'urgence de l'indépendance" ont fourni aux boss syndicaux les prétextes rêvés pour détourner l'attention des ouvriers canadiens de la lutte révolutionnaire.

Cette situation est extrêmement grave. Si la bourgeoisie devait marquer de nouveaux points, nous devons être conscients que cela constituerait autant de défaites pour le mouvement ouvrier et que les conditions de la lutte s'en trouveraient moins favorables. Un peu comme dans les années d'après-guerre, alors que l'anti-communisme fleurissait et que le mouvement syndical, décapité de ses leaders les plus progressistes par le gouvernement St-Laurent, collaborait à plein avec la bourgeoisie.

Sachons voir que des conditions semblables se préparent. L'impérialisme est en crise au Canada et par le monde: cela signifie que les bourgeoisies impérialistes ont de plus en plus de difficultés à maintenir leur taux de profit, qu'elles deviennent plus rapaces que jamais, que la concurrence et les rivalités se développent entre elles. Cela signifie que pour tirer profit de cette concurrence inter-impérialiste, elles visent à dominer totalement la classe ouvrière, à la priver de ses armes de lutte et de résistance, à mâter et à contrôler le mouvement syndical, à empêcher l'éveil de la conscience révolutionnaire dans les masses, à réprimer le mouvement ouvrier et communiste. Or les possibilités de réprimer le mouvement communiste seront d'autant plus grandes que le mouvement syndical sera moins combatif et qu'il sera sous la direction de collaborateurs dévoués et d'anti-communistes zélés. C'est ça que la bourgeoisie prépare en ce moment, comme elle l'a fait avant et après la Seconde Guerre mondiale, et c'est à cette attaque que le prolétariat doit riposter dès aujourd'hui en s'engageant dans la lutte politique révolutionnaire.

* * *

La crise politique qui traverse notre pays est plus profonde que jamais, et les contradictions qui l'animent ont des conséquences importantes sur le prolétariat canadien tout entier. Aujourd'hui, les grands financiers canadiens, représentés par Trudeau, d'un côté, et la fraction nationaliste québécoise de cette bourgeoisie représentée par le P.Q., de l'autre côté, sont comme des chiens dans une cage qui tentent de tirer chacun la couverte de leur bord. Mais il ne s'agit pas là seulement d'une petite chicane entre bourgeois. Au contraire, la classe ouvrière canadienne est directement concernée par cette situation de crise, et il faut même dire que c'est la classe ouvrière qui est présentement l'objet principal de la convoitise des nationalistes de tout poil. C'est au prolétariat que l'on s'attaque directement quand on nie et on bafoue totalement les droits nationaux du peuple québécois et ceux des minorités amérindiennes, inuit et francophones du reste du Canada. C'est au prolétariat que l'on s'attaque aussi quand des chauvins comme James Richardson, ancien ministre de la défense, s'opposent à ce que l'on inscrive dans la constitution les droits linguistiques des québécois francophones. C'est au prolétariat que l'on s'attaque quand Trudeau, Broadbent et Joe Morris (président du C.T.C.) refusent en coeur de reconnaître

le droit à l'autodétermination de la nation québécoise préférant parler de "statut quo" ou de "confédération renouvelée". Enfin, c'est au prolétariat aussi que l'on s'attaque quand Camille Laurin, père du bill 101, invitent les québécois à nier les droits linguistiques des amérindiens et des anglophones du Québec car aujourd'hui ce serait "à notre tour".

C'est à l'unité de la classe ouvrière canadienne qu'on veut s'attaquer en premier lieu afin de diviser son combat, afin de l'entraîner sur le terrain de la politique bourgeoise, celle du chauvinisme et du nationalisme étroit.

Les ouvriers canadiens doivent avoir à coeur de préserver leur unité révolutionnaire contre la bourgeoisie canadienne. Les ouvriers canadiens doivent savoir que l'oppression nationale tire sa source dans le capitalisme lui-même. C'est pourquoi, afin de souder leur unité, *le programme du prolétariat c'est celui de l'unité absolue des nations et des langues.* **C'est pourquoi les ouvriers anglophones doivent reconnaître le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession, de la nation québécoise. C'est ce qu'ont fait des ouvriers et des communistes d'Halifax qui ont boycotté la commission Pépin-Robarts lors de son passage dans cette ville. C'est aussi pourquoi les ouvriers québécois tout en luttant pour leurs droits nationaux, doivent rejeter les solutions nationalistes du P.Q. et de tous les péquistes dits de "gauche", pour qui le socialisme n'est qu'un vague objectif lointain, car aujourd'hui "il importe de faire l'indépendance".**

C'est à ce prix que le prolétariat canadien saura s'unir contre l'offensive actuelle de la bourgeoisie. C'est à ce prix que les ouvriers de toutes les nations, de toutes les régions de notre pays, de toutes les races, de toutes les langues se retrouveront égaux dans la lutte. C'est égaux dans la lutte que les ouvriers canadiens s'engageront dans la lutte révolutionnaire, conscients que le capitalisme n'a plus rien à leur apporter.

AUX LECTEURS D'UNITÉ PROLÉTARIENNE

En décembre dernier le groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! faisait connaître son "Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien". **Avec la publication de ce projet de programme le mouvement marxiste-léniniste canadien s'engage dans une lutte qui doit le mener jusqu'à l'adoption du programme du prolétariat, une lutte qui vise à faire avancer à un niveau supérieur les conditions de création du Parti prolétarien. Dans les mois qui viennent, chacun sera à même de faire valoir son point de vue sur le projet de programme et surtout de vérifier la justesse du programme dans le feu même de la lutte de classes.**

C'est pour ces raisons que la revue théorique d'EN LUTTE! s'engage aussi résolument dans la défense du projet de programme d'EN LUTTE!. D'ici à l'adoption du projet de programme, UNITE PROLETARIENNE se donne pour tâche essentielle de défendre, de démontrer la justesse des principaux points du projet de programme d'EN LUTTE!. En effet, le programme proposé par EN LUTTE! ne contient pas et ne saurait contenir toutes les explications, tous les commentaires, toutes les analyses sur lesquelles se basent ses conclusions. Comme nous l'avons maintes fois répété, le programme du prolétariat représente "un bref exposé des buts et des tâches" qui guident la lutte du prolétariat canadien. Nous entendons donc consacrer dans les mois qui viennent l'essentiel de nos pages à démontrer plus en détail les conclusions du projet de programme, à mener la polémique contre les programmes des partis bourgeois et révisionnistes, à critiquer les points de vue erronnés qui ont cours dans notre mouvement sur les questions de programme et à démontrer sur la base de l'analyse concrète la justesse du projet de programme que nous proposons au prolétariat canadien.

Déjà dans le no. 8 d'UNITE PROLETARIENNE on retrouvait un article sur la conception et le rôle du programme communiste. Dans le présent numéro vous retrouverez un article sur la question de l'Etat qui constitue certainement la question centrale du programme du prolétariat canadien, ainsi que sur les Amérindiens et Inuit au Canada.

De plus, UNITE PROLETARIENNE entend ouvrir largement ses pages aux contributions de ses lecteurs qui veulent faire connaître leur point de vue sur le projet de programme, cela afin de permettre le débat le plus large et le plus constructif sur une question aussi déterminante pour la révolution canadienne que le programme de la classe ouvrière et de son parti d'avant-garde.

REDONNONS AU PROLÉTARIAT SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
ÉCRIVONS À UNITÉ PROLÉTARIENNE!



Correspondance

APPEL A NOS LECTEURS

Camarades et amis,

Le premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE avait déjà souligné qu'un des objectifs importants de la nouvelle revue est d'ouvrir ses pages au débat, qui va grandissant au Canada, parmi les masses ouvrières et populaires ainsi qu'au sein du mouvement marxiste-léniniste, sur les questions de programme politique prolétarien et d'unification des marxistes léninistes canadiens.

Cet objectif peut être atteint si les ouvriers et les autres individus ou groupes, sympathisants aux idées communistes ou déjà engagés dans la lutte pour la construction d'un authentique parti prolétarien (marxiste-léniniste) au Canada, s'expriment sur ces questions et utilisent les instruments de presse communiste pour le faire.

Vous êtes sans doute déjà au courant que le journal EN LUTTE! reçoit régulièrement des lettres et des articles d'ouvriers, d'ouvrières, de ménagères, d'agriculteurs, d'assistés sociaux, d'étudiants et de professeurs, etc. De cette façon, le travail d'agitation et de propagande communiste du journal témoigne des luttes des masses, de leurs besoins et de leurs aspirations au socialisme, et travaille à réaliser cette fusion du marxisme-léninisme et de l'avant-garde du prolétariat et des autres couches du peuple canadien, fusion indispensable à la création du parti prolétarien et à la révolution au Canada.

Ce que le journal a réussi à accomplir, il faut aussi que la revue le mette sur pied et l'organise. Voilà pourquoi nous invitons les individus, les groupes d'étude et de syndicalisme, les groupes populaires, les groupes anti-impérialistes, etc... et tous ceux qu'intéresse la lutte politique des masses prolétariennes et populaires, à nous écrire.

Pour des communistes, ouvrir largement la presse à l'expression des idées des masses, c'est bien sûr une façon de mettre "en évidence cette vérité du marxisme-léninisme que la sagesse est dans les masses, que la force nous vient des masses" (EN LUTTE!, no 77, p. 7). C'est aussi travailler à mettre en application une des leçons historiques du mouvement ouvrier et communiste international, que Mao Tsétoung a su bien résumer en parlant de cette question lors du lancement de la revue L'Ouvrier chinois, en 1940 à Yenan:

> **"Une fois lancée, une revue doit être prise au sérieux et bien menée. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître, par de courtes lettres ou de petits articles, ce qui leur plaît et ce qui ne leur plaît pas. C'est la seule façon d'assurer le succès de la revue" (voir Oeuvres choisies, t. II, p. 434).**

L'appel est donc lancé à tous nos lecteurs, d'écrire à la revue. C'est une nécessité et un devoir pour chacun de faire connaître son point de vue, de critiquer notre travail et d'y faire triompher l'esprit prolétarien, l'esprit de Parti. La correspondance peut et doit alimenter la revue sur toutes les questions relatives aux luttes révolutionnaires des masses; elle doit aider aussi à critiquer tous les aspects politiques et matériels de la production de la revue: choix des articles et des rubriques, traitement de leur contenu, longueur et répartition des articles dans un numéro, illustrations, qualité de la langue et des traductions, composition et montage, etc. Et les ouvriers en particulier doivent se prononcer sur l'ensemble des questions politiques à l'ordre du jour, comme le Projet de programme pour le Parti prolétarien. Ils doivent de plus en plus faire entendre leurs voix dans le mouvement marxiste-léniniste.

ECRIVONS A LA REVUE "UNITE PROLETARIENNE"! ENCOURAGEONS AUSSI NOS CAMARADES ET AMIS A LE FAIRE!

EN LUTTE! veut-il nous enlever notre fierté nationale?

La bourgeoisie nous claque continuellement les oreilles avec sa conception de la fierté nationale. La bourgeoisie impérialiste nous vante ses mérites en soulignant que le Canada est "le plus beau pays du monde, le pays le plus libre au monde". Ne l'a-t-on pas vue en 1967, lors de la Confédération, jeter les millions par la fenêtre pour nous montrer que "notre armée était l'une des meilleures au monde, qu'elle avait un grand rôle international à jouer", ou encore que le Canada est un pays tellement démocratique qu'il a réussi à conserver la même constitution pendant plus de 100 ans.

Au Québec, bien que sous un couvert différent, Duplessis, dans les années 40 nous vantait "la mission d'évangélisation des Canadiens français en terre d'Amérique"; aujourd'hui c'est la fierté d'être Québécois pour construire un pays "neuf" où, suivant les paroles de Bob Dean des TUA, "les juges québécois ne jugeront plus les travailleurs québécois, où les policiers québécois ne matraqueront plus les ouvriers québécois".

Nous savons tous que ces belles paroles n'ont comme but que de renforcer la domination de la bourgeoisie par la division des masses populaires et du prolétariat en particulier. Car ces paroles ne visent pas la disparition définitive de l'oppression. Au contraire, la bourgeoisie reconnait l'oppression mais veut la remplacer par une autre. En ce sens, elle suit les traces des sionistes qui, bien qu'ayant subi les tortures des fascistes, appliquent les mêmes méthodes au peuple palestinien. C'est ça que la bourgeoisie propose au peuple: remplacer l'oppression par l'oppression, la division par la division.

Mais quelle doit être la position des communistes de la nation opprimée

sur cette question. Doivent-ils attiser le nationalisme étroit ou encore doivent-ils rejeter le sentiment de fierté nationale que l'on retrouve dans le peuple? Nous répondons négativement à ces deux question, car les communistes doivent toujours développer un point de vue communiste, le point de vue du prolétariat.

Est-ce dire que le sentiment de fierté nationale doit nous être étranger? Non! Les communistes du Québec aiment la langue du peuple et ils sont prêts à la défendre conséquemment. C'est qu'ils sont constamment prêts à dénoncer les manifestations d'oppression nationale, les manifestations de chauvinisme suscitées par la bourgeoisie. Les communistes manifestent leur fierté nationale lorsqu'ils luttent pour élever le niveau de conscience de leur prolétariat, lorsqu'ils luttent contre la violence de la bourgeoisie nationale ou étrangère imposée au prolétariat. Les communistes manifestent leur fierté nationale lorsqu'ils luttent activement pour l'organisation de la résistance du prolétariat qui passe nécessairement par l'unité des diverses nations et minorités nationales. Les communistes manifestent leur fierté nationale lorsqu'ils se réjouissent de l'unité grandissante du peuple, de l'affaiblissement de la bourgeoisie et de ses idées réactionnaires. Bref, la fierté passe par la lutte pour la mise sur pied du Parti du prolétariat.

Sur la question de la fierté nationale, comme en toute chose, deux points de vue s'affrontent: celui de la bourgeoisie et celui du prolétariat. C'est donc dire qu'actuellement notre fierté nationale doit non pas passer par une position plus à "gauche" du P.Q. comme le font les trotskystes et certains communistes qui errent, mais par un travail plus conséquent d'éducation communiste sur la question nationale, par un travail accru d'unification du prolétariat dans la lutte contre les privilèges d'une langue sur une autre.

C'est ainsi, en se basant fermenent sur les principes du mouvement communiste international, qu'EN LUTTE! a lancé le mot d'ordre "Egalité absolue des langues et des nations!"

Un lecteur
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

N.D.L.R.

Vous exprimez bien là le point de vue prolétarien sur la question nationale. La question nationale occupe aujourd'hui les devants de la scène politique dans notre pays et vous avez raison d'affirmer que là comme ailleurs les ouvriers et les communistes doivent adopter le point de vue de classe, le point de vue qui renforce la révolution et qui affaiblit l'ennemi. Sur le terrain de la question nationale cela signifie que nous luttons pour les droits nationaux de la nation québécoise, en particulier le droit à l'autodétermination, et les droits des minorités nationales, contre le chauvinisme et le nationalisme étroit. Cela signifie que nous luttons pour l'égalité absolue des nations et des minorités nationales au Canada, car seule cette égalité est en mesure d'unir le prolétariat contre son ennemi principal, la bourgeoisie canadienne.

Est-ce là défendre la "fierté nationale"? nous croyons qu'il serait plus juste de parler du point de vue du prolétariat sur la question nationale. Car la "fierté nationale" est aujourd'hui associée aux intérêts de la classe qui domine notre pays, la bourgeoisie. Cela ne signifie pas que le prolétariat n'a pas d'intérêt dans la question nationale comme vous le dites, mais ce sont de ses intérêts propres dont nous parlons, qui à long terme visent à briser les barrières nationales entre les prolétaires canadiens et des autres pays du monde.

ÉDIFIONS LE JOURNAL COMMUNISTE HEBDOMADAIRE DU PROLÉTARIAT CANADIEN



Le comité central d'EN LUTTE! a décidé récemment d'engager la lutte pour la publication hebdomadaire du journal communiste canadien EN LUTTE!

Le prolétariat canadien a besoin de son journal hebdo, il a besoin d'un journal publié le plus fréquemment possible. Un journal qui défend son programme partout, qui sait distinguer ses amis de ses ennemis, qui sait fournir l'orientation pour qu'il accumule ses forces, les réunisse et soit en mesure de faire reculer l'Etat bourgeois.

Mais surtout le prolétariat canadien a besoin d'un journal hebdomadaire pour contrer la propagande de la bourgeoisie sur le plus grand nombre de sujets possibles et le plus rapidement possible. Le journal communiste du prolétariat, c'est son guide régulier contre l'ennemi, c'est un guide qui doit être d'autant plus fréquent que la bourgeoisie canadienne est en train d'essayer de briser l'unité naissante entre les prolétaires du Québec et ceux du Canada-anglais, qu'elle est en train d'attaquer de front le prolétariat pour l'empêcher de se battre, pour l'assujettir aux loi répressives des impérialistes canadiens, aidés en cela par les traîtres comme Morris, MacDermot, Rodrigue, Gérin-Lajoie, etc., et par tous ses partis politiques réformistes comme le N.P.D., le P.Q., le P."C".C. Par ses mots d'ordre, par son réseau d'abonnés, par sa distribution massive, le journal communiste hebdomadaire va tisser encore plus de liens entre les ouvriers de notre grand pays, et avec toutes les couches du peuple. Il va tisser les liens qui vont unir notre combat dans la même voie, contre le même ennemi.

Que peut-on faire dès maintenant pour y arriver? Il faut augmenter la diffusion du journal, le distribuer partout, augmenter le nombre de ses abonnés, augmenter le nombre de ses correspondants dans tous les milieux; améliorer le journal par des lettres, des critiques, des informations précises; envoyer des photos, des dessins, des caricatures, des chansons; trouver de l'argent, du matériel; inciter ses camarades à donner leur nom pour traduire un article, pour dactylographier, pour distribuer le journal dans les kiosques, les locaux de syndicats, de groupes populaires.

Chaque geste, ajouté à des milliers d'autres, fera du journal communiste hebdomadaire EN LUTTE! une réalité bien vivante,une force capable de guider encore davantage la lutte pour la création du Parti prolétarien canadien. Ce sera une nouvelle victoire du prolétariat canadien sur le chemin de la révolution prolétarienne au Canada.

Pour réaliser sa mission historique:

LE PROLÉTARIAT DOIT

La lutte idéologique sur la question de l'Etat occupe une place centrale dans le débat sur l'émancipation de la classe ouvrière parce qu'elle nous confronte aux tâches les plus décisives de la révolution socialiste. Poser la question de l'Etat et des tâches du prolétariat face à l'Etat, c'est en effet soulever les problèmes centraux et concrets de la stratégie et de la tactique révolutionnaires; c'est soulever le problème de la nature de classe du pouvoir d'Etat, celui de la détention du pouvoir d'Etat au Canada, celui de l'attitude du prolétariat et de la révolution socialiste face à l'Etat.

Introduction

Il est significatif que le mouvement ouvrier soit aujourd'hui le terrain d'une lutte de plus en plus vive sur l'Etat et sur les questions qui lui sont reliées, soit les questions du pouvoir d'Etat, de la lutte politique de la classe ouvrière et des tâches de la révolution socialiste en ce qui concerne l'Etat. C'est un signe que la lutte de classes s'aiguise dans notre pays et que les enjeux de cette lutte, en ce qui regarde le mouvement ouvrier, se précisent toujours davantage. Ce processus conduit à des démarcations plus nettes entre les différents courants idéologiques qui prétendent chacun détenir la solution à l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie.

Il faut se réjouir d'un tel développement et de l'effervescence idéologique qui l'accompagne. Il faut s'en réjouir parce que c'est de cette façon que le prolétariat conscient, pesant les idées sur la balance exigeante et sévère de la pratique, s'appropriera le point de vue le plus juste, le point de vue de la révolution prolétarienne, le point de vue du marxisme-léninisme.

Mais en même temps que nous nous réjouissons de cette effervescence idéologique dans le mouvement ouvrier, nous n'oublions pas une seconde que la grande majorité des courants en présence est contraire aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Nous n'oublions pas un seul instant que si ces mêmes courants devaient être en position de force aux moments décisifs de la lutte des classes, le prolétariat et la révolution canadienne subiraient immanquablement un recul considérable.

A une étape de la lutte où il faut reconstruire le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti marxiste-léniniste, à une étape donc, où il faut arracher l'avant-garde prolétarienne aux idées bourgeoises et lui inculquer l'idéal révolutionnaire du socialisme, la lutte sur la question de l'Etat est une lutte décisive. C'est à la condition de mener cette lutte aujourd'hui de façon correcte que le Parti prolétarien pourra réaliser sa tâche de rassembler sous sa direction tout le prolétariat et toutes les masses laborieuses du Canada. Comme l'a si bien écrit Lénine dans son ouvrage capital **L'Etat et la révolution:**

"La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'Etat". (Editions en langues étrangères, Pékin, 1966, p. 2)

Comme nous le verrons dans la deuxième partie de cet article, la précision de Lénine sur l'influence de la bourgeoisie impérialiste en ce qui regarde la question de l'Etat est dans notre pays une question d'une brulante actualité.

Les préjugés opportunistes à l'égard de l'Etat, comme dit Lénine, concernent toute une gamme d'idées qui, de diverses façons, trompent la classe ouvrière sur la nature et la fonction véritables de l'Etat, ce qui conduit à des positions politiques erronées — c'est-à-dire à des stratégies et des tactiques qui orientent la classe ouvrière dans un cul-de-sac. Le mouvement ouvrier canadien est aujourd'hui infesté de ces idées erronées et bourgeoises sur l'Etat.

Il y a l'opportunisme des réformistes bourgeois qui s'évertuent à convaincre la classe ouvrière qu'elle peut avoir un avenir meilleur dans le cadre du système capitaliste. Pour eux l'Etat est une institution "neutre", au-dessus des classes, et il suffirait de mettre au gouvernement des gens qui ont un "préjugé favorable" envers les travailleurs pour que l'Etat serve davantage leurs intérêts. C'est l'idéologie des "civilisateurs"

DÉTRUIRE L'ÉTAT BOURGEOIS!

du capitalisme, ceux qui veulent limer les ongles de l'ogre capitaliste, mais laisser intactes les organismes vitaux de la bête. Ce sont des gens que l'on retrouve dans les partis bourgeois traditionnels, tels le Parti libéral et le Parti conservateur, et dans les partis dits sociaux-démocrates (ou qui se réclament jusqu'à un certain point des idées social-démocrates) comme le Nouveau Parti démocratique et le Parti québecois. Ces derniers présentent des particularités qu'il faut souligner. Le N.P.D. prétend qu'on peut bâtir un Canada socialiste sans s'attaquer aux fondements du système capitaliste et à l'Etat qui assure le maintien de ce système. Le cheval de bataille des préjugés opportunistes que le P.Q., lui, propage dans la classe ouvrière, est celui selon lequel l'Etat n'est que l'expression de la volonté nationale, donc d'une volonté qui fait l'unité des classes sociales qui existent dans la nation; c'est le préjugé nationaliste que tous les bourgeois partagent à des degrés divers partout au Canada.

Il y a aussi dans le mouvement ouvrier l'opportunisme du Parti "communiste" Canadien (P."C". C.) qui, sous le couvert du marxisme-léninisme, prône la soumission pratique de la classe ouvrière au réformisme bourgeois, en particulier au réformisme social-démocrate. C'est un parti qui affirme en théorie que le réformisme détourne la classe ouvrière de ses objectifs propres, mais qui en pratique agit dans le seul cadre du réformisme. Lui aussi, tout comme le N.P.D., prône le passage pacifique au socialisme, donc sans révolution socialiste. C'est un parti qui reconnaît en théorie que l'Etat bourgeois est l'instrument de la dictature des capitalistes sur les ouvriers, mais qui nie cette vérité dans la pratique quand il affirme que le chemin qui mène au socialisme consiste en une extension progressive de la "démocratie", laquelle entraînerait la chute de la bourgeoisie.

Le mouvement ouvrier est aussi la proie d'une conception qui historiquement a pris la forme de l'anarcho-syndicalisme, et qui au Canada se nomme souvent "syndicalisme de combat" ou encore "syndicalisme de lutte de classes". C'est un courant dont le "préjugé" sur l'Etat consiste à secondariser sinon à nier la nécessité de mener la lutte politique contre la bourgeoisie pour parvenir au socialisme. Selon ce courant, il suffirait de radicaliser progressivement les luttes économiques contre les capitalistes, usine par usine, secteur par secteur, monopole par monopole, pour finalement, un jour, parvenir à une paralysie complète du "système", ce qui entraînerait sa chute.

La plupart de ces courants et préjugés se retrouvent jusqu'à un certain point parmi ceux qui se réclament du nouveau mouvement marxiste-léniniste au Canada. En principe tous les marxistes-léninistes partagent le point de vue selon lequel l'Etat est l'instrument de dictature d'une classe sur une autre, donc que l'Etat n'est pas "neutre" ni au-dessus des classes, et que pour s'émanciper, la classe ouvrière doit s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire la machine d'Etat bourgeois et bâtir sa propre machine d'Etat, l'Etat de dictature du prolétariat. Nous disons bien "en principe" car, dans les faits, bon nombre de ceux qui se prétendent marxistes-léninistes ont sur l'Etat en général, et sur l'Etat canadien en particulier, des idées qui vont à l'encontre des principes qu'ils reconnaissent théoriquement.

Qu'est-ce que l'Etat?

Puisque tous les préjugés opportunistes sur l'Etat sont basés sur une déformation de la nature et de la fonction véritables de l'Etat, force nous est de commencer par cette question. Nous y répondrons en clarifiant les points suivants: que faut-il entendre par **la machine d'Etat?** L'Etat est-il **neutre?** Est-il l'expression de la **volonté nationale?** A-t-il toujours existé? Existera-t-il toujours? Peut-il exister un **Etat du peuple tout entier?**

L'Etat dont nous parlons ici est l'Etat en général; nous parlons de la nature et de la fonction de tout Etat. Mais parce que l'Etat prolétarien présente des différences essentielles avec les Etats qui l'on précédé (questions que nous examinerons dans la dernière partie de cet article), il faut dire que ce dont nous parlerons au début s'applique surtout à l'Etat dans les sociétés où dominent les classes exploiteuses, et en particulier à l'Etat bourgeois moderne — l'Etat prolétarien étant celui d'une classe non-exploiteuse.

Qu'est-ce que la machine d'Etat?

Il est important de clarifier cette question parce que de nombreux préjugés que la bourgeoisie s'efforce d'inculquer aux travailleurs, utilisent, par exemple, la confusion entre le **gouvernement** et **l'Etat** pour minimiser le rôle de la machine d'Etat dans la vie de la société.

Quand il y a quelques années Louis Laberge, le président de la F.T.Q., déclarait qu'il fallait "casser le régime", il jouait précisément sur cette confusion entre l'Etat et le gouvernement. Ainsi, il laissait croire qu'il s'opposait à l'Etat bourgeois et au système capitaliste, alors qu'en fait il ne s'opposait qu'aux politiciens en place à ce moment-là. Son appui au gouvernement péquiste montre bien que sa petite phrase radicale n'était que pure démagogie destinée à leurrer les ouvriers.

En fait le système de gouvernement fait partie du système

d'Etat. Mais ce dernier comprend un grand nombre d'institutions dont la stabilité n'est en rien altérée par la succession des hommes au pouvoir. Ainsi, que les Libéraux ou les Conservateurs forment le gouvernement, la police, l'armée et les tribunaux ne changeront pas leur nature ni leur attitude vis-à-vis du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire. Les injonctions continueront de pleuvoir pour annuler en pratique le droit de grève, les chefs ouvriers continueront d'être emprisonnés, il n'y aura pas moins d'amendes et les lois du "travail" ne seront pas moins répressives envers la classe ouvrière. C'est ce que démontre la succession de tous les partis au pouvoir au Canada depuis de nombreuses années.

Quand on parle de la **machine d'Etat,** on désigne toutes les institutions suivantes: **la forme de gouvernement** (le parlement, la fonction de Premier ministre, le gouvernement, le cabinet, le sénat) et **les paliers de gouvernement** (le fédéral, le privincial, le municipal), **la police** (la G.R.C., les polices provinciales et municipales), **les forces armées** (armée de terre, aviation et marine), **le système juridique** (code civil, code criminel, cour suprême, cours fédérales, municipales, etc.), **le système pénitentiaire** (prisons fédérales, provinciales, municipales), **la bureaucratie d'Etat** au divers paliers de gouvernement, les agences de toutes sortes et les sociétés d'Etat (comme le CNR, Air Canada, la S.G.F. au Québec, l'A.C.D.I., etc.) et **le système scolaire** (écoles primaires, secondaires, collèges, universités, institutions spécialisées, etc.). Pour donner une idée de l'importance de la machine d'Etat, voici **quelques** chiffres. Dans leur ensemble, les dépenses de l'Etat canadien représentent près de 40% du produit national brut (P.N.B.= la valeur argent de l'ensemble des dépenses de la société canadienne en biens et services). En 1976, les forces armées comptaient près de 140,000 personnes (sans compter les 60,000 cadets) et disposaient d'un budget de $3,397 millions, lequel passait à $3,795 millions en 1977-78. En 1974, les effectifs policiers au Canada s'élevaient à près de 60,000 personnes...

L'Etat, c'est donc bien plus que le gouvernement au pouvoir, c'est un ensemble imposant d'institutions dont la stabilité n'est aucunement perturbée par la succession des personnes au pouvoir. Parmi ces institutions, y en a-t-il qui sont fondamentales, c'est-à-dire sur lesquelles repose en dernière instance le pouvoir d'Etat et qui en expriment l'essence? Oui, ce sont **l'armée permanente, la police** et la **bureaucratie d'Etat.** Vous pouvez changer les lois et les réécrire mille fois, vous pouvez émettre des tonnes d'injonctions, vous pouvez nier tous les droits, tout cela ne veut rien dire tant que n'existe pas ces moyens de coercition et de violence par lesquels la classe dominante impose sa volonté. Le pouvoir d'Etat, c'est essentiellement la violence organisée et concentrée entre les mains de personnes dont la fonction (dont la profession, devrait-on dire) est d'assurer le maintien d'un certain ordre. Dans toute situation d'instabilité politique, ce sont ces institutions fondamentales du pouvoir d'Etat qui entrent en jeux et qui maintiennent les bases du régime, ainsi qu'en témoigne l'instauration de nombreux régimes de dictature militaire et policière en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Ce sont ces institutions qui sont l'essence de tout pouvoir d'Etat quelle qu'en soit la forme de gouvernement.

L'Etat n'est pas neutre

Il ne fait aucun doute qu'au sein du mouvement ouvrier le préjugé le plus répandu par la bourgeoisie sur l'Etat est celui selon lequel l'Etat est quelque chose de neutre que l'on peut utiliser soit au profit des travailleurs, soit au profit des capitalistes, et au profit de tout le monde. C'est cette idée que toute l'idéologie de la bourgeoisie, dans les écoles, dans les journaux les revues, la radio, la télévision et les discours des politiciens, veut ancrer dans la tête des gens. C'est cette idée de la neutralité de l'Etat que les boss syndicaux et les sociaux-démocrates propagent quotidiennement dans les rangs du mouvement ouvrier. D'après ces gens, il suffirait de remplacer les hommes au pouvoir pour que la machine d'Etat serve davantage les intérêts des travailleurs et non plus seulement ceux des capitalistes, des riches. Tel est le refrain fondamental de ceux qui croient en la neutralité de l'Etat. Bien entendu il y a des variantes et des modulations dans la musique de ces réformistes. Certains s'en tiennent au système capitaliste et n'aspirent à rien d'autre qu'à le rendre plus humain, plus charitable envers "les gagne-petits"; ce sont les réformistes pure laine, pourrait-on dire, et on les retrouve partout, tant dans les partis libéral et conservateur que dans les syndicats, le mouvement coopératif, le P.Q., etc. Mais il y a aussi les réformistes dits "socialistes" qui, eux, aspirent au socialisme par une transformation progressive et pacifique du système. On retrouve ces derniers dans le Nouveau Parti démocratique (N.P.D.), dans "l'aile gauche" du P.Q., dans les syndicats, dans les groupements religieux "de gauche" et dans le Parti "communiste" canadien.

Ce sont ces idées qui aujourd'hui sont les plus répandues dans le mouvement ouvrier; c'est avec elles que les réformistes de toutes nuances travaillent à endormir la conscience



Jean Chrétien, Jacques Parizeau et Darcy Mckeought lors de la récente rencontre des ministres des finances. Qu'ils soient à Ottawa, au Québec ou en Ontario, ils ont tous la même fonction: maintenir "l'équilibre économique", protéger les profits de la bourgeoisie canadienne.

révolutionnaire des ouvriers. Ce sont donc ces idées qu'il faut combattre si l'on veut arracher le mouvement ouvrier à l'influence du réformisme.

Parmi les arguments de ceux qui prétendent que l'Etat est neutre, il y a celui selon lequel l'Etat "concilie" les intérêts divergents qui existent dans la société. Ainsi, disent ces gens, si l'Etat monopolise la violence (armée permanente et police), c'est pour éviter que la société ne se consume dans une lutte armée des "citoyens" les uns contre les autres. Dans ce sens, l'Etat serait un espèce d'**arbitre** qui vient établir un **concensus** entre les intérêts opposés selon les principes "éternels" de la justice et de la raison.

Il y a dans cet argument **une chose** de vraie (une seule!): l'Etat existe parce que dans la société actuelle existent des **classes sociales** aux intérêts irréconciliables et que ça prend un pouvoir spécial, en apparence situé au-dessus de ces classes, pour **contenir et réprimer la révolte des classes dominées.** Mais là s'arrête la vérité. Le reste, l'idée de la conciliation des intérêts de classes, c'est-à-dire l'idée que l'Etat sert tous les intérêts dans l'esprit de la justice (avec un grand "J"), ce n'est que de la foutaise.

Examinons un peu cette question de la monopolisation des instruments de violence par l'Etat. Selon l'expression de Pierre-Elliot Trudeau, ces moyens de violence dont disposent l'armée et la police sont là pour protéger "le gérant de caisse populaire, l'enfant et le cultivateur" contre quelques individus mauvais, subversifs et violents. Pensez-y deux minutes! Qui a besoin d'être protégé et contre qui? Les ouvriers ont-ils besoin d'être protégés contre eux-mêmes? Qui, en fait, bénéficie de cette "protection" de l'Etat? Ce sont les capitalistes, les financiers, les trusts, les banques, les convois de la Brinks, les grandes chaînes de magasins, bref tous ceux qui, selon les critères de la société capitaliste, ont quelque chose à protéger. Qui dispose des armes? Ce sont ces gens qui, en plus des énormes pouvoirs publics de violence (G.R.C., polices provinciales, polices municipales), peuvent constituer des polices privées armées jusqu'aux dents, ces agences de sécurité de toutes sortes dont ils entourent leurs richesses, alors que l'Etat contrôle de plus en plus la circulation des armes à feu au sein du peuple — même les armes de chasse. Imaginez une seconde que les ouvriers s'organisent ainsi en force armée et qu'ils se mettent à patrouiller dans les rues et aux portes des entreprises avec des pistolets, des fusils, des carabines et des mitraillettes, comme le font les agences privées du capital. Vous verriez alors toutes les forces armées de l'Etat fondre sur eux comme une meute enragée. Vous verriez aussi les parlementaires de tous les partis (conservateurs, libéraux, péquistes, créditistes, néo-démocrates, etc.) hurler à tout rompre à la subversion et à l'anarchie! Comme le disait le juge qui a condamné les 22 ouvriers de la Commonwealth Plywood, au Québec, à des amendes et des peines de prison pour avoir **osé** défendre leur droit de syndicalisation et de grève: "Nous ne pouvons accepter que vous vous fassiez justice vous-mêmes, ce serait encourager l'anarchie" (Voir EN LUTTE!, vol. 5, no 10, 4 janvier 1978, p. 4). Mais quand les polices privées des capitalistes tirent sur les grévistes à bout portant comme à la Robin-Hood, à Montréal, ils sont acquittés sans problème. Dans ce cas il n'est pas question de parler d'anarchie. Et tout cela semble normal aux yeux des parlementaristes péquistes, libéraux, conservateurs, etc. Pour les bourgeois, la lutte ouvrière ce ne peut être autre chose que de l'anarchie.

Voilà résumée la fonction dite "conciliatrice et protectrice" de l'Etat telle qu'elle se manifeste dans la réalité et non telle qu'elle apparaît dans le cerveau du capitaliste ou du politicien bourgeois. L'Etat ne concilie pas les intérêts de classes antagonistes; il maintient le conflit de classes dans les limites de l'**ordre** dicté par la classe dominante. Il monopolise un certain nombre de moyens de lutte (en particulier les moyens violents) et ainsi en prive les classes opprimées et exploitées. Sous le règne de la propriété privée des moyens de production, tout ce qui mérite d'être protégé se mesure à sa valeur en "$". Par conséquent ceux qui profitent réellement de cette protection soi-disant conciliatrice ce sont ceux qui possèdent la richesse sociale. Tout le jargon sur la protection des citoyens par l'Etat n'est que du verbiage destiné à endormir les travailleurs.

L'Etat n'est rien d'autre qu'**un instrument de domination d'une classe sur une autre.**

C'est sans doute parce qu'elle considère au fond qu'il ne s'agit là que d'un "détail" sans importance que la L.C.(m.-l.)C. avait décidé il y a quelques mois d'appuyer l'augmentation de l'armement de la bourgeoisie canadienne sous prétexte de "défendre la nation" contre les superpuissances. Pour la Ligue, il est vrai, la "nation" passe avant la lutte des classes. Il n'est donc pas étonnant qu'elle aboutisse au soutien de la militarisation de l'Etat bourgeois.

L'Etat a-t-il toujours existé?

Les apologistes de l'Etat "au-dessus des classes", de l'Etat "neutre", parlent comme si l'humanité ne pouvait se passer de ce **pouvoir spécial** de répression et de violence qu'est l'Etat. Ils laissent entendre que l'Etat est quelque chose qui va de soi, dont les hommes ont toujours eu besoin et dont ils auront toujours besoin. Or rien n'est plus faux.

Nous avons vu tantôt que le pouvoir d'Etat **semble** se situer au-dessus de la société, d'être en quelque sorte **étranger** à la société dans son ensemble. Ce caractère **"étranger"** du pouvoir d'Etat, c'est en particulier dans le monopole des armes et de la violence qu'il se manifeste. Cela s'explique par le fait que la **force publique** qui monopolise les moyens violents de combat ne correspond pas à l'organisation armée autonome de la population. Or, cette situation n'a pas toujours existée. Elle est caractéristique des sociétés de classes, et les sociétés humaines n'ont pas toujours été divisées en classes sociales.

Il a en effet existé un stade de l'évolution de l'humanité où il n'existait ni la propriété privée des moyens de production, ni l'exploitation du travail d'autres hommes dans le but de s'approprier le fruit de leur travail, donc pas de classes sociales. Dans ces sociétés primitives, dont les derniers vestiges existent encore aujourd'hui en certains endroits du globe, les moyens de production et le résultat du travail étaient partagés entre les membres de la communauté. La direction des affaires de la communauté n'était pas l'apanage d'organismes spécialisés ni de professionnels, mais découlait de l'autorité morale et de l'estime dont jouissaient les anciens, les chefs les plus courageux et dans certains cas les femmes. Ces populations étaient armées, c'est-à-dire que la **force publique** coïncidait directement avec la population s'organisant elle-même en force armée.

Mais avec l'apparition de la propriété privée des moyens de production et, par conséquent, des classes sociales, est apparue la nécessité pour les classes exploiteuses de protéger leur **avoir** par l'instauration d'un **pouvoir spécial:** une "force publique qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée" comme l'explique Engels dans son ouvrage **L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.** Cela était d'autant plus nécessaire que toutes les classes exploiteuses qu'a connues l'histoire (propriétaires d'esclaves, seigneurs féodaux et bourgeoisie) ont fondé leur pouvoir sur la propriété privée des moyens de production et la **soumission de la majorité de la population à la minorité possédante.**

Ainsi, comme l'écrit Lénine:

> "L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes **ne peuvent** être conciliées. Et inversement: l'existence de l'Etat prouve que les con-

tradictions de classes sont inconciliables" (**L'Etat et la révolution,** p. 7).

"Et la démocratie? N'est-elle pas l'expression suprême de l'égalité de tous devant la loi? Et le suffrage universel? N'est-il pas le moyen par lequel s'exprime et se matérialise la souveraineté du peuple?".

Ce sont là les arguments ultimes des défenseurs du système capitaliste et de la démocratie bourgeoise. Ce que ne peuvent voir les idéologues bourgeois, c'est que **toute démocratie a nécessairement un caractère de classe** et que dans les faits, dans la réalité concrète de tous les jours, la démocratie actuelle se révèle être une **démocratie pour les possédants,** une démocratie pour les riches et non pour les travailleurs.

"Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les "menus" (les prétendus menus) détails de la législation électorale, (...) dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (...), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc., — on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais connu eux-mêmes le besoin et n'ont jamais approché les classes opprimées ni la vie des masses qui les composent (et c'est le cas des neuf dixième, sinon des quatre-vingt-dix neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), — mais totalisées ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi **ce trait essentiel** de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune: **on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement!"** (Lénine, idem, pp. 108-109, souligné par nous, **U.P.**).

Toutes ces restrictions à la participation effective et active des masses laborieuses à la vie politique et démocratique ne sont pas le résultat de la contrainte ou de la négation formelle du **droit** d'y participer, mais, règle générale en démocratie bourgeoise, d'**un état de fait** qui empêche la grande majorité de la population d'intervenir dans le "processus démocratique" autrement que par le bulletin de vote une fois tous les quatre ans. La démocratie bourgeoise, c'est l'égalité formelle, sur papier, de personnes inégales du point de vue matérielle, du point de vue économique, du point de vue de leur rapport aux moyens de production. Dire qu'il y a égalité réelle dans la démocratie capitaliste, c'est affirmer une chose aussi stupide que de prétendre que le **piéton** et le **possesseur d'une Cadillac** ont des chances égales de gagner une course.

* * *

L'Etat, c'est un pouvoir spécial, fondé sur la police et l'armée permanente, dont la fonction est de maintenir la domination d'une classe sur une autre. L'Etat n'a pas toujours existé et il n'existera pas toujours. Il apparaît là où la société s'est scindée en classes antagonistes et il est un pouvoir destiné à mâter les classes exploitées au profit de la classe qui domine au plan économique.

"L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous approchons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgit autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, relèguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place: au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze" (Engels).

L'Etat disparaîtra donc avec la disparition des classes, c'est-à-dire sous le communisme. Nous aborderons cette question dans la dernière partie de l'article, après avoir examiné les conséquences pratiques des différentes conceptions de l'Etat en ce qui regarde la lutte pour le socialisme. Mais avant d'aborder ces questions, il est nécessaire de consacrer une partie à l'étude du problème du pouvoir d'Etat au Canada, du rôle de l'Etat dans l'histoire du Canada et de sa fonction en tant qu'instrument de développement de la bourgeoisie impérialiste canadienne. Nous verrons ainsi comment le pouvoir d'Etat sert la bourgeoisie dans notre pays et aussi comment la question du **contrôle du pouvoir d'Etat** est au Canada une question de toute première importance, à propos de laquelle existe de nombreuses interprétations opportunistes.

L'Etat canadien

L'histoire du Canada abonde en faits qui démontrent comment l'Etat "démocratique" et "représentatif" bourgeois est en fait "l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital" (F. Engels). Depuis ses origines, l'Etat canadien a été une force au service de la bourgeoisie; il a été un moyen d'accumulation capitaliste, un instrument de répression des masses travailleuses au pays et une machine qui favorisa le développement de la bourgeoisie canadienne en une bourgeoisie impérialiste.

L'article 5 du **Projet de programme pour le Parti prolétarien** publié par EN LUTTE! affirme ce qui suit:

"Avec l'acquisition de l'indépendance politique au tournant du siècle et l'instauration du parlementarisme comme régime politique, le processus de la révolution démocratique bourgeoise s'est trouvé pratiquement terminé au Canada, alors que l'hégémonie du capital était réalisé sur l'ensemble du territoire avec l'Etat canadien comme instrument de sa dictature." (pp. 19 et 20)

Il existe au Canada de nombreux courants nationalistes qui nient ou qui minimisent à l'extrême le fait que le Canada soit un pays politiquement indépendant où la révolution démocratique bourgeoise fait partie du passé. Pour ces derniers,



Les pères du capitalisme canadien à la conférence de Charlottetown en septembre 1864.

cette révolution reste en grande partie à faire (ou à parfaire, selon le cas), le Canada n'ayant jamais acquis une "véritable" indépendance. "Voyons, disent les nationalistes canadiens, la bourgeoisie canadienne a obtenu le gouvernement responsable par des compromis avec les impérialistes britanniques. La révolution nationale-démocratique a été un échec puisqu'elle fut écrasée en 1837-38. La bourgeoisie canadienne n'a jamais été une bourgeoisie nationale au plein sens du terme puisque ses assises industrielles sont trop faibles. Comment peut-on parler d'indépendance politique alors que le Canada est depuis toujours dominé économiquement par des puissances impérialistes étrangères?"

Notre but n'est pas ici de reprendre le débat dans tous ses aspects. Le lecteur pourra se référer au numéro 3 d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** où nous avons présenté un tableau d'ensemble de la question. Nous nous attarderons ici à la question spécifique de l'Etat canadien et de son rôle dans le processus de croissance et de consolidation de la bourgeoisie canadienne contre les masses travailleuses au pays, contre les autres peuples dans le monde et compte tenu de l'alliance de la bourgeoisie canadienne avec d'autres bourgeoisies. C'est à travers l'examen de cette question qu'on verra comment l'Etat est "l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital" et comment cet instrument est celui de la bourgeoisie canadienne.

La création de l'Etat canadien

La création de l'Etat canadien était **pour la bourgeoisie canadienne naissante** la **condition même** de son existence et de son développement. On ne saurait trop insister sur ce fait capital que **tous** les courants nationalistes (les déclarés et les masqués) ne savent pas voir ou déforment à volonté. Pour eux, l'accession du Canada à l'indépendance fut **d'abord** le fait de la politique impérialiste de la bourgeoisie britannique. Bien sûr ils ne nient pas (ils ne peuvent nier la réalité tout à fait) que la progression du Canada vers l'indépendance constituait des pas en avant vers la démocratie bourgeoise, mais ils se contentent de signaler cela **en passant** et insistent beaucoup plus sur la "politique impérialiste" britannique.

Ainsi, le Red Star Collective de Vancouver, lui qui se défend bien d'avoir une ligne nationaliste, mais dont les positions sont tout à fait représentatives des courants nationalistes dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement marxiste-léniniste, dit que "les besoins de la bourgeoisie canadienne et ceux de la Grande-Bretagne étaient fondamentalement les mêmes ("in harmonie"). Et encore:

"Le fait que le gouvernement responsable ait été "accordé" par la Grande-Bretagne (...) devrait indiquer que cela n'était pas en contradiction avec les intérêts britanniques. Les changements dans la politique coloniale au cours des années 1840, auxquels se réfère EN LUTTE!, n'étaient pas le signe d'un éveil moral du parlement britannique mais la conscience de la part de la bourgeoisie anglaise qu'elle devait ("they must") adopter une attitude différente envers ses colonies si elle voulait les conserver". **(Critique of IN STRUGGLE!'s "The Path of the Canadian Revolution"**, Juin 1977, p. 16).

Mais le RSC, qui ne veut négliger aucun aspect de la question se sent obligé de dire, **en passant:**

"Ce qui ne veut pas dire que le gouvernement responsable n'était pas un progrès. Il étendait le droit de vote et fut un pas important vers la représentation populaire, une caractéristique importante de la démocratie bourgeoise". (idem, p. 16).

Ce qu'est la démocratie bourgeoise du point de vue de l'exploitation de la classe ouvrière par le capital, ce qu'elle est pour les intérêts de la bourgeoisie canadienne à l'époque, comment elle confère à la bourgeoisie qui l'acquiert une marge de manoeuvre beaucoup plus grande, comment elle est décisive pour le développement de **cette** bourgeoisie et beaucoup moins **décisive** pour la puissance coloniale qui est **forcée** (l'expression est de R.S.C.) de **permettre** ce développement de l'autonomie de la bourgeoisie dans l'ancienne colonie, tout cela, le R.S.C. ne le voit pas... bien qu'il se sente obligé de mentionner certains aspects de cette réalité.

Nous avons donc, selon le RSC, la Grande-Bretagne qui modifie sa politique coloniale **parce qu'elle veut gerder ses colonies**. Donc, conclue le R.S.C., on ne peut pas affirmer que la bourgeoisie canadienne a **obtenu** son indépendance politique **contre** la volonté de l'impérialisme britannique. Voilà qui semble bien logique. Mais le R.S.C. oublie un petit détail, une petite question qu'il ne veut pas poser: **pourquoi la Grande-Bretagne DOIT-ELLE** (encore une fois, l'expression est de RSC: "they must") **changer son attitude si elle veut conserver ses colonies?** Outre le fait que le résultat du processus n'est aucunement **le maintien** de la **colonie** en question, mais bien plutôt un processus de **décolonisation** (autre

chose que le R.S.C. et ses semblables ne voient pas), ce groupe ne pose pas la question de fond. C'est sa vision nationaliste des choses qui l'empêche de la poser, et c'est ce qu'il s'obstine à nier depuis la faillite du Progressive Workers' Movement, dont il tire son origine.

Si l'Angleterre **modifie** son attitude et **accorde** le gouvernement responsable en 1848, c'est en effet, comme le souligne le R.S.C., qu'elle y est **forcée!** Et qu'est-ce qui l'oblige à faire ces concessions? C'est le développement du capitalisme au Canada, donc le développement d'une bourgeoisie dont les **aspirations propres** entrent en contradiction avec les aspirations impérialistes et coloniales. Ce sont les facteurs politiques et économiques internes de l'époque au Canada qui sont déterminantes, et ce sont eux qui conduisent à l'indépendance du pays, quelle que soit la forme par laquelle elle se réalise, le nombre d'étapes qu'elle doit franchir pour se réaliser et le degré d'indépendance atteint aux différentes étapes.

Pour comprendre ce processus, il faut bien sûr comprendre les rapports entre la situation internationale et la situation interne au Canada à l'époque de son accession à l'indépendance. Cette époque, c'est celle où l'Angleterre s'impose comme première grande puissance industrielle mondiale. En Amérique du Nord, les Etats-Unis progressent à pas de géant et le capitalisme s'impose sur l'ensemble du territoire avec la défaite des Etats esclavagistes du Sud. Leur attrait sur le Canada est considérable et la tendance à l'union avec les Etats-Unis surgit périodiquement. On comprend ainsi que, pour la Grande-Bretagne, le maintien du Canada dans sa sphère d'influence devient un atout majeur pour protéger ses intérêts non seulement en Amérique du Nord mais aussi en Amérique du Sud.

Mais la question se pose: pourquoi l'Angleterre est-elle si conciliante envers la bourgeoisie canadienne alors qu'elle poursuit dans ses autres colonies une politique de mainmise totale à tous les plans: économique, politique, militaire? Pourquoi ce "traitement de faveur"? Etait-il dicté par un "préjugé favorable" de la bourgeoisie anglaise envers la bourgeoisie canadienne? Pas du tout. Il était un morceau de la politique internationale de la Grande-Bretagne, laquelle devait tenir compte de plus en plus de la menace des Etats-Unis. Mais cela n'explique pas encore pourquoi l'Angleterre **devait** concéder l'indépendance politique, car il eut été beaucoup plus profitable pour elle de conserver la mainmise totale sur le Canada et l'utiliser, **en tant que colonie**, pour consolider ses positions en face des Etats-Unis.

Ce qui a été le facteur déterminant, c'est le degré de mûrissement du capitalisme au Canada et des contradictions de plus en plus grandes entre le peuple canadien et les colonialistes. Le mouvement historique de la société canadienne l'amenait à entrer en opposition avec les entraves que la situation coloniale lui opposait. Le fait que la Grande-Bretagne ait accepté l'indépendance sans agression s'explique par le caractère du capitalisme naissant au Canada, lequel était historiquement intimement lié au Capital britannique. L'accession à **l'indépendance politique** n'impliquait pas une rupture de ces liens économiques. Le Canada demeurait à l'intérieur de la sphère d'influence de l'impérialisme britannique et continuait à jouer, quoi que sous une forme nouvelle, un rôle dans sa politique internationale.

Nous avons là les facteurs internes et externes qui ont marqué l'évolution de la société canadienne vers l'indépendance et sa constitution en Etat indépendant. Ce sont les facteurs internes qui jouent le rôle déterminant, les facteurs externes agissant sur eux soit pour les retarder, soit pour les accélérer. Au point de vue politique, la création de l'Etat canadien constituait le geste décisif qui allait permettre la consolidation de la bourgeoisie canadienne dans tous les domaines, y compris au plan économique. Voilà ce qui est essentiel et qui "donne une idée cohérente" du développement de la société canadienne.



Sans chemin de fer, pas d'unité du marché canadien, sans lui pas d'expansion pour les marchandises du Québec et de l'Ontario.

L'aveuglement du R.S.C. sur cette question fondamentale est, nous le répétons, typique de tous les courants nationalistes, en particulier ceux qui se présentent en habits de marxistes-léninistes. Ce qu'ils ne voient pas, c'est le rôle de l'Etat dans la croissance et la consolidation de la bourgeoisie canadienne. Nous verrons plus loin que cette myopie est particulièrement grande dans leur analyse du Canada au stade impérialiste et dans la question de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, et la place de l'Etat dans cette alliance. Pour le moment nous pouvons tirer la leçon suivante de l'analyse nationaliste; elle est, comme l'écrivait Lénine à propos de l'opportunisme, la théorisation de l'éclectisme:

"Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe les masses avec le plus de facilité; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc., mais, en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société". (**L'Etat et la révolution**, Ed. en langues étrangères, Pékin, p. 24-25).

Cette définition caractérise très bien l'analyse du R.S.C. (analyse par ailleurs typique de la plupart des courants nationalistes qui cherchent à influencer le mouvement ouvrier: N.P.D., Waffle, P.C.C. (m.-l.), L.C.(m.-l.)C.), etc...

Mais revenons à notre point principal, celui du rôle de l'Etat dans la première période de l'histoire du Canada comme pays indépendant.

Nous avons dit que la création de l'Etat canadien était pour la bourgeoisie canadienne la condition même de son existence et de son développement. Comment cela s'est-il réalisé dans la pratique? Par toute une série de mesures politiques, économiques et fiscales qui ont permis à la bourgeoisie canadienne de s'accaparer la terre, d'empocher des profits gigantesques à même les subventions de l'Etat et de soumettre le peuple au joug capitaliste. Nous prendrons pour exemple type la construction du chemin de fer transcontinental, la colone vertébrale du développement du marché national canadien à la fin du XIXe siècle. Cet exemple est plus qu'un fait parmi d'autres, c'est le facteur déterminant de la croissance de la bourgeoisie canadienne à l'époque.

En effet, sans le chemin de fer, pas d'unité du marché canadien. Sans lui, pas de marché pour les marchandises du centre (Québec et Ontario), ni de peuplement de l'ouest du pays (culture du blé) pour alimenter le marché extérieur. Le chemin de fer est de ce fait **le projet du siècle** de la bourgeoisie canadienne de la fin du XIXe siècle. Et les capitalistes et financiers qui s'en occuperont amasseront aussi les fortunes du siècle. Tout cela bien sûr grâce à la générosité de l'Etat qui y draine les finances publiques.

Voici un résumé du contrat du Canadian Pacific Railway: $25 millions en subventions directes de l'Etat, 25 millions d'acres de terre (tous volés aux autochtones et aux métis), don

à la compagnie de toutes les contructions entreprises par l'Etat et qui se totalisent à près de $40 millions, exemption de taxe sur tout le matériel requis pour la construction et l'opération du chemin de fer ainsi que sur tout le capital constant, pas de taxe non plus sur les terres concédées, pour une période de 20 ans, pas de frais de douanes sur l'importation des matériaux requis pour la construction, aucun contrôle gouvernemental sur les prix du transport tant que 10% de profit n'aura pas été réalisé sur le capital investi dans la construction du chemin de fer, etc., etc...

Quand on sait que le capital total investi dans les entreprises manufacturières en 1871 était de 36 millions de dollars, soit beaucoup moins que le coût du chemin de fer, on comprendra l'ampleur et l'importance considérables des travaux de construction du C.P.R., ainsi que la fortune tout aussi considérable amassée par les capitalistes et les financiers qui recevaient ces cadeaux de l'Etat. On comprendra aussi que les Pères de la confédération aient souvent été comparés à des constructeurs de chemins de fer!

Bien sûr, les emprunts effectués sur le marché financier de Londres sont extrêmement profitables aux impérialistes britanniques. Bien sûr, cette exportation de capital de la part de la Grande-Bretagne fait qu'elle accroît sa mainmise sur de larges secteurs de l'économie canadienne. Mais dans le cas de la bourgeoisie canadienne, il s'agit bien plus que de quelques investissements bien placés, il s'agit des bases même de son développement. Et c'est l'Etat qui, en garantissant ces emprunts, protège à la fois les investisseurs britanniques et les entrepreneurs canadiens.

On a ici un bon exemple de la façon dont la **politique** capitaliste sert son **économie**, de la façon dont l'Etat joue un rôle éminemment économique au service de l'accumulation du capital aux mains de la bourgeoisie. Mais pour que cette accumulation se réalise, il faut réprimer le peuple. Pour donner au C.P.R. les énormes territoires dont il a besoin, il faut prendre possession des terres au nom de l'Etat, il faut "annexer" les territoires du Nord-Ouest où les métis et les amérindiens résistent. Il faut parquer les amérindiens dans des réserves et nier tout droit aux métis (voir notre article dans le présent numéro). Pour que l'industrie se développe, il faut réprimer les tentatives d'organisation de la classe ouvrière. C'est la machine d'Etat qui se charge de ce travail. Il crée une "force publique" spéciale, la G.R.C., qui traque les métis et les amérindiens récalcitrants, les emprisonne et les assassine. Dans les usines on bat les enfants, on surexploite les femmes, on impose des amendes, on pousse l'exploitation jusqu'au bout, ainsi que le révèle ce témoignage à la **Commission royale d'enquête sur les relations du capital et du travail** en 1889:

> "La journée de travail était finie. Le contremaître demanda à un apprenti de balayer. Celui-ci refusa. Le contremaître s'empara du couvercle d'un moule (le moule était une plaque de deux pieds et demi de long par six pouces d'épaisseur). Puis il le prit par le bras et le rossa en criant: "Tu balaieras!" le petit garçon refusa encore. Le contremaître lui donna alors des coups dans les reins, le reprit par le bras et le poussa dans une allée où il lui tendit le balai. Le petit gars refusa une fois de plus de le prendre. Ce que voyant, le contremaître le prit à deux mains par les hanches et lui fit heurter le sol des genous. Le petit gars resta couché sur le sol deux à trois minutes durant, sans remuer. Il s'était évanoui. Il avait perdu conscience. Je le pris et le ramenai à sa mère."

Par des lois qui niaient le droit d'organisation et de grève, par la répression policière et de l'armée lors de celles-ci, l'Etat canadien permettait aux capitalistes de pousser l'exploitation du travail jusqu'à ses limites extrêmes.

Bref, l'Etat canadien se constitue comme instrument du capital, comme force organisée et armée pour mâter le peuple travailleur, comme moyen d'accumulation pour placer entre les mains des capitalistes toutes les richesses de la société.

L'Etat et l'impérialisme au Canada

Loin de s'estomper avec la transformation du capitalisme en capitalisme de monopole, l'intervention de l'Etat dans l'accumulation capitaliste et son rôle répressif à l'égard de la classe ouvrière et des masses laborieuses en général s'accroissent. Plus le monopole s'impose comme forme dominante du capital, plus l'Etat devient un instrument au service des monopoles. C'est cette réalité qu'exprime la phrase suivante tirée de l'article 6 du Projet de programme publié par EN LUTTE!:

> "C'est une poignée de grands financiers canadiens, d'abord alliés à l'impérialisme britannique puis américain, qui y dominent la vie économique et sociale, utilisant l'Etat pour promouvoir leurs intérêts de classe au pays et prendre part aux luttes interimpérialistes pour le repartage du monde comme l'a illustré leur activité au cours des guerres mondiales passées et d'autres interventions militaires destinées à stopper l'émancipation des peuples de divers pays." (p. 20)

Là encore nous nous confrontons au point de vue nationaliste dont les divers courants infestent le mouvement ouvrier et le mouvement marxiste-léniniste. Car ici encore ces courants tentent de masquer la réalité canadienne; ici encore, et surtout, ils masquent la nature véritable de l'Etat et son rôle dans la domination et la consolidation de la bourgeoisie canadienne devenue bourgeoisie impérialiste.

Nous aurons aussi affaire à d'autres courants et déviations qui, tout en ne cadrant pas dans le courant nationaliste proprement dit, déforment aussi la question de l'Etat canadien et de son rôle.

L'Etat et l'alliance impérialiste Canada-USA

Puisque cette question est au centre du débat sur le contrôle du pouvoir d'Etat au Canada, sur la place de l'Etat dans l'analyse de la société canadienne d'aujourd'hui, donc sur les tâches de la révolution socialiste canadienne, il faut clarifier dès le départ un certain nombre de choses d'ordre général. Nous renvoyons aussi le lecteur à notre article dans le présent numéro d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** qui porte sur la Deuxième Guerre mondiale et qui fournit de nombreux matériaux nécessaires à la compréhension de la question étudiée ici.

Il faut d'abord dire que s'il y a alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain, l'instrument principal du maintien de cette alliance ce sont les Etats des bourgeoisies impliquées. Parler d'alliance sans placer ce facteur au premier plan est une niaiseire monumentale.

Au point de vue économique, la forme la plus développée de l'alliance est "la fusion économique des capitaux financiers" (Lénine) des deux bourgeoisies; cette fusion constitue la base économique de l'alliance. Mais on aurait tort de croire que cette fusion est le produit d'une "planification" de la part de la bourgeoisie. Elle s'opère constamment au stade impérialiste par la pénétration du capital financier des pays impérialistes dans les autres pays — y compris, bien sûr, dans les autres pays impérialistes. Cette fusion ne peut conduire à une **alliance** — et non à une prise de contrôle totale, à une **annexion** pure et simple — que si la bourgeoisie plus faible possède des moyens d'offrir une certaine résistance à l'envahissement du capital monopoliste de la bourgeoisie plus puissante et de s'y associer de telle sorte qu'elle puisse en tirer profit. Sans cette possibilité, il est absurde de parler d'alliance. Car pour l'impérialisme, comme l'a expliqué Lénine, l'essence de sa politique c'est la tendance aux grands empires et à l'annexion coloniale. Mais Lénine n'était pas doctrinaire; aussi concevait-il et observait-il de fait dans la réalité que la tendance aux grands empires n'élimine pas la possibilité pour



La "mission de paix" des impérialistes canadiens dans le Sinaï.

L'armée impérialiste canadienne en Corée.





Donald Jamieson, ministre des affaires extérieures, en "visite" au Brésil.



Allan Mac Eachen signe un accord avec les impérialistes de la Communauté économique européenne.

les grandes puissances de tolérer l'indépendance politique des pays moins puissants quand ça fait leur affaire, quand c'est profitable pour leur politique hégémonique dans son ensemble dans le monde, pour leur politique de rapine et leurs préparatifs de guerre.

Nous avons donc les deux affirmations suivantes de Lénine:

"Seul la propriété coloniale garantit complètement les monopoles contre tout contingentement". (Lénine, notre traduction).

et cette autre citation:

"La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable, et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste d'Etat autonomes et indépendants au sens politique du terme. Une telle alliance est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une "coopération" militaire dans la guerre impérialiste. La lutte nationale, l'insurrection nationale, la séparation nationale sont parfaitement "réalisables" et s'observent pratiquement **à l'époque** de l'impérialisme, allant même jusqu'à s'intensifier, car l'impérialisme n'arrête pas le développement du capitalisme et la croissance des tendances démocratiques dans la masse de la population, mais **attise** l'antagonisme entre ces aspirations démocratiques et la tendance anti-démocratique des trusts.

"C'est seulement en partant de "l'économisme impérialiste", c'est à dire d'une caricature du marxisme que l'on peut volontairement ignorer, par exemple, ce phénomène original de la politique impérialiste: d'une part, la guerre impérialiste actuelle nous montre des exemples de la façon dont on réussit, par la force des liens financiers et des intérêts économiques, à entraîner un petit Etat politiquement dépendant dans la lutte entre les grandes puissances (l'Angleterre et le Portugal). D'autre part, la violation du démocratisme à l'égard des petites nations, bien plus impuissantes (à la fois économiquement et politiquement) contre leurs "protecteurs" impérialistes, provoque soit l'insurrection (l'Irlande), soit le passage de régiments entiers du côté de l'ennemi (les Tchèques). Dès lors, il est non seulement "réalisable" du point de vue du capital financier, mais **parfois** franchement **avantageux** pour les trusts, pour **leur** politique impérialiste, pour **leur** guerre impérialiste, d'accorder le plus de liberté démocratique possible, voire l'indépendance en tant qu'Etat à **telle ou telle** petite nation, afin de ne pas risquer de compromettre "leurs" opérations militaires. Oublier le caractère particulier des rapports politiques et stratégiques et répéter, à propos et hors de propos, le mot appris par coeur d'"impérialisme" n'a rien à voir avec le marxisme". (**Oeuvres**, tome 23, pp. 53-54)

C'est intentionnellement que nous reproduisons ici tout le passage où Lénine traite de la question. Notre intention est de répliquer au RSC qui nous accuse, dans sa brochure **Critique of IN STRUGGLE!'s "The Path of the Canadian Revolution** (p. 42-43), de déformer la pensée de Lénine en ne citant pas toujours, chaque fois que nous abordons cette question, tout le passage concerné. Nous le reproduisons ici non pas pour faire plaisir au R.S.C., mais bien pour montrer que ce faisant nous apportons une preuve de plus de sa déformation

du marxisme-léninisme en ce qui regarde les rapports interimpérialistes et, plus particulièrement, la place de l'Etat dans cette question.

Mais ce qui est principal et décisif dans le cas de la "politique impérialiste", c'est la tendance à la soumission des petites nations, et cela à tous points de vue: économique et politique. Mais il arrive que cela ne soit pas toujours possible. La "politique impérialiste" alors s'accomodera très bien de l'indépendance et de certaines concessions du pays plus faible. Ce "choix" de la politique impérialiste ne lui vient pas de sa grandeur d'âme; il lui est **imposé** par le rapport de forces à l'échelle mondiale, d'une part, et d'autre part (et surtout) par les facteurs internes au pays plus petit, lesquels l'empêchent de recourir à la forme de sujétion qui lui est la plus appropriée, c'est-à-dire **la soumission totale**, l'annexion pure et simple. C'est ce dernier aspect que s'efforcent de nier les nationalistes (et le R.S.C.) dans le cas du Canada.

Dans le cas du Canada, deux choses expliquent cette situation. Il y a d'abord le fait que la bourgeoisie canadienne a su consolider son emprise sur le pouvoir d'Etat de façon à se protéger dans les secteurs monopolistes où elle est dominante (en particulier dans le secteur des banques, ce qui est très important quand on connaît la place prépondérante qu'occupe le capital banquaire dans la constitution du capital financier); il y a ensuite le fait que les politiques du capital financier canadien concordent pour l'essentiel avec la politique de l'impérialisme américain et avec ses intérêts économiques. Le terme d'alliance désigne donc, non seulement la fusion économique des capitaux financiers des deux bourgeoisies, mais aussi et surtout, l'utilisation de l'Etat pour **négocier** des ententes qui délimitent les contours de cette alliance économique et **assurer** que les intérêts de la bourgeoisie canadienne ne soient pas complètement balayés par la puissance impérialiste étrangère.

L'Etat, les monopoles et le pouvoir d'Etat au Canada

"La guerre, c'est la continuation de la politique", ont toujours affirmé les marxistes-léninistes. En effet, les guerres impérialistes, les agressions des pays impérialistes, ne sont qu'une des formes de la politique du capital monopoliste dont l'essence est l'asservissement des peuples et des nations, l'exploitation extrême du prolétariat et la réaction politique sur toute la ligne. Il n'est donc pas étonnant que la participation de la bourgeoisie canadienne aux deux guerres mondiales passées soit extrêmement révélatrice du caractère de la bourgeoisie canadienne, sur son développement en tant que bourgeoisie impérialiste et sur la place qu'elle occupe dans la chaîne impérialiste mondiale — en particulier les alliances dans lesquelles elle est engagée depuis le début du siècle.

En effet, quiconque observe sans préjugé opportuniste le rôle de la bourgeoisie canadienne lors de ces deux guerres mondiales, constatera à quel point le massacre du peuple est pour le capital monopoliste un événement très "enrichissant", un moment de concentration du capital, un moment d'expansion à tout point de vue.

Notre but n'est pas ici de dresser le bilan détaillé de ces périodes de prospérité du capital monopoliste canadien. D'autres documents (voir **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, no. 3 et l'article dans le présent numéro sur la Deuxième Guerre mondiale) s'y sont attardés plus longuement et d'autres viendront développer cette analyse. Notre but ici est de faire le point sur la place de l'Etat dans ce processus et de montrer comment il est l'instrument de la politique d'une "poignée de grands financiers canadiens qui dominent toute la vie sociale et économique du Canada". (**Projet de programme**, article 6).

En tant qu'expression concentrée de la politique du capital monopoliste, la guerre impérialiste révèle plus qu'en



Trudeau et Carter lors des discussions sur le pipeline du Nord ouest canadien. L'alliance politique entre le Canada et les Etats-Unis est avant tout une alliance entre deux Etats impérialistes.

toute autre circonstance la nature de cette politique et le rôle qu'y joue l'Etat.

Les deux guerres impérialistes mondiales ont montré comment l'Etat n'est plus qu'une machine pour l'expansion du capital monopoliste au pays et dans le monde. Endettement de l'Etat auprès des financiers; subventions aux monopoles (dégrèvements d'impôts, rachat de compagnies en faillite, etc); utilisation de l'Etat pour établir des ententes commerciales destinées à épauler l'expansion à l'étranger (prêts à des pays faibles pour que ces derniers puissent acheter des marchandises des producteurs canadiens); répression du mouvement ouvrier (gel des salaires, interdiction du droit de grève, emprisonnement des chefs ouvriers, etc, etc). Voilà autant de moyens qui ont été utilisés par le capital monopoliste pour se consolider au pays et à l'étranger.

En période de crise (et la guerre impérialiste mondiale fait partie de la crise) les liens entre le capital financier et l'Etat revêtent des formes extrêmement limpides. Comme le démontre l'article sur la Deuxième Guerre mondiale dans ce numéro, ces liens se matérialisent dans et par une prise en main directe des institutions clé de l'Etat, par des représentants directs du capital monopoliste. La bourgeoisie monopoliste concentre ainsi entre les mains d'une poignée de ses représentants tous les pouvoirs économiques et politiques. Bien entendu cela se fait aussi en période de paix; seulement ici ils prennent une forme plus évidente. En période de crise profonde, le caractère dictatorial de la domination de la bourgeoisie est mis à nu. Comparez par exemple les deux listes suivantes qui énumèrent les personnalités du "monde des affaires" qui ont pris en main les interventions économiques de l'Etat en Allemagne (sous les fascistes hitlériens) et au Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale;

Membres du Conseil économique suprême provisoire du gouvernement Nazi:

- Herr Krupp von Bohlen, magnat de l'armement; fortune personnelle, $25,000,000.00 (environ); représentant pour environ $75,000,000.00 en capital;
- Herr Fritz Thyssen, magnat de l'acier; fortune personnelle, environ $25,000,000.00;
- Herr F.C. Von Siemens, magnat de l'électricité; fortune personnelle, environ $30,000,000.00;
- Prof. Karl Bosch, fortune personnelle, environ $10,000,000.00;

- Dr. A. Vögler, Trust de l'acier allemand; fortune personnelle, environ $25,000,000.00;
- Herr A. Diehn, Directeur du syndicat de la Potasse
- Herr Bochinger, Directeur de Maximilian Steel Works; capital, environ $6,000,000.00
- Herr F. von Schroeder, banquier;
- Herr A. von Finck, banquier;
- Herr F. Reinhart, banquier.

(Ref. R. Palme DUTT, **Fascism and Social Revolution**, 1935, Proletarian Publishers, San Francisco, 1974, p. 102).

Au Canada maintenant, lors de la 2e Guerre mondiale.

Le Wartime Prices and Trade Board

- Président: Donald Gordon, chauvin notoire, futur président du CNR;
- William Austin, qui sera plus tard assistant du président de GM of Canada;
- John Ernest Birning, plus tard président de Consumers Glass Co. Ltd.;
- James Stewart, futur président de la Banque canadienne de Commerce.

Le Ministère des Munitions et de l'approvisionnement

- C.D. Howe, président, collectionnaur de directorats: à Ogilvies, Aluminium Limited, Bank of Montreal, National Trust, Dominion Tar and Chemicals, Price Brothers, Crown Life Insurance, Atlass Steel, Rio Tinto Mining, Hoklinger Consolidated, Ocean Cement et le Chemical Corn Exchange Bank aux Etats-Unis;
- E.P. Taylor, financier, président de Argus Corporation;
- Eric Philips, président de Massey Fergusson;
- Hugh Scully, plus tard directeur de IBM Canada et Consul Général du Canada à New York;
- Joseph Simard, Président de Marine Industries.

(et ce ne sont là que quelques représentants de la clique de personnalités que le capital monopoliste installe dans les postes clés de l'appareil d'Etat).

Les financiers deviennent fonctionnaires et les fonctionnaires deviennent financiers. Voilà comment les liens personnels entre le grand capital et l'Etat se tissent.

Mais tout cela, selon certains, ne serait qu'une mascarade servant à cacher le fait que les politiques de l'Etat canadien sont déterminées, non pas en fonction des intérêts du capital financier canadien mais en fonction de ceux des Etats-Unis. La participation du Canada à la guerre serait le résultat de cette subordination aux intérêts américains, la bourgeoisie canadienne ayant dû **subir** cet hégémonisme qui l'entraîna dans la guerre.

Si l'on veut dire par là que la bourgeoisie canadienne n'aurait pas pu déclencher la guerre, on ne fait que constater quelque chose d'évident que personne ne conteste. Mais c'est une erreur de croire que la bourgeoisie canadienne n'y participe que sous le poids de la contrainte. Bien au contraire, sa participation n'est que la poursuite de la politique impérialiste d'avant la guerre; elle est la participation d'une bourgeoisie impérialiste à une guerre impérialiste, une bourgeoisie qui se sert de l'Etat pour organiser cette participation à la guerre et pour tirer son épingle du jeu dans les rivalités qui agitent le camp des Alliés.

C'est ce que l'article sur la 2e Guerre mondiale a illustré avec les exemples du projet C.A.N.O.L., des ententes commerciales avec les USA au sujet du matériel de guerre, etc. En d'autres mots, le capital financier canadien a la main haute sur les conditions générales de l'activité économique au pays; il se sert de l'Etat pour encadrer ses rapports avec les Etats-Unis et pour profiter au maximum de leur accession à la tête du bloc impérialiste occidental après la 2e Guerre mondiale.

Bien entendu, cette alliance de plus en plus étroite avec l'impérialisme américain signifie l'interpénétration de capitaux financiers des deux pays et, du fait de la puissance américaine, une menace sur l'indépendance nationale du Canada. Mais cela ne préoccupe le capital monopoliste canadien que dans la mesure où ça met en cause ses propres intérêts. Pour le reste, il s'en accomode très bien.

Le cas des banques est particulièrement significatif à cet égard. Ici, la bourgeoisie canadienne est d'une agressivité remarquable. Le capital bancaire, c'est **sa** platebande et elle ne tolère aucune intrusion, fut-elle de son allié géant l'impérialisme américain. Aussi a-t-elle pris un soin extrême à consolider ce secteur dès le début du siècle et elle le perfectionne périodiquement depuis ce temps. L'exemple n'est pas ici choisi au hasard, mais bien parce que le secteur bancaire représente une dimension fondamentale du capital financier et que, ainsi que l'a expliqué Lénine dans **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, c'est lui qui, règle générale, est à l'avant-garde du développement du capital monopoliste et de la constitution du capital financier (lequel résulte de la fusion du capital bancaire et du capital industriel).



Trudeau en visite à Colorado Spring, quartier général de N.O.R.A.D.

Dans les **Commentaires** au **Projet de programme**, nous écrivions: "Au cours de cette même période (1900-1935), la concentration du capital bancaire s'effectue dans des proportions énormes; en effet, en 1900 il y avait 36 banques canadiennes, en 1925 il n'en restait que 11 et en 1937 trois banques seulement réunissent 60% de tous les actifs bancaires au Canada" (p. 55-56). Comment s'effectue cette réduction du nombre de banques ? Par l'absorbtion de banques poussées à la faillite (le plus souvent par celles qui les absorbent). Mais quel rôle l'Etat joue-t-il là-dedans? Par une législation qui rend plus difficile la formation de nouvelles banques et qui assure le monopole canadien dans ce secteur clé de l'économie impérialiste. Ce "coup de pouce" de l'Etat à la constitution du monopole dans le secteur bancaire a pour effet, d'une part, que de 1900 à 1925, 75% des disparitions sont le fait de **fusions**, alors qu'auparavant 80% étaient le fait de faillites; il y a donc intervention directe de l'Etat pour favoriser la concentration du capital bancaire. D'autre part, la protection du monopole canadien sur le capital bancaire empêche la prise en main par le capital financier américain. Le cas de la Banque Mercantile du Canada est un bon exemple.

La "First National City Bank" (la banque du plus puissant groupe financier américain, le groupe Rockefeller) ayant acquis des parts prédominantes dans la Banque Mercantile, voulut passer outre à la Loi des Banques; l'Etat canadien l'obligea à se départir de ses avoirs malgré de fortes pressions de la part des USA. Si le libre jeux des "forces économiques", comme disent les économistes bourgeois, avaient prédominé, il n'y aurait plus de monopole bancaire canadien ici. Mais l'intervention politique de l'Etat est là pour protéger les monopoles canadiens quand ils sont en danger.

L'Etat et la révolution

Dans la première partie, nous avons examiné la question de la nature et de la fonction de l'Etat: un instrument de domination d'une classe sur une autre. Dans la deuxième partie, nous avons analysé la question du pouvoir d'Etat et montré que ce pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie canadienne, laquelle se sert de ce pouvoir pour étendre ses tentacules impérialistes dans le monde et pour mâter la lutte de la classe ouvrière et des masses travailleuses au pays. Il faut maintenant voir où mènent, du point de vue de la lutte pour le socialisme au Canada, les divers préjugés et déformations opportunistes sur l'Etat. Nous verrons ainsi mieux pourquoi le point de vue marxiste-léniniste véritable est le seul qui se place vraiment du point de vue des intérêts fondamentaux, révolutionnaires, du prolétariat.

La question du pouvoir d'Etat dans la révolution

En abordant ce point, il ne faut pas perdre de vue que la question du pouvoir d'Etat ne se ramène pas à celle du pouvoir gouvernemental seulement. Le pouvoir d'Etat, c'est essentiellement le pouvoir sur les formes qui confère sa force à ce pouvoir, c'est-à-dire son pouvoir coercitif, la capacité d'imposer un certain ordre — cet ordre étant toujours celui d'une classe.

Essentiellement, ce qui distingue le socialisme du capitalisme, c'est que dans le premier cas existe la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail salarié par le capital, tandis que dans le deuxième, ils n'existent pas. Sous le capitalisme, ce sont les propriétaires des moyens de production, les possesseurs de la terre, des usines, des machines, des moyens de communication, de transport, etc., qui dominent. Sous le socialisme, ce sont les masses travailleuses qui, ayant arraché les moyens de production à la bourgeoisie et ayant aboli l'exploitation de l'homme par l'homme, utilisent le potentiel de production de la société pour le mieux-être collectif.

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Ils la réaliseront par la révolution socialiste qui supprimera la propriété privée des moyens de production pour instaurer la propriété socialiste et collective et remplacera la production capitaliste des marchandises par l'organisation socialiste de la production basée sur le travail de tous les membres de la société et destinée à assurer le bien-être complet et l'épanouissement de chacun" (Article 9 du **Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien**).

Sous le capitalisme, c'est le profit qui est la règle d'or de la production. Sous le socialisme, c'est la satisfaction des besoins des masses travailleuses par une économie planifiée en fonction de ces besoins — et non plus en fonction des profits que peut en retirer une infime minorité de possédants. Tel est le but de la révolution socialiste.

La question se pose donc: comment réaliser cet objectif? Peut-il être atteint par une transformation progressive de la base économique de la société? Est-il concevable que l'on puisse progressivement **socialiser** les moyens de production et ainsi saper l'assise économique de la bourgeoisie?

Le mouvement communiste international a connu dans le passé des scissions importantes à partir de divergences sur ces questions fondamentales. A l'époque de la Première Guerre mondiale se consolida un courant opportuniste qui allait donner naissance à la social-démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui. Ce courant préconisait le "passage pacifique au socialisme", c'est-à-dire l'idée que l'on peut parvenir au socialisme par une **progression** continue de la "démocratie" bourgeoise, laquelle n'était pas vue comme l'expression de la domination d'une classe sur une autre, mais comme la "démocratie pure", et l'Etat démocratique parlementaire comme le cadre dans lequel peut s'opérer la transformation de la société vers le socialisme. De nombreux partis, qui autrefois se réclamaient du marxisme, s'engagèrent dans cette voie réformiste (les partis socialistes européens, les partis travaillistes, comme en Angleterre, etc.). Au Canada, c'est le Nouveau Parti démocratique (N.P.D.) qui incarne cette conception du socialisme bourgeois, du "socialisme démocratique", selon l'expression favorite des sociaux-démocrates. Quelques revendications tirées du programme du N.P.D. suffiront pour illustrer la nature véritable de la social-démocratie. On peut lire en effet que le N.P.D. prône:

"Création de Sociétés de la Couronne dans le domaine de la production alimentaire et de la distribution, dans le but d'offrir une véritable (sic!) compétition aux compagnies privées" (p. 3).

"Encourager la propriété publique et coopérative dans le but de contrebalancer le pouvoir aujourd'hui concentré dans les mains de corporations géantes dont les décisions peuvent (sic!) être contraires à l'intérêt public" (p. 19).

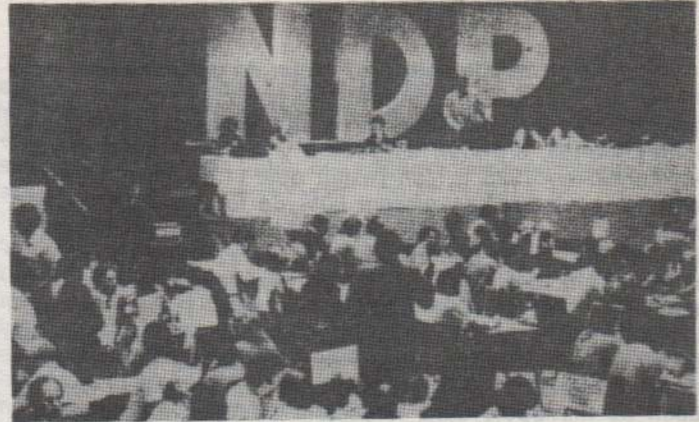
Sous le couvert de l'idéologie anti-monopoliste petite-bourgeoise du retour au capitalisme de concurrence, on a là le projet d'une fraction de la bourgeoisie qui aspire à se hisser au pouvoir en utilisant l'Etat comme instrument de sa puissance économique. La propriété publique dont parle le N.P.D. est celle qui se pratique couramment dans tous les pays capitalistes et impérialistes et que la bourgeoisie canadienne a d'ailleurs abondamment utilisée dans le passé. C'est la propriété d'Etat capitaliste qui repose, comme toute propriété capitaliste des moyens de production, sur des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers, lesquels n'ont aucun pouvoir ni sur le processus de travail, ni sur les moyens de production, ni sur les produits du travail.

Ces revendications, comme d'ailleurs tout le programme du N.P.D., sont basées précisément sur l'illusion que l'on peut bâtir progressivement un Canada socialiste en contrecarrant dans différents domaines la rapacité des capitalistes — et en particulier des gros capitalistes étrangers.

Tout cela serait possible si seulement le peuple canadien élisait un gouvernement qui aurait **véritablement** à coeur les intérêts des travailleurs — comme par exemple le N.P.D. en Colombie-Britannique, il y a quelques années, ou en Saskatchewan présentement. Pas question ici **d'abolir** la propriété privée des moyens de production, ni l'exploitation du travail salarié par le capital. Il s'agit plutôt (et seulement), comme l'affirme le N.P.D., d'offrir une "véritable" concurrence aux monopoles par le moyen de corporations d'Etat. Et puisqu'il n'est pas question d'abolir la propriété privée des moyens de production, nul besoin alors de **contrainte** — si ce n'est quelques règlements sur l'impôt et les politiques d'investissement de l'épargne, ce que n'importe quel gouvernement bourgeois, sans le vernis pseudo-socialiste du N.P.D., peut réaliser sans changer d'un poil la nature du système économique capitaliste. Nul besoin, donc, selon la logique social-démocrate, que la classe ouvrière s'attaque au pouvoir d'Etat pour se l'approprier. Les capitalistes pourront toujours s'accomoder du socialisme "rose nanane" de la social-démocratie. Il suffit d'élire le N.P.D. qui s'occupera de **convaincre** les capitalistes qu'ils ont avantage à être moins avides et plus conscients de leurs "responsabilités sociales".

Partout où les sociaux-démocrates ont été au pouvoir, cette "stratégie pour le socialisme dans la légalité et la démocratie" n'a produit que deux résultats: ou bien le gouvernement social-démocrate fait la preuve que sa politique réformiste ne se distingue en rien, pratiquement, de n'importe quel autre gouvernement bourgeois (Angleterre, Suède, Israël) et il réussit à mâter la classe ouvrière pendant un certain temps, ou bien leur pouvoir s'exerce dans des conditions où la montée des luttes révolutionnaires est rapide, et alors leur politique de conciliation de classes et de **respect** des lois du système capitaliste mène la classe ouvrière au désastre (le cas du Chili). Dans les deux cas, la politique social-démocrate mène à l'échec de la révolution, à la trahison des intérêts fondamentaux des masses travailleusese.

Ainsi, sous le couvert de ce qu'il appelle le "socialisme démocratique" (donc d'un "socialisme" où le capitalisme aussi bien que le socialisme a le **droit** d'exister!!!), la social-démocratie laisse intacts les lois fondamentales et les organismes vitaux du pouvoir d'Etat bourgeois. Or, les laisser intacts, c'est les laisser dans les mains de la bourgeoisie. Au Chili, le gouvernement d'Unité populaire n'a pas voulu s'attaquer aux organes vitaux de la machine d'Etat. Il appelait cela le respect de la **constitution** ou encore la révolution dans la légalité! C'était laisser entre les mains de la bourgeoisie les moyens de conserver le pouvoir et de réprimer le mouvement



Congrès du N.P.D. en juin 76, pour ce parti il ne sera jamais question de détruire l'Etat bourgeois.

révolutionnaire des masses travailleuses. Ce qu'elle fit avec une férocité et une violence typiques de toute bourgeoisie qui prend sa revanche sur la révolution. Et cela dans un pays où le démocratisme était, disait-on, la fine fleur du démocratisme d'Amérique latine, un pays où l'armée était "neutre", non "politique", etc., etc.

De ce qui précède on peut tirer la conclusion suivante: pour entreprendre la transformation révolutionnaire de la base économique de la société, pour exproprier la bourgeoisie, socialiser les moyens de production et mettre fin à l'exploitation du travail salarié par le capital, le prolétariat doit **d'abord s'emparer du pouvoir d'Etat,** c'est-à-dire du seul moyen qui lui permet d'imposer ses volontés à la bourgeoisie. Ce pouvoir, ce ne peut être celui de quelques ministres ou parlementaires qui, louvoyant entre les diverses fractions de la bourgeoisie, tentent de faire la révolution sans nuire à la bourgeoisie et à ses institutions "démocratiques".

La nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois

Dans les années 50 il se produisit une autre importante scission dans le mouvement communiste international. Encore une fois, la question de l'Etat était au coeur de la divergence. Encore une fois, la conception bourgeoise du "passage pacifique au socialisme", l'abandon du principe de la dictature du prolétariat et la nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois vinrent infester les rangs du mouvement ouvrier dans de nombreux pays. Cette fois, le chef de file de cette nouvelle révision du marxisme était le Parti communiste d'U.R.S.S., dont la direction avait été usurpée par une clique bourgeoise après la mort de Staline. Cette scission causa un tort incalculable au prolétariat du monde entier.

Au Canada, c'est le Parti "communiste" canadien qui incarne ce nouveau révisionnisme, c'est-à-dire cette nouvelle révision du marxisme — d'où l'expression de "révisionnisme moderne" pour le qualifier.

Dans son programme **La voie vers la socialisme au Canada,** le Parti "communiste" canadien affirme ce qui suit:

"Le Parti communiste mène une lutte constante contre les idées réformistes. Il déclare que quelle que soit la "prospérité" temporaire pouvant survenir des conditions particulières du capitalisme nord-américain, les lois générales du capitalisme et la crise générale du système capitaliste évoluent pleinement, conduisant inévitablement à la faillite du système capitaliste et au socialisme.

"Les réformistes sociaux considèrent l'Etat comme une institution "au-dessus des classes" et n'ayant besoin que de leur direction pour devenir "bonne" pour les travailleurs. Ils répandent cette illusion au sein des mouvements ouvrier et agricole, affirmant que l'Etat capitaliste canadien est en réalité une autorité "impartiale" dont les défauts découlent du fait que l'Etat est contrôlé par des gens qui devraient être ailleurs. De cette façon ils désarment politiquement les travailleurs et les cultivateurs et tentent d'inté-

grer le mouvement ouvrier aux intérêts politiques de la classe capitaliste.

"Le communisme est fondamentalement opposé au réformisme social — le système de pratiques et de vues opportunistes comprenant des politiques de collaboration de classes entre les travailleurs et les capitalistes. Le réformisme social s'attache à perpétuer le système capitaliste, à limiter les mouvements populaires à des buts étroitement parlementaires et à des réformes partielles." (p. 32)

Comme on va le voir, le P."C".C., lui, ne veut pas "limiter les mouvements populaires à des buts **étroitement** parlementaires", mais bien **largement** parlementaires.

Mais à la lecture de cette déclaration de guerre au réformisme et au parlementarisme, on a bien l'impression que le Parti "communiste" canadien n'est pas si révisionniste qu'on le pensait! Ne déclare-t-il pas que l'Etat n'est pas au-dessus des classes? Ne s'oppose-t-il pas à l'illusion du parlementarisme? N'affirme-t-il pas vouloir abolir le capitalisme? (en fait il affirme ne pas vouloir le **perpétuer**). Il y a bien là des prétentions à appliquer le marxisme-léninisme, lesquelles sont par la suite réduites à néant quand le parti révisionniste nous explique comment il voit l'avènement du socialisme au Canada, c'est-à-dire comment il sombre **tout à fait** dans le marais de la social-démocratie. Que propose-t-il comme mesures pouvant ouvrir la voie du socialisme au Canada?

- "L'élection d'un gouvernement populaire démocratique anti-monopoliste et anti-impérialiste" (p. 34);
- "La démocratisation de l'appareil d'Etat, celle des forces armées, de la police, de la fonction publique, des institutions judiciaires et pénales" (p. 37);
- "Le contrôle démocratique de l'Etat" (p. 38).

Et voilà comment le socialisme résultera d'un processus d'élargissement de la "démocratie" pure. Voilà comment l'on substitue la voie parlementaire (**largement** parlementaire et non plus "étroitement" parlementaire) à la voie révolutionnaire. Voilà comment s'évanouissent dans le programme de ce parti la théorie marxiste-léniniste et la caractère révolutionnaire du P."C".C.

Nulle part le P."C".C. ne parle de détruire l'appareil d'Etat bourgeois. Il parle plutôt de l'Etat "contrôlé démocratiquement" et de l'Etat au service de tout le peuple qui élira une majorité stable au gouvernement. Comment le P."C".C. nomme-t-il cette voie **novatrice** vers le socialisme? "La transition pacifique au socialisme" (p. 40). Comme trouvaille d'anti-réformistes si radicaux, il est difficile de faire mieux!

Comparons donc cette salade du démocratisme petit-bourgeois au point de vue de Lénine sur la question:

"Quiconque reconnaît **uniquement** la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui **étend** la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la **dictature du prolétariat.** C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance **effective** du marxisme. (**L'Etat et la révolution,** p. 41).

En plusieurs endroits Marx et Lénine parlent de la nécessité de "concentrer toutes les forces de destruction contre le pouvoir d'Etat"; ils affirment que la lutte pour le socialisme impose au prolétariat "non d'améliorer la machine d'Etat, mais de la démolir, de la détruire" (Lénine), et de la remplacer par la dictature du prolétariat.

C'est ce principe fondamental du marxisme-léninisme qu'exprime l'article 10 du **Projet de programme** publié par EN LUTTE!:

"Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit prendre la tête des masses exploitées et opprimées, s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs. Là réside la condition fondamentale qui garantit l'édification socialiste jusqu'au communisme et empêche qu'aucune nouvelle classe exploiteuse ne puisse se constituer sur les ruines économiques et idéologiques de la société bourgeoise en réintroduisant l'appropriation par une minorité des fruits du travail de la majorité, ce qui serait la voie du retour au capitalisme sous une forme nouvelle."

Pourquoi? Parce que la machine d'Etat édifiée par la bourgeoisie est un instrument de domination de classe: celle de la bourgeoisie (une petite minorité) sur le prolétariat et les masses travailleuses (l'écrasante majorité de la population). Cette machine d'Etat est constituée de telle sorte qu'elle est fondée sur la toute puissance d'une "force publique" armée jusqu'aux dents et le désarmement complet des travailleurs. Or, comment les travailleurs vont-ils imposer leur volonté aux bourgeois? En brisant les principaux instruments de sa force: l'armée permanente et la police et en érigeant sa **force publique,** une force basée, elle,sur l'armement des travailleurs. Or, faire cela, c'est démolir la machine d'Etat, c'est démolir le centre nerveux du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie.

Pas de socialisme sans révolution politique

Ce que les révisionnistes et les sociaux-démocrates préconisent, c'est que l'on peut faire une transformation socialiste de la société **sans révolution politique et de façon pacifique.** Pour eux, il est possible d'introduire ce que le P."C".C. appelle des "politiques socialistes" dans l'appareil d'Etat et dans l'économie. Ce processus entraînerait progressivement l'érosion du pouvoir bourgeois et une transformation du rapport de forces entre les masses travailleuses et les monopoles, ce qui "ouvrirait" la voie vers le socialisme de façon pacifique dans le cadre même des institutions parlementaires.

La stratégie du passage pacifique au socialisme se base donc à la fois sur une négation du caractère dictatorial de l'Etat (au sens de la dictature d'une classe sur une autre) et sur l'illusion que les rapports socialistes de production peuvent être introduits **progressivement** par une **démocratisation** de l'économie... capitaliste.

Ce dernier aspect de la question a toujours été l'objet d'une lutte importante entre marxistes-léninistes et révisionnistes de toutes les tendances. Au début des années 60, le Parti communiste chinois mena une lutte acharnée contre le révisionnisme des communistes d'U.R.S.S. et d'autres pays. Dans une polémique avec les révisionnistes italiens, les camarades chinois ont clarifié ainsi la question de savoir si l'on peut développer la propriété publique socialiste sur la base du système capitaliste et sans révolution politique:

"Le point fondamental qui différencie les révolutions des classes exploiteuses de la révolution prolétarienne, c'est que, avant l'accession au pouvoir des trois grandes classes exploiteuses — maîtres d'esclaves, propriétaires fonciers et bourgeoisie — les rapports de production esclavagistes, féodaux et capitalistes existaient déjà dans la société et, dans certains cas, étaient même parvenus à une maturité remarquable. Mais il n'existe pas de rapports de production socialistes dans la société avant la prise du pouvoir par le prolétariat. La raison en est claire. Une nouvelle forme de propriété privée peut naître spontanément sur la base de l'ancienne, tandis qu'il sera toujours impossible à la propriété publique socialiste des moyens de production de naître spontanément sur la base de la propriété privée, capitaliste." (**Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous**) (p. 100-101).

C'est ce qui explique qu'en régime capitaliste, toute intervention de l'Etat dans l'économie, y compris la nationalisation



Joe Morris, P.E. Trudeau et M.A. de Grandpré, président de Bell Canada: pour Joe Morris, l'Etat est "au-dessus des classes".

et la créaiton d'entreprises d'Etat, ne sert finalement qu'à consolider le pouvoir des monopoles capitalistes.

Pourquoi? Parce que la question essentielle ici est celle de savoir quelle classe détient le pouvoir d'Etat. Prenons les exemples du CNR, de la Canadair ou de l'Hydro-Québec. Qu'y a-t-il de changé depuis que l'Etat en a pris le contrôle? Les entreprises ont-elles cessé d'exploiter la force de travail des ouvriers? Peut-on dire que les travaux de la Baie James, où sévit un régime policier anti-syndical à 100%, sont "un pas de plus" vers le socialisme? Le racisme et le chauvinisme notoires des boss d'Air Canada expriment bien toute l'absurdité de la thèse selon laquelle les nationalisations et les entreprises d'Etat sont "un pas de plus" sur la voie du socialisme. La preuve a d'ailleurs été abondamment faite en Union soviétique que la propriété d'Etat nest pas incompatible avec le capitalisme de monopoles, car dans ce pays, le capitalisme a été complètement et intégralement restauré à travers la propriété d'Etat. La question centrale n'est pas de savoir si c'est un capitaliste, un groupe de capitalistes ou l'Etat en tant que **capitaliste collectif** qui possède juridiquement les moyens de production; la question centrale c'est celle de la classe qui détient le pouvoir d'Etat, donc des intérêts de classe qui déterminent le caractère de la propriété publique des moyens de production. Seule la lutte politique révolutionnaire ayant pour but la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat et la démolition de l'Etat bourgeois peut assurer le passage de la propriété privée (individuelle ou collective) capitaliste des moyens de production à la propriété publique socialiste.

Les sociaux-démocrates et les révisionnistes ne sont pas **contre** la lutte politique. Bien au contraire. Ils sont même pour des réformes radicales, etc. Ce qu'ils nient, c'est la nécessité de la **révolution politique,** et lorsqu'ils ne le nient pas carrément dans ces termes, ils le nient en pratique en parlant de "grands changements révolutionnaires", "pacifiques", "démocratiques", "par la voie parlementaire", etc. Ce qu'ils proposent, donc, c'est la lutte du prolétariat sur le terrain de la politique bourgeoise, sur le terrain de l'anti-monopolisme petit-bourgeois (on va nationaliser les monopoles) et sur celui du nationalisme bourgeois le plus plat (on va s'opposer à l'impérialisme américain). Nous avons vu que cela ne peut conduire qu'à l'échec de la révolution et au massacre du prolétariat révolutionnaire.

A l'opposé, semble-t-il, de la politique sociale-démocrate et révisionniste, existe un courant qui, tout en niant lui aussi la nécessité de la dictature du prolétariat, va jusqu'à nier la nécessité de la lutte politique elle-même. Historiquement, ce courant a pris la forme de l'anarcho-syndicalisme, lequel base son action uniquement sur les syndicats et préconise, comme moyen de lutte unique, la radicalisation progressive des luttes économiques et leur aboutissement dans la grève générale qui provoquerait la chute de la bourgeosie et de son Etat. Ainsi, tandis que les sociaux-démocrates disent: "que les ouvriers mènent la lutte économique contre les patrons, nous on mène la lutte politique pour eux au parlement", les anarcho-syndicalistes disent qu'il ne faut même pas mener la lutte politique et que seule compte la lutte économique militante et radicale.

Au Canada ce courant a pris la forme du "syndicalisme de combat" et du syndicalisme de "lutte de classes", dont l'orientation est foncièrement anti-parti, c'est-à-dire qui ne reconnaît pas la nécessité du parti de classe révolutionnaire du prolétariat et de la lutte politique.

Ce qu'il est important de signaler ici, c'est que le résultat de l'action des anarcho-syndicalistes est sensiblement le même que celle des sociaux-démocrates. Dans les deux cas il y a coupure entre la **lutte politique** (qui est plus, dans le jargon social-démocrate, que la politique sur le terrain de la bourgeoisie) et **économique** (qui, en fin de compte, serait le seul terrain propre au prolétariat en tant que classe). Les syndicalistes "de combat" ou "de lutte de classes" en viennent à réduire la lutte de classes du prolétariat à l'affrontement sur le terrain économique et à réduire l'organisation ouvrière à l'organisation syndicale. Dans tous les cas on arrive au même résultat: paralysie de l'action révolutionnaire du prolétariat et domination de la bourgeoisie sur le terrain politique. Il n'y a pas de différence entre le fait de confiner la classe ouvrière à la lutte politique sur le terrain de la bourgeoisie (négation de la lutte politique révolutionnaire) et celui de ne pas mener la lutte politique.

Des "nouveaux" marxistes-léninistes fardés à l'ancienne

Il est relativement facile de démolir les thèses sociales-démocrates et révisionnistes sur l'Etat et sur l'attitude que doit adopter le prolétariat révolutionnaire à leur égard: ces thèses sont clairement des trahisons en ce qu'elles s'opposent ouvertement à la révolution politique, violente, à la destruction de la machine de l'Etat bourgeois et à la dictature du prolétariat. Il en va tout autrement cependant dans le cas de ces groupes qui proclament leur appartenance au nouveau mouvement marxiste-léniniste, et qui pour ce faire, brandissent volontier l'arsenal des grands principes du marxisme-léninisme. Dans ce cas, les infiltrations révisionnistes sont plus subtiles — quoique non moins nocives, au contraire.

Nous avons vu tantôt que la révolution socialiste, c'est d'abord un acte politique: l'acte par lequel le prolétariat et ses alliés arrachent le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie, démolissent la machine de l'Etat bourgeois et instaurent la dictature du prolétariat; ce que nous avons appelé la **révolution politique,** indispensable pour exproprier la bourgeoisie, prendre en main les moyens de production au nom de tous les travailleurs et entreprendre l'édification du socialisme au Canada. C'est ce que, depuis la Commune de Paris en 1871 jusqu'à nos jours, nous enseigne la lutte révolutionnaire dans le monde. C'est pourquoi la question de l'Etat et du pouvoir d'Etat sont au coeur de la tactique et de la stratégie de la révolution socialiste.

Or il se trouve des groupes prétenduement marxistes-léninistes qui, par toutes sortes de détours opportunistes, tentent de déformer ces principes fondamentaux.

En général on peut dire que les déviations de ces groupes se caractérisent de deux façons: par une conception économiste de l'impérialisme, du pouvoir d'Etat et de la lutte de la classe ouvrière en général, et par le nationalisme. L'économisme ici s'exprime, du point de vue théorique, par la séparation des facteurs économiques et des facteurs politiques dans l'analyse de la réalité et par une sur-estimation des facteurs purement économiques. L'expression politique de cette erreur théorique est le nationalisme et une ligne politique économiste dans les luttes ouvrières et la lutte pour la création du Parti prolétarien au Canada. Il est par ailleurs remarquable combien des différences, en apparence importantes, n'empê-

chent pas ces groupes opportunistes de commettre les mêmes erreurs fondamentales — et de s'entendre sur ces erreurs!

L'expression sans doute la plus caricaturale de cet opportunisme se retrouve dans les "oeuvres" du groupe l'Union "Bolchévique". Selon ce groupe de saboteurs et de parasites du mouvement marxiste-léniniste canadien, ce serait:

"précisément la possibilité pour l'impérialisme de séparer l'économie de la politique qui permet à l'impérialisme US de contrôler une grande partie du monde tout en ayant peu de colonies" (**Lines of Demarcation** no 1, p. 10).

Ainsi, le type de domination de l'impérialisme américain (principalement le néo-colonialisme) ne serait pas la conséquence de la lutte des peuples et des nations pour se libérer du joug colonial et impérialiste, mais bien la possibilité pour l'impérialisme américain de séparer l'économie de la politique. Ainsi, si l'impérialisme américain ne recourt pas à la forme coloniale classique mais plutôt à la forme plus camouflée et indirecte du néo-colonialisme, ce serait un choix qu'il fait (basé sur la possibilité qu'il a de **séparer l'économie de la politique**) et non la conséquence de la lutte politique armée des peuples et nations colonisés! Quand Lénine critiquait les chefs corrompus de la IIe Internationale, et en particulier Kautsky, son principal théoricien, il disait, précisément:

"Le fond de la question est que Kautsky **sépare** la politique de l'impérialisme de son économie..." (**L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,** Ed. en Langues étrangères, Pékin, p. 110).

Lénine a montré que l'impérialisme, au point de vue économique, c'est la toute puissance des monopoles et qu'en politique, c'est la réaction sur toute la ligne, c'est-à-dire, entre autres, la tendance à la soumission des pays et des peuples. Aujourd'hui, les rejetons de Kautsky voudraient nous rabâcher la même salade en faisant accroire que tout est question de choix de la part de l'impérialisme. Mais l'U. "B". ne s'arrête pas à mi-chemin sur la voie des interprétations opportunistes du marxisme-léninisme. Voici un petit morceau typique du verbiage doctrinaire de ce groupe:

"Pour les révolutionnaires, pour les marxistes-léninistes, l'objectif pirncipal n'est pas d'obtenir des mains de l'Etat quelques concessions insignifiantes (comme par exemple le retrait de la loi C-73 — note d'EN LUTTE!). L'objectif principal est de s'emparer des moyens de production pour que le prolétariat puisse les posséder. (**Documents de la IIe conférence des marxistes-léninistes canadiens,** p. 19).

Tantôt nous avons découvert Kautsky sous la couverture "théorique" de l'U. "B".; en tirant un peu plus on le découvre en compagnie de Trotsky! A l'aide de la démagogie qui lui est coutumière, ce groupe réduit la lutte politique à la lutte politique réformiste et lui oppose la prise de possession des moyens de production pár le prolétariat. Voilà une chose **très** révolutionnaire, n'est-ce pas? Mais que sont devenus l'Etat, le pouvoir d'Etat, la nécessité de détruire la machine de l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat? Volatilisés. Il n'est pas étonnant que de tels "théoriciens" en arrivent à mépriser toute lutte politique. C'est ainsi que l'U."B". a trouvé la façon de patauger allègrement dans le marais trotskyste au nom du marxisme-léninisme!

Mais ce n'est là qu'un aspect de la question. En ce qui regarde le pouvoir d'Etat au Canada, l'U."B". a découvert ce qui suit:

"... activant la paranoïa anti-communiste dans des pays du Deuxième Monde (tout comme partout ailleurs), l'impérialisme américain réussit à prendre le contrôle véritable de l'appareil militaire de nombreux gouvernements. Aussi, utilisant les mêmes méthodes qu'il avait utilisées chez lui, l'impérialisme US a réussi à acheter de nombreux politiciens dans des pays du Deuxième Monde afin d'obtenir une **part** du pouvoir d'Etat. (Est-il nécessaire de chercher plus loin que les récentes révélations sur les activités de Lockheed pour fonder ce que nous avançons?)" (**Lines of Demarcation**, no 1, p. 10) (Notre traduction, **Unité Prolétarienne**).

Et encore:

"Cet Etat, cependant, n'était "qu'un comité exécutif pour l'administration des affaires de toute la bourgeoisie". Depuis cent ans, cela a été un mélange, à des degrés divers, des affaires communes des bourgeoisies canadienne, britannique et américaine. L'impérialisme britannique a été qualitativement supplanté par l'impérialisme américain, et l'impérialisme américain contrôle l'Etat canadien de la même manière et sur la même base que la bourgeoisie canadienne — corruption des fonctionnaires et fusion avec les banques et les marchés de capitaux.

Cela veut dire que l'Etat canadien fait partie des rapports d'opposition et de collusion entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme US (**L.D.**, no 5, p. 43).

Encore là, c'est l'économisme le plus plat qui sert de "théorie" pour analyser la réalité. Comment découvrir qui contrôle le pouvoir d'Etat (qui d'ailleurs, ne l'oublions pas, n'est pour l'U."B". qu'une question secondaire)? Voici: vous additionnez la propriété économique et vous avez un portrait de qui contrôle le pouvoir d'Etat au Canada. Durant les années 20, il aurait été contrôlé par trois bourgeoisies de trois pays différents; aujourd'hui, il est partagé par l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne. L'économie se reflète ainsi **automatiquement et dans des proportions identiques** dans le domaine politique. Selon cette logique, l'impérialisme US partagerait le pouvoir d'Etat dans toute l'Amérique latine, en Europe, au Japon, au Canada... et pourquoi pas en Union soviétique puisque les USA ont là aussi des intérêts économiques, donc une petite place dans l'appareil d'Etat soviétique — puisque l'Etat reflète automatiquement et fidèlement le niveau économique!

L'U."B". partage avec le Red Star Collective l'idée selon laquelle l'impérialisme US est une "force interne" de la société canadienne, au même titre et dans la même mesure que la bourgeoisie canadienne. Mais le RSC, pour sa part, avoue ne pas avoir accordé d'attention à la question de l'Etat dans son analyse de la réalité:

"Il faut dire que notre analyse est principalement une analyse économique. Beaucoup de questions relatives à la superstructure ont été mises de côté pour des travaux futurs" (**Canada, Imperialist Power or Economic Colony,** p. 72).

Ce qui explique probablement les affirmations nébuleuses et contradictoires sur la question du pouvoir d'Etat au Canada, dont voici quelques spécimens:

"la bourgeoisie canadienne n'exerce pas le plein contrôle sur l'appareil d'Etat (idem, p. 58).

"Ce n'est pas le cas où deux bourgeoisies partagent le pouvoir d'Etat, mais celui d'un Etat qui sert les classes qui contrôlent la base économique (O.T.P.O.T.R., p. 5).

"L'appareil d'Etat est contrôlé par la bourgeoisie canadienne seule" (idem, p. 14).

etc...

Ce qui donne la somme que voici. Selon le RSC, la bourgeoisie canadienne fournit des services à l'impérialisme américain (services financiers, transport, commerce). Politiquement, le contrôle de l'Etat par la bourgeoisie canadienne consiste à gérer l'Etat en fonction des intérêts économiques de ceux qui possèdent la base économique — c'est-à-dire principalement l'impérialisme US puisqu'il est manifestement le plus fort. N'est-il pas une "force interne" au même titre que la bourgeoisie canadienne? N'est-il pas mille fois plus fort que la bourgeoisie canadienne? N'exerce-t-il pas de ce fait une influence décisive sur le pouvoir d'Etat au Canada? Mais le RSC se garde de tirer cette conclusion d'une façon aussi nette —

une conclusion, faut-il le dire, nettement nationaliste qui place l'impérialisme américain au premier rang des ennemis du prolétariat canadien. Il préfère se réfugier dans les sphères plus nébuleuses de la "théorie des trois mondes".

En tant que maillon de la chaîne opportuniste au Canada, le RSC se rattache ici à un maillon un peu plus gros, la L.C.(m.-l.)C. Il n'est pas du tout étonnant que, partant d'affirmations générales contradictoires sur la nature du Canada et du pouvoir d'Etat canadien, ces deux groupes en arrivent à une conception identique (quand au fond) de la tactique et de la stratégie de la révolution socialiste canadienne, lesquelles passent d'abord par la lutte contre les deux superpuissances. Dans les deux cas on retrouve les mêmes ingrédients de base: l'économisme et le nationalisme; seules la sauce et la manière de présenter le plat sont un peu différentes.

Il n'y a pas grand différence en effet, entre le fait d'admettre qu'on ne s'occupe pas de la question de l'Etat quand on tente de déterminer la voie de la révolution au Canada (RSC) et celui de faire beaucoup de déclarations pompeuses sur la question, mais de n'en mettre aucune en pratique — ou plutôt de les nier dans la pratique (L.C.(m.-l.)C.).

Dans son **Document d'entente politique** (novembre 1975), la Ligue avait avancé un certain nombre de déclarations "claires" et "justes" selon ses expressions favorites de l'époque. Elle y affirmait, par exemple, que:

"La classe dominante au Canada est la bourgeoisie impérialiste canadienne; c'est elle — et non une classe de laquais ou bien d'agresseurs étrangers — qui contrôle l'Etat et s'en sert pour exploiter et opprimer les travailleurs canadiens et ceux d'autres pays où elle exporte du capital. C'est cette classe que le prolétariat doit renverser pour devenir la classe dominante, pour que le peuple se défasse de la domination américaine et tienne en respect les deux superpuissances", etc. (p. 42).

"La contradiction principale oppose le prolétariat canadien à la bourgeoisie canadienne" (p. 41).

Contradiction principale.. ennemi principal... on est en droit de se dire que c'est contre **cet ennemi** que le prolétariat canadien doit porter ses coups s'il veut faire la révolution socialiste au Canada. Mais au fil des mois ces déclarations se sont un peu tiédies. L'ennemi principal est devenu de moins en moins principal au fur et à mesure que la Ligue tentait d'appliquer sa ligne politique; sa pratique révéla **une autre ligne**, qui consiste à appuyer la bourgeoisie impérialiste canadienne dans ses entreprises **impérialistes** (et non altruistes) dans les pays du Tiers monde, une ligne qui consiste à appuyer la participation de la bourgeoisie impérialiste canadienne aux préparatifs de la guerre mondiale impérialiste, une ligne qui, de plus en plus, tend à la consolidation du bloc impérialiste sous la domination des Etats-Unis, sous prétexte de lutter contre le danger principal au plan mondial, l'U.R.S.S.... Dans tout cela, la contradiction principale s'est envolée en fumée — parce que la contradiction principale **principale,** voyez-vous, ce n'est plus celle que l'on retrouve au Canada, mais la contradiction principale mondiale. Ainsi la Ligue a décidé de confiner la lutte politique du prolétariat canadien sur les questions internationales surtout. Il n'est pas étonnant après tout cela que la Ligue veuille maintenir le prolétariat canadien sur le terrain des escarmouches avec les capitalistes isolés, au lieu d'appeler le prolétariat à la lutte politique contre la bourgeoisie canadienne dans la perspective de la prise du pouvoir politique — la seule perspective qui conduit à la révolution socialiste au Canada. Selon la Ligue, il est probablement mal vu d'appeler au renversement d'un allié aussi précieux que la bourgeoisie canadienne dans la lutte contre le social-impérialisme soviétique!

Surestimation de l'économie et sous-estimation des facteurs politiques, secondarisation de la question de l'Etat, négation de la lutte de classes dans les questions internationales et prépondérance des contradictions dans le camp de la bourgeoisie, telles sont les déviations majeures des opportunistes qui se réclament du marxisme-léninisme au Canada. Nous ne sommes pas loin ici de la politique social-démocrate et révisionniste, pour qui la lutte politique de la classe ouvrière est confinée au domaine de la politique bourgeoise et dont le terrain propre serait la lutte économique (plus ou moins radicale selon le cas) d'une part, et l'appui de telle ou telle fraction de la bourgeoisie d'autre part. La théorie marxiste-léniniste de l'Etat? La place de l'Etat dans la révolution? Ce ne sont pas des questions que les opportunistes jugent très importantes. Comme l'a si bien exprimé le Red Star Collective, la dictature du prolétariat n'est plus qu'un "long term guide line" (ce qui veut dire: un objectif lointain — qui n'a pas de réalité immédiate).

Conclusion

L'attitude du prolétariat à l'égard de l'Etat est, avons-nous affirmé, une question centrale de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Nous sommes partis de cette vérité qu'on ne peut arracher les masses à "l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'Etat" (Lénine). Nous avons ainsi brossé un tableau général de ce qu'est l'Etat (de l'Etat bourgeois plus spécialement). Ce faisant, nous avons dénoncé les "préjugés opportunistes" que propagent la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier.

Il faut voir maintenant que ce que nous avons affirmé jusqu'ici conduit à des positions pratiques précises aux plans stratégique et tactique. En d'autres mots, notre conception de l'Etat (sa place dans la société, sa nature de classe et sa fonction, etc.) doit, si nous sommes des marxistes-léninistes conséquents, conduire à des positions concrètes quant aux tâches de la révolution socialiste en ce qui concerne l'Etat et aux tâches immédiates que cette conception commande. On va voir en effet qu'il existe un rapport direct entre la façon de concevoir la place de l'Etat dans la révolution prolétarienne et la conception qu'on a des préparatifs de cette révolution.

La lutte politique révolutionnaire

Une des leçons principales qui ressortent de ce que nous avons vu jusqu'à maintenant est, que pour parvenir au socialisme, il faut dès aujourd'hui appeler le prolétariat et les masses travailleuses à la lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir d'Etat. **"Pour conduire cette lutte de longue haleine à la victoire,** affirme le projet de programme d'EN LUTTE!, **le prolétariat appliquera un principe central de toute stratégie et de toute tactique révolutionnaires qui consiste à construire et à renforcer constamment le camp de la révolu-**

tion tout en affaiblissant celui de la réaction, aux plans idéologique, organisationnel, politique et militaire. C'est ainsi que, fort de l'appui des masses révolutionnaires, il pourra passer à l'assaut final du pouvoir bourgeois dès que les conditions lui seront favorables." (article 13).

Cette conception est bien différente de la transition pacifique au socialisme des sociaux-démocrates et des révisionnistes. Elle est bien différente aussi de celle de ces prétendus marxistes-léninistes qui voudraient à tout prix inventer une voie "originale", comme celle de la Ligue avec ses "plateformes de lutte de classes", ou encore celle du RSC qui ne voit rien en dehors de la lutte syndicale, ou encore celle de l'U."B". que le mépris pour les "luttes immédiates" conduit au sabotage de la lutte du prolétariat.

Il est impossible d'avoir un point de vue juste sur la fąon de préparer le prolétariat à la révolution, si on n'a pas une conception juste de l'Etat et de sa place dans la lutte révolutionnaire. Si on ne s'en tient pas avec une fermeté inébranlable aux principes selon lesquels l'Etat est un instrument de domination d'une classe sur une autre, que pour entreprendre l'édification du socialisme le prolétariat doit s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire la machine de l'Etat bourgeois et instaurer la dictature du prolétariat; si l'on ne base pas son action sur ces principes, on aboutit immanquablement à des erreurs et des déviations qui éloignent le prolétariat de la révolution.

Il ne suffit pas de baser son action sur le "principe" de la lutte des classes, comme le fait la Ligue — et ce que font aussi, d'ailleurs, les anarchistes, les trotskystes, les révisionnistes et les sociaux-démocrates "de gauche", comme le Saskatchewan Waffle. En 1852 Marx écrivait:

"En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut: 1) de démontrer que **l'existence des classes** n'est liée qu'à des **phases du développement historique de la production;** 2) que la lutte des classes **conduit** nécessairement à la **dictature du prolétariat;** 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une **société sans classes"...** (Cité par Lénine dans **L'Etat et la révolution,** p. 40).

Dans un pays où le prolétariat ne possède pas le moyen principal pour accomplir cette mission historique, son parti marxiste-léniniste, la tâche centrale doit être la création de ce parti. Il est impensable sans cela de penser que le prolétariat pourra arracher le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie. Or le parti prolétarien, ce n'est pas n'importe quoi; il est une organisation de direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Comment accomplit-il ce travail? En unissant le prolétariat autour d'un **programme révolutionnaire,** le programme de la révolution socialiste, lequel place la question du pouvoir d'Etat et de la dictature du prolétariat au coeur de ses préoccupations stratégiques et tactiques.

Ceux qui, comme le RSC ou la Ligue, secondarisent cette tâche ou qui la remettent à plus tard, sont des mystificateurs. Quand le RSC affirme qu'aujourd'hui la tâche est d'élaborer des analyses,qui ensuite serviront à élaborer un programme qui, lui, permettra de faire du travail révolutionnaire dans la classe ouvrière, il ne fait rien d'autre que de freiner le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Pendant qu'il "analyse" il se limite au travail syndical "progressiste", "démocratique", "canadien" et "de lutte de classes", selon une expression à la mode dans les milieux opportunistes. Le RSC ne voit pas qu'ainsi il mine d'un côté ce qu'il dit vouloir faire **plus tard.** Car son travail syndical est en lui-même, dans ces conditions, l'expression d'une ligne politique qui depuis de nombreuses années corromp la conscience ouvrière, celle du trade-unionisme et de la social-démocratie.

La **lutte politique** de la classe ouvrière ne sera jamais, comme le prétend la Ligue, le résultat de la "coordination" des luttes locales menées dans une **perspective** politique. Cette tactique de la politisation des luttes locales, la plupart du temps économiques, n'est rien d'autre qu'une variante de l'anarcho-syndicalisme. Le ralliement des syndicalistes radicaux, comme Michel Chartrand de la C.S.N. et le Saskatchewan Waffle, au mot d'ordre de "syndicats de lutte de classes" n'est donc pas étonnant. Le refus de tout ce monde, y compris la Ligue, de mener la lutte pour le retrait de la loi C-73 sous prétexte que c'est un morceau trop gros et qu'il faut commencer par des ennemis plus petits, est typique de cet opportunisme petit-bourgeois que l'aristocratie ouvrière endosse volontier. En effet, mener la lutte politique contre la loi C-73 suppose que l'on a clairement identifié l'ennemi et qu'on a bien compris la nature du pouvoir qui a imposé cette mesure de crise, ce que les opportunistes sont incapables de faire. Et inversement, ne pas appeler à la lutte politique de la classe ouvrière contre cette loi, dispense les opportunistes de poser devant les masses **clairement et concrètement** le problème du pouvoir d'Etat, de la lutte qu'il faut mener pour s'en emparer et de la nécessité de le détruire pour édifier le socialisme. La Ligue et ses alliés radicaux dans le mouvement syndical laissent ainsi toute la place aux solutions politiques réformistes. Tandis qu'ils s'occupent de la politisation des luttes locales et régionales, les boss syndicaux du N.P.D. et du C.T.C., eux, poursuivent leur entreprise de soumission du prolétariat à la politique réformiste "de lutte de classes". Tandis que le N.P.D. dit "faites la lutte économique, nous on s'occupe de la lutte politique", la Ligue, l'Union "bolchévique" et le Red Star Collective disent "la lutte politique c'est pour plus tard, aujourd'hui il faut":

- politiser nos luttes et les coordonner (L.C.(m.-l.)C.)
- analyser la société et faire du travail syndical (RSC)
- lire les classiques et mépriser les ouvriers (U."B".)

La critique des opportunistes de la IIe Internationale par Lénine est ici tout à fait à propos?

"Loin d'inculquer aux masses ouvrières la conviction que le moment approche où il leur faudra agir et briser la vieille machine d'Etat en la remplaçant par une nouvelle et en faisant ainsi de leur domination politique la base de la transformation socialiste de la société — on leur suggérait tout le contraire, et la "conquête du pouvoir" était présentée de telle façon que mille brèches restaient ouvertes à l'opportunisme" (**L'Etat et la révolution,** p. 149).

La dictature du prolétariat

La deuxième grande conclusion de notre analyse de l'Etat est, que pour parvenir à l'élimination des classes sociales, pour bannir à tout jamais l'exploitation de l'homme par l'homme, le prolétariat doit instaurer son propre Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Quelle est la nature de cet Etat? Et quelle place occupe-t-il dans l'histoire?

Tout Etat, avons-nous dit, est un instrument de domination d'une classe sur une autre. L'Etat prolétarien ne fait pas exception à cet égard.

En effet, si pour s'émanciper le prolétariat doit exproprier la bourgeoisie, — les possesseurs des moyens de production — il va sans dire que ces derniers n'accepteront pas cette mesure de gaieté de coeur. Bien au contraire, ils y résisteront avec toute la vigueur et toute la violence réactionnaires imaginables. D'où la nécessité pour le prolétariat de **mâter** cette résistance contre-révolutionnaire. Pour cela le prolétariat doit se donner le moyen de faire respecter ses volontés par les exploiteurs. Ce moyen, c'est l'Etat prolétarien.

De ce point de vue, l'Etat prolétarien joue le même rôle fondamental que celui de tout Etat: il est un instrument de do-

mination d'une classe sur une autre. Il n'est donc pas et ne sera jamais un "Etat du peuple tout entier", selon l'expression des révisionnistes.

Mais l'Etat prolétarien se distingue de tous les Etats qui l'ont précédé dans l'histoire, en ce que, pour la première fois, l'Etat n'est pas le pouvoir d'une **classe exploiteuse minoritaire** vivant du travail de la majorité, mais celui d'une classe qui n'exploite aucune autre classe et qui constitue la majorité de la population. Ces deux caractéristiques du prolétariat ont des effets considérables sur le type d'Etat qu'il se donne pour exercer son pouvoir de classe. N'étant pas une classe exploiteuse minoritaire, il n'a que faire de toute la machine bureaucratique, militaire et policière par laquelle la bourgeoisie tient le prolétariat en laisse.

De par les caractéristiques de la classe qu'il sert, l'Etat prolétarien introduit des facteurs qui entraînent la dissolution progressive de la machine d'Etat comme telle. Il introduit **le peuple en armes** par opposition à la **force publique spéciale** de l'Etat des classes exploiteuses. Il introduit la soumission économique et politique des fonctionnaires de l'Etat à la volonté des masses par le moyen de l'élection et de la révocabilité.

Dans son étude magistrale de l'Etat, Lénine résume ainsi le passage du capitalisme au socialisme et du socialisme au communisme en ce qui regarde la question de l'Etat:

"En d'autres termes: nous avons, en régime capitaliste, l'Etat au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs — exige une cruauté, une férocité extrêmes dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et de salariat." (p. 111).

"Ensuite, dans la période de **transition** du capitalisme au communisme, la répression est **encore** nécessaire, mais elle est déjà exercée sur une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'"Etat", est **encore** nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés **d'hier** est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une **machine spéciale** de répression commence à disparaître. Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mâter le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche; tandis que le **peuple** peut mâter les exploiteurs même avec une "machine" très simple, presque sans "machine", sans appareil spécial, par la simple **organisation des masses armées** (...). (p. 112)

"Enfin, seul le communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors **personne** à mâter, "personne" dans le sens d'aucune **classe**; il n'y a plus de lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès **individuels** soient possibles et inévitables; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer **ces** excès. Mais tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à s'"éteindre". Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'Etat **s'éteindra** à son tour." (p. 112-113).

Voila comment la dictature du prolétariat est une libération pour l'humanité. C'est le pas décisif qui conduit à l'élimination totale de la domination de classe, des classes ellesmêmes et de l'Etat.

...C'est une poignée de grands financiers canadiens, d'abord alliés à l'impérialisme britannique puis américain, qui y dominent la vie économique et sociale, utilisant l'Etat pour promouvoir leurs intérêts de classe au pays et prendre part aux luttes interimpérialistes pour le repartage du monde comme l'a illustré leur activité au cours des guerres mondiales passées et d'autres interventions militaires destinées à stopper l'émancipation des peuples de divers pays...

Extrait de l'article 6 du Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien, publié par EN LUTTE!

Pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit prendre la tête des masses exploitées et opprimées, s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs. Là réside la condition fondamentale qui garantit l'édification socialiste jusqu'au communisme et empêche qu'aucune nouvelle classe exploiteuse ne puisse se constituer sur les ruines économiques et idéologiques de la société bourgeoise en réintroduisant l'appropriation par une minorité des fruits du travail de la majorité, ce qui serait la voie du retour au capitalisme sous une forme nouvelle.

Article 10, extrait du Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien publié par EN LUTTE!

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI À EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque deux semaines, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Dans quelques mois, EN LUTTE! va se transformer en un journal hebdomadaire, et pour réaliser cet objectif nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant. Voilà pourquoi nous augmentons à partir du numéro 100 le prix de l'abonnement régulier à $10.00.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du parti prolétarien marxiste-léniniste; et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS:
(abonnements envoyés sous pli)

- **ABONNEMENTS RÉGULIER (Canada)**
  ☐ **$10.00 pour 25 numéros du journal**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN (Canada)**
  ☐ **$15.00 pour 25 numéros du journal**
- **ETRANGER (y inclus les USA)**
  ☐ **$15.00 pour 25 numéros du journal**

CI-inclus $...... pour un abonnement d'un an au journal EN LUTTE!

Abonnement régulier à commencer avec VOLUME...... NUMÉRO......

SOUSCRIPTIONS

Je veux m'inscrire au programme mensuel de souscription du journal EN LUTTE! et à la construction d'une véritable presse communiste à l'échelle de tout le pays. Je vais contribuer $5.00 ☐ $10.00 ☐ $15.00 ☐ ou plus $...... par mois pendant un an.

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:
EN LUTTE!
4933 rue de Grand Pré, Montréal, P.Q., CANADA

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
LIEU DE TRAVAIL ....

NOUVELLE LIBRAIRIE À VANCOUVER: The Spark
2542, rue Kingway Est, Vancouver

LE CANADA DANS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE



Le Canada entre en guerre en tant que pays impérialiste. Ici, dans la baie d'Halifax, les convois escortés partent pour l'Europe.

De 1939 à 1945, s'est déroulée la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle les puissances impérialistes et leurs alliés se sont affrontés pour le repartage du monde. D'un côté il y avait les "pays de l'Axe" comme on les appelait, soit l'Allemagne, l'Italie et le Japon; de l'autre, il y avait les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, le Canada, l'U.R.S.S., etc., que l'on appelait les "Alliés". Nous n'examinerons pas ici le problème particulier de la participation de l'U.R.S.S. socialiste dans cette guerre; disons seulement qu'elle a été victime d'une agression impérialiste par l'Allemagne hitlérienne et que son implication dans la guerre n'était pas, dans son cas, la poursuite d'une politique réactionnaire impérialiste d'avant la guerre. Toute autre était par contre la participation des pays impérialistes "alliés" dans cette guerre. Dans leur cas, la guerre impérialiste était la poursuite, sous une forme violente, de leur politique agressive et impérialiste d'avant la guerre.

Quels étaient les intérêts de classe à la base de l'implication du Canada dans cette guerre? La bourgeoisie canadienne y a-t-elle participé au même titre que les autres pays impérialistes? N'était-elle pas, comme certains le laissent entendre, le jouet d'autres puissances impérialistes, comme l'Angleterre et les Etats-Unis?

Avant la guerre, les chefs des grands partis bourgeois canadiens avaient insisté pour dire que le Canada ne s'engagerait dans la guerre, que si *ses intérêts* le lui commandaient. Mackenzie King, chef du Parti libéral et futur Premier ministre du Canada, affirmait avant les élections de 1936, qu'il veillerait "à ce qu'aucune vie ne soit sacrifiée sans nécessité sur toute question, en dehors de ce qui intéresse la sauvegarde et les droits de notre pays" (Discours rapporté dans *Le Devoir*, le 16 août 1935). De son côté, M. Bennett, alors Premier ministre du Canada et chef du Parti conservateur, déclarait:

> **"Nous ne nous laisserons pas mêler à ces querelles étrangères où les droits du Canada ne sont pas en jeu, où le véritable intérêt du Canada nous demande de nous tenir à l'écart" (*Le Devoir*, le 7 septembre 1935).**

Ce jargon électoraliste signifiait ceci: si nous nous engageons dans une guerre mondiale, ce sera parce que *nos* intérêts nous le commanderont. Et c'est ce qui s'est passé. Le Canada s'est engagé dans la guerre et, en effet, les intérêts de la bourgeoisie impérialiste canadienne le lui commandaient.

L'article qui suit analyse cette période historique et montre comment la bourgeoisie impérialiste canadienne a défendu ses intérêts particuliers dans cette guerre, comment la guerre impérialiste mondiale a été pour elle la conséquence et la poursuite de sa politique impérialiste d'avant la guerre et comment la guerre a été pour elle un moment de consolidation et d'expansion dans le nouveau rapport de forces à l'échelle mondiale après la guerre.

Récemment, Pierre-Elliot Trudeau, Premier ministre du Canada, effectuait un pélerinage diplomatique à Colorado Springs, centre nerveux de NORAD, le pacte militaire qui place le Canada sous "l'aile protectrice" de l'impérialisme américain en Amérique du Nord; il en revint convaincu de la nécessité de maintenir et de renforcer cet aspect de l'alliance militaire avec les Etats-Unis. Au cours de l'année passée, les généraux de l'O.T.A.N. ont félicité le Canada pour sa participation accrue à la modernisation et à l'augmentation de l'équipement militaire de ce pacte agressif, ayant à sa tête l'impérialisme américain. De nombreuses déclarations de ministres et de chefs militaires canadiens annoncent le renforcement de l'armée canadienne et en particulier de son rôle dans le maintien de l'ordre, contre les "ennemis intérieurs" au Canada. On achète des tanks, des chars "anti-émeute", etc. Une activité fébrile règne dans le secteur de l'énergie (pétrole, gaz naturel, uranium) et de la production de l'acier, lesquels ont un rôle déterminant dans la conduite de la guerre impérialiste...

Ces quelques faits annoncent une chose: la bourgeoisie canadienne est impliquée à fond dans les préparatifs d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale, aux côtés de l'impérialisme américain et de ses alliés. De nombreux signes attestent en effet que nous vivons une période historique semblable à celle qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale. La crise économique s'aggrave d'année en année; la crise générale du capitalisme connaît des secousses de plus en plus fortes qui, dans tous les pays impérialistes, provoquent des troubles et une instabilité politique croissante. Partout des mesures répressives (économiques et politiques) s'abattent sur la classe ouvrière pour lui faire porter le poids de la crise et la soumettre aux intérêts de l'impérialisme.

Quelle doit être l'attitude du prolétariat dans une telle situation? Doit-il d'abord appuyer **sa** bourgeoisie "plus faible" contre les plus fortes? La "défense de la patrie" est-elle conforme aux intérêts du peuple travailleur dans la guerre impérialiste? Existe-t-il une **troisième voie** entre la guerre impérialiste et la révolution socialiste?

Telles sont les questions fondamentales qui confrontent le prolétariat en ce qui regarde la guerre impérialiste et ses préparatifs.

Il est de la plus haute importance que les communistes adoptent une attitude correcte en de telles circonstances et qu'ils posent les gestes pratiques conséquents. Ils doivent en particulier se démarquer d'un grand nombre de courants **nationalistes** qui, par toutes sortes de détours, de préjugés bourgeois et de concessions à la bourgeoisie de leur pays, attirent la classe ouvrière sous le drapeau "national", au détriment de ses intérêts de classe. Ces pressions nationalistes se font de plus en plus fortes au fur et à mesure que la bourgeoisie impérialiste s'enfonce dans les préparatifs de guerre. Dans cette phase de **préparation,** il est extrêmement avantageux pour la bourgeoisie qui s'achemine vers la guerre, de faire de la **nation** le seul point de référence et la valeur suprême aux yeux des masses travailleuses.

Aujourd'hui le mouvement communiste international doit mener une lutte acharnée contre un courant opportuniste qui tente d'éloigner le prolétariat de la lutte révolutionnaire. Ce courant, qui défend et propage la "théorie des trois mondes", invite carrément le prolétariat et le peuple à pactiser avec sa bourgeoisie, au nom de la supposée défense de l'indépendance nationale; il remet, en pratique, la préparation de la révolution socialiste aux calendes grecques, c'est-à-dire après avoir consolidé le pouvoir de la bourgeoisie dans la **nation,** au détriment de la classe ouvrière.

Au Canada, nous devons faire face à ceux qui minimisent le caractère impérialiste de la bourgeoisie canadienne. Sous prétexte de sa faiblesse devant les 2 superpuissances, l'U.R.S.S. et les USA, ou de l'une d'entre elles, les nationalistes insistent sur le fait que la bourgeoisie canadienne est subordonnée aux intérêts des USA en général, et en particulier



C'est encore le peuple qui doit payer pour la guerre: "Investissez dans la guerre".

dans la guerre impérialiste. Ils nient ainsi la participation de la bourgeoisie canadienne aux deux guerres mondiales passées (14-18 et 39-45) et aux préparatifs d'une troisième guerre mondiale **en tant que bourgeoisie impérialiste.**

Comment allons-nous nous opposer à ces opportunistes? Comment déterminer la position la plus conforme aux intérêts du prolétariat et de la révolution? D'abord en analysant la politique qui mène à la guerre, en nous basant sur les gestes pratiques de ceux qui se préparent à la guerre et sur leur attitude dans les guerres impérialistes passées, plutôt que sur les déclarations pompeuses de chefs de gouvernement corrompus, genre discours à l'O.N.U. ou déclaration à l'occasion du banquet offert à Son Excellence. En d'autres mots, en analysant la guerre impérialiste comme un phénomène **de classe** et non d'abord comme un phénomène "national".

Mais se baser sur les faits, c'est nécessairement adopter un point de vue de classe, le point de vue de classe du prolétariat. Est-il nécessaire de préciser que les classes ne sont pas égales devant la guerre, comme elles ne le sont pas devant la richesse, la santé, l'éducation? Qu'ont de commun, en effet, les généraux et les diplomates qui passent la guerre à établir des stratégies et à ramasser des médailles de bons services à la "patrie", les financiers qui en profitent pour amasser des profits gigantesques, les ouvriers qui meurent sur les champs de bataille et ceux qui doivent risquer leur santé et leur vie pour un salaire de famine dans les usines de guerre?

C'est ce que nous allons voir dans l'article qui suit en analysant ce qu'a été la Deuxième Guerre mondiale pour la bourgeoisie impérialiste canadienne et pour la classe ouvrière de notre pays. Nous allons voir comment la bourgeoisie canadienne a su profiter de la Deuxième Guerre mondiale pour se renforcer, conquérir de nouveaux marchés et de nouvelles sources de profits, et comment, pour atteindre ces objectifs, elle a accentué l'exploitation du prolétariat et des masses travailleuses canadiennes. L'analyse de cette période historique est riche en leçons pour la lutte d'aujourd'hui. C'est dans la mesure où, nous appuyant sur les principes du marxisme-léninisme, le prolétariat saura assimiler ces leçons et les traduire dans la pratique de la lutte révolutionnaire au Canada, qu'il pourra orienter son combat correctement contre la bourgeoisie canadienne.

CHAPITRE I
Les années d'avant-guerre

Lors de la Première Guerre mondiale, le Canada n'est encore qu'un pays impérialiste naissant, en marche vers son indépendance totale, qu'il acquerra définitivement par le Statut de Westminster en 1931. Même si c'est alors l'Angleterre qui déclare la guerre en son nom, la bourgeoisie canadienne saura profiter amplement de la situation: tous les produits minéraux du pays connaissent une expansion fulgurante entre 1914 et 1918, de même que les grandes industries manufacturières, comme l'acier, dont la production passe de un million de tonnes en 1914 à deux millions et quart en 1919, les chantiers navals, l'industrie aéronautique, née en 1917, qui produira plus de 3,000 avions militaires avant la fin de la guerre.

Le 10 septembre 1939, c'est William Lyod Mackenzie King qui déclare la guerre à l'Allemagne au nom du Canada. Déjà, cela manifeste un changement. Même s'il est au premier rang pour l'importation de capital, le Canada a considérablement renforcé sa présence sur la scène mondiale, occupant même le sixième rang pour le commerce international et le cinquième pour l'exportation de capital. Les capitalistes canadiens sont donc en meilleure posture pour profiter de la situation: comment y parviendront-ils? C'est ce que nous allons voir dans les pages qui suivent.

Il faut d'abord expliquer que cette Deuxième Guerre mondiale trouve son origine dans la crise économique qui a durement frappé tous les pays capitalistes et impérialistes au cours des années 30. Le chômage, les salaires de famine, la misère croissante qui frappaient les masses dans tous ces pays, aiguisaient partout les contradictions qui les opposaient aux exploiteurs et à la bourgeoisie. Il s'ensuivit dans tous ces pays une croissance extrêmement rapide de l'appareil militaire et policier et une fascisation de l'Etat bourgeois dans la plupart d'entre eux.

Mais la crise amenait également chacune des bourgeoisies impérialistes à s'opposer farouchement aux autres bourgeoisies: on assista alors à une vaste guerre économique, qui se manifesta dans tout le monde capitaliste par une vague de mesures protectionnistes, où chaque bourgeoisie protégeait son marché national en imposant des tarifs extrêmement élevés qui empêchaient, à toutes fins pratiques, la pénétration des produits étrangers.

Le Canada n'échappe pas à la règle. De 1930 à 1939, la crise entraîne le revenu réel des masses canadiennes à un **niveau moyen** inférieur de 5% à la moyenne de 1928-1929; en 1933, soit au creux de la crise, il lui avait été inférieur de 22%. Cette même année (1933), le taux de chômage au Canada s'élevait à 19.3% et en 1939, au début de la guerre, il frappait encore plus de 11% de la main-d'oeuvre canadienne.

Les masses canadiennes opposèrent alors une farouche résistance aux diverses mesures de crise de la bourgeoisie et c'est au cours de cette période que les idées communistes connaîtront leur plus large influence dans l'histoire du pays.

En 1931, le Parti communiste organise diverses actions en faveur des chômeurs, dont la célèbre marche des chômeurs sur Ottawa en 1935. Devant l'ampleur que connaîtra le mouvement, le gouvernement Bennett, qui s'était pourtant fait élire sur une plate-forme comportant plusieurs réformes, prend panique. La Gendarmerie royale est envoyée à Regina, et c'est l'émeute. Quelques mois plus tard, Bennett sera battu aux élections par le Parti libéral de Mackenzie King. En 1940, celui-ci doit concéder l'assurance-chômage. Cela ne l'empêchera évidemment pas de se lancer, lui aussi, dans de furieuses attaques contre le mouvement ouvrier et le mouvement communiste: l'armée intervient systématiquement dans les luttes ouvrières à compter de 1937, dont à Oshawa contre les ouvriers de la General Motors. Le mouvement ouvrier n'en continue pas moins de se développer, et de 1936 à 1937, le nombre des ouvriers syndiqués augmente de 40%, pour s'établir à plus de 383,492.

Sur le plan de la guerre économique, le gouvernement Bennett riposte au protectionnisme de ses rivaux, en imposant les plus hauts tarifs de l'histoire du pays. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, le Canada étant l'un des pays les plus sensibles à l'évolution du marché international, en raison de l'importance considérable que représentent pour lui les marchés étrangers.

Lorsque Mackenzie King (Parti libéral) remplace Bennett (Parti conservateur), à la tête de l'Etat bourgeois, il cherche à résoudre le problème de la bourgeoisie canadienne par un enlignement sur le marché américain: il concluera alors divers accords bilatéraux que nous étudierons plus loin.

L'un et l'autre des deux grands partis de la bourgeoisie canadienne se rallieront néanmoins à l'idée d'une participation active à la guerre impérialiste. Les problèmes intérieurs et extérieurs sont tels, en effet, qu'il faut ranger au placard tous les beaux discours sur la neutralité du Canada, sur le rôle pacificateur de la Société des Nations et les autres fumisteries. Même le CCF (Cooperative Commonwealth Federation), l'ancêtre de notre N.P.D., ne tardera pas à abandonner ses discours pacifistes face "aux dures réalités de la guerre" et son chef, J.S. Woodworth ira même jusqu'à vanter la politique du gouvernement canadien au cours de la guerre, la prenant même comme modèle pour le programme de son parti!

CHAPITRE II
Le renforcement du capital financier canadien au cours de la guerre

Avant même le début de la guerre, la bourgeoisie canadienne commence à constituer son arsenal militaire. C'est ainsi, par exemple, que la production d'avions s'élèvera à 282 en 1938, de 18 qu'elle était en 1934. C'est cependant au cours même de la guerre que les records de production seront défoncés et ce, dans presque tous les domaines. C'est ce que montre le tableau suivant:

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, PAR SECTEUR (AU COÛT DES FACTEURS) 1939-1946
ÉLÉMENTS CHOISIS

Année:	Total	Agriculture	Transports et communications:	Fabrication Total	Fabrication Primaire	Fabrication Secondaire
			Millions de dollars de 1949			
1939	9,012.0	2,183.4	630.9	2,122.3	566.0	1,556.3
1940	10,100.4	2,240.1	773.3	2,673.6	669.0	2,004.6
1941	11,182.1	1,903.4	939.7	3,511.2	788.1	2,723.2
1942	13,053.9	2,841.8	1,042.7	4,319.2	846.2	3,473.6
1943	12,664.1	1,920.9	1,189.5	4,727.2	872.8	3,854.4
1944	13,309.7	2,355.5	1,193.8	4,928.8	891.9	4,036.9
1945	12,295.9	1,782.3	1,186.1	4,210.8	854.2	3,356.6
1946	12,674.2	1,969.6	1,092.7	3,709.6	895.4	2,814.2
RÉPARTITION PROCENTUELLE						
1939	100.0	24.2	7.0	23.6	6.3	17.3
1940	100.0	22.2	7.7	26.4	6.6	19.8
1941	100.0	17.0	8.4	31.4	7.0	24.4
1942	100.0	21.8	8.0	33.1	6.5	26.6
1943	100.0	15.1	9.4	37.3	6.9	30.4
1944	100.0	17.7	9.0	37.0	6.7	30.3
1945	100.0	14.5	9.7	34.2	6.9	27.3
1946	100.0	15.5	8.6	29.3	7.1	22.2

Source: Rapport Gordon, Novembre 1957, page 85.
(Le total ne donne pas 100%, car il ne contient qu'une partie des éléments qui le composent; ne sont retenus que les plus significatifs pour l'analyse.)

Ce tableau illustre bien les transformations structurelles de l'économie canadienne durant les années de guerre. L'augmentation de la fabrication secondaire, de 160% entre 1939 et 1944, en constitue le trait principal, celle-ci passant au premier rang de l'économie canadienne.

Notons également la croissance extrêmement rapide de la fabrication primaire (58% de 1939 à 1944) et des services industriels, comme le transport (61% de 1939 à 1944).

Mais, plus important encore, ce sont toutes les industries directement liées à la guerre qui vont connaître le développement le plus phénoménal: tandis que de nouvelles industries apparaissent, comme la production des machines-outils et l'électronique, d'anciennes industries voient leur production doubler, comme l'acier, et même se multiplier par 6, comme l'aluminium. L'Alcan d'ailleurs en profitera pour quintupler sa capacité de production de 1938 à 1945, cela bien sûr avec l'aide des subventions de l'Etat canadien et des $175 millions de crédits des gouvernements alliés.

A la fin de la quatrième année de guerre, le Canada dépensait déjà près du tiers de son produit intérieur brut, soi 3,5 milliards, à la seule production de guerre, et 70% de sa production de guerre était exportée.

Quand on pense qu'avant la guerre, le Canada ne produisait qu'un avion par semaine, comparativement à 80 par semaine de 1939 à 1945, et qu'il n'avait produit aucun navire de haute-mer, alors qu'il en produira 6 par semaine au cours de la même période, on commence à comprendre pourquoi la bourgeoisie canadienne toute entière s'est rangée derrière la déclaration de guerre de Mackenzie King.

L'exemple de Massey-Ferguson est d'ailleurs typique à cet égard. Après avoir connu des années difficiles au cours de la crise, Massey-Ferguson bénéficiera de contrats, non seulement de l'Etat canadien, mais aussi de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. De 21 millions de dollars qu'elles étaient au début de la guerre, les ventes de ce monopole canadien passent à 58 millions en 1942 (49% destiné à la production de guerre) et à 116 millions en 1945 (58% pour la production de guerre). Cette formidable entrée de capitaux permet à Massey-Ferguson d'accroître ses investissements, de développer sa production, et d'acquérir une position de force sur les marchés mondiaux, position qu'il conserve toujours. C'est justement à la faveur de la guerre que le financier canadien E.P. Taylor, futur président d'Argus Corporation, acquerra progressivement le contrôle des actions de ce monopole.

Le capital banquaire aussi poursuit sa concentration et, en 1944, les trois plus grosses banques canadiennes (Banque Royale, de Montréal, de Commerce) contrôlent 74% du capital banquaire (68% en 1927) et la même année, les dix plus grosses banques contrôlent 94.1% de tout le secteur financier: trusts, compagnies d'assurance, crédit ..., soit un capital de plus de 11 milliards de dollars (1).

Il se produit alors un développement encore plus grand de la fusion du capital banquaire et industriel déjà entreprise au début du siècle. Toujours en 1944, les 81 directeurs des trois plus grosses banques contrôlent 798 directorats de 619 corporations non-financières, dont 250 à titre de présidents. Ce phénomène est directement lié au financement du développement industriel par les banques. Le processus n'est cependant pas à sens unique: les capitalistes industriels, par leurs liens avec les banques, en viennent aussi à siéger au conseil d'administration des banques: il se constitue ainsi un entrelacement d'intérêts qui est la base même de l'oligarchie financière canadienne.

Alors que déjà, au début de la Première Guerre mondiale, le Canada était devenu exportateur net de capitaux, durant la Deuxième le mouvement se continue. Les compagnies d'électricité (sous contrôle du capital monopoleur canadien) l'illustrent bien: elles contrôlent dans les années 40, la production d'électricité du Brésil (Brascan) pour une population de 40 millions d'habitants, une bonne partie de celle du Mexique, de l'est et du nord de l'Espagne, de la Bolivie, du Venezuela, des Guyanes britanniques, du San Salvador et de la Jamaique (2).

Et de tout cela, les nationalistes canadiens, au nombre desquels il faut ranger le Red Star Collective, ne voient rien, ou du moins ne veulent rien voir. Ainsi, le RSC, dans son long document sur l'économie politique canadienne, "Canada, Imperialist power or Economic colony?" réussit le tour de force de ne mentionner que la pénétration massive de l'impérialisme américain au pays! Cette entrée massive de capitaux est bien réelle et elle jouera un rôle important dans le développement de l'impérialisme canadien, mais, pour quiconque se donne la peine d'analyser la réalité dans son ensemble, il est bien évident que c'est le développement de la bourgeoisie impérialiste canadienne qui demeure le trait essentiel de cette période.

Ce développement du capital financier canadien se caractérise d'ailleurs par deux traits principaux intimement liés, que nous allons maintenant étudier dans les chapitres qui suivent. Il s'agit de l'alliance de la bourgeoisie canadienne et de l'impérialisme américain et du développement des liens étroits entre le Capital et l'Etat.

CHAPITRE III

L'impérialisme canadien se renforcit à travers l'alliance avec l'impérialisme américain



Mackenzie King, Roosevelt et Churchill à la conférence de Québec en 1943.

C'est durant les années 39-45 que la bourgeoisie canadienne établira véritablement son alliance avec l'impérialisme américain, au moment même où elle se défait progressivement de ses liens privilégiés avec l'impérialisme britannique.

Deux Premiers ministres libéraux, W.L. McKenzie King et Lester B. Pearson, feront en moins d'une décennie deux déclarations qui nous indiquent le cheminement de cette alliance durant les années de guerre et d'après-guerre.

---

(1) Mc Cullum, Wit, Who Owns Canada?, **Woodsworth House Publishers, Ottawa, 1947, p. 3.**

2) Mc Cullum, opus cité, p. 33

En décembre 1942, le Premier ministre McKenzie King, parlant des efforts que les Américains allaient faire pour contrôler l'essor de notre pays après la guerre et pour faire passer le Canada de l'orbite du Commonwealth britannique, à celle des Etats-Unis, déclara:

"Je m'oppose catégoriquement à quoi que ce soit du genre. Je veux que le Canada continue de grandir comme nation et devienne éventuellement — ce dont je ne doute pas un seul instant — le plus grand pays du Commonwealth britannique." (3)

Et pourtant, 9 ans plus tard à peine, soit en 1951, L.B. Pearson, alors ministre des Affaires extérieures du gouvernement canadien, tenait des propos fort différents:

"Ce qui nous effraie aujourd'hui, c'est que les Etats-Unis au sein de notre coalition, adoptent des politiques que les autres membres ne peuvent suivre de leur plein gré; ou alors qu'une coopération inadéquate de la part des autres membres ne décourage l'initiative et le leadership des Etats-Unis à un point tel, que Washington pourrait décider de faire "cavalier seul". Tout gouvernement canadien doit nécessairement faire tout en son pouvoir pour contrer ce danger. Ce qui peut vouloir dire que le gouvernement exprime ses vues en temps opportun, tantôt à Londres ou à Paris, **mais surtout à Washington où le centre du pouvoir se situe maintenant** (C'est nous qui soulignons). Ceci est le principe juste de la politique canadienne. Celle-ci se fonde sur le fait indéniable qu'aucun pays au monde n'a moins de possibilité que le Canada de s'isoler des effets des décisions et des politiques américaines. Si Washington faisait "cavalier seul", où irait Ottawa?" (4)

Le Canada n'est déjà plus le plus grand pays du Commonwealth britannique. Il est devenu le plus fidèle allié de l'impérialisme américain. Comment peut-on expliquer qu'en moins de 10 ans d'intervalle, deux dirigeants du même parti pro-américain, aient fait des déclarations aussi contradictoires? Cela s'explique facilement si nous considérons le développement du capital canadien, durant cette période en particulier.

Dès ses débuts, la monopolisation du capitalisme canadien et la constitution d'une oligarchie financière canadienne se sont coupées de la croissance de l'impérialisme américain au Canada. Dans les années 20 déjà, comme nous le montre le tableau 2, l'impérialisme US déclasse l'impérialisme britannique au Canada.

Tableau 2:
INVESTISSEMENTS DE CAPITAL ÉTRANGER AU CANADA
ANNÉES CHOISIES: 1900-1954
(millions de dollars)

	TOUS PAYS	USA	%	G.-B.	%
1900	1232	168	13.6	1050	85.4
1914	3837	881	22.9	2778	72.3
1919	4637	1818	39.2	2645	57.1
1922	5207	2593	49.8	2464	47.3
1926	6003	3196	53.4	2636	44.0
1930	7624	4659	61.2	2776	36.5
1933	7364	4492	61.0	2783	36.5
1939	6913	4151	50.2	2476	35.8
1945	7092	4990	70.5	1750	24.7

(**Tiré de :** Canada's future, **Mémoire du Labor Progressive Party à la Commission royale d'enquête sur les perspectives du Canada, 1956**)

Cet aspect du capitalisme canadien est accentué par l'alliance qui se nouera entre les deux bourgeoisies canadienne et américaine. C'est à travers cette alliance, comme on le verra, que se réalisent les intérêts impérialistes de la bourgeoisie canadienne et c'est par elle que se développe la pénétration croissante de l'impérialisme US au Canada. Celui-ci a progressivement la mainmise sur de nombreux secteurs de pointe de l'économie canadienne et il constitue une menace importante à la souveraineté nationale du pays. Ses liens avec les grandes banques et corporations industrielles du Canada sont nombreux. **Il y a des monopolistes américains qui siègent aux conseils d'administration de toutes les grandes banques canadiennes.**

Cette fusion économique des capitaux financiers canadiens et américains est un aspect de l'alliance; l'autre aspect, qui lui est intimement lié, la coopération militaire dans la guerre impérialiste, s'est amorcée durant la 2e guerre mondiale, pour se développer de façon de plus en plus articulée jusqu'à aujourd'hui (avec l'intégration des deux défenses aériennes dans le pacte NORAD dans lequel le Premier ministre Trudeau réaffirmait tout récemment sa foi (**Le Devoir**, 29 décembre 77, p. 1).

Le réaménagement de l'alliance

C'est durant les années 40 donc, que l'impérialisme américain se substitue définitivement à l'impérialisme britannique comme principal allié de la bourgeoisie canadienne. Celle-ci a utilisé les luttes inter-impérialistes en Europe qui affaiblissaient l'impérialisme britannique, pour repartager le gâteau et atteindre ses objectifs impérialistes. Voyons d'un peu plus près les événements qui ont marqué ce réaménagement durant les années de guerre.

La victoire allemande en France, les limites de plus en plus grandes à l'industrie de guerre britannique, forcent l'impérialisme britannique à vouloir renforcer encore davantage cette industrie. Mais à ce moment (Août 1940), il existe dans la plupart des pays impérialistes une pénurie de machines-outils (moyens de production nécessaires à la production d'autres marchandises). Mais voilà qu'avec la défaite de la France s'offre un stock de machines-outils, constitué des commandes françaises passées aux USA avant la défaite aux mains de l'impérialisme allemand. Les impérialistes canadiens et britanniques se jettent comme des rapaces sur cette occasion. Le Canada réussit (du moins le croit-il) à imposer ses conditions: c'est lui qui se servira le premier, la Grande-Bretagne passera après. Mais celle-ci cherche à passer outre à cette entente. Le Canada impose alors un embargo sur les machines-outils en partance pour la Grande-Bretagne et réussit, avec une certaine complicité de son ami américain, à faire primer dans les faits ses intérêts, c'est-à-dire à se servir en premier. C'est là un fait significatif que la majorité des historiens bourgeois camouflent, préférant "idéaliser" le secours à "la mère-patrie en péril". La bourgeoisie canadienne ne fait pas la guerre "pour sauver la mère-patrie", mais pour participer au repartage du monde entre les différents impérialistes; et la lutte se mène non seulement entre camps rivaux mais aussi entre "alliés" (c.f. C.P. Stacey, opus cité).

Cette victoire servira les capitalistes canadiens dans la croissance de l'industrie de guerre; elle forcera aussi l'impérialisme britannique à acheter une plus grande partie de son armement au Canada (à cause des limites imposées à sa propre industrie par le manque de machines-outils).

En même temps que s'effrite l'alliance avec la Grande-Bretagne, la nouvelle alliance avec les Etats-Unis prend de l'importance. Le Canada a des machines-outils; mais il lui faut un marché pour rentabiliser sa production (le marché domestique étant insuffisant). Son rapprochement avec l'impé-

(3) Stacey C.P.: Arms, Men and Governments, The Wars Policies of Canada, 1939-1945, Ottawa, Queen's Printer, 1970, p. 387.

(4) L.B. Pearson, "The Development of Canadian Foreign Affairs", D.E.A., External Affairs, Nov. 1951, vol. 3, no. 11, pp. 377-378, notre traduction).

rialisme américain, qui l'a servi dans l'affaire des machines-outils, lui ouvrira aussi un marché à sa porte même.

Le réaménagement suscitera des contradictions au sein de la bourgeoisie canadienne. Plusieurs compagnies, dont la Canadian Car and Foundry Company avaient développé des liens privilégiés avec la Grande-Bretagne et préfèrent voir l'Etat canadien chercher prioritairement à décrocher en Grande-Bretagne des contrats pour les compagnies canadiennes. Et G.D. Skelton, le plus important conseiller privé de McKenzie King, avait, au début de la guerre, établi une politique qui allait dans ce sens.

Mais c'est la politique mise de l'avant par la fraction pro-impérialiste américaine de la bourgeoisie canadienne, fraction dirigée par le puissant C.D. Howe, qui triomphera. L'impérialisme canadien recherche la compagnie de l'impérialisme montant afin de profiter de la déconfiture de ceux qui s'entredéchirent. Aussi les liens avec l'impérialisme US se renforceront sous la forme d'accords de plus en plus étroits entre les deux Etats.

Au niveau de la production d'armement, ce sont d'abord les ententes militaires qui ouvrent la voie à une collaboration entre les deux Etats. Il y eut une entente pour la défense de la côte du Pacifique (1939) et des démarches pour élargir la collaboration militaire entre le Canada et les Etats-Unis (1940-41). En juin 1939, lors d'une rencontre McKenzie King-Roosevelt, on trace les premiers jalons d'une collaboration Canada-USA au niveau de la production d'armement; les Etats-Unis proposent que le Canada mettent sur pied des usines d'assemblage d'avions "au maximum de ses capacités" et que les pièces et le matériel soit fournis par les USA. Pour la bourgeoisie canadienne, c'est un premier pas dans l'atteinte de ses objectifs de se doter d'une industrie aéronautique de pointe.

Le Canada renforce constamment sa position face à l'Angleterre. Puis en se renforçant économiquement, il place même celle-ci dans l'obligation d'acheter au Canada et de s'endetter pour financer ses achats (prêts de $700 millions du Canada à l'Angleterre en 1942, "don de $1 milliard" converti par la suite en régime "d'aide mutuelle", etc.).

L'alliance avec l'impérialisme américain devient principale

Malgré des déclarations ultérieures, c'est déjà depuis 1940, par **la déclaration d'Ogdensburg,** que McKenzie King pour le Canada, et le président Roosevelt pour les Etats-Unis, noueront entre les deux Etats les liens d'alliance les plus solides. Le principal effet de cette entente est d'instaurer la **Commission mixte permanente de défense.** Celle-ci "amorcera immédiatement des études sur les problèmes navals, terrestres et aériens, y compris le personnel et le matériel. Elle étudiera au sens le plus large, la défense de la moitié septentrionale (Nord) de l'hémisphère occidental" (Stacey, p. 339). Par ces accords, le Canada fait un pas de plus hors de l'orbite de l'impérialisme britannique.

Cette déclaration marque une étape nouvelle dans les rapports Canada-USA et entre ceux-ci et le Commonwealth britannique. Pour la première fois dans son histoire, les Etats-Unis signent un accord militaire permanent avec un membre du Commonwealth et reconnaissent le Canada comme son allié le plus proche. Pour la première fois, le Canada se lie à son tour à son voisin dans la défense du "continent commun", tout en conservant ses liens avec les pays du Commonwealth.

Dans le sillon de cette "Déclaration" sont signés en 1941 les accords de Hyde Park, selon lesquels les Etats-Unis s'engagent à augmenter leurs achats de matériel de guerre au Canada et à participer à un partage de la production de défense entre les deux pays. **La coopération militaire se double d'une collaboration étroite entre les deux économies qui sont plus liées que jamais.**

Cette collaboration sera poussée encore plus loin en 1942, dans le cadre des politiques de la Commission mixte permanente de la défense. La résolution 27 du 9 juillet 1942 stipule: "que le Canada et les Etats-Unis abolissent ou suspendent, pour la durée de la guerre, les formalités douanières et autres qui entravent le libre passage entre les deux pays des munitions et approvisionnements de guerre, ainsi que des ressources et du matériel y afférent" (Stacey, p. 346).

Cette résolution permet entre autres une interpénétration plus grande des deux industries nationales, ouvre un nouveau marché à la bourgeoisie canadienne mais renforce aussi un concurrent, l'impérialisme américain, sur le marché canadien. Voilà posées dès le début les contradictions de l'alliance. L'interpénétration est telle que les deux Etats signent subséquemment des accords visant à garantir à chaque pays une certaine proportion minimum d'achat de ses produits par l'autre pays. **Après la guerre, cet accord sera prolongé et en 1977, il dure encore.**

Finalement, plusieurs projets d'importance sont passés par la Commission permanente afin de recevoir leur approbation officielle. C'est la cas du projet Canol de construction de la route aérienne de l'Alaska; d'autres se font directement au niveau des directions supérieures, McKenzie King-Roosevelt, ou de ministère à ministère.

Voilà donc posées les formes de l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. Pour les nationalistes, comme ceux du Red Star Collective de Vancouver, cette alliance prend toutefois une toute autre tournure. Ils **oublient** de parler du capital canadien dans leur histoire de ces années de guerre. Pour eux, seul l'impérialisme américain vaut la peine d'être mentionné. Le fait que l'Etat canadien intervienne directement au service du capital financier canadien et, comme on le verra plus loin, que les principaux leviers économiques de l'Etat soient entre les mains de **représentants directs** du capital monopoliste canadien, tout cela n'est pour les nationalistes que pure invention de l'esprit. Dans le passage de sa brochure **Canada: Imperialist Power or Economic Colony** (mars 77) qui traite de la seconde guerre mondiale (p. 35-36), le RSC, lui qui fait la leçon à tout le monde su la nécessité de l'analyse concrète complète, réalise le tour de force de ne mentionner rien, **absolument rien,** du développement du capital canadien au cours de cette période. Tout est vu du point de vue de l'impérialisme américain. Obnubilé par les chiffres qu'il a **choisi** de citer, le RSC déforme la réalité à sa guise. Ses omissions ont plus de signification que ses chiffres. Dans les faits, son analyse revient à dire: il n'y a pas d'alliance, il n'y a que la domination américaine sur le Canada; il n'y a pas d'alliance, puisque la bourgeoisie canadienne ne fait qu'administrer la domination américaine sur le Canada. Le RSC a beau se démener comme le diable dans l'eau bénite et crier à qui veut l'écouter, qu'il ne considère pas la bourgeoisie canadienne comme une bourgeoisie compradore, toute son analyse y conduit directement. Et en cela, rien ne distingue l'analyse du RSC de celle de la gauche du N.P.D., du Parti "Communiste" canadien, du Progressive Workers Movement dont il tire son origine, voire même du P."C".C.(m.-l.)

Pour sa part, la L.C.(m.-l.)C. a déjà parlé de l'**alliance** entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. N'a-t-elle pas écrit dans son **Document d'entente:** "c'est bien d'une alliance qu'il s'agit, l'une étant la plus grande puissance du moment, tandis que l'autre, faible, vient à peine de se dégager de l'emprise de l'impérialisme britannique" (p. 35)? Mais la Ligue n'a jamais tiré les conclusions correctes de cette affirmation. Elle s'est plutôt empressée de jongler avec la dialectique pour arriver à la conclusion que:

"La base de cette confusion chez EN LUTTE! est une conception anti-léniniste de l'alliance entre les deux bourgeoisies impérialistes. Le problème se pose pour nous dans les termes suivants: de deux choses l'une. Ou bien l'essence du rapport entre les deux bourgeoisies est la col-

laboration, elles "partagent un même intérêt fondamental" et alors la classe dominante américaine est maître de la bourgeoisie compradore canadienne. Ou bien l'essence du rapport est la lutte..." (**La Forge**, vol. 1, no 19, p. 11)

Nous aurions donc une conception anti-léniniste de l'alliance! L'accusation est grosse. Mais écoutons un connaisseur en matière de léninisme, Lénine lui-même, répondre à nos pseudo-experts:

"La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste **d'Etats autonomes et indépendants au sens politique du terme.** Une telle alliance est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une "coopération" militaire dans la guerre impérialiste" (Lénine, Oeuvres, T. 23, p. 33-54).

"Ou bien l'essence du rapport entre les deux bourgeoisies est la collaboration..." "ou bien l'essence du rapport est la lutte"... écrit la Ligue. Enfin... dans le monde des essences pures de la métaphysique, les choses sont simples et faciles et les esprits simples y trouvent leur satisfaction. Mais où tout cela a-t-il bien pu mener la Ligue? A cette idée maîtresse de la théorie des trois mondes selon laquelle les pays impérialistes du "second monde" (comme le Canada) éprouvent un élan irrésistible à s'opposer aux superpuissances (l'essence du rapport étant la lutte) et à s'allier avec les pays du tiers monde, des pays faibles, dépendants, à peine sortis du colonialisme et dont plusieurs sont sous le joug du néo-colonialisme (mais là, l'essence du rapport n'est plus **la lutte** !!!). C'est par son détour propre que la Ligue rejoint le marais du nationalisme bourgeois et de la soumission à la politique impérialiste de sa propre bourgeoisie. Ne faut-il pas d'abord s'opposer aux superpuissances? Ne faut-il pas **surtout** s'opposer au social-impérialisme soviétique? Ne faudrait-il pas, nous dira la Ligue dans peu de temps, s'allier avec l'impérialisme américain contre l'U.R.S.S., qui est la superpuissance la plus menaçante? Revenant ainsi, par un autre détour dont seuls les opportunistes ont le secret, à la fameuse **alliance.** Mais cette fois ce sera pour la bénir et sceller ainsi l'alliance de la Ligue avec l'impérialisme.

Pour ceux qui ne voient pas la réalité à travers les lunettes de la métaphysique (L.C.(m.-l.)C.) et de l'empirisme étroit (RSC), deux choses apparaissent clairement. D'abord il est clair que c'est l'impérialisme américain qui est la plus forte dans l'alliance et qui de ce fait a la main haute sur son orientation générale, surtout en matière de politique internationale, y compris dans la guerre impérialiste. Deuxièmement, il est clair que la place de la bourgeoisie canadienne dans cette alliance n'est pas celle d'une bourgeoisie compradore, ni d'une bourgeoisie nationale insignifiante, mais bien celle d'une bourgeoisie impérialiste qui réalise ses intérêts proprement impérialistes, par et dans cette alliance.

Ainsi, en dépit du RSC et de la L.C.(m.-l.)C., la bourgeoisie canadienne continue son histoire et établit avec les Etats-Unis des liens économiques dont la force et l'ampleur l'entrainent à axer sa politique sur le développement de l'alliance. Et ces rapports économiques encouragés par le pouvoir d'Etat, C.D. Howe en tête, l'emportent très vite sur toute autre politique. Le projet Canol est un exemple révélateur d'une part, de l'ampleur que prend l'alliance, d'autre part, des contradictions qu'il suscite au sein de la bourgeoisie canadienne.

Jetons-y un coup d'oeil.

Le projet Canol est entrepris conjointement par le Canada et les USA en 1942. Au début, il s'agit de construire une route aérienne et le projet consiste à établir une série d'aéroports d'Edmonton à l'Alaska afin de permettre aux avions de se ravitailler en route; par la suite, on y rattacha une route carrossable de Dawson Creek (C.B.) à Big Delta (Alaska). Le territoire canadien sera le lieu d'opération des deux bourgeoisies tout comme il le sera en 1977 dans le cas du pipeline de l'Alaska (voir EN LUTTE! no. 98, p. 12).

Dès les premiers moments du projet, les contradictions se développeront entre les deux partenaires au sujet de sa direction; les Etats-Unis veulent imposer leurs hommes et leurs méthodes; le Canada veut sauvegarder son indépendance et maintenir sur son territoire le contrôle des opérations. En juin 1943, le cabinet libéral de McKenzie King insiste pour que la route soit exécutée par "des entrepreneurs et des ouvriers canadiens". Puis les deux gouvernements, McKenzie King et Roosevelt en tête, en viennent au compromis suivant: le Canada gardera la main haute sur l'ensemble du projet, mais les Américains auront droit à certaines initiatives en autant qu'ils en informent le gouvernement canadien.

Mais ce compromis sera vite oublié par les impérialistes américains qui construiront quelques aéroports unilatéralement, contrairement aux termes de l'entente, attaquant ainsi les droits souverains du Canada sur l'utilisation de son territoire.

De plus, le projet ne se limite pas aux seuls objectifs officiels d'acheminement du matériel militaire en Alaska. Il sert à instaurer l'infrastructure de base nécessaire à l'exploitation d'un vaste territoire encore inoccupé par les capitalistes et aide en même temps les compagnies pétrolières américaines à s'installer dans l'Ouest canadien... En fait, les américains se servent de leurs aéroports "non-prévus" pour étendre le projet Canol, dont la réalisation fut donnée par le gouvernement américain à l'Imperial Oil Limited, une des filiales d'Esso, l'un des géants du pétrole dans le monde.

Au début, le projet avait pour but d'obtenir du pétrole du champ de la rivière McKenzie à Norwan Wells, afin de répondre aux besoins de l'armée américaine en Alaska et dans le Nord-Ouest canadien. Il comprenait aussi la construction d'un pipeline de Norman Wells à Whitehorse. Toutes ces installations en principe devaient être **temporaires** et répondre aux besoins amenés par la guerre. Mais rapidement le projet se transforme en une offensive des monopoles américains qui se soldera par leur mainmise **permanente** sur l'exploitation des champs pétrolifères de l'Ouest canadien; et cette mainmise sera acquise grâce à la collaboration de l'Etat canadien.

Ainsi dès le début, les Américains empiètent sur la souveraineté du Canada et sur ses ressources nationales. Le contrat de construction du projet est accordé par le gouvernement américain à l'Imperial Oil Company la même journée qu'il fait la première demande officieuse d'approbation par le Canada. On peut dire que les Américains, à tout le moins, ne manquent pas d'assurance. C.D. Howe, ministre des Munitions et des Approvisionnements, grand maître d'oeuvre de la politique économique de l'Etat canadien durant la guerre, se fait un vaillant défenseur du projet, malgré l'opposition de certains ministères. Et les Américains ne se gênent pas pour alimenter les appréhensions de ceux qui craignent de voir la souveraineté canadienne s'éroder à leurs profits. Donnant de l'extension au projet sans consulter l'Etat canadien, ils construisent sept aérodromes rattachés à Canol, un pipeline de Skagway à Watson Lake, et une route tout temps de Fort Norman à Norman Wells.

Cela crée des remous au sein même du cabinet libéral. Le comité de guerre du cabinet envoie dans l'Ouest un représentant spécial pour contrôler la situation. L'Etat canadien réitère sa volonté de voir toutes les entreprises de défense américaines ou conjointes dans le Nord-Ouest canadien, faire l'objet d'accords précis **entre les deux gouvernements.** Une des décisions du gouvernement de McKenzie King se lit comme suit:

"Le gouvernement du Canada veut s'assurer que les ressources naturelles de la région soient utilisées au plus grand avantage du peuple canadien et de manière à ce qu'aucun engagement ne soit pris ni aucune situation créée qui soient de nature à compromettre ou à menacer la maî-



C.D. Howe (à droite) chef de file de la bourgeoisie canadienne durant la guerre, inaugure une section du pipeline transcanadien.

trise absolue du Canada sur la région en cause". (Stacey, p. 386).

Malgré ces résistances et ces contradictions au sein de la bourgeoisie canadienne, sa fraction monopoliste, elle, ne tient aucunement à limiter l'action de l'impérialisme américain dans l'ouest. Elle cherche au contraire à s'y lier afin d'en tirer avantage. A la même époque, l'Etat canadien au service de cette fraction monopoliste, crée la West Purchasing Ltd. pour acheter et revendre à des prix non-compétitifs le matériel nécessaire à Canol. Si donc, la bourgeoisie canadienne, et cette fraction en particulier, veille par son Etat aux intérêts américains, c'est pour être en mesure de participer elle aussi au développement qui s'annonce.

* * *

Tous les faits qui précèdent, de la Déclaration d'Ogdensburg au projet Canol, montrent comment la bourgeoisie canadienne, sa fraction monopoliste en particulier, utilise son pouvoir d'Etat pour réaliser ses intérêts à travers l'alliance. Elle les réalise en cédant à l'impérialisme US l'exploitation d'une partie du territoire et des ressources canadiennes, comme dans le projet Canol (et dans le pipeline de l'Alaska en 1977).

Ces faits montrent que l'alliance entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain est, pour la bourgeoisie canadienne, un facteur déterminant dans sa recherche de nouveaux marchés, pour renforcer son armature industrielle et consolider son capital financier; elle est une des formes par lesquelles la bourgeoisie canadienne tire profit de l'exploitation et du pillage de notre pays par l'impérialisme américain, ainsi que la forme principale de ses rapports avec la superpuissance américaine. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit l'aspect principal du développement de l'impérialisme canadien depuis plus de 30 ans — c'est-à-dire le cadre dans lequel il a réalisé ses intérêts particuliers sur l'échiquier des rapports interimpérialistes depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qu'explique le projet de programme publié par EN LUTTE! quand il affirme, à l'article 6:

"C'est une poignée de grands financiers canadiens, d'abord alliés à l'impérialisme britannique puis américain, qui y dominent la vie économique et sociale, utilisant l'Etat pour promouvoir leurs intérêts de classe au pays et prendre part aux luttes interimpérialistes pour le repartage du monde comme l'a illustré leur activité au cours des guerres mondiales passées et d'autres interventions militaires destinées à stopper l'émancipation des peuples de divers pays". (p. 20).

Ce que nous avons vu jusqu'ici montre comment l'Etat est devenu le plus fidèle serviteur des monopoles, comment il a livré une lutte acharnée pour la conquête des marchés extérieurs nécessaires à l'expansion de l'impérialisme canadien, ainsi que le rôle prépondérant de son alliance avec l'impérialisme américain pour réaliser ses objectifs. Cette intégration du capital monopoliste et de l'Etat a connu durant la Deuxième Guerre mondiale un développement fantastique. C'est ce processus que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV
L'Etat au service des monopoles

Au Canada, durant les années 30 et 40 plus particulièrement, l'Etat bourgeois a pénétré des champs d'activités économiques, cela tant sous les gouvernements conservateurs que libéraux. Les partis bourgeois savent très bien s'entendre quand les intérêts supérieurs de la bourgeoisie l'exigent. Sous le gouvernement conservateur de R.B. Bennett, l'Etat canadien nationalise le CNR; en 1934, le même gouvernement établit la Banque du Canada et en 1935 il crée la Commission canadienne du blé. Celle-ci deviendra en 1943, sous le gouvernement libéral de McKenzie King, le seul agent de mise en marché du blé et établira aussi un contrôle absolu sur les fournitures de blé canadien. En 1937, le gouvernement libéral et le ministre C.D. Howe en particulier incitent le CNR, le CPR (compagnie privée) et la Canadian Airways (à ce moment la plus



C.D. Howe: ministre des munitions et de l'approvisionnement, grand collectionneur de directorats d'entreprises. On appela ces "bénévoles" de l'Etat bourgeois, les "dollar-a-year men".

grande compagnie aérienne privée) à participer à un "joint venture". Devant le refus des deux compagnies privées, le gouvernement met sur pied une compagnie de la couronne, la Trans Canada Airlines (aujourd'hui Air Canada).

En 1938, la Banque du Canada est nationalisée. Ceci marque un développement important des liens entre le capital monopoliste et l'Etat. En effet, les achats, emprunts ou investissements du gouvernement peuvent désormais être garantis par la banque d'Etat. Celle-ci est sous le contrôle du ministère des Finances et elle a le pouvoir légal d'emprunter de l'argent et même d'en créer pour financer la dette publique. Et c'est le peuple, par le biais des impôts et de la hausse des prix, qui finalement, paiera la dette contractée par le gouvernement, le plus souvent vis-à-vis le capital financier canadien ou étranger.

Mais, c'est dans les années de guerre (39-45) que la bourgeoisie monopoliste canadienne utilise au maximum le capital monopoliste d'Etat pour tirer des bénéfices exorbitants.

En Avril 1940, moment de l'invasion hitlérienne de la Norvège, le gouvernement canadien crée le ministère des Munitions et de l'Approvisionnement. Il nomme à sa direction un chaud partisan de l'Alliance avec l'impérialisme américain, le ministre C.D. Howe. Celui-ci a pour mandat de mobiliser et de développer le minuscule secteur manufacturier canadien dans la production du matériel et de l'approvisionnement requis non seulement pour les forces armées canadiennes, mais aussi nécessaires aux commandes et contrats qui arrivent d'autres pays. Le nouveau ministre commence par s'entourer d'une équipe de collaborateurs "généreusement" prêtés par le capital financier canadien. C'est cette équipe que Peter. C. Newman appelle les "C.D.'s Boys" et dont il dit:

"C'était le réseau de rapports et d'interrelations entre le monde des affaires et le gouvernement, lequel était dirigé par Clarence Decatur Howe, qui devint "l'establishment" canadien — ses grandes dynasties s'étendant dans toutes les formes d'entreprises commerciales à travers le pays" (Notre traduction —E.L.!) (P.C. Newman, **The Canadian Establishment,** vol. 1, p. 315-316).

Ces industriels sont liés au capital financier canadien et américain. Devenus par "patriotisme", haut-fonctionnaires au salaire de $1 par année, on les appelle les "dollar-a-year-men". A titre d'exemples voici quelques-uns de ces représentants: E.P. Taylor, le célèbre financier canadien, mieux connu comme président du holding Argus Corporation de Toronto; Eric Philipps, que l'on retrouvera à la présidence de Massey-Ferguson; Hugh Scully, plus tard directeur d'I.B.M.-Canada et le Consul-général du Canada à New-York; Joseph Simard, président de Marine Industries, qui fera son beurre avec les canons et les corvettes commandées par l'armée canadienne; et Howe, lui-même, collectionneur de directorats à Ogilvie, Aluminium Limited, Bank of Montreal, National Trust, Dominion Tar and Chemicals, Price Brothers, Crown Life Insurance, Atlas Steel, Rio Tinto Mining, Hoklinger Consolidated, Ocean Cement et le Chemical Corn Exchange Bank aux Etats-Unis.

C'est le ministère des Munitions et Approvisionnements qui dès lors a la responsabilité de la planification de la production canadienne ni plus, ni moins; c'est lui et les "dévoués dollar-a-year-men" qui détermineront les politiques de guerre, les priorités de production, et donc l'allocation des ressources matérielles, ainsi que les rationnements nécessaires. A l'intérieur du Ministère est créé le "Wartime Industries Control Board" pour aider les hauts-fonctionnaires de passage à planifier l'économie canadienne. Et afin de contrôler les prix et l'approvisionnement en biens et services destinés aux besoins civils, on ajoutera le "Wartime Prices and Trade Board". Celui-ci aura la responsabilité du contrôle des salaires comme notre actuelle "Commission de lutte à l'inflation"; il surveillera aussi le crédit à la consommation et dira donc son mot à propos des politiques fiscales et des contrôles directs du gouvernement canadien.

C'est cela entre autres qu'on appelle la fusion entre le capital monopoleur et le pouvoir d'Etat.

Le capital monopoliste d'Etat rendra service à la bourgeoisie monopoliste canadienne de diverses façons:

1) il utilise les fonds du Trésor et les impôts payés par le peuple pour prendre sur lui des risques auxquels s'exposent les capitalistes en investissant, assurant ainsi de grands bénéfices aux monopoles.

Le ministère de C.D. Howe investit $820 millions dans les industries de guerre jusqu'en 1942. Il met sur pied 28 sociétés de la Couronne, i.e. propriétés du gouvernement canadien, mais administrées de façon relativement autonome par des entrepreneurs nommés par l'Etat (l'actuelle société Air Canada en est un exemple). Ces sociétés sont toutes administrées par des "dollar-a-year-men", sous la direction du ministère des Munitions et Approvisionnements. Ainsi naquirent les sociétés Polymer Corporation, Park Steamship Co. Ltd, Wartime Shipping Ltd; ces corporations ne visent pas à remplacer le capital "privé" mais au contraire, elles n'ont pour fonction que de la soutenir. Aussi faut-il remarquer que c'est l'entreprise privée qui demeure le principal fournisseur de l'Etat pendant la guerre.

Le War Supplies Ltd. par exemple a pour mission de "négocier et de recevoir des commandes des départements du gouvernement des Etats-Unis, pour du matériel de guerre devant être fabriqué au Canada. Le Citadel Merchandising Ltd. a pour rôle d'obtenir, de répartir et distribuer les jauges et les machines-outils. Elle s'inscrit, en liaison directe avec la concurrence inter-impérialiste entre le Canada et la Grande-Bretagne, dans le domaine des machines-outils. Certaines sociétés cependant s'occupent directement de la production: la Small Arms Ltd. produit par exemple, comme son nom l'indique, des armes légères.

2) Il redistribue, au profit des organisations du capital monopoliste, une grande partie du revenu national par ses politiques fiscales (impôts, dépenses publiques) afin d'assurer d'importants bénéfices aux groupes monopolistes.

Le gouvernement canadien avance plus de $900 millions

en capital aux industries de guerre et utilise les "special depreciation privilege" (la dépréciation accélérée du capital qui réduit le profit imposable des compagnies et donc l'impôt qu'elles paient effectivement), comme forme indirecte d'assistance à l'industrie (selon Benjamin H. Higgins in **Canada's Financial System in War,** 1944). De septembre 1939 à août 1945, sur les 3.5 milliards d'investissements manufacturiers nouveaux, au moins la moitié est financée par ces exemptions fiscales. Peter C. Newman nous parle de la façon dont ces politiques raffermissent les liens entre les représentants de l'Etat monopoliste et les monopoles privés:

"Le système des mesures de dépréciations accélérées a d'abord été suggéré à Howe par son ami R.E. "Rip" Powell, président de l'Aluminium of Canada, dont la compagnie devint ainsi l'une de celles qui bénéficièrent le plus de ces mesures. L'Alcan put ainsi effacer ses $103 millions investis dans le développement hydrolique à Shipshaw au Québec en trois ans. Dès qu'il se retira de la politique, Howe a été nommé à un poste de directeur de l'Aluminium Ltd, une filiale de l'Aluminium Company of Canada" (**Canadian Establishment** p. 323).

Comme quoi un service en attire un autre!

De plus le gouvernement garantit les emprunts des compagnies de guerre auprès des banques, réduisant les taux d'intérêt qu'elles auraient dû payer au capital bancaire.

Et devinez qui a financé ces cadeaux de l'Etat aux monopolistes canadiens? Vous avez gagné! C'est le peuple canadien qui a dû se serrer la ceinture pour aider "nos" capitalistes à contribuer à "l'effort de guerre". En 1944, le gouvernement tirera des poches des contribuables 6 fois plus d'impôts qu'en 1939. L'impôt sur le revenu des particuliers augmente de 20 fois, celui payé sur les profits de 11 fois. (Tiré de B. Higgins, ops cit., p. 9, tableau 2). Une partie des taxes sur le revenu payée par les particuliers en 1942 et en 1943 est remboursable après la cessation des hostilités. Autrement dit, cette partie constitue une épargne forcée, i.e. les emprunteurs sont forcés par la loi à prêter au gouvernement. Ainsi, les personnes sans dépendant, ayant un revenu de $2,000 en 1942 sont obligées de prêter 10% de leur revenu brut à l'Etat, les couples avec 2 enfants et un revenu brut de $4,000 prêtent aussi, malgré eux, le même pourcentage de leur revenu au gouvernement libéral.

Une autre partie de ces cadeaux est financée par les emprunts du gouvernement, garantis par la Banque du Canada, aux banques privées et principalement aux particuliers. La Banque d'Etat a elle-même prêté au gouvernement pour près d'un milliard de 1939 à 1943. Celle-ci a le pouvoir d'émettre de nouveaux billets; quand le gouvernement émet des obligations, elle peut les acheter en imprimant de la nouvelle monnaie. Durant les 4 permières années de la guerre, l'offre de monnaie augmente mensuellement de 1.1% en moyenne pour subvenir aux besoins financiers de l'Etat. Cette augmentation de la masse monétaire est un facteur d'inflation qui diminue la valeur réelle des dettes gouvernementales. Aussi les contribuables forcés de prêter au gouvernement seront remboursés après la guerre avec des dollars qui auront perdu de leur valeur. L'inflation devient ainsi un autre moyen pour l'Etat canadien de voler un peu plus le peuple canadien.

3) Il achète et revend des entreprises afin de passer à l'Etat des compagnies déficitaires ou en voie de faillite et d'autres qui, après leur nationalisation, deviennent profitables aux monopoles.

Après la guerre, le ministre Howe, dirigeant cette fois le ministère de la reconstruction et de l'approvisionnement, un autre ministère fait sur mesure pour servir directement le capital monopoleur, s'occupera à rendre à l'entreprise privée les usines de guerre du pays, parfois à 35% de leur prix. L'usine Canadair près de Montréal, sera vendue à l'Electric Boat Company (plus tard la General Dynamics, monopole US de production d'armement) à 50 cents la piastre. Et afin d'accélérer la transition à l'industrie de paix, il continue de plus belle le système de dépréciation accélérée, ce qui permet aux compagnies d'effacer de leurs profits imposables un montant d'environ $1.4 milliards de dollars de novembre 1944 à mars 1947.

En 1941-42, c'est la Canadian Associated Aircraft, en difficultés financières, que l'Etat achète.

4) Il utilise le pouvoir d'Etat pour renforcer la concentration et l'accumulation des capitaux et intensifier l'absorption des entreprises moyennes et petites, par le capital monopoliste.

La concentration et la centralisation du capital dans l'industrie aéronautique est un exemple vivant de la façon dont le capital monopoleur a utilisé l'Etat à cette fin.

Cette industrie profite de l'expansion rapide de l'armée de l'air canadienne qui voit le nombre de ses escadrilles passer de 16 à 36 entre 1940 et 1942. Là comme ailleurs, on adopte comme politique "l'achat chez nous". Il n'y avait cependant en 1935 aucune usine en mesure de construire des avions de ligne au Canada. On lance donc en 1936 un projet qui axe le développement de l'industrie aéronautique sur la fabrication de fuselages (avions sans moteur) et sur l'importation de moteurs américains. Le fait d'être tributaire des moteurs américains sera caractéristique de la dépendance de l'Industrie aéronautique canadienne par rapport à celle des USA. C'est la Canadian Vickers Ltd. de Londres qui reçoit le premier contrat. Puis des sociétés canadiennes construisirent des Shark, des Lysander, etc.

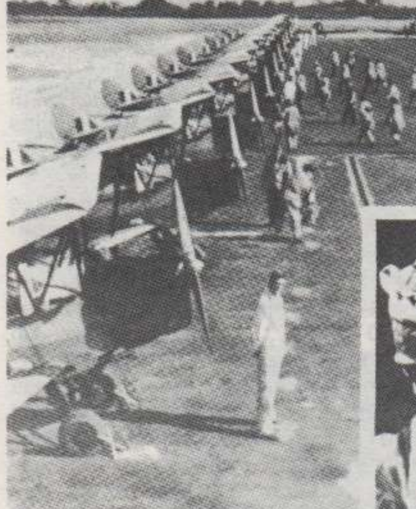
Tableau 3:
EXPANSION DE L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE DE 1933-1939

Année	Production totale d'avions	Valeur de la production	Capital investi
1933	0	0	
1934	18	$117,689	
1937	282	$4,001,622	$8,641,000
1939-45	16000		

Le tableau 3 nous donne les effets de cette politique sur le développement de l'industrie. C'est en 1938 qu'elle connaît sa plus forte progression d'avant-guerre. En novembre 1938, 6 entreprises se fusionnent pour créer la Canadian Aircraft Ltd. qui produisit pour la Grande-Bretagne des bombardiers mais dont les difficultés financières se termineront par sa vente à l'Etat canadien en 1941-42. De 1939 à 1945 la production canadienne d'avions s'élèvera à 16,000 et c'est la mise en place de sociétés de la couronne directement rattachées à la production qui donnera sa poussée définitive à l'industrie. En 1942, la Victory Aircraft Ltd. est mise sur pied par les "one-dollar-a-year-men"; mais l'intervention qui caractérise le plus le rôle de l'Etat dans l'industrie aéronautique durant les années de guerre, c'est la création en 1940 de la Federal Aircraft Ltd. Cette société de la couronne aura pour mission de coordonner et de diriger le programme de production d'avions Anson dont le montant total de $58,393,003 représente le plus gros contrat accordé par l'Etat durant la guerre. Ce projet regroupe sous la direction de la Federal Aircraft diverses sociétés qui se voient ainsi soutenues dans leur développement monopoliste.

En 1944, la Banque du Canada est chargée par le Parlement canadien de participer à la reconversion des mines de guerre. La Banque industrielle de Développement, filiale de la Banque du Canada est créée. Celle-ci y souscrit $425 millions et sa filiale reçoit le pouvoir d'emprunter $75 millions. Son rôle est de financer les entreprises incapables d'obtenir des prêts des banques privées, mais elle ne doit pas prêter aux compagnies en détresse; autrement dit, il s'agit d'aider les petites et moyennes entreprises qui le méritent à se monopoliser.

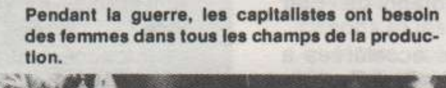
* * *



Avant la guerre le Canada produisait 1 avion par semaine comparativement à 80 par semaine de 1939 à 1945.

Affiche demandant au peuple de participer à "l'effort de guerre" en conservant la feraille, le vieux papier, les os, etc.





Pendant la guerre, les capitalistes ont besoin des femmes dans tous les champs de la production.



Ce sont là les diverses formes de soumission de l'Etat au capital monopoliste canadien. Dans le chapitre sur l'alliance nous avons dévoilé les formes particulières que le capital d'Etat a prises dans la question de l'alliance avec l'impérialisme américain. Elles viennent toutes confirmer l'importance du pouvoir d'Etat et le rôle déterminant de la classe qui exerce son hégémonie.

CHAPITRE V
L'impérialisme canadien se développe en intensifiant l'exploitation de la classe ouvrière

Un développement aussi important du capital canadien ne pouvait se réaliser qu'en intensifiant l'exploitation de la classe ouvrière et du peuple travailleur. On a vu précédemment comment le peuple canadien a été embrigadé dans deux armées au service du capital: celle du champs de bataille et celle de la production. La première le sacrifiera sur le champ de bataille jusqu'à lui faire perdre la vie; la seconde usera sa force de travail au pays afin de faire fructifier le capital de la bourgeoisie. Les deux armées seront sévèrement contrôlées. L'armée de la production sera encadrée durant presque toute la guerre par des mesures de contrôle des salaires, l'arme principale de la bourgeoisie contre les droits démocratiques des ouvriers et du peuple canadien. Les travailleurs seront privés du droit de négocier librement leurs contrats de travail. Cette attaque sera d'autant plus efficace que le Congrès des Métiers et du Travail du Canada, la principale organisation syndicale canadienne, est dominée par des bureaucrates syndicaux qui défendent au pays l'affiliation des syndicats canadiens aux unions internationales rattachées à la réactionnaire American Federation of Labour. Les dirigeants syndicaux du CMTC firent voter au Congrès de 1939 l'expulsion des syndicats liés au Congress of Industrial Organisation qui avait alors l'appui des progressistes et des communistes canadiens. Ce geste divisa le mouvement ouvrier canadien et représenta une victoire de la collaboration de classe et de la soumission du mouvement ouvrier aux intérêts de l'impérialisme. Les ouvriers canadiens se virent soumis à une "auto-discipline" que le contrôle des salaires transforma en une discipline plus ouvertement forcée. A cause du gel des salaires, les ouvriers canadiens dont 32.9% gagnaient en 1941 moins de $450 par an ne pourront même pas rattrapper les pertes qu'ils subissaient depuis plus de dix ans de crise.

Ces mesures politiques de l'Etat bourgeois seront une condition essentielle à la fantastique accumulation de capital par la bourgeoisie canadienne car elles transformeront les salaires bloqués en autant de plus-value à réinvestir.

Le contrôle des "prix" et des salaires

C'est en novembre 1941 que l'Etat canadien met sur pied la Wartime Prices and Trade Board, liée au ministère des Munitions et Approvisionnements, par le biais du Wartime Industries Control board. C'est Donald Gordon, le futur président du CNR, un bourgeois chauvin de la pire espèce, qui dirigea les contrôles. Il avait sous "sa direction" des bourgeois tels William Austin, qui sera assistant du président de GM of Canada, John Ernest Burning, plus tard président de Consumers Glass Co. Ltd., James Stewart, futur président de la Banque canadienne de commerce, et de nombreux autres "amis" du mouvement ouvrier; ces individus de la trempe de Jean-Luc Pépin, lié à Westinghouse et à Celanese, qui administrera la Commission de lutte à l'inflation en 1975. Décidément la bourgeoisie a de la suite dans les idées!

Un contrôle des prix et des salaires comprend en principe... un controle des prix et des salaires. On a vu avec la Loi Trudeau les résultats de ce contrôle depuis 1975; la presse d'EN LUTTE! en fait amplement mention. Cela ne fut pas très différent durant la guerre.

Voyons pour les salaires. C'est en décembre 1940 qu'est promulgué un premier décret fédéral stipulant que le critère de l'établissement d'un salaire juste et raisonnable serait le niveau de 1926-29. Des augmentations sont prévues pour les cas où les salaires seraient inférieurs à ce niveau, mais elles ne pouvaient être supérieurs à 5% et n'étaient valables que pour une année. Le décret prévoyait également le versement d'un boni de vie chère.

En novembre 1941, l'Etat renforcit ses contrôles en promulguant un nouveau décret encore plus restrictif. Un Office

national du travail de guerre est créé; il dispose de pouvoirs d'enquêtes et de recommandations sur les salaires et les conditions de travail. Le décret interdit toute augmentation des salaires de base, à l'exception de celles que l'Office aura autorisées. Il accorde à ce dernier le droit d'empêcher le versement du boni à la vie chère s'il estime que les salaires payés sont trop élevés. Puis en 1943, arrive le décret no 9384. Il ne sera permis dorénavant de procéder à des ajustements de salaire que pour corriger "une injustice ou une inégalité grossière", compte tenu de la capacité de payer du patron. Les ouvriers et les salariés furent privés de toute autre compensation monétaire, à l'exception d'un boni de Noël d'un maximum de $20. Cela, c'est pour les salaires. C'est clair, net et précis!

Qu'en est-il des prix et des profits? Voyons quelques chiffres:

Selon Benjamin Higgins (**Canada's Financial System in War**, p. 54), le revenu net des actionnaires des chemins de fer était en 1942 500% plus élevé que leur niveau moyen de 1936-39, celui des compagnies de pâte et papier 240% plus élevé, celui des compagnies de machinerie et de caoutchouc de 140% de plus, celui des compagnies de fer, d'acier et d'équipement électrique de 59% de plus.

Ainsi, d'un contrôle des salaires à l'autre, à trente ans d'intervalle, la bourgeoisie impérialiste canadienne cherche à se replumer en imposant au prolétariat et aux masses canadiennes des restrictions sévères à leur pouvoir d'achat. A chaque occasion, elle mobilise son pouvoir d'Etat et intervient directement au service des monopoles, soit dans la vie économique, soit dans les organisations ouvrières comme les syndicats qu'elle cherche à contrôler.

CONCLUSION

C'est de cette façon que le capital financier canadien s'est développé durant les années de guerre. L'impérialisme canadien s'est servi de son Etat pour consolider sa base économique, les monopoles, et pour réaménager l'alliance.

C'est à travers l'Etat que s'est amorcé l'alliance avec l'impérialisme US, que la Plan Abbott de 1947 viendra sceller de façon encore plus convaincante. Celui-ci sera l'acte par lequel la bourgeoisie canadienne s'intègrera au Plan Marshall de développement de l'hégémonie américaine dans les pays impérialistes d'Europe de l'Ouest.

Quand les associations patronales, comme l'Association des Manufacturiers canadiens, le Conseil du Patronat du Québec, la Chambre de Commerce, se plaignent de l'ingérence de l'Etat dans le "marché libre", on doit comprendre qu'ils veulent payer encore moins d'impôts, ou transférer des revenus fiscaux dans leurs coffres. Mais rarement les voit-on récriminer contre "l'aide" de l'Etat aux monopoles, ceci n'étant plus une intervention de l'Etat dans le marché libre.

Là dessus, les bourgeois sont unanimes. Comme ils le sont pour que l'Etat bourgeois fasse payer à la classe ouvrière le prix de l'expansion impérialiste de la bourgeoisie canadienne.

Dans une période d'aiguisement considérable de toutes les contradictions de l'époque impérialiste, la bourgeoisie utilise abondamment le masque du nationalisme et du patriotisme pour tenter d'entraîner le mouvement ouvrier à sa remorque. Parce que, dit-elle, "nos" industries ne sont plus concurrentielles, elle tente de placer le mouvement ouvrier à la remorque de l'impérialisme. Aujourd'hui il faudrait que la classe ouvrière "fasse sa part" pour que "notre" bourgeoisie ait une meilleure place sous le soleil de la concurrence impérialiste mondiale. Demain, quand cette concurrence "économique" aura atteint son stade logique d'affrontements armées entre blocs impérialistes, la bourgeoisie et ses agents tenteront encore d'amener la classe ouvrière à "faire sa part"; mais cette fois ce ne sera plus seulement sous la forme du contrôle (volontaire ou imposé) des salaires qu'elle "incitera" le prolétariat à "contribuer aux efforts de la nation": ce sera en tant que chair à canon. La classe ouvrière n'y laissera pas seulement une partie de son salaire et des ses droits, elle y laissera sa peau.

Tel est le "patriotisme" des profits: la soumission de la classe ouvrière à la politique impérialiste, la collaboration de classes, le chauvinisme, l'utilisation des ouvriers comme chair à canon dans la guerre impérialiste.

Nous vivons aujourd'hui une phase d'accélération de ce processus général de préparation de la guerre et de tentatives de soumettre la classe ouvrière à la politique impérialiste. C'est pourquoi les appels au nationalisme et au patriotisme se font plus insistants. C'est pourquoi l'armée se renforce. C'est pourquoi la collaboration de classes au profit de la bourgeoisie impérialiste prend des formes plus généralisées et plus criantes à la fois. C'est ainsi que la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier tentent de jeter les bases de la soumission de la classe ouvrière à la politique impérialiste dans la guerre.

Ceux qui, dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement marxiste-léniniste, renforcent cette soumission du prolétariat à la politique de la bourgeoisie impérialiste sont des artisans de son massacre sur les champs de bataille de la guerre impérialiste. Ne pas appeler le prolétariat à la lutte politique contre la bourgeoisie canadienne dans tous les domaines, c'est une trahison. Ne pas concentrer toutes ses forces pour arracher la classe ouvrière à l'influence de la bourgeoisie impérialiste canadienne sous prétexte qu'elle est un allié dans la lutte contre les superpuissances, c'est une trahison. Les prétendus marxistes-léninistes qui ménagent la bourgeoisie canadienne renforcent le principal facteur de guerre au Canada. Car si le prolétariat canadien devait être entraîné dans la guerre impérialiste, ce sera parce que la bourgeoisie canadienne y sera impliquée jusqu'au cou. Que cela soit le fait de sa place dans un bloc impérialiste dans lequel elle n'est pas le principal facteur de guerre, que sa participation aux préparatifs de guerre et éventuellement à la guerre elle-même résulte du fait qu'elle **doive** appuyer ses alliés impérialistes plus puissants pour protéger ses propres intérêts ne change rien à l'affaire. L'exemple de la Deuxième Guerre mondiale démontre hors de tout doute que malgré sa faiblesse relative, la bourgeoisie canadienne participe à la guerre **en tant que bourgeoisie impérialiste** et non comme une pauvre petite bourgeoisie nationale progressiste soumise aux diktats d'une puissance plus forte. Il est hors de doute aussi que la bourgeoisie canadienne sera l'allié le plus sûr de l'impérialisme américain dans l'éventualité d'une 3e guerre mondiale.

Travailler aujourd'hui **contre la guerre impérialiste** c'est d'abord et avant tout affaiblir la bourgeoisie canadienne à tout point de vue. Préparer le prolétariat à faire face à la 3e guerre mondiale, c'est le renforcer dans sa lutte contre la bourgeoisie canadienne et pour la révolution socialiste. Ceux qui aujourd'hui n'appellent pas la classe ouvrière à la lutte pour démolir le pouvoir de la bourgeoisie canadienne et à le remplacer par son propre pouvoir de classe, la dictature du prolétariat, ceux-là ne luttent pas vraiment contre la guerre impérialiste — ils ne luttent que contre la guerre qu'une autre bourgeoisie impérialiste pourrait déclencher contre **leur** bourgeoisie impérialiste. Ils ne sont que des phraseurs opportunistes au service de la bourgeoisie impérialiste.

Lutter contre la guerre impérialiste c'est d'abord et avant tout préparer la révolution socialiste, car elle seule peut empêcher la guerre. Lutter pour la paix au plan mondial, c'est s'opposer aux principaux facteurs de guerre à ce niveau: les deux superpuissances, URSS et USA, et leurs alliés respectifs. Mais cela est un mot d'ordre creux s'il n'implique pas en même temps la lutte contre les fauteurs de guerre dans chaque pays: la bourgeoisie impérialiste et les réactionnaires alliés à l'impérialisme.

La lutte des peuples autochtones:

PARTIE PRENANTE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE AU CANADA

Pour la majorité des travailleurs canadiens, la situation de nos frères amérindiens et inuit est aussi étrangère, sinon d'avantage, que celle des plus lointaines populations d'Afrique et d'Asie. Pire encore, ayant subi pendant toute notre jeunesse une éducation absolument raciste et mensongère sur l'histoire du Canada et le rôle des populations autochtones au cours de cette histoire, la connaissance que nous avons des Amérindiens et des Inuit se réduit le plus souvent aux pires préjugés. Et ces préjugés ne viennent pas seulement de notre enfance car, encore aujourd'hui, la bourgeoisie emploie toutes ses énergies et les formidables moyens de propagande dont elle dispose, pour propager parmi la population l'image folklorique et méprisante des "petits indiens" qui font la "danse de la guerre" pour amuser les touristes.

En juillet dernier, la bourgeoisie canadienne a célébré en grandes pompes la Confédération canadienne, la loi suprême de l'oppression de la nation québécoise et des populations autochtones du Canada. Aussi, dans son "super show" du premier juillet, Radio-Canada, fidèle porte-voix de la bourgeoisie canadienne, nous a servi encore une fois, et en couleurs s'il vous plaît, et "from coast to coast", le spectacle "touchant" d'Amérindiens et d'Inuit de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-ouest, tout heureux, paraît-il, de célébrer la Confédération canadienne en étalant leurs plumes devant la caméra.

La bourgeoisie canadienne aime bien en effet étaler des "plumes d'indiens", comme témoignage de son arrogance et de son mépris face à nos frères autochtones soumis à la pire oppression. Souvenons-nous de la super cérémonie de clôture des Olympiques en juillet 76, cérémonie télédiffusée à peu près partout dans le monde. A cette occasion, les bourgeois ont sorti les Amérindiens des réserves et les ont fait parader comme des trophées de chasse emplumés aux couleurs olympiques! Mais, comme après des siècles de massacre, il n'y avait pas assez d'Amérindiens pour remplir le stade, on a poussé l'odieux jusqu'à déguiser les Québécois en Amérindiens pour faire le show" (voir EN LUTTE! no 67).

Cette image folklorique et méprisante que la bourgeoisie canadienne essaie de nous faire avaler, l'Etat des capitalistes va devoir la ravaler... Car les peuples autochtones, qui jamais n'ont cessé de lutter, se dressent aujourd'hui avec une détermination renouvelée dans le combat contre l'ennemi principal: la bourgeoisie impérialiste canadienne. Sabrer dans les préjugés qu'a propagés la classe capitaliste, comprendre et soutenir la lutte des masses populaires autochtones, voilà pour le prolétariat canadien un aspect essentiel de son propre combat contre le capitalisme et la bourgeoisie.

Bien sûr, dira-t-on, mais quelle importance peut bien avoir le combat désespéré de ces populations décimées appelées à disparaître? Attention! Voilà justement l'image que présentent les idéologues bourgeois des Amérindiens: des pauvres en haillons, alcooliques et qui mènent un combat d'arrière-garde contre le "progrès"! La réalité pourtant est très différente et c'est ce que nous allons voir dans cet article.

A l'heure où le mouvement marxiste-léniniste canadien s'engage dans la discussion du projet de programme pour le parti de la classe ouvrière canadienne, il est essentiel de saisir la place de la lutte contre l'oppression nationale des Amérindiens et Inuit dans le contexte général de la voie de la révolution prolétarienne au Canada. Le dossier que nous présentons aujourd'hui n'est pas un point final, bien au contraire. Ainsi, nous n'y aborderons pas, du moins de façon détaillée, les revendications, les luttes et les organisations autochtones. Malgré cela, cet article est important en ce qu'il vise à faire connaître, le plus largement possible, les **données de base** de la situation économique et politique des populations autochtones au Canada. Et cette situation, on le verra, est indissolublement liée à l'histoire du développement du capitalisme au Canada, à l'histoire aussi de la prolétarisation d'une grande partie de la population autochtone. Sur la base de cette histoire, nous discuterons dans une deuxième partie, quelques-unes des principales questions de programme concernant la lutte du prolétariat canadien contre l'oppression nationale des Amérindiens et des Inuit. Abordant ces questions, certains groupes, qui se prétendaient marxistes-léninistes, se sont employés à isoler la lutte contre l'oppression des autochtones du combat pour le socialisme. Le débat sur la question des autochtones est donc très lié à la lutte générale contre le point de vue nationaliste bourgeois qui, sur toutes les questions, essaie de faire primer le point de vue de la "nation", la "nation de toutes les classes", sur le point de vue du prolétariat, y compris dans la lutte nationale.

Finalement, nous terminerons cet article en examinant les tâches principales du prolétariat canadien et de son avant-garde, dans la lutte résolue contre l'oppression nationale des autochtones, et pour l'unité indéfectible du prolétariat et du peuple multinational du Canada dans son combat pour le socialisme.

PREMIÈRE PARTIE:

L'asservissement capitaliste

Pour comprendre la situation d'extrême oppression que subissent aujourd'hui les populations autochtones du Canada, il faut examiner l'histoire du développement capitaliste et de la constitution du Canada en tant que pays capitaliste et impérialiste. Car les chaînes de l'oppression nationale des populations autochtones sont indissolublement liées historiquement

et encore aujourd'hui, à la loi du profit maximum et du pillage impérialiste. Mais si on veut comprendre historiquement l'origine de l'oppression nationale des autochtones, encore faut-il avoir une idée, ne serait-ce que quantitative, de ce que représentent aujourd'hui ces populations.

Quelques chiffres

Parmi les idées erronées que s'efforce de propager la bourgeoisie, la plus tenace sans doute c'est que les populations autochtones ne seraient qu'une poignée d'individus, dont le nombre décroît constamment. Cette thèse s'appuie sur un calcul statistique basé sur une loi raciste, qui n'est pas sans ressembler à certains égards aux lois d'apartheid de l'Afrique du Sud. La loi sur les Indiens de 1880, qui correspond à l'établissement des réserves à partir de la deuxième moitié du 19e siècle, établit que seuls sont considérés comme Amérindiens, au sens de la loi, les autochtones dont les noms apparaissent nommément sur les rôles du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Les "Indiens inscrits" sont au nombre de 250,000. Les "Indiens non inscrits" sont aussi des Amérindiens, mais ils en ont perdu le titre au sens de la Loi sur les Indiens, parce qu'ils sont descendants d'une femme qui aurait épousé un "non inscrit" — remarquons que dans le cas où c'est l'homme qui épouse une femme qui n'est pas amérindienne, il n'y a pas de perte de droits —, ou encore parce qu'ils auraient renoncé "volontairement" à leur statut d'Indien, par ce qu'on appelle, dans la terminologie officielle, "émancipation" (sic)! Une publication officielle de l'Etat canadien (1) établit à 500,000 personnes le nombre des "non-inscrits".

Finalement, il y a les Métis qui représentent un groupe à part mais difficilement circonscrit. Les Métis, issus de couples dont un seul des conjoints est amérindien, ne sont donc pas principalement des personnes qui ont perdu leur statut, mais plutôt des individus qui ne l'ont jamais obtenu. En tout, on estime à un million le nombre d'"Indiens inscrits", "non inscrits" et Métis, ce qui correspond à environ 5% de la population du Canada.

Il existe aussi un autre groupe autochtone qui a échappé, en raison de son isolement, à la Loi des Indiens. Il s'agit des Inuit, que les Amérindiens Cris ont appelé jadis Esquimo (mangeur de viande crue), et qui sont au nombre de 18,500 individus établis dans le Grand Nord canadien. Signalons par ailleurs, que le taux de natalité des populations autochtones est le plus élevé de toute l'Amérique du Nord, ce qui se traduit par un taux d'augmentation annuelle de la population de 5%.

En termes de distribution géographique des populations autochtones, il faut distinguer deux grandes zones: le Nord et le Sud. Il faut rappeler en effet que, même si le Canada est un des plus grands pays au monde, 90% de sa population réside d'Est en Ouest à l'intérieur d'une bande de 200 milles au nord de la frontière américaine. Dans les Territoires du Nord-ouest, on estime que la population autochtone représente environ 50% de la population et au Yukon 30%. Il est probable cependant qu'une partie de la population blanche qui habite le Nord canadien est une population flottante, attirée par des emplois spécialisés, mais peu portée à s'installer de façon définitive dans le Nord. Par ailleurs, dans deux parties des Territoires du Nord-ouest et dans une partie du Québec, les autochtones constituent la majorité de la population. Toutefois, la population de ces régions compte seulement pour 2% environ de la population autochtone du Canada.

Les 250,000 Amérindiens enregistrés au Canada selon la loi des Indiens sont regroupés dans 550 bandes, dont la plus importante comprend 8,200 membres. Les bandes, qui sont des groupements prévus par la loi des Indiens, sont dirigées par un Conseil de bande, qui constitue l'organisme officiellement reconnu avec lequel la Division générale des Affaires indiennes d'Ottawa traite des questions qui les concernent. En fait, la bande est complètement sous la tutelle de l'Etat bourgeois fédéral, et les miettes d'autonomie administrative dont elle dispose dépendent du bon vouloir des ministres. C'est la loi qui définit l'appartenance à la bande. Les terres des Amérindiens, c'est-à-dire les réserves, relèvent du Conseil de bande, mais sont sous juridiction de l'Etat bourgeois au fédéral. Les 550 bandes amérindiennes se partagent 2,200 réserves, dont 1,600 sont situées en Colombie-Britannique. L'étendue de ces réserves va de quelques acres à 500 milles carrés. Les terres de la réserve sont possédées collectivement par la bande. De même, les revenus en argent tirés de l'utilisation des terres sont la propriété collective des membres de la bande, mais la gestion en revient à l'Etat bourgeois qui peut, selon son bon vouloir, en confier l'administration, en tout ou en partie, à la bande. Signalons par ailleurs qu'un Amérindien qui appartient à une bande conserve cette appartenance, qu'il réside ou non sur une des réserves de la bande.

En dehors de leur groupement par bande, les Amérindiens se divisent selon 7 principales régions culturelles et 44 grandes divisions tribales. Les langues amérindiennes appartiennent à au moins 10 groupes linguistiques: Algonkin, Iroquois, Siou, Athapascan, Kootenayan, Wakashan, Tsinshian, Harda et Tjingit. Pour avoir une idée de ce qu'est un groupe linguistique, signalons, à titre de comparaison, que toutes les langues européennes appartiennent à un seul groupe linguistique! Par ailleurs, ces 10 groupes linguistiques se divisent eux-mêmes en 57 dialectes; 36 de ces dialectes sont parlés en Colombie-Britannique. Pour mieux saisir ce que signifient toutes ces différences linguistiques, examinons l'exemple du groupe athapascan.

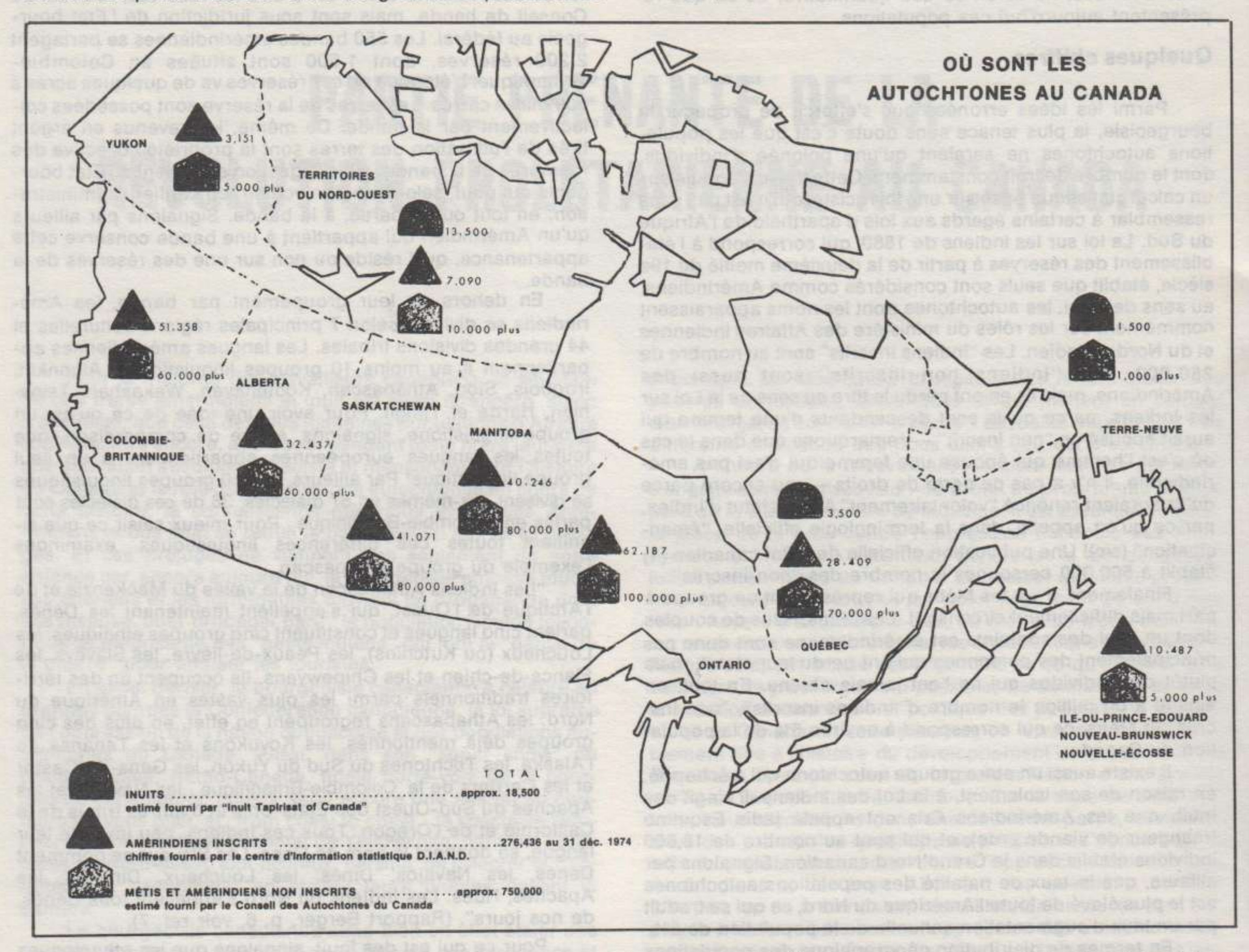
"Les Indiens Athapascan de la vallée du Mackenzie et de l'Arctique de l'Ouest, qui s'appellent maintenant les Dénés, parlent cinq langues et constituent cinq groupes ethniques: les Loucheux (ou Kutchins), les Peaux-de-lièvre, les Slaveys, les Flancs-de-chien et les Chipewyans. Ils occupent un des territoires traditionnels parmi les plus vastes en Amérique du Nord: les Athapascans regroupent en effet, en plus des cinq groupes déjà mentionnés, les Koyukons et les Tananas de l'Alaska, les Tuchtones du Sud du Yukon, les Gens-du-Castor et les Carriers de la Colombie-Britannique, les Navajos et les Apaches du Sud-Ouest des Etats-Unis et d'autres tribus de la Californie et de l'Orégon. Tous ces Indiens, peu importe leur langue, se donnent le nom de Gens. Les Slaveys se nomment Dénés, les Navajos, Dinés; les Loucheux, Dindjiés; les Apaches, Ndés. Les Indiens du Nord s'appellent tous Dénés, de nos jours". (Rapport Berger, p. 6, voir ref. 7).

Pour ce qui est des Inuit, signalons que les ethnologues considèrent qu'ils sont les descendants directs de la culture de Thulé, qui se serait étendue du Groenland au sud du détroit de Bering à partir de la culture de Birnick, établie dans le Nord de l'Alaska au dixième siècle avant notre ère. En fait, on estime que les premières migrations des prédécesseurs des Inuit actuels remonteraient à 5,000 ans, alors qu'une autre vague de migration vieille de 10,000 à 14,000 ans serait à l'origine des Indiens Athapascans (Dénés). Plus encore, les ethnologues pensent que certaines migrations dateraient de 25 ou 30 milles ans! Même s'il existe des différences de dialectes, la langue inuk est assez homogène d'un bout à l'autre du Canada sauf pour les Aleuts, dans le sud de l'Alaska, qui parlent une langue différente, quoique semblable. Malgré cette relative homogénéité linguistique, la culture de Thulé s'est constituée historiquement en groupes distincts: Gens du cuivre (Qurdhurturniut), Netsiliks, Iglooliks, Caribou, Inuit de l'Ile Baffin du Sud et du Labrador. Contrairement aux Amérindiens

---

(1) Revendications des Indiens au Canada, **un essai et bibliographie; Centre de documentation et d'aide à la recherche, Commission d'étude des Revendications des Indiens, Ottawa; Information Canada, R.C. 31-1/1975.**

des territoires du sud, les Inuit, qui n'ont jamais signé de traité, à part celui de la Baie James, ne vivent pas dans des réserves, mais sont regroupés autour de villages qui leur servent de point d'attache entre les grandes expéditions de chasse et de pêche. C'est dans ces villages que sont installés les écoles et les autres services gouvernementaux. La carte qui suit donne une idée de l'étendue des territoires utilisés par les populations inuit du Canada (2).



En octobre 1966, une enquête (3), commandée par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, donnait des indications sur le type d'activité économique dans les réserves. Cette enquête a été effectuée en 1964-65 auprès d'un échantillonnage représentatif de 35 bandes réparties à travers le Canada. Même si, dans l'échantillon choisi, les bandes les plus développées économiquement prennent trop d'importance par rapport aux bandes moins nombreuses ou plus isolées, il n'en reste pas moins que les résultats de cette enquête illustrent bien la prolétarisation actuelle des masses autochtones. D'abord, le tableau qui présente l'"état récapitulatif de l'enquête sur l'emploi, les gains et la dépendance de 35 bandes représentatives", nous montre que la majorité des Amérindiens dans les réserves occupent des emplois salariés, mais essentiellement saisonniers et sous-payés **fig. 1**

Un autre tableau récapitulatif nous indique que, même si 49% du total des emplois est relié à des activités que l'on pourrait qualifier de traditionnelles (industriés primaires fondées sur les ressources renouvelables), la majorité des gains provient du travail des ouvriers et surtout des ouvriers spécialisés **fig. 2** . Aussi, le tableau confirme le caractère saisonnier et sous-payé de la très grande majorité des emplois.

Enfin, un dernier tableau nous donne des renseignements similaires, mais pour chacune des bandes rejointes par l'enquête (**fig. 3**). Si on observe le tableau, on verra que plus il y a d'ouvriers spécialisés dans la bande et plus le revenu par habitant est "élevé" (il serait plus juste de dire "moins bas"). Par ailleurs, on s'aperçoit qu'il n'y a aucun lien entre le revenu et le nombre d'emplois temporaires et de manoeuvres, et qu'il y a une relation négative entre le revenu et le nombre de propriétaires fermiers. Cela signifie que les emplois de manoeuvres sont tellement mal payés et irréguliers qu'ils ne contribuent pas à élever le niveau moyen. Cela signifie aussi que, dans les bandes où il y a plusieurs propriétaires fermiers, le revenu moyen a tendance à être plus bas. Pour avoir une idée plus précise encore de la réalité économique que recouvrent ces colonnes de chiffres, voici, tirée de la même analyse gouvernementale menée sous la direction de l'Université de Colombie-Britannique, une description des principaux emplois occupés par les Amérindiens des diverses bandes (**fig. 4**).

(2) Inuit Land Use and Occupancy Project, **rapport préparé par Milton Freeman Reserch Limited et commandé par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord, 1976, vol. 3.**

(3) Etude sur les Indiens contemporains du Canada, **Besoins et mesures d'ordre économique, Politique et Educatif, première partie, rédacteur H.B. Hawtorn, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1968.**

fig. 1

ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'ENQUÊTE SUR L'EMPLOI, LES GAINS ET LA DÉPENDANCE DE TRENTE-CINQ BANDES REPRÉSENTATIVES

Population totale	35,683	Assistance sociale	$1,007,796
Dans les réserves	73.2 p. 100	Dépenses totales en	9.3 p. 100 des gains
En dehors des réserves	26.8 p. 100	faveur des Indiens	33.5 p. 100 des ménages
Hommes aptes au travail			$3,407,887
Agés de 16 à 64 ans	6,327	Bénéficiaires	
Employés plus de 9 mois	28.5 p. 100	Total des paiements de	31.4 p. 100 des gains
Employés de 6 à 9 mois	10.6 p. 100	transfert faits aux Indiens	
Employés moins de 6 mois	61.0 p. 100		
Employés moins de 2 mois	23.6 p. 100		
Gains annuels des travailleurs			
Moins de $1,000	22.5 p. 100		
Moins de $2,000	62.1 p. 100		
Moins de $3,000	81.7 p. 100		
Plus de $5,000	4.6 p. 100		

fig. 2

ÉTAT RÉCAPITULATIF DE L'ENQUÊTE SUR L'EMPLOI ET LES GAINS DES INDIENS DE TRENTE-CINQ BANDES REPRÉSENTATIVES DU CANADA

Industrie ou emploi	Total des personnes employées	Total des mois de travail	Moyenne des mois de travail	Total des gains	Moyenne des gains mensuels	Moyenne de gains annuels par travailleur	Pourcentage de tous les gains	Pourcentage de la totalité de l'emploi par mois	Pourcentage du total des emplois
Exploitation forestière:									
Dans les réserves	592	2060	3.48	392,500	190.5	663.0	3.6	5.4	7.4
En dehors des réserves	287	1100	3.83	208,400	189.5	726.0	1.9	2.9	3.6
+Pêche	366	1152	3.15	401,016	348.0	1095.5	3.7	3.0	4.6
+Piégeage	1115	4025	3.6	646,242	160.69	580.0	5.96	10.5	14.0
Service de guides	176	481	2.7	90,300	188.0	513.0	.83	1.3	2.2
Cueillette (y compris foin sauvage)	1070	1219	1.1	103,600	85.0	96.8	.95	3.2	13.4
Artisanat	326	1150	3.5	69,285	60.25	212.5	.64	3.0	4.1
Total partiel	4037						17.6	29.3	49.3
Propriétaires de ferme	298	2244	7.5	488,230	217.6	1638.35	4.5	5.8	3.7
Propriétaires d'entreprises non agricoles	185	1552	8.4	487,000	313.8	2632.4	4.4	4.0	2.3
Travailleurs intellectuels et techniciens	52	542	10.4	266,000	490.8	5115.4	2.45	1.4	.65
Employés de bureau	207	1977	9.55	479,680	242.6	2316.8	4.4	5.2	2.6
*Ouvriers qualifiés	1115	9429	8.45	4,944,495	524.4	4434.5	45.6	24.6	14.0
**Manœuvres et travailleurs occasionnels	2168	11339	5.2	2,266,890	200.0	1045.6	20.9	29.6	27.2
(Travailleurs agricoles)	(95)	(360)	(3.8)	(50,600)	(140.5)	(532.6)			
Total	7967	38267	4.8	10,843,638	283.4	1361.1	100.0	100.0	100.0

+Pour en arriver aux chiffres fournis ci-dessus, on a ajouté, dans le cas des bandes qui se spécialisent surtout dans la chasse, la pêche et le piégeage, $50 par mois par ménage au titre de la "nourriture en provenance de la région". On a tenu compte du même montant dans le cas des propriétaires de fermes.

*Un certain nombre de travailleurs spécialisés et relativement bien rémunérés, comme les bûcherons, en Colombie-Britannique, les camionneurs et les ouvriers d'usine ayant un emploi stable, ont été inclus sous la rubrique des ouvriers "qualifiés" dans le présent tableau, plutôt que sous la rubrique "manœuvres et travailleurs occasionnels" ou (comme dans le cas des bûcherons) sous la rubrique "exploitation forestière", comme dans le questionnaire de la Direction générale des affaires indiennes.

**Dans un certain nombre de questionnaires, on a rangé les travailleurs agricoles dans la grande catégorie des "manœuvres et des travailleurs occasionnels". Comme le tableau ci-dessus l'indique, 95 seulement ont été désignés comme tels.

fig. 3

Bandes classées d'après le revenu réel, par habitant, tiré d'un emploi rémunéré	Revenu réel par habitant	Moyenne des mois de travail par travailleur	Moyenne des mois de travail par emploi	Répartition en pourcentage des principales sources d'emploi des bandes par industrie et, (ou) genre d'emploi												
				Exploitation forestière	Pêche	Service de guides	Artisanat	Cueillette	Travailleurs agricoles	Manœuvres et travailleurs occasionnels	Ouvriers qualifiés	Employé de bureau	Travailleurs intellectuels	Propriétaires de ferme	Propriétaires d'entreprises non agricoles	Piégeage
Skidegate	1252	10.6	6.7		21.6		4.9				70.3				3.24	
Caughnawaga	793	9.2	8.2							6.5	83.6	8.5			3.0	
Walpole Is.	715	6.16	5.9		2.9	3.0	6.5			55.4	8.0	8.1		8.7	3.5	3.8
Sheshath, Î.V.	664	10.7	10.7		.8			2.0		24.8	72.3					
Lorette	630	10.5	8.7			3.0	14.0			32.3	18.5	10.1	2.0		19.5	
Squamish	630	8.0	8.0		1.5		2.1			62.6	28.3	1.7			1.7	
Tyendinaga	516	8.3	8.0							24.5	36.5	12.0		17.5	4.6	
Curve Lake	350	7.3	3.1			6.8	8.1	10.2		30.6	28.5				8.1	8.0
Six-Nations	350	7.5	4.0						13.9	35.8	26.8	2.1	8.5	12.9	4.7	
Mistassini	341	5.6	5.6	8.1	2.9	2.3				27.6	2.3	1.4				54.3
Masset	336	3.8	3.8		20.5		6.0			52.2	14.9			1.9	4.3	
Dog Rib Rae	332	5.67		8.0	12.3		4.0			28.6		4.0				42.5
Port Simpson	325	6.9	4.35		30.0					36.4	24.6				5.5	2.1
Kamloops	314	9.5		7.2					5.0	51.8	8.6	1.4		11.5		
Sarcee	302	6.7	2.82				10.7		17.8	21.4	10.7	6.9		23.5		
Fort William	298	8.1	6.45	31.7						40.1	16.9	8.4				
Williams Lake	291	7.5	3.23	13.3				26.6		23.9	10.6			25.7		
Moose Factory	284	6.24		6.1						48.0	24.6	4.9				12.3
Fort Alexander	255	7.1	1.7													
Rivière Désert	250	4.9	3.5	53.4		15.4	2.7			5.6	5.1	6.2	2.5	2.6	3.7	6.2
St. Mary's	249	7.27	2.3	55.8			3.3	4.2	6.2	22.5	1.2				3.3	
Attawapiskat	247															
Pointe-Bleue	222	6.2	5.6	3.3		5.6				40.1	14.7	20.3			8.1	5.0
Tobique	215	10.6	3.7	10.3		11.0	12.9		41.2	16.5	8.2					
Pekangikum	197	6.3	3.4	6.8	19.8					13.5						57.4
Shubenacadie	180	4.3	2.5	8.8			22.7	15.1		26.5	6.0				9.1	
Oak River, Man.	176	3.6	3.6						8.7	31.2	10.4			32.3	8.7	8.7
Rupert House	174	3.2	2.5	7.8		10.4				5.2						62.3
Cold Lake	165	3.4	3.4	25.5	2.8		16.7		5.5	10.0	3.2			18.7		2.8
Fort St. John	161	5.0	5.0													
Deer Lake, Ont.	156	3.6	3.5		18.7		3.1			15.5	1.8	1.8				56.6
Le Pas	140	6.6	6.6	3.4			5.6			58.2	4.8	4.8		2.4	13.5	4.8
James Smith	126	6.6	3.3							29.2		5.2		26.8		15.1
Peguis	99	4.6	4.6	13.7	6.8					18.3	5.6	13.7		37.0	1.4	
Big Cove	61	7.0	2.75	23.6			25.5		28.3	5.7		8.5			8.5	
Piapot	55		5.5	11.0						54.7	4.6			23.3	6.0	

fig. 4

POSSIBILITÉS D'EMPLOI ET EMPLOIS SAISONNIERS
(Echantillon représentatif de 35 bandes indiennes)

Bande	Revenu par habitant	Possibilités d'emploi sur place par ordre d'importance	Mois où il y a le plus de chômage saisonnier
Skidegate	–	Abattage du bois, pêche, chasse aux phoques, piégeage, construction, exploitation minière.	
Caughnawaga	$793	Charpentes métalliques, travail d'usine, travail de bureau, travail dans les carrières de pierre, chirurgie des arbres, clubs de golf, et autres travaux ordinaires d'une petite ville.	Mars, avril, mai, décembre, janvier, février.
Walpole Island	$715	Industrie, agriculture, construction, pêche et service de guides, travail domestique.	Décembre, janvier, février.
Sheshaht	$664	Abattage du bois, scieries, fabriques de pâte de bois, débardage.	Mai.
Lorette	$630	Travail industriel, commerce, services de commerce au détail, travail de bureau, industrie locale dans la réserve et dans les localités avoisinantes de la ville de Québec.	Mars, avril, mai, décembre, janvier, février.
Squamish	$630	Débardage, moulins, usines, abattage du bois, pêche.	Décembre, janvier, février.

fig. 4 (suite)

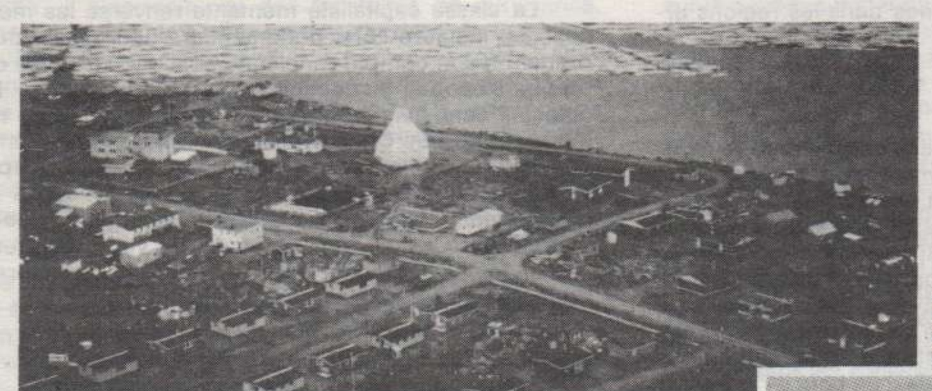
Bande	Revenu par habitant	Possibilités d'emploi sur place par ordre d'importance	Mois où il y a le plus de chômage saisonnier
Tyendinaga	$516	Emploi occasionnel intermittent dans les fermes et conserveries avoisinantes. Travail de jour à des entreprises de construction dans les collectivités avoisinantes.	Décembre, janvier, février.
Curve Lake	$350	Industrie (*C.G.E.*, *Outboard Marine*, etc.), construction, industrie touristique, agriculture, artisanat, fabrication.	Mars, octobre, novembre, décembre, janvier, février.
Six-Nations	$350	Culture des fruits et du tabac (saisonnier), construction, construction d'usines, (instruments aratoires, conserveries, etc.), travail domestique, agriculture--travailleurs et propriétaires à leur propre compte. Principale source de revenu hors de la réserve.	Décembre, janvier, février.
Masset		Abattage du bois, pêche, conserverie, industrie minière, construction.	
Mistassini (Cris)	$385	Piégeage, industrie minière, service de guides, construction, transport et arpentage.	Juin, juillet et août.
Dog Rib Rae	$332	Piégeage, pêche, service d'incendie, abattage du bois, travail à salaire, construction locale.	Décembre, janvier, février, juin, juillet, août.
Fort Simpson	$325	Pêche, abattage du bois, arrimage, travaux d'hiver.	Septembre, octobre, décembre, janvier, février.
Kamloops	$314	Zone industrielle dans la réserve, abattage du bois, scierie, élevage de bovins, travail agricole saisonnier.	
Sarcee	$302	Élevage de bovins, travail saisonnier ou intermittent dans des ranches, travail à salaire à Calgary.	Mars, avril, mai.
Fort William	$298	Abattage du bois à pâte dans la réserve, silos, emploi saisonnier ou intermittent.	Décembre, janvier, février.
Williams Lake	$291	Travail dans des ranches, abattage du bois, élevage de bovins, piégeage.	
Moose Factory	$284	Emplois dans les hôpitaux, construction, emploi intermittent (Comp. de la Baie d'Hudson, A.R.C.), piégeage.	Mars, avril, mai.
Rivière Désert	$250	Exploitation des bois dans la réserve, service de guides, travaux de l'Agence, pipeline.	Mars, avril, mai.
Attawapiskat	$247	Chasse, piégeage, travail intermittent au service de la Comp. de la Baie d'Hudson et de la mission catholique, pêche commerciale restreinte en été (nomades en hiver; vivent à Rupert House en été).	Juillet, août.
St. Mary's	$249	Abattage du bois, travail agricole saisonnier, coupe d'arbres de Noël, agriculture et travail agricole, construction, service de guide, piégeage, artisanat.	Janvier, février, mars.
Pointe-Bleue	$222		Mars, avril, mai, décembre, janvier, février.

fig. 4 (suite) Bande	Revenu par habitant	Possibilités d'emploi sur place par ordre d'importance	Mois où il y a le plus de chômage saisonnier
Tobique	$215	Récolte des pommes de terre et travail dans l'industrie du bâtiment dans le Maine; artisanat local.	Juin, juillet, août, décembre, janvier, février.
Pikangikum	$197	Piégeage, pêche, emploi assuré par la Direction générale des affaires indiennes, abattage du bois.	Mars, avril, mai.
Shubenacadie	$180	Artisanat; bois de chauffage et arbres de Noël; emploi dans l'industrie en dehors de la réserve.	Mars, avril, mai, juin, juillet, novembre, décembre, janvier, février.
Oak River	$176	Quelques cultivateurs, plusieurs travailleurs agricoles en été, plusieurs emplois dans la construction, les plantations de betteraves à sucre, la construction des routes. Pendant l'hiver, la plupart sont chômeurs.	Mars, avril, mai, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février.
Rupert House	$174	Piégeage et chasse, principales sources d'emploi, mais décroissantes; service de guides; fabrique de canots. La situation économique ne permet pas à la population de vivre sans aide financière.	Mars, avril, mai.
Cold Lake	$165	Travail agricole, pêche, construction et emplois à la base aérienne avoisinante.	Mars, avril, mai, décembre, janvier, février.
Fort St. John	$161	Piégeage, agriculture, travail dans des ranches, (grande mobilité jusqu'à il y a trois ans).	Juin, juillet, août.
Deer Lake (Sioux Lookout)	$156	Pêche, piégeage, service de guides, service d'incendie.	Février, mars, avril, mai.
Le Pas	$140	Emplois au service de la voirie du Manitoba, des chemins de fer Nationaux du Canada, travail intermittent sur place, piégeage, pêche, coupe du bois à pâte.	Mars, avril, mai, juin.
James Smith	$126	Travail agricole, emplois intermittents dans d'autres régions, piégeage, programme d'emplois dans la collectivité.	Novembre, décembre, janvier, février, mars, avril.
Peguis	$99	Travail général et aides-infirmières, cueillette du polygala de Virginie, coupe du bois à pâte, pêche, agriculture et élevage.	Mars, avril, mai, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février.
Big Cove	$61	Débit des bois, pêche, artisanat.	Mars, avril, juin, juillet, août, décembre, janvier, février.
Piapot	$55	Travail agricole intermittent, construction, travaux domestiques. (Un grand nombre de membres hésitent à accepter un emploi loin de leur foyer, parce que les salaires sont inférieurs à l'assistance sociale que touche une famille moyenne.)	Mars, octobre, novembre, décembre, janvier, février.

LE CAPITALISME S'EST CONSTRUIT AU CANADA EN BAFOUANT LES DROITS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES DES AUTOCHTONES



Régina, 1885, par la force et le génocide, on exproprie les amérindiens de leurs territoires.



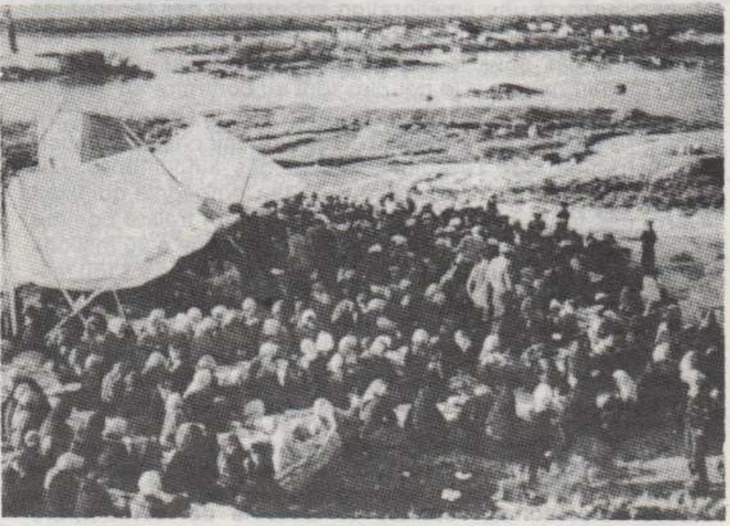
Le revenu moyen des amérindiens dans les réserves est de moins de $2,000.00 par année, 53% sont sans emplois et 41% des familles sont sur le "bien-être social".



Fort Resolution (T.N.O.), 1916, dans les écoles, les amérindiens se voient refuser le droit à l'éducation dans leur langue.



Les amérindiens Betsiamites, parqués dans les réserves sur la Côte Nord au Québec, en 1884.



L'Etat canadien pille les terres des amérindiens par le vol et les traités inégaux.

Signalons, en terminant ce survol des données démographiques, qu'on ne retrouve pas uniquement les autochtones dans les réserves et les territoires nordiques, mais aussi dans les villes. En fait, durant les 20 dernières années, on a assisté à une migration saisissante des autochtones vers les grandes villes du Canada. Par exemple, la population autochtone de Calgary était en 1951 de 62 habitants. En 1970, elle atteignait 5,000 personnes. A Winnipeg, le nombre d'Amérindiens est passé de 210 à 20,000 habitants. Et encore, il semble que ces chiffres ne tiennent compte que des Amérindiens enregistrés, soit environ 40% de la population autochtone de ces villes. D'après certaines sources cependant, il semble qu'une grande partie des autochtones qui s'installent en ville retournent à un moment ou l'autre dans, ou près, des réserves; seulement 20% des autochtones restent en ville au-delà de 5 ans. Cela n'est pas étonnant quant on sait qu'en 1971, le pourcentage de chômage pour les autochtones dans les régions urbaines était estimé à 68%!

Un peu d'histoire

Malgré l'idéalisation qu'en font certains groupes, en particulier l'Union bolchévique (4), il semble bien que plusieurs communautés amérindiennes étaient, avant la venue des Européens, des sociétés divisées en classes. C'étaient des sociétés pré-capitalistes, hautement organisées et hiérarchisées, dont certaines, sur la côte ouest en particulier, avaient atteint le stade du mode de production esclavagiste. Aussi, plusieurs de ces sociétés se faisaient la guerre pour des territoires, ou pour régler d'autres questions. C'est cela, entre autres, qui explique la dispersion des autochtones d'un bout à l'autre des Amériques. Les peuples ne se déplacent pas pour le simple plaisir de l'avanture; en fait, le plus souvent, c'est qu'ils sont chassés de leurs territoires et doivent en chercher de nouveaux.

Quoi qu'il en soit, c'est avec l'arrivée des Européens que les autochtones entrèrent en contact avec un mode de production encore inconnu en Amérique, c'est-à-dire le capitalisme: d'abord le capitalisme marchand et ensuite le capitalisme industriel. Débarquant en terres d'Amérique, le colonisateur européen se présenta sous deux habits: d'abord celui du marchand qui, en achetant des fourrures pour quelques pacotilles, réalisait des fortunes fabuleuses, et ensuite celui du Jésuite qui devait évangéliser les "païens" pour en faire de fidèles sujets de Sa Majesté, ambassadeur des intérêts de rapine de la métropole auprès du reste de la population.

Quelles ont été pour les autochtones les conséquences de ce premier contact avec le capitalisme marchand européen? Au niveau technique d'abord, le contact avec les Européens a apporté une amélioration importante des techniques de chasse, à savoir le fusil à poudre. Cependant, comme c'est toujours le cas sous le capitalisme, les innovations techniques, au lieu de servir le peuple, sont au contraire au service du profit et de l'exploitation. C'est ainsi que la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui apportait fusils et munitions, a été aussi un "instrument" de l'assujettissement des autochtones, car ceux-ci étaient soumis aux diktats de la Compagnie qui fixait le prix des fourrures et se servait de l'alcool frelaté comme moyen d'échange et d'abrutissement. On estime à 20 millions de livres sterling (cela peut correspondre au moins à $150 millions) la fortune soutirée aux Amérindiens par la Compagnie. C'est ainsi que le commerce de la fourrure a servi à engraisser la nouvelle bourgeoisie européenne. En même temps, ce commerce de rapine a constitué une des bases de l'accumulation primitive, du capital de départ, de ce qui deviendra la bourgeoisie canadienne.

Déjà décimées par l'alcoolisme, la malnutrition et la maladie apportée par les colonisateurs européens, les populations autochtones, réduites au dixième de leur nombre initial, auront à subir par la suite une formidable campagne de dépossession, quand ce n'est pas carrément de génocide. En certains endroits du monde, notamment en Afrique et en Asie, les colonisateurs s'efforceront de soumettre les indigènes par la force, aux machines et aux champs, en en faisant d'abord des esclaves tout court, et ensuite des esclaves salariés. Cependant, dans des pays comme le Canada, peuplés d'une faible population autochtone et souvent nomade, la colonisation allait vite prendre la forme d'une prise de possession des terres et d'une importation massive de paysans européens enchaînés à leurs champs pour engraisser la noblesse et les marchands. C'est ce qu'on appelle le système de production féodalo-bourgeois, caractérisé à la fois par la domination de l'aristocratie et le développement du marché capitaliste. Mais ce système ne tardera pas à être sérieusement ébranlé car, au même moment en Europe, sonne une nouvelle ère, celle des révolutions bourgeoises.

La classe capitaliste montante renverse les monarques absolus, instaure l'Etat parlementaire bourgeois, tout en reprenant à son compte l'ancienne politique coloniale de la noblesse. L'époque du capitalisme industriel était née. Dans les colonies canadiennes aussi l'heure du capitalisme moderne avait sonné. Et ce capitalisme, transformant les anciens paysans en ouvriers et les anciens marchands en capitalistes, constitua la base économique fondamentale de la lutte qui devait amener finalement la création d'un Etat bourgeois indépendant au Canada. C'est alors qu'on vit la bourgeoisie canadienne reprendre à son tour le flambeau de l'oppression et de la dépossession des populations autochtones

La dépossession des autochtones: condition d'édification du capitalisme canadien

Pour la nouvelle bourgeoisie canadienne, la rapacité sans borne devait aller de pair avec la course effrénée aux profits capitalistes. Pour chauffer ses fourneaux, la bourgeoisie n'avait pas besoin de fourrures mais de charbon. Et pour travailler dans ses usines, elle n'avait pas besoin de chasseurs et de coureurs des bois. Et pour tenir tête aux Etats-Unis, la vallée du St-Laurent était bien insuffisante. Ce qu'il lui fallait, c'était l'Amérique du Nord britannique au complet, d'est en ouest, et jusque dans les toundras de l'Arctique.

Auparavant, les colonisateurs s'étaient contentés de voler les fruits du travail des autochtones, c'est-à-dire le produit de leurs chasses et de leurs pêches, tout en leur laissant, du moins en partie, leurs territoires et leur mode de vie. Mais la bourgeoisie canadienne ne veut plus se contenter de la soumission des sociétés amérindiennes au marché capitaliste naissant. Ce qu'elle veut, c'est détruire ces sociétés, s'emparer des territoires, les remettre sous l'autorité de l'Etat unique et les livrer aux lois du marché capitaliste. Pour la bourgeoisie canadienne, l'objectif est donc clair: **détruire les sociétés autochtones pré-capitalistes, prolétariser les Amérindiens et les Inuit en les dépossédant de leurs moyens de subsistance, c'est-à-dire de leur territoires de chasse, et en faire des salariés.**

Aujourd'hui, comme depuis le début de la Confédération, la bourgeoisie va poursuivre dans deux directions sa politique d'oppression extrême des autochtones. D'une part, l'Etat bourgeois, maître d'oeuvre de la dépossession des autochtones, va s'efforcer de prolétariser **directement** les autochtones et d'en faire du cheap labour. Ainsi, dès la fin du 19ième siècle, on retrouve, en Colombie-Britannique dans le domaine

---

(4) Nationhood or Genocide: The Struggle of the Native People Against Canadian and American Imperialism, **paru dans** Canadian Revolution **vol. 1, no 4, dec. 75/janv. 76; voir entre autres p. 4 et 8.**

de la pêche commerciale en particulier, le premier courant significatif de prolétarisation des Amérindiens et Inuit. Mais la résistance des autochtones, encore profondément attachés à leur mode de vie nomade, et un besoin massif de main-d'oeuvre à bon marché, va inciter la bourgeoisie canadienne à se tourner plutôt vers "l'importation" de la force de travail. C'est ainsi que des travailleurs chinois, japonais, etc. furent soumis aux chaînes du capital en remplacement des autochtones.

Devant la difficulté d'intégrer directement les Amérindiens et Inuit au prolétariat canadien, l'Etat canadien empruntait une voie plus **indirecte,** consistant à signer des traités de rapine et de fourberie qui dépossédaient les Amérindiens de leurs territoires, les parquant dans des réserves, "réservées" aux "indiens inscrits" et soumis prétendument à la sollicitude du ministère des Affaires indiennes. En réalité, les Amérindiens n'ont pas tardé à se rendre compte de quelle "sollicitude" il s'agissait: vol des territoires de survivance, compensations ridicules, suppression du droit de vote (jusqu'en 1960!), répression féroce par la tristement célèbre "police montée", interdiction des langues autochtones, tutelle totale et complète de l'administration fédérale, absence de système d'éducation et de services médicaux, et même stérilisation forcée des femmes amérindiennes! Mais, nous dirons les politiciens bourgeois, tout cela c'est de l'histoire ancienne: c'était avant que Trudeau nous annonce sa "société juste"... Allons-y voir!

"Les conditions sanitaires et de vie en général continuent à être bien en deçà des normes. 64% des Indiens enregistrés n'ont pas d'eau courante; 25% d'entre eux dépendent de sources d'eau identifiées comme contaminées. Parmi les maisons construites selon des programmes gouvernementaux durant les 30 dernières années, moins de la moitié sont encore habitables selon des normes pourtant très modestes. Et il manque encore 4,351 maisons pour des familles sans abri.

Le revenu moyen des Amérindiens dans les réserves est de moins de $2,000 par année. 53% des Indiens inscrits sont sans emploi, alors que le taux de chômage peut aller jusqu'à 95% durant 7 mois par année pour certaines réserves. 41% des familles amérindiennes vivent de l'assistance sociale, alors que le taux national est de 3.7%.

L'espérance de vie des Amérindiens est de 41.5 années pour les hommes et de 43.3 pour les femmes. Le taux de mortalité pour les enfants d'âge préscolaire est presque 3 fois plus élevé que le taux national et, dans le cas des Inuit, il est de 4 fois plus élevé. Les morts violentes sont de 3 à 6 fois plus nombreuses parmi les Amérindiens et le taux de suicide augmente. Selon Statistiques Canada, il y a 28.4% des morts qui sont dues à des suicides, à comparer à la moyenne nationale de 9.7%.

Malgré qu'il y ait eu des améliorations ces dernières années, le système d'éducation, à peu près absent il n'y a pas si longtemps, produisait selon les statistiques de 1974/75, 80.9% d'abandon scolaire avant le secondaire pour les Indiens inscrits. 1% de tous les étudiants autochtones du Canada atteignent l'Université" (5).

Ainsi, on le voit, en renfermant les Amérindiens dans les ghettos que sont les réserves, l'Etat bourgeois non seulement s'empare des territoires occupés par les Amérindiens, mais encore, il s'assure d'un contrôle total sur les populations autochtones. En enlevant leurs moyens de subsistance, en distribuant des prestations de famine, il crée les conditions économiques et sociales de la prolétarisation des autochtones.

Certains considèrent les populations autochtones comme étant composées majoritairement de "lumpen prolétaires", c'est-à-dire des "ouvriers en haillons". Cela ne correspond pas à la réalité. Car, d'une part, le terme de lumpen prolétaires ne désigne pas, comme certains le pensent, le cheap labour, les ouvriers déclassés, les chômeurs, les assistés sociaux etc. mais bien plutôt "cette masse d'éléments dépravés provenant de toutes les classes, habitant particulièrement les grandes villes" (6). Marx, pour sa part, n'hésitera pas à parler du lumpen prolétariat comme de "la pègre prolétarienne, ces basses couches de l'ancienne société" (7). Cela n'a donc rien à voir avec la situation des Autochtones si ce n'est, bien sûr, dans l'esprit des idéologues racistes de la bourgeoisie. En fait, les autochtones sont, dans leur majorité, des prolétaires ou semi-prolétaires, c'est-à-dire des travailleurs qui alternent entre les activités traditionnelles et le travail salarié effectué pour des patrons capitalistes blancs et autochtones, ou directement pour l'Etat bourgeois. Aussi, comme nous le verrons plus loin, les masses populaires autochtones mènent la lutte, non seulement pour avoir le droit de pêcher et de chasser en tant que travailleurs indépendants, mais aussi pour le droit au travail salarié.

En 1969, le gouvernement fédéral publiait un Livre blanc sur la politique indienne (rapport Trudeau-Chrétien), qui réaffirmait ouvertement sa volonté d'assimilation forcée de la population autochtone, en prônant l'élimination pure et simple de la loi des Indiens dans le but, non pas de garantir par une autre loi les droits nationaux légitimes des autochtones, mais au contraire de les éliminer totalement, allant même jusqu'à supprimer leurs dernières parcelles de territoire, c'est-à-dire les réserves. Encore une fois l'objectif est clairement affirmé: faire des Amérindiens des "Canadiens comme les autres" totalement intégrés au capitalisme. Même si le livre blanc a dû être retiré en raison de l'opposition unanime des autochtones, il n'en révèle pas moins l'objectif des nouvelles manoeuvres de l'Etat, qui visent à renforcer les éléments bourgeois parmi les autochtones. Dans le but d'achever la pénétration du capitalisme dans les sociétés autochtones et récupérer du dedans la colère des masses prolétariennes amérindiennes et inuit, l'Etat bourgeois tente de consolider le pouvoir économique et politique des éléments bourgeois et petits-bourgeois qui, dans la plupart des cas, sont à la tête des sociétés autochtones et de leurs mouvements. Ainsi le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale n'hésite pas à injecter des capitaux pour soutenir des entreprises autochtones.

"Le programme de développement économique du ministère des Affaires indiennes continue d'encourager les entreprises industrielles et commerciales à la demande des bandes. Le fond de développement économique indien alloue des prêts garantis jusqu'à 100%, encourage le financement des entreprises par les banques, les trusts et les unions de crédit. Le programme offre aussi des services de consultation. Depuis quelques années on assiste, dans les communautés autochtones, au lancement d'entreprises majeures dans le domaine manufacturier, la transformation des richesses naturelles, les transactions immobiliaires et les services. Seulement en Nouvelle-Ecosse, on compte près de 60 de ces projets" (8).

The Native perspective, une revue éditée par l'Association nationale des centres d'amitié, faisait, dans un de ses numéros, l'inventaire des derniers succès dans l'établissement d'entreprises capitalistes autochtones. "Les Indiens montagnais possèdent et opèrent un centre d'achats de $9 millions à Sept-Iles au Québec; il y a une station de ski de plusieurs millions de dollars appelée Mont MacKay à Thunder Bay en Ontario, une vigne de $1.5 million à Osoyoos dans la vallée d'Okanagan; l'Abénaki Motor Inn à Truro en Nouvelle-Ecosse et deux centres d'achats; le Park Royal Centre à Vancouver et

---

(5) And What About Canada's Native Peoples?, **publié par The Canadian Association in Support of the Native Peoples, avec l'assistance de la fondation Gladys and Merrill Muttard, Ottawa, fev. 76, p. 8-9.**

(6) **Engels,** Préface à la guerre paysanne en Allemagne, **notre traduction.**

(7) **Marx,** Le manifeste communiste, **Oeuvres complètes, La Pléiade, tome 1, p. 172.**

(8) And What About... **p. 14**

LES AUTOCHTONES SONT DANS LEUR GRANDE MAJORITÉ DES PROLÉTAIRES OU DES SEMI-PROLÉTAIRES SUREXPLOITÉS PAR LE CAPITALISME



Ouvriers amérindiens à Hay River (T.N.O.).



Ouvrière amérindienne travaillant pour la Artic Gas.





Artisan de la vallée du Mackenzie.

un complexe commercial et de bureaux à Le Pas au Manitoba. Plus récemment encore, dans le nord du Manitoba, avait lieu l'inauguration d'une grande station de pêche appelée Thunderbird Lodge. Cette station, située à Wrong Lake à quelque 200 milles de Winnipeg, était ouverte récemment sous la direction du Grand Chef Dave Courchene. D'après un reportage du Ottawa Journal, le coût par semaine par personne est de $700 ou $800 pour les chasseurs et pêcheurs qui passent par ce centre" (9).

Un autre exemple du développement d'une bourgeoisie autochtone, c'est celui de la compagnie Four B. Manufacturing Ltd. située en plein centre de la réserve Tyendinaga près de Deseronto en Ontario. Cette compagnie est la propriété de 4 frères dont Carl D. Brant, le président et directeur général, a été conseiller pendant 10 ans dans un conseil de bande et président, de 72 à 74, de l'Association des Iroquois et Indiens alliés. Brant, né à Belleville et qui a habité toute sa vie dans la réserve de Tyendinaga, avait été voyageur de commerce pendant 5 ans, pour devenir en 66, représentant de district pour la compagnie Honeywell Control Ltd. La compagnie dirigée par Brant a été établie avec l'assistance financière du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien qui a fourni $232,000 en prêts et $51,000 en subventions. Cette usine embauche 68 ouvriers, dont 58 Amérindiens, qui travaillent à coudre des empeignes de souliers d'exercice North Star fabriqués par Bata Ltd., monopole canadien qui étend ses tentacules jusqu'en Amérique latine et au sud de l'Afrique. Parmi les 58 Amérindiens, 48 sont membres de la bande et les 10 autres sont d'anciens membres de la bande. Or, à la fin de 1976, les journaux rapportèrent que cette usine était sujette à un conflit de travail, alors que les patrons autochtones s'étaient engagés dans une bataille pour empêcher l'accréditation syndicale des ouvriers de l'usine aux Ouvriers Unis du Vêtement.

Un des arguments de Carl Brant pour contester l'accréditation syndicale, était qu'avant l'ouverture de l'usine, le conseil de bande avait investi des fonds pour rénover les locaux de l'usine, et que le conseil des Mohawks de la Baie de Quinte avait adopté une proposition, selon laquelle, "aucun syndicat national ou international ne devait être formé sur la réserve indienne Tyendinaga no 38". En fait, l'idée d'implanter sur la réserve Tyendinaga une usine appartenant à des Amérindiens venait directement du ministère des Affaires indiennes, suite à une demande d'aide de Bata, qui cherchait un endroit pour implanter son usine. Le projet soumis au vote populaire dans la réserve a été rejeté. Et c'est à ce moment que Brant reprit l'affaire à son compte: le ministère des Affaires indiennes a fourni 40% du financement; le ministère de la Main-d'oeuvre a financé 60% du coût de formation des ouvriers pendant 10 semaines; un prêt bancaire a également été obtenu pour couvrir 60% du coût des machines, de la rénovation et de la mise en place de l'administration. Déjà, des plans d'expansion sont prévus pour la fabrication de mocassins Bata...

Une autre façon d'intégrer des autochtones à la bourgeoisie, consiste à financer assez largement certaines organisations autochtones, permettant ainsi à un certain nombre de dirigeants de mener une carrière d'administrateur, vivant dans de beaux bureaux et prenant l'avion à loisir pour visiter leurs troupes. Il s'agit là d'une façon de corrompre des dirigeants autochtones, en les intégrant davantage à l'Etat bourgeois et au "monde des affaires". Le traité de la Baie James négocié entre le gouvernement du Québec et les représentants autochtones du Grand Nord québécois est une autre illustration des tentatives de l'Etat pour consolider une bourgeoisie autochtone. L'immense projet hydro-électrique de la Baie James, dirigé par une entreprise d'Etat, au service du grand capital canadien et américain, signifie la prise de possession de larges territoires occupés par les autochtones (environ 10,000 personnes), en plus d'hypothéquer très sérieusement l'économie autochtone fondée encore largement sur la pêche et la chasse. En 72, les représentants des autochtones demandent une injonction pour arrêter les travaux. Un an plus tard l'injonction sera accordée pour être, bien entendue, retirée par la Cour d'appel quelques jours plus tard. Au même moment est signé un accord de principe entre les Cris de la Baie James, les Inuit du Québec (plus précisément la "Northern Quebec Inuit Association"), les autorités de la province et le gouvernement du Canada. Ce traité a pour effet d'éteindre les droits territoriaux des Amérindiens et Inuit sur une grande partie du Québec en échange de bénéfices financiers: $75 millions en 10 ans en compensation, plus un autre $75 millions de redevances, etc. Dans l'état actuel des choses, il est fort probable que cette arrivée massive de capitaux aura directement pour effet de jeter les bases économiques d'une bourgeoisie autochtone de plus en plus opposée à la masse prolétarienne.

La dernière offensive impérialiste: la vallée du Mackenzie

Jusqu'à tout récemment, les grandes étendues nordiques du Canada étaient restées relativement à l'écart de l'offensive de la bourgeoisie pour déposséder les autochtones de leurs territoires de survie. Le développement industriel s'était surtout concentré dans des centres miniers restreints géographiquement. Combinant le travail salarié avec les activités traditionnelles de chasse et de pêche, beaucoup de communautés nordiques pouvaient, bon an mal an, garantir leur existence en menant le mode de vie qu'ils ont appris à maîtriser depuis des millénaires. Mais depuis les années 60, les puissances impérialistes, rivalisant pour se sortir de la crise, se sont engagées dans une course sauvage pour s'assurer le contrôle des ressources énergétiques. C'est ainsi que les territoires nordiques canadiens deviennent l'objet de la convoitise impérialiste. Le Canada, agissant à son propre compte, mais aussi et surtout en alliance avec la superpuissance américaine, s'engage donc depuis quelques années dans des travaux gigantesques et multimilliardaires pour s'approprier des ressources énergétiques du Grand Nord, pour s'approprier aussi les terres de ceux qui les habitent. Déjà les travaux de la Baie James sont en cours. Déjà aussi les impérialistes canadiens et américains viennent de conclure un accord de principe en vue d'engager le plus grand projet jamais envisagé, en terme d'immobilisation, par l'entreprise privée: le pipeline du Mackenzie devant amener le pétrole de l'Alaska jusqu'aux Etats-Unis.

Récemment était publié le rapport d'enquête Berger sur le pipeline de la vallée du Mackenzie, enquête gouvernementale dirigée par un juge connu pour ses opinions sociales-démocrates, qui a recueilli 32,353 pages de témoignages, soit 209 volumes reliés, dont une grande partie est consacrée à des témoignages de près d'un millier d'habitants du Nord. Même si le rapport Berger a le très grand mérite de présenter assez fidèlement la condition économique, sociale et culturelle des Inuit et des Dénés des Territoires du Nord-Ouest, l'orientation politique sous-jacente au rapport est cependant essentiellement réformiste.

L'objectif du juge Berger est de réconcilier à moyen terme les sociétés autochtones et le capitalisme: "En étudiant les répercussions d'ordre économique, il devient très évident que les intérêts des autochtones et ceux des exploitants sont en conflit. A court terme il faudra tout d'abord accorder la priorité à l'affermissement de l'économie des autochtones, qui risque de disparaître à la suite de l'intrusion totale de la construction du pipeline dans la vallée du Mackenzie et l'Arctique de l'Ouest. Une fois cette économie affermie, le couloir de

---

(9) The Native perspective, vol. 1, no 8, août 76, p. 10 (Steiner, Stan, The new Indians, Frideres, p. 98 (cité par l'Union bolchévique dans Nationhood... **p. 37).**

transport de l'énergie de la vallée du Mackenzie pourra être aménagé. C'est là la seule façon d'assurer que ces intérêts n'entreront pas en conflit, ni à court ni à long terme" (10).

Pour les sociaux-démocrates et les réformistes de tout poil, l'exploitation et l'oppression nationale des autochtones est due aux "excès" du capitalisme. En fait, et notre bref survol historique l'a montré, ce ne sont pas les "excès" du capitalisme qui sont à l'origine de l'oppression des autochtones mais le capitalisme lui-même, dont la seule loi est celle du profit maximum pour une minorité de plus en plus réduite de bourgeois. Aussi, nous le verrons dans la deuxième partie de ce dossier, c'est le socialisme, le pouvoir de la classe ouvrière, qui seul pourra mettre fin à la situation d'extrême oppression des Inuit et Amérindiens.

DEUXIÈME PARTIE: La lutte des peuples autochtones, partie intégrante de la révolution prolétarienne au Canada

Nous avons vu dans la première partie comment les peuples autochtones, qui comptent parmi les couches les plus opprimées des masses populaires canadiennes, ont eu à subir depuis l'arrivée des Européens, mais surtout depuis la formation de l'Etat canadien, une offensive systématique pour les déposséder de leurs territoires et les intégrer totalement au système d'exploitation capitaliste. L'histoire et la situation actuelle des peuples autochtones du Canada sont, à certains égards, très semblables à l'histoire et à la situation des Indiens d'Amérique en général. Aux Etats-Unis par exemple, l'expropriation des Amérindiens, massacrés par l'armée et campés dans des réserves, est indissolublement liée à la naissance et au développement des USA en tant que principal bastion du capitalisme mondial.

En Amérique du Sud d'autre part, le développement du capitalisme industriel a été beaucoup plus lent, alors que les puissances coloniales espagnoles et portugaises intégraient une grande partie des Amérindiens aux masses paysannes. Par ailleurs, certains peuples autochtones d'Amérique du Sud, en particulier en Amazonie, avaient pu échapper partiellement à l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des monopoles. Mais, les puissances impérialistes, en particulier les Etats-Unis mais aussi le Canada, et les classes réactionnaires et compradores d'Amérique latine, se sont engagées depuis quelques années dans la conquète capitaliste des derniers territoires de subsistance des autochtones, par exemple en Amazonie, réduisant à la misère les populations qui y habitent. Mais la résistance populaire y est extrêmement vive et c'est notamment dans ces territoires reculés, que le Parti communiste du Brésil dirige la lutte armée contre le régime sanguinaire du général Geisel et contre l'impérialisme, américain en tête. Au Canada aussi les régions nordiques font la convoitise des impérialistes et c'est l'Etat canadien, représentant politique de la bourgeoisie canadienne, qui engage la bataille, en s'imaginant que la faiblesse numérique et l'isolement des autochtones du Nord canadien décourageront toute résistance.

Mais s'il est important de voir que la question autochtone ne se pose pas uniquement au Canada, et qu'à ce titre les positions des marxistes-léninistes d'autres pays peuvent nous être utiles, il reste que c'est dans l'analyse concrète de la situation concrète de chaque pays que l'on doit juger de la place spécifique de la lutte contre l'oppression nationale des peuples autochtones, dans le cadre de la lutte générale pour l'émancipation du prolétariat. Au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, l'analyse concrète et les positions politiques sur la question autochtone sont encore assez peu développées et empreintes de beaucoup de confusion. En particulier, un groupe qui prétendait s'appuyer sur le marxisme-léninisme, "l'Union bolchévique", a produit un document volumineux (voir ref. 2) qui, lorsqu'on y regarde de plus près, se réduit à l'exposé d'analyses sociologiques bourgeoises, agrémentées de positions politiques fondées sur une falsification du point de vue et des principes du marxisme-léninisme.

Les falsifications de l'Union bolchévique

l'Union bolchévique a fait beaucoup de tapage concernant son "analyse" de la question autochtone au Canada, allant jusqu'à en faire la clé de la révolution au Canada: "La lutte du peuple le plus opprimé du Canada, dont les territoires couvrent plus de la moitié du Canada, est la clé du renversement du pouvoir bourgeois au Canada" (p. 56). Plus encore, L'Union bolchévique a fait de sa position sur la question autochtone la clé pour distinguer les marxistes-léninistes, c'est-à-dire eux-mêmes, des sociaux-chauvins, c'est-à-dire tous les autres, et en particulier EN LUTTE! Les gratte-papier de l'Union bolchévique ont cherché dans tous les livres de Lénine, Staline et Mao des extraits cités hors contexte, dans le but de dénoncer comme les pires crapules les groupes marxistes-léninistes canadiens. Leur argument? Qui ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination des nations et des colonies trahit le socialisme et la démocratie. Tout cela est fort juste en effet: une nation qui en opprime une autre ne peut être libre et la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme est partie prenante de la révolution prolétarienne mondiale.

Mais l'Union bolchévique , qui est très loquace quand il s'agit de réciter des citations, est plutôt discrète et totalement confuse, quand il s'agit de faire l'analyse concrète de la réalité concrète. C'est ainsi que la thèse de ce groupe comme quoi tous les autochtones du Canada formeraient une seule nation, qui plus est une colonie du tiers monde, n'est qu'une pure invention subjective, ne reposant ni sur la réalité concrète, ni sur les enseignements du marxisme-léninisme. Il résulte de ceci que pour établir une position juste sur la question autochtone et pour traduire ces positions en terme de programme, il nous faut rétablir les choses et mettre fin à la confusion propagée par l'Union bolchévique . Cela d'ailleurs est d'autant plus important que l'U.B. s'est efforcée d'empêcher tout débat, en faisant du droit à l'autodétermination de la "colonie autochtone" la seule et unique question et, il va sans dire, une question de principe... qui ne tolère aucune discussion!

Qu'est-ce qu'une nation?

Pourquoi poser cette question? S'agit-il d'une bataille futile de définition, d'un débat stérile et sans enjeu? Bien au contraire, et il suffit de lire les journaux et de regarder la télévision, pour s'apercevoir que cette "question de définition" est lourde de conséquences. Qu'on pense seulement à la question du Québec. Combien de fois Trudeau ne nous a-t-il pas répété qu'il n'y a qu'une nation au Canada et que c'est... la "nation canadienne". Un pays, une nation, la voilà la "définition" de Trudeau: forcer le Québec à rester dans la confédération sous la menace de l'occupation armée et de la subversion permanente de la G.R.C. Qu'on pense au Parti conservateur et au N.P.D. qui ont rejeté la thèse des deux nations, lui préférant celle des peuples fondateurs, pour nier encore une fois le droit à l'autodétermination de la nation québécoise. Qu'on pense aux créditistes, pour qui il n'y a pas de nations mais seulement 10 provinces, qui ont droit chacune à l'autodé-

(10) Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale, Rapport Berger, tome 1, Ministère des Approvisionnements et Services, Canada 1977, p. 124.

Le procès de Louis Riel





Assemblée des amérindiens du MacKenzie

Insurrection armée des amérindiens de Wounded Knee aux E.U.

Les Dénés devant le parlement

termination. Au Québec, un groupe anglophone pour la création d'une onzième province déclare solennellement: si le Québec se sépare du Canada, alors les comtés anglophones du Québec — et pourquoi pas les quartiers et les rues anglophones de Montréal — vont se séparer du Québec! Egalement, lors du débat sur la "charte de la langue française" au Québec, des journaux ont rapporté certaines déclarations attribuées à des dirigeants Inuit comme quoi le Nouveau Québec (le Nord du Québec) pourrait se joindre à la confédération si jamais le Québec décidait de s'en séparer. Comme on le voit, la définition d'une nation, et conséquemment son droit à l'autodétermination et à la sécession politique, est une question de chaude actualité.

Bien sûr, on a tous une idée intuitive de ce qu'est une nation. Ainsi on entend souvent, disons les Indiens Cris, parler de la nation Cris pour désigner tous les Cris d'Amérique. A peu près tous les Québécois vont se reconnaître comme étant de nationalité québécoise ou canadienne-française, même s'il est écrit sur leur passeport "citoyen canadien". Il n'y a pas de doute qu'un Parisien n'hésitera pas à se définir de nationalité française, à moins bien sûr qu'il ne vienne de Bretagne ou de Corse. D'ailleurs l'idéologie bourgeoise qui appelle sans arrêt au "patriotisme" (même si ce n'est pas toujours le même!) est tellement forte, qu'on en vient à se persuader que les nations ont toujours existé et que, comme nous le chantent en choeur Lévesque et Trudeau, nous devrions laisser là nos divergences de classes, quand il s'agit de donner "le Québec au Québécois", ou de sauver "l'unité nationale du Canada"!

Le marxisme-léninisme, qui se base sur l'analyse concrète de l'histoire des sociétés humaines, nous donne les moyens de démasquer toute cette démagogie nationaliste de la bourgeoisie. D'abord, il est faux de dire que les nations ont toujours existé. En fait, elles sont nées avec le capitalisme. Mais, dira-t-on, les Romains, les Grecs, les Iroquois, les Inuit, qui vivaient il y a des milliers d'années, ne formaient-ils pas des nations? Non, du moins pas tel qu'on l'entend aujourd'hui. Les Grecs de l'Antiquité par exemple, n'étaient pas, comme aujourd'hui, des "citoyens grecs" regroupés dans un pays dépendant d'un Etat unique. Il s'agissait de diverses peuplades ou tribus qui se sont regroupées autour de villes, comme par exemple Athène. Ces sociétés étaient organisées sur le mode de l'esclavage et l'Etat athénien, par exemple, était l'instrument de dictature des maîtres d'esclaves athéniens. On peut aussi prendre l'exemple des Iroquois, dont la société était une des plus structurées parmi les autochtones d'Amérique. Les Iroquois ne formaient pas un groupe unique, mais étaient organisés en tribus, réunies en confédération, chaque tribu occupant un certain territoire, tout en étant elle-même divisée en "gens", c'est-à-dire en groupes de parents consanguins ("frères de sang") et appliquant le régime de filiation maternelle (le mari rejoint la "gens" de son épouse, les filles resteront dans la "gens" alors que les garçons la quitteront au moment de leur mariage). Cette société encore là ne formait pas une nation au sens moderne. Ainsi une confédération iroquoise ne formait pas un Etat central, alors que c'est le cas de la confédération canadienne par exemple. Chaque tribu était complètement autonome et le conseil fédéral, convoqué par la tribu, ne pouvait prendre de décisions qu'à l'unanimité, etc.

En fait, la nation moderne, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'existe que depuis la naissance du capitalisme. Historiquement, les premières nations se sont formées en Europe, car c'est là que le capitalisme est né et a triomphé de l'ancien système féodal, formé de royaumes, de seigneuries et de domaines, reliés entre eux par des rapports de suzerin à vassal, ou si on veut de roi à grand noble à petit noble, tout ce "beau monde" vivant du travail des serfs, des paysans. Quand la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir en renversant l'aristocratie, elle a créé un **Etat unique,** avec une armée unique, des frontières nationales bien délimitées et constituant un marché national où les marchandises et les capitaux pouvaient circuler librement. C'est ainsi que ce sont constitués les premiers Etat-nation, qui rassemblaient autour de l'Etat capitaliste des populations dont l'histoire avait déjà façonné certaines caractéristiques nationales: langue commune (ou presque), culture commune (ou presque), etc.

Par ailleurs, dans la formation des Etats capitalistes, il est arrivé très souvent que plusieurs groupes nationaux ont été regroupés au sein d'un Etat multinational et, la plupart du temps, la bourgeoisie la plus forte a instauré une discrimination par rapport aux autres groupes nationaux. C'est ainsi par exemple qu'au Canada, l'histoire a façonné, dans le Haut et dans le Bas Canada (Ontario et Québec), deux entités nationales distinctes. Dans la lutte contre le colonialisme anglais, les bourgeois francophones ont fait alliance avec les bourgeois anglophones, formant ainsi un Etat multinational au Canada. Cela cependant n'a pas empêché la bourgeoisie chauvine de reprendre à son compte et même d'accentuer l'oppression nationale du Québec.

De la même façon que la colonisation européenne, en développant le capitalisme en Amérique, a créé de nouvelles nations, de la même façon la domination des grandes puissances impérialistes en Asie, en Afrique, etc., a eu pour effet de jeter les bases de la constitution des peuples colonisés en nations autonomes. C'est ainsi que les luttes de libération nationale, les luttes pour l'indépendance des colonies, comme la révolution chinoise ou les luttes récentes en Indochine, en Guinée Bissau, etc. prennent à la fois le caractère de luttes anti-impérialistes, et aussi de luttes démocratiques, ayant pour objectif de constituer des Etats nationaux ou multinationaux indépendants, c'est-à-dire débarrassés de la tutelle politique des puissances impérialistes.

Ce sont ces nations modernes, formées à l'époque du capitalisme, dont Staline a défini de façon rigoureuse les caractéristiques essentielles: "la nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture" (11). Ce sont ces caractéristiques qui réunies, sans en oublier une seule, permettent de définir précisément cette communauté humaine, formée dans les conditions du capitalisme, et qu'on appelle la nation. Ainsi la nation n'est pas simplement une tribu, une race ou une ethnie, comme pourrait le suggérer l'expression "nation crie, huronne algonquine", etc. C'est une communauté d'hommes **historiquement** constituée, c'est-à-dire que l'histoire a réunie de façon permanente. Et cette réunion prend la forme d'une communauté de **langue** permettant à tous les membres de la communauté de communiquer entre eux. Elle prend aussi la forme d'une communauté de **territoire** puisque c'est là, bien sûr, une condition indispensable pour mener une vie en commun et en particulier une vie **économique** commune assurant la cohésion interne de la nation, sa fusion en un tout unique. Finalement, l'identification nationale, l'appartenance de chaque individu à la nation, prend la forme de ce qu'on désigne généralement par "caractère national", cette **formation psychique** originale qui donne lieu à une **culture** nationale.

Malheureusement pour l'Union bolchévique, cette définition de Staline, qui n'est pas une invention de l'esprit, mais la systématisation de la réalité concrète, ne coïncidait pas avec ses rêves subjectifs qui consistent à construire un Autochtone type imaginaire, participant à une nation autochtone unique tout aussi imaginaire. Voilà pourquoi U.B. a rejeté cette définition tout en falsifiant le marxisme-léninisme pour tenter de trouver une justification théorique, "marxiste-léniniste" à leur abandon du marxisme-léninisme. Saluant hypocritement la

---

(11) **Staline**, Le marxisme et la question nationale, **p. 13**

contribution de Staline à la théorie marxiste sur la question nationale, U.B. affirme cyniquement que "la moins importante des grandes contributions de Staline à la question nationale, c'est sa "définition" (p. 38). Pourquoi? Parce que Staline a écrit 11 ans plus tard dans les **Principes du léninisme:** "Le léninisme a élargit la conception de la libre disposition, en l'interprétant comme le droit des peuples opprimés des pays dépendants et des colonies à la séparation complète" (12).

Voilà comment nos "champions du léninisme", maîtres théoriciens prétenduement, mais visiblement peu au courant du sens commun des mots, interprètent soudainement le terme **élargir** comme s'il s'agissait du verbe **réviser.** Et, ajoutant la comédie aux falsifications grossières, nos doctrinaires de l'Union bolchévique enfourchent soudainement une monture, que visiblement ils maîtrisent assez mal, c'est-à-dire celle de la lutte contre le dogmatisme. Car, en effet, il serait dogmatique d'utiliser la définition de Staline. Ce serait faire preuve de fétichisme car, paraît-il, la "définition" (entre guillemets dans le texte — N.D.L.R.) de Staline est le mauvais outil à employer pour comprendre le droit des tribus, des peuples colonisés à l'autodétermination" (p. 40). Grattons un peu les arguments de U.B., pour voir ce qui se cache derrière le vernis prétenduement marxiste-léniniste de ce groupe, qui utilise les citations soigneusement choisies comme de la poudre aux yeux pour confondre le lecteur.

Premièrement, nous sommes d'accord avec U.B. qu'il ne faut pas considérer la définition de Staline comme un fétiche et qu'il faut au contraire l'appliquer de façon vivante. Mais justement **appliquer** ne veut pas dire **rejeter,** pas plus qu'**élargir** ne veut dire **réviser!**

Deuxièmement, quand Staline parle d'élargissement de la question nationale à la question coloniale, quand il dit que la question nationale à l'époque du colonialisme est différente dans son essence même, de celle de l'époque des révolutions bourgeoises, et quand il dit que la question coloniale est par essence une question nationale, il ne veut pas dire, comme le prétend U.B., qu'il y aurait aujourd'hui deux types de nations, les unes ("nations bourgeoises", **Nationhood**... p. 42) correspondant à sa vieille définition toute rabougrie, et les autres "nation colonisée", "s'appliquant aux peuples tribaux colonisés", **Nationhood**... p. 42) dont l'essence serait, paraît-il, différente. Une telle interprétation n'est que pure supercherie. Ce que Staline dit en fait, comme nous l'avons indiqué précédemment, c'est que les nations, **toutes** les nations, sont le produit du capitalisme et se sont constituées sur la base de l'ancienne société féodale, mais **aussi** sur la base de la domination impérialiste. C'est cela que veut dire le mot élargir. Egalement, ce que Staline dit, c'est que la question nationale à l'époque de l'impérialisme est différente dans son essence, non pas parce qu'il s'agirait de nations de type particulier, dont la définition serait par ailleurs inconnue, mais parce que, à l'époque de l'impérialisme, la classe qui peut mener de façon conséquente la lutte nationale, ce n'est plus la bourgeoisie en lutte contre le noblesse, mais plutôt le prolétariat en lutte contre la bourgeoisie. La question nationale à l'époque de l'impérialisme, à l'époque du capitalisme pourrissant, est différente dans son essence de la question nationale de l'époque du capitalisme ascendant, parce que son caractère de classe est fondamentalement différent. C'est d'ailleurs faute d'avoir compris cette leçon **essentielle** du marxisme-léninisme, que U.B. va nous proposer d'appuyer, sans même se poser de questions, **toutes** les revendications nationales des autochtones (**Nationhood**... p. 53) comme si elles étaient nécessairement toutes anti-impérialistes et comme si l'**essence** du marxisme-léninisme n'était pas justement de juger de la lutte nationale, non pas en fonction des intérêts de la nation de toutes les classes, c'est-à-dire en fait de la classe dominante, la bourgeoisie, mais en fonction des intérêts du prolétariat.

En rejetant la définition de Staline et en faisant croire qu'elle ne s'appliquerait pas à la question coloniale, U.B. rejette l'analyse objective, scientifique de la réalité sociale et adopte un point de vue subjectiviste et nationaliste, typique du radicalisme petit-bourgeois.

Au moment où l'Union bolchévique a produit sa prétendue analyse marxiste-léniniste de la question autochtone, il n'y avait pas, dans tout le Canada, plus ardent défenseur de la théorie nationaliste des "trois mondes" que, précisément, l'Union bolchévique. Ce n'est pas pour rien que U.B. a réduit à presque rien l'analyse des sociétés autochtones, minimisant l'existence de la bourgeoisie autochtone, minimisant aussi le caractère prolétarien des larges masses inuit et amérindiennes. Ce n'est pas pour rien que U.B. a déclaré que la question de la "colonie autochtone du tiers monde" était la question clé de la révolution au Canada. Ce n'est pas pour rien que U.B. a placé "la Nation" au-dessus de tout, allant même jusqu'à affirmer de façon méprisante que les autochtones n'avaient pas à attendre, "que la classe ouvrière de la nation oppressive exerce une direction sur leur lutte de libération contre l'impérialisme" et que "leur intérêt historique objectif reposait, et reposait uniquement, sur leur union dans une lutte nationale puissante et autonome" (**Nationhood**... p. 40).

Qu'est-ce cela si ce n'est pas l'application de la théorie opportuniste des "trois mondes", qui camoufle le point de vue de classes au profit de l'union avec la bourgeoisie de "sa" nation, et qui substitue le rôle dirigeant du "tiers monde, fórce motrice de l'histoire", au rôle dirigeant du prolétariat international. Aujourd'hui, U.B. crie à qui veut l'entendre qu'"il ne faut pas débattre avec les tenants de la 'théorie des trois mondes'!" Visiblement le radicalisme verbal a changé de drapeau mais la ligne, quant au fond, reste identique. Car, à part le fait d'effacer, comme "un vilain barbeau" le "tiers monde" de son analyse de la "colonie autochtone du tiers monde", U.B. a strictement conservé le même point de vue: celui du nationalisme bourgeois le plus plat.

Les autochtones forment-ils une nation?

Pour l'Union bolchévique, les autochtones constituent une nation, plus précisément une nation colonisée du tiers monde, ayant par conséquent le droit à la sécession politique. Examinons les arguments de ce groupe.

Tout en rejetant la définition de la nation donnée par Staline, l'U.B. va tenter malgré tout de prouver que sa nation autochtone imaginaire correspond à la définition de Staline. Pour U.B. en effet, la "nation autochtone" serait historiquement constituée ayant été impliquée dans la montée du capitalisme au Canada. C'est à croire que pour U.B., l'histoire de la communauté autochtone se réduirait à l'histoire de la colonisation européenne. C'est à croire aussi, et surtout, que l'histoire dont parle U.B. n'est pas la même que celle qu'on connaît puisque, comme nous l'avons vu, l'histoire du développement capitaliste au Canada n'est pas celle de la constitution des autochtones en un groupe homogène, mais plutôt celle du démantèlement des sociétés autochtones, réduites chacune à l'isolement au sein des ghettos que sont les réserves.

Puis, U.B. pose la question: la "nation autochtone" est-elle stable? Et, changeant son fusil d'épaule, elle nous parle maintenant de l'histoire multimillénaire du peuple autochtone. Que les Dénés des Territoires du Nord-Ouest n'aient eu, pendant tous ces millénaires, à peu près autant de contacts, disons avec les Iroquois du Québec, qu'avec les Mayas d'Amérique centrale, voilà semble-t-il un argument secondaire aux yeux de U.B. En fait, tout ce que U.B. arrive à prouver, c'est qu'avant l'arrivée des Européens, l'Amérique, tout comme chacun des autres continents, était habitée depuis belle lurette.

---

(12) , **Staline**, Des principes du léninisme, **Editions de Pékin, p. 73.**

La "nation autochtone" possède-t-elle une langue commune? Oui et non répond U.B. D'abord, U.B. prétend que "les centaines de langages qui existaient au temps de la prise de contact avec les Européens, seraient en train de tracer la voie à de plus hauts niveaux d'unité linguistique" (**Nationhood**... p. 42). Si on peut penser qu'une certaine homogénéisation des dialectes est possible, il est clair cependant (voir la première partie de l'article) que la naissance d'une langue autochtone unique est une pure invention de l'esprit. Aussi U.B. se reprend en affirmant que la langue commune, ce serait l'anglais et le français. Mais, bien sûr, l'anglais et le français ne sont pas la même langue et, par ailleurs, les différents peuples autochtones se battent pour parler leur langue maternelle respective et non pas pour parler une langue européenne qui leur a été imposée. Mais U.B., qui n'en est pas à une pirouette près, va encore plus loin en affirmant que de toute façon Staline avait tort d'affirmer que pour qu'une communauté nationale puisse exister, il faut une langue commune permettant, c'est quand même un minimum, à tous les individus de la nation de se comprendre!! Pourquoi Staline aurait-il tort? Parce que dans une nation, il peut se parler plus d'une langue... comme si le fait de parler plus d'une langue contredisait le fait que tous doivent **au moins** parler **une** langue commune!

La "nation autochtone" partage-t-elle un territoire commun? Oui répond U.B. Cependant U.B. n'en connaît pas les frontières qui, paraît-il, devront être déterminées par la lutte. Ce qu'elle nous dit cependant, c'est que ce territoire est plus vaste que la moitié du Canada. En fait, nous l'avons vu dans la première partie, à part les territoires nordiques, la majorité des autochtones se retrouve, ou bien dans les villes, ou bien dans des réserves, qui constituent des enclaves à l'intérieur de territoires occupés par les populations blanches. Il ne s'agit donc aucunement d'un territoire commun contigu, mais au contraire d'entités territoriales distinctes et isolées les unes des autres.

Pour ce qui est de la vie économique commune, U.B. ne démontre rien si ce n'est que le mode de vie des autochtones est à certains égards **semblable** d'une communauté à l'autre. On pourrait aussi dire qu'il est semblable au mode de vie des Inuit de Sibérie ou du Groenland. On pourrait aussi dire que certaines tribus d'Océanie ont un mode de vie semblable à certaines autres en Guinée ou en Amazonie. Mais des conditions économiques **semblables**, cela n'a rien à voir avec des activités économiques **communes**. Concernant la formation psychique commune, les arguments de U.B. sont du même ordre et consistent à faire la liste des caractéristiques propres aux sociétés tribales partout dans le monde.

En fait, après avoir fait campagne contre le dogmatisme et le fétichisme dans l'application de la définition de Staline, U.B. ne fait rien d'autre que traiter cette définition comme s'il s'agissait d'une liste d'épicerie ou d'un inventaire de magasin, chaque critère étant considéré de façon complètement indépendante et souvent contradictoire. Cela n'est rien d'autre qu'une caricature du marxisme!

Peut-on parler de colonie autochtone?

Mais U.B., qui n'a discuté de la définition de Staline qu'à titre de divertissement et "d'instructive guideline" (p. 42), entend surtout démontrer que les autochtones forment, ou plutôt formeront, ou plutôt sont en voie de former une nation parce qu'ils sont une colonie du Canada: "Les peuples autochtones se constituent en nation dans le processus même de leur lutte contre l'impérialisme" (p. 40). Poussant encore plus loin son conte de fée, U.B. affirme, en faisant référence au peuple vietnamien: "Si les Vietnamiens n'avaient pas eu la détermination de se constituer eux-mêmes en nation au cours de leur lutte contre l'impérialisme, alors une nation n'aurait jamais été formée (...) le caractère national était l'outil nécessaire à leur libération" (p. 41). Et la conclusion est toute trouvée: "Si ils (les autochtones N.D.L.R.) abandonnent la lutte pour se constituer en nation et s'inclinent devant les différences qui les divisent, alors ils auront opté pour l'autre alternative — devenir un des nombreux groupes ethniques 'stirred up" dans la société canadienne dominante, qu'elle soit capitaliste ou socialiste. C'est leur choix" (p. 41).

Ainsi U.B. nous apprend coup sur coup que les autochtones ne forment pas une nation mais le deviennent par leur lutte anti-impérialiste, et qu'ils pourront, selon leur bon vouloir, décider de devenir ou de ne pas devenir une nation, alors que dans ce dernier cas, ils n'auraient aucun droit national et se confondraient avec les minorités ethniques comme les Italiens de Toronto ou de Montréal, et seraient soumis à la société dominante, fut-elle socialiste! Qu'est-ce que cela si ce n'est pas du nationalisme bourgeois à 100%, à en faire rougir le P.Q.! Pour U.B., le fait de constituer une nation, une colonie, n'est pas une question de faits objectifs, mais une question de "bon vouloir". Et puisque la Nation doit être placée au dessus de tout, on est soit une nation parce qu'on lutte pour le devenir, ou on perd tout droit national et on se soumet à la société dominante, qu'importe la classe qui a le pouvoir. Et pour nous faire avaler cette salade, U.B. a le front de citer l'exemple vietnamien, comme si le peuple vietnamien, regroupé dès le 10e siècle dans un royaume indépendant, ne formait pas déjà objectivement une communauté possédant certaines caractéristiques nationales. Ce caractère national vietnamien formait le cadre objectif d'une lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

En fait, il n'y a aucun exemple de lutte de libération nationale dans le monde qui ne repose pas sur une base nationale objective. Certes, la lutte de libération nationale dont l'objectif immédiat est de constituer un Etat indépendant, national ou multinational, permet l'achèvement de la constitution d'un peuple en nation et raffermit sa conscience nationale. Mais, cela en autant, et en autant seulement, que les caractéristiques nationales aient déjà été réunies suite à la pénétration du capitalisme. Cela est si vrai qu'une lutte de libération nationale a souvent entraîné, dans un seul mouvement, **plusieurs** nations et minorités nationales qui ne se sont pas fusionnées en une seule nation du simple fait qu'elles menaient une lutte commune. Par exemple, la révolution chinoise a entraîné, non seulement le peuple de la nation Han majoritaire, mais aussi les peuples de toutes les nationalités chinoises. Et c'est aussi dans cette lutte pour l'indépendance et pour le socialisme que les peuples des autres nations et minorités nationales chinoises ont pu, pour la première fois, obtenir la pleine égalité nationale et assumer leur émancipation en tant que groupes nationaux et en tant que classe.

Mais, diront certains, n'est-il pas vrai quand même que la situation des peuples autochtones* est à plusieurs égards typique des peuples colonisés? D'ailleurs, comme nous le rapporte l'Union bolchévique, sa thèse sur la "colonie autochtone" n'a rien de spécifiquement marxiste-léniniste: "nous avons trouvé que l'hypothèse, selon laquelle le territoire autochtone serait une colonie du Canada, est largement acceptée dans toute la littérature sur le Nord et la question autochtone: qu'il s'agisse de sources bourgeoises conservatrices, bourgeoises radicales, ou bourgeoises libérales" (p. 13).

C'est une chose de lire la littérature bourgeoise pour en tirer de l'information et certaines observations à caractère scientifique, mais c'en est une autre que d'accepter la ligne bourgeoise comme s'il s'agissait du point de vue prolétarien. Nous avons vu, dans la première partie, comment les divers

---

*** Remarque: nous parlons des peuples autochtones et non du peuple autochtone car, s'il est faux de parler d'un seul peuple et d'une seule nation autochtone, les différents groupes amérindiens et Inuit pris un à un possèdent néanmoins des caractéristiques nationales certaines que nous examinerons plus loin.**

C'est dur de ne pas penser à la Baie

(Michael Behnan)

Refrain: *C'est dur de ne pas penser à la Baie*
Elle nous en a tellement enlevé
Elle nous a dit: "C'est bien plus gentil
De chasser avec un fusil
Si'l crime ça paie pas, tuer paiera"

1- *La Baie, c'est une compagnie*
Où les choses coûtent toujours un peu plus cher
Ils achètent les peaux à bon marché
Pis, y te chargent tout un montant
C'est payant de garder les pauvres dans pauvreté.

2- *Pis la Baie, elle a un coeur en or*
Qui bat bien fort
A chaque vente, mais si t'es rouge ou noir
Tu vis dans un p'tit shack
Pis c'est les bons gars d'la Baie
Qui t'ont volé ton âme

Refrain

3- *Au Canada, pays des hommes libres*
Les Ojibwas, les Denes et les Cries
Vivent comme des chiens
Sur le bien-être ou avec moins
Dans ce système appelé **dé-mocratie**

4- *Mais si ta vie est faite de misère*
V'là un peu de wiskey
Pour te faire oublier tes bleus
Le plus que tu bois
Le moins que tu vois
Les petits jeux des gars de la Baie

Refrain

5- *V'là une couverte pour ton bébé*
Mais va pas penser qu'on te fait une faveur
Parce que les Indiens sont morts
De la variole, enveloppés
Dans les couvertes achetées à la Baie.

6- *Oui, la Baie ça nous a amené de l'argent*
pis des jouets
Mais aussi la maladie, la saleté et le bruit
Yen ont pris un peu plus aux pauvres
Pour en donner toujours plus aux riches
Gracieuseté des gars de la Baie.

Refrain

7- *En Namibie, bien loin d'ici*
Etre noir, c'est pire qu'être esclave
Y crèvent en trimant
Pour moins qu'une piastre par jour
Et ça fait cent ans que ça dure.

8- *Les gros blancs de ce pays-là*
Y sont des grands amis de la Baie
Y sirotent des cocktails, pis y brassent des affaires.
Les "moutons noirs" de là-bas
Ça fait des ben beaux manteaux de fourrure
Et c'est comme ça qui font de l'argent

Refrain

9- *Yen a qui se sont battus, pleins de colère*
et de haine
Pis y sont revenus "chez eux" pour attendre
Et quand y sont revenus
Les bouncers de l'Etat sud africain
Les ont tous battus et brûlés

10- *Alors, n'achète plus rien à la Baie*
Crois pas les beaux mots de la Baie
C'est rien que des mensonges
V'là une autre raison pourquoi
C'est dur de ne pas penser à la Baie.



peuples autochtones ont été la cible des puissances coloniales européennes et comment l'achat de fourrures à des prix dérisoires a constitué une partie importante de l'accumulation primitive de capital pour la nouvelle bourgeoisie canadienne. Nous avons vu aussi, qu'avec la naissance du capitalisme industriel au Canada, la bourgeoisie anglaise, et par la suite la bourgeoisie canadienne, avec l'Etat capitaliste canadien en tête, a entrepris une campagne systématique en vue de déposséder les autochtones, de détruire complètement les vestiges de leurs sociétés précapitalistes, pour laisser libre cours à l'appropriation privée, capitaliste des terres et des ressources naturelles. Egalement la tutelle fédérale sur les réserves représente un type d'administration politique qui n'est pas sans ressembler à l'apartheid.

Trouvant des similitudes entre la situation des peuples autochtones et celle des colonies africaines, asiatiques, etc. U.B. en conclue que la "nation autochtone" serait une nation colonisée du "tiers monde". C'est là une conclusion simpliste qui ignore l'histoire réelle. Car, d'une part, la politique actuelle d'oppression des autochtones ne date pas de la transformation du capitalisme canadien en impérialisme, mais bien plutôt de la naissance même du capitalisme dans les colonies d'Amérique du Nord. Marx a montré, dans le Capital, comment la naissance du capitalisme en Angleterre, cas qu'il a étudié de façon particulière, et l'accumulation primitive du capital ont pris la forme, en grande partie, d'une expropriation systématique des paysans. Car la propriété capitaliste des terres, des moissons et des troupeaux était la condition, à la fois de l'accumulation de richesses dans les mains des capitalistes par le pillage pur et simple, et aussi la condition pour transformer les paysans en ouvriers obligés de vendre leur force de travail au capitaliste pour pouvoir survivre. C'est également ce pillage qui est à l'origine du capitalisme canadien sauf qu'à la différence de l'Angleterre, ce sont des paysans "importés" d'Europe, plutôt que les populations locales, qui ont servi de main-d'oeuvre.

Il faut voir dans l'oppression des autochtones non pas principalement une caractéristique de **l'impérialisme** canadien, c'est-à-dire une caractéristique du capitalisme des monopoles, qui asservit des peuples et des territoires étrangers pour en faire des sources de surprofit, mais plutôt comme une caractéristique du **capitalisme** canadien. Le même argument s'applique aussi pour d'autres pays, en particulier les Etats-Unis. Par ailleurs, il ne faut pas s'étonner que l'évolution du capitalisme canadien vers l'impérialisme ait rendu encore plus vive l'oppression des peuples autochtones. Car, avec la domination d'une poignée de financiers sur toute la vie économique et politique du pays, car avec la rivalité inter-impérialiste acharnée et l'exacerbation généralisée des contradictions de classes, l'oppression nationale, non seulement se maintient, mais s'accentue.

D'autre part, il faut voir que ce qui caractérise les colonies à l'époque de l'impérialisme, ce n'est pas seulement la recherche et le contrôle exclusif des richesses naturelles, mais aussi et surtout, car ne l'oublions pas c'est de là que viennent les profits, ce qui caractérise les colonies à l'époque de l'impérialisme, c'est l'exploitation féroce des travailleurs des nations colonisées. Cela est très différent de ce qui s'est passé et se passe encore chez les peuples autochtones d'Amérique du Nord qui, pour les bourgeois, n'ont été que très secondairement des sources de profit. En fait, la politique de la bourgeoisie a toujours été, sauf au tout début, une politique de génocide, allant du massacre pur et simple à la détérioration généralisée des conditions de vie, allant aussi de l'isolement dans les réserves jusqu'à l'assimilation forcée.

L'Union bolchévique aura beau s'entêter dans sa romance, "les faits ont la tête dure" comme le dit le dicton populaire! Ainsi la comparaison superficielle avec les colonies tu tiers monde est peut-être séduisante, mais elle ne correspond pas à la réalité et à la spécificité de l'oppression nationale des peuples autochtones d'Amérique du Nord, oppression qui, par ailleurs, est très certainement aussi vive, à plusieurs égards, que celle des peuples soumis au joug colonial. C'est ce caractères spécifique, historiquement déterminé, de l'oppression des peuples autochtones du Canada, qui doit nous amener à la conclusion logique, que l'émancipation des masses autochtones est partie intégrante et intimement reliée à la lutte du prolétariat multinational de notre pays pour renverser la bourgeoisie canadienne et détruire son Etat de dictature, pour instaurer le socialisme et établir la dictature du prolétariat sur la minorité bourgeoise, quelle soit anglophone, francophone ou autochtone. Mais cette conclusion basée sur une analyse objective concrète de la société canadienne, l'Union bolchévique ne veut pas en entendre parler!

Mais quelle est donc au juste la voie que propose l'Union bolchévique pour l'émancipation des masses autochtones? Logiquement la thèse de U.B. sur la "colonie autochtone" ne peut conduire qu'à une seule conclusion: pour les autochtones, la voie de l'émancipation, c'est la voie de la lutte de libération nationale visant à établir un Etat autochtone indépendant, débarrassé de l'impérialisme canadien et américain. Cette conclusion fondée sur l'expérience de la lutte des peuples colonisés et systématisée par le marxisme-léninisme, U.B. tente pourtant de l'esquiver, en employant un type d'argument semblable à celui du P.C.C.(m.-l.) concernant la question du Québec. La "nation autochtone colonisée" doit mener une lutte de libération nationale mais, par contre, elle pourrait décider de ne pas lutter pour l'indépendance nationale et de ne pas faire sécession de la métropole impérialiste, c'est-à-dire, pour U.B., le Canada. C'est là un non-sens puisque la lutte de libération nationale, c'est justement la lutte pour constituer un Etat indépendant!

En fait, si U.B. en arrive à une telle inconséquence, c'est que sa thèse sur la "colonie autochtone" est aussi cousue de fils blancs, que sa thèse sur la "nation autochtone" unique. Quel sens en effet peut avoir la lutte pour constituer un Etat indépendant établi à partir de 2,200 réserves entourées de populations blanches? Et pour les 2% d' autochtones qui sont majoritaires dans les territoires reculés du Nord, peut-on vraiment prétendre, que la lutte pour le socialisme passe par la libération nationale, c'est-à-dire la lutte armée contre l'impérialisme canadien en vue d'établir un Etat indépendant, comptant au maximum 20,000 autochtones? Et alors que dans les sociétés autochtones, la masse du peuple est composée de prolétaires qui, lorsqu'ils accomplissent un travail salarié, le font très souvent au coude à coude avec les ouvriers blancs, et alors qu'à l'intérieur même des sociétés autochtones se forme une bourgeoisie qui lie son sort à l'évolution du capitalisme canadien, la lutte nationale des autochtones ne serait-elle pas inscrite, comme dans le cas des travailleurs québécois, à l'intérieur même de la lutte principale du prolétariat multinational du Canada, lutte qui a pour objectif de mettre fin à l'exploitation capitaliste et à l'oppression nationale, si intimement liée à l'histoire, à la survie et au développement du capitalisme canadien?

Les droits nationaux des autochtones

Parmi les falsifications du marxisme-léninisme propagées par l'Union bolchévique, il ne faut pas seulement compter le rejet de la définition scientifique d'un nation, mais aussi la négation des autres catégories nationales telles les minorités nationales. Ainsi U.B., dénonçant d'avance tous ceux qui seraient portés à considérer les peuples autochtones comme des — "des" et non "une" — minorités nationales, U.B. en vient à définir les minorités nationales, comme étant par exemple les minorités ethniques grecques, italiennes, etc, qui existent dans plusieurs grandes villes canadiennes. Cette comparaison n'est pas juste, car ce n'est pas parce que des immigrants s'installent au Canada qu'ils forment automatique-

ment des minorités nationales. En fait, cela se produit seulement lorsque ces groupes d'immigrés se regroupent de façon stable et permanente. Dans la majorité des cas cependant, leur volonté est de s'intégrer à l'une ou l'autre nation ou minorité nationale existant au Canada.

Nous pourrions définir une minorité nationale comme étant un groupe social bien déterminé à l'intérieur d'un Etat, groupe qui possède certaines, mais pas toutes les caractéristiques d'une nation et qui constitue une minorité de la population. C'est le cas par exemple des minorités francophones d'Ontario, du Manitoba, etc. Ces groupes, en effet, possèdent plusieurs caractéristiques nationales distinctes de la nation canadienne anglaise et en particulier leur langue maternelle est le français. Ce sont cependant des minorités intégrées à la vie économique de la nation canadienne anglaise. C'est aussi le cas des divers groupes amérindiens du Sud du Canada qui, regroupés dans des réserves ou dans des villes, possèdent leurs propres caractéristiques nationales, tout en étant minoritaires et assez largement intégrés à la vie des populations non autochtones. Ces minorités nationales, en particulier les minorités amérindiennes, sont, on l'a vu, soumises à la pire discrimination, alors que l'Etat capitaliste canadien s'emploie à détruire leur mode de vie traditionnel en leur enlevant leurs territoires de subsistance, en leur refusant le droit de gérer leurs territoires, en les condamnant au chômage, en opprimant leur culture et leur langue, etc.

De tout ce tableau que nous venons de dresser de la situation des peuples autochtones du Canada, il ressort un certain nombre de conclusions fondamentales concernant la voie de l'émancipation des masses populaires autochtones et la voie de la révolution prolétarienne au Canada. La première conclusion que l'on doit tirer, c'est que l'ennemi principal des peuples autochtones de notre pays, c'est la bourgeoisie canadienne. C'est la bourgeoisie qui les entasse dans les réserves, restreint leurs droits de citoyens, intervient dans leur vie quotidienne par le biais des agences gouvernementales et les divise en donnant un statut à certaines et à d'autres non. C'est la bourgeoisie qui exploite leur travail et qui maintient la majorité de la population dans l'armée de réserve des prolétaires chômeurs. C'est la bourgeoisie, au sein même des communautés autochtones, qui tire profit directement de cette réserve ouvrière locale et qui se fait l'agent complaisant de la bourgeoisie canadienne.

Egalement, la deuxième conclusion que l'on doit tirer de notre analyse, c'est que l'ennemi principal de la bourgeoisie, la seule classe véritablement révolutionnaire, la seule classe capable de mener à la victoire la lutte pour le renversement de la dictature bourgeoise, c'est le prolétariat canadien. Dès lors, la lutte des peuples autochtones est intrinsèquement liée à la lutte révolutionnaire du prolétariat canadien.

Par ailleurs, la lutte du prolétariat canadien ne pourra être victorieuse, que si elle réunit en un combat unitaire les masses prolétariennes de toutes les nationalités et minorités nationales du Canada. Et, dans la situation actuelle d'oppression et même d'oppression extrême des nations et minorités nationales au Canada, cette unité est impossible si la classe ouvrière n'inscrit pas dans son programme politique et dans toutes ses activités quotidiennes, la lutte systématique contre toute forme de discrimination et d'oppression nationale: droit à l'autodétermination des nations, droit à toutes les minorités nationales d'obtenir les formes appropriées d'autonomie régionale, droit plein et entier à l'usage et à l'éducation dans sa langue maternelle, etc.

Ces revendications nationales et démocratiques ne pourront jamais être réalisées pleinement tant que la bourgeoisie détiendra le pouvoir, tant que la loi du profit capitaliste règnera en maître au Canada. Car, nous l'avons vu, l'oppression nationale des autochtones est intimement liée à l'apparition et au développement du capitalisme au Canada: la dépossession, l'appauvrissement et la misère, l'oppression, la discrimination, la voilà la politique de la bourgeoisie, quelque soit le gouvernement au pouvoir. Et, quand aujourd'hui l'Etat bourgeois parle d'améliorer le sort des Inuit et des Amérindiens, il veut dire en fait corrompre une infime minorité d'autochtones pour en faire des bourgeois qui pourront, comme les capitalistes anglophones et francophones, exploiter "leurs" ouvriers. Le troc des droits nationaux des autochtones au profit de la consolidation d'une fraction bourgeoise autochtone, le voilà le programme de la bourgeoisie.

Le prolétariat canadien, quant à lui, n'a **rien** à gagner de l'oppression des autochtones, de même qu'il n'a rien à gagner de l'oppression de la nation québécoise. Bien au contraire, la lutte de la classe ouvrière canadienne contre l'exploitation capitaliste et pour le socialisme, est affaiblie de façon importante actuellement, parce que la bourgeoisie, en pratiquant de façon systématique la discrimination nationale, sème la méfiance à l'intérieur même des rangs du prolétariat. Et pourtant, au delà de cette division entretenue par la bourgeoisie, une chose doit être claire: seul le programme du prolétariat, seule la lutte révolutionnaire unifiée pour le socialisme pourra mettre fin définitivement à l'exploitation de l'homme par l'homme et à toute forme d'oppression et de discrimination nationales. C'est cela qu'indique le projet de programme d'EN LUTTE! lorsqu'il décrit les grandes tâches que devra accomplir la classe ouvrière lorsqu'elle aura renversé la bourgeoisie et détruit l'Etat de dictature bourgeoise:

"Il adoptera une constitution et un droit qui assurent la dictature sur la bourgeoisie et la démocratie pour le peuple, l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes et entre les diverses couches du peuple, l'égalité absolue des nations, des minorités et des langues nationales, y inclus le droit à l'autodétermination et à la sécession pour la nation québécoise et à certaines formes d'autonomie pour les minorités nationales, suivant le choix démocratique des populations concernées" (article 11 c).

Mais la lutte contre l'oppression et la discrimination nationale n'est pas seulement un objectif du pouvoir socialiste, c'est aussi une revendication immédiate qui doit entraîner **toute** la classe ouvrière canadienne: "reconnaissance de fait des droits nationaux de la nation québécoise, y compris le droit de sécession, et des autres minorités nationales, inuit, amérindiennes et francophones; abolition de toutes formes de discrimination pour toutes les minorités et pour les immigrés" (Projet de programme, art. 16 b).

Cet article du projet de programme d'EN LUTTE!, qui fait référence directement à la lutte immédiate contre l'oppression nationale, n'est pas une formule isolée dans un programme général qui par ailleurs ne concernerait que les seuls ouvriers canadiens anglais, ou que les seuls ouvriers blancs. Car, en réalité, le programme du prolétariat canadien, c'est aussi le programme du prolétariat autochtone, qui ne pourra se libérer de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste que par la lutte unifiée pour le socialisme. Plus encore, les travailleurs autochtones, qui sont sans doute les plus opprimés de tous les travailleurs canadiens, ont un intérêt immédiat et particulier à la réalisation de toutes les revendications du programme. Que l'on songe, par exemple, à l'article 16 a sur le droit d'expression et d'organisation en complète **indépendance** face à l'Etat bourgeois... alors qu'actuellement, la tutelle de l'Etat est le trait caractéristique de la plupart des organisations amérindiennes et inuit. Qu'on pense à l'article 16 c sur l'égalité totale en droit et en fait des femmes et des hommes... alors que la loi des Indiens consacre officiellement la discrimination entre les hommes et les femmes. Qu'on pense à l'article 16 e sur l'égalité des salaires... alors que les autochtones sont parmi les travailleurs les plus mal payés. Qu'on pense à l'article 16 f sur l'indexation des revenus et le revenu minimum garanti... alors que l'Etat bourgeois utilise massivement le chômage et l'assistance sociale, comme moyen de chantage et d'asservissement des autochtones.



Léonard Pelletier, expulsé du Canada et condamné par les tribunaux U.S. pour avoir défendu les droits des autochtones.

Vive l'unité du prolétariat canadien et des masses populaires autochtones!

La bourgeoisie canadienne aura beau organiser tous les spectacles qu'elle voudra et faire parader en farandole des "Indiens à plumes" fraternisant avec la "police montée", cela n'empêchera pas les travailleurs canadiens de voir que, derrière les fables folkloriques et racistes sur les "méchants sauvages", se dresse aujourd'hui des peuples dont la révolte raisonne plus fort encore que les tam-tam de jadis. La lutte armée héroïque menée en 1973 à Wounded Knee dans la réserve de Pine Ridge aux Etats-Unis (Dakota Sud) aura marqué le regain d'un combat qui grandit de jour en jour. Le soutien que les masses populaires ont donné, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, au dirigeant amérindien Léonard Peltier faussement accusé, puis déporté du Canada, et finalement condamné aux Etats-Unis à la prison à vie, témoigne que les travailleurs, en particulier les travailleurs canadiens, reconnaissent de plus en plus que la lutte des peuples autochtones est une lutte juste qui attaque directement notre ennemi principal, la bourgeoisie canadienne et son allié féroce, l'impérialisme américain.

Depuis quelques années au Canada, la lutte des autochtones prend des dimensions de plus en plus nationales. Qu'on se rapelle par exemple de la caravane autochtone de 1974, cette longue marche-manifestation qui se termina par des échaffourés à Ottawa. Qu'on pense à l'occupation d'un parc à Kenora en Ontario et à la révolte des Indiens de Cache Creek en Colombie-Britannique. Qu'on pense à l'affrontement provoqué par le projet de la Baie James, ou encore aux protestations des autochtones du Nord-ouest contre le projet multimilliardaire de pipeline dans la Vallée du Mackenzie. Et cela pour ne rien dire des multiples conflits locaux qui se généralisent à travers tout le Canada et que la bourgeoisie tente d'étouffer et de camouffler.

La connaissance et la publicisation de ces luttes auprès de l'ensemble de la classe ouvrière canadienne est une condition, la première sans doute, pour amener le prolétariat canadien à appuyer le juste combat de nos frères autochtones. En même temps, la pénétration du programme du prolétariat au sein des masses prolétariennes autochtones apparaît de plus en plus comme une nécessité vitale pour contrer la direction réformiste qui, chez les autochtones comme dans les autres couches des masses populaires canadiennes, cherchent à saboter le mouvement de révolte contre le capitalisme et l'impérialisme.

Aujourd'hui, alors que notre mouvement s'engage dans le débat sur le Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien, la prise de conscience de l'importance et de la place spécifique de la lutte des peuples autochtones dans notre combat à finir contre la bourgeoisie et le capitalisme, est une question de grande importance. Concrètement, cette prise de conscience doit se traduire par une lutte résolue contre toute forme de chauvinisme et de nationalisme qui, au sein même de la classe ouvrière canadienne, est comme un cancer qui mine notre unité dans la lutte contre l'ennemi commun.

Pour le triomphe de la révolution socialiste au Canada!
Soutenons les justes revendications des peuples autochtones!
Construisons l'unité combattante du prolétariat canadien!

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE



DÉCLARATION COMMUNE DE PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES D'EUROPE

En octobre 1977, 5 partis marxistes-léninistes européens signaient une déclaration commune résumant les conclusions essentielles des discussions fraternelles entre ces partis. Parce qu'elle prend position sur les problèmes fondamentaux de la stratégie et de la tactique marxistes-léninistes, cette déclaration commune du Parti communiste d'Allemagne (m.-l.), du Parti communiste d'Espagne (m.-l.), du Parti communiste d'Italie (m.-l.), du Parti communiste de Grèce (m.-l.) et du Parti communiste portugais (reconstruit) constitue un apport important dans le débat pour raffermir la juste orientation du mouvement marxiste-léniniste international.

Jusqu'à maintenant, notre chronique sur l'unité du mouvement marxiste-léniniste international a accordé une place particulière à la diffusion de la position des forces marxistes-léninistes qui dirigent la lutte des masses au sein de pays où l'impérialisme canadien est particulièrement actif, comme par exemple le Chili et le Brésil. C'était là marquer l'importance fondamentale pour la révolution prolétarienne au Canada de la solidarité combattante avec ces peuples qui, alliés naturels du prolétariat canadien, ont entrepris la lutte contre notre ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste canadienne.

Même si la présence de l'impérialisme canadien en Europe n'a pas la même importance qu'en Amérique latine, la lutte du prolétariat des pays européens est aussi d'un intérêt stratégique pour notre propre lutte au Canada. Car, non seulement l'essor du mouvement révolutionnaire en Europe porte-t-il un coup direct à l'impérialisme mondial, mais encore, les caractéristiques de la lutte révolutionnaire dans ces pays capitalistes avancés sont, à plusieurs égards, très semblables à celles qui marquent notre propre combat. C'est ainsi par exemple qu'en Europe de l'Ouest, comme au Canada, le contexte de crise économique et politique de l'impérialisme se caractérise par l'essor du mouvement de masse et le développement de l'avant-garde ouvrière marxiste-léniniste.

La déclaration commune des 5 partis européens comporte 6 chapitres qui portent, d'une part, sur l'analyse générale de notre époque et de la situation actuelle, avec les tâches que cette analyse nous commande, et, d'autre part, sur les critiques des points de vue révisionnistes et opportunistes qui, d'une façon ou d'une autre, prêchent la conciliation avec la bourgeoisie et l'abandon de la révolution.

Nous reproduisons ici les 3 premiers chapitres de la déclaration, chapitres qui portent sur la situation actuelle et les tâches des marxistes-léninistes.

DÉCLARATION COMMUNE DE PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES D'EUROPE

PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE (M-L)
PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE (M-L)
PARTI COMMUNISTE DE GRÈCE (M-L)
PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (M-L)
PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS (R)

nbe

DÉCLARATION COMMUNE DE PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES D'EUROPE:

Le texte intégral de cette déclaration est disponible à nos librairies (en français seulement aux éditions N.B.E.)



I - SUR LA SITUATION DANS NOS PAYS.

La lutte de nos Partis et de la classe ouvrière de nos pays a beaucoup d'aspects communs. Le joug de l'esclavage salarié capitaliste pèse sur le prolétariat de nos pays. Pour la classe ouvrière et les masses populaires qui se sont lancées dans la lutte, il n'y a qu'un chemin pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression, le chemin du renversement violent du capitalisme par la Révolution, le chemin de l'instauration de la dictature du prolétariat et du socialisme.

Actuellement la lutte de la classe ouvrière et des travailleurs est surtout dirigée contre les effets de la profonde crise dans laquelle se trouvent plongés nos pays, ainsi que tout le système capitaliste-révisionniste mondial. Des millions de travailleurs de nos pays sont au chômage. Des millions d'ouvriers ont abandonné leur pays à la recherche d'un travail et du minimum vital en émigrant à l'étranger où, en tant qu'ouvriers émigrés, ils sont particulièrement exploités et opprimés par les capitalistes. D'autre part, des centaines de milliers d'entre eux sont obligés aujourd'hui de retourner dans leurs pays où ils vont grossir le nombre des chômeurs. Les jeunes et les femmes sont soumis à une oppression et une exploitation particulières. Le chômage des jeunes augmente. Dans les entreprises, les capitalistes aggravent l'exploitation et imposent des cadences infernales. En conséquence, le nombre d'accidents du travail mortels augmente, les maladies du travail et les mutilations s'étendent. La chute du salaire réel, la hause des prix, l'inflation et l'augmentation des impôts entraînent une aggravation progressive de la situation économique des travailleurs de nos pays.

La classe ouvrière et les masses populaires de nos pays luttent avec de plus en plus de fermeté contre les tentatives de la bourgeoisie et des gouvernements bourgeois qui prétendent faire supporter le poids de la crise aux travailleurs.

La classe ouvrière et les masses populaires de nos pays, qui ont déjà beaucoup souffert sous la terreur fasciste, continuent à lutter aujourd'hui contre le fascisme et le social-fascisme. En Espagne, la dictature fasciste adopte aujourd'hui le déguisement de la monarchie parlementaire et cherche de cette façon à sortir de la profonde crise dans laquelle elle se trouve, à faire front au mouvement révolutionnaire de masse grâce à l'artifice d'une fausse « démocratie » et à faciliter son intégration totale dans l'OTAN et le Marché Commun (CEE). En Allemagne de l'Est, règne la dictature social-fasciste de la nouvelle bourgeoisie révisionniste. En Grèce et au Portugal, les dictatures fascistes ont été renversées ou remplacées, à la suite de divers facteurs, parmi lesquels la lutte héroïque de leurs peuples respectifs. Cependant, les forces fascistes alimentées par l'impérialisme et la grande bourgeoisie sont encore actives et menaçantes dans les deux pays. En Italie et en Allemagne de l'Ouest, la bourgeoisie monopoliste développe la fascisation de l'appareil d'Etat dans tous les domaines en même temps qu'elle encourage le développement d'organisations fascistes et de leurs bandes terroristes paramilitaires. La bourgeoisie essaie de réprimer les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires, les grèves et les manifestations, au moyen de la répression croissante exercée par l'Etat, au moyen du renforcement de l'appareil policier et militaire, par la terreur fasciste et social-fasciste.

Nos peuples respectifs, qui ont dû subir les conséquences de deux guerres mondiales préparées et déclenchées par les impérialistes, se trouvent, comme tous les peuples du monde, confrontés au danger croissant d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste. Tandis que, pour tromper les peuples, on parle officiellement de paix, de « détente », et de désarmement, en réalité la course aux armements et aux préparatifs de guerre se renforce sans arrêt. Les défenses militaires, en particulier celles des deux superpuissances (Etats-Unis et Union Soviétique), mais aussi celles de tous les autres Etats impérialistes, augmentent continuellement. Des secteurs de plus en plus importants de la production s'orientent vers des objectifs de guerre. La classe ouvrière et les masses populaires se rendent compte de plus en plus de la nécessité de lutter résolument contre la politique de guerre de l'impérialisme, en particulier contre les deux superpuissances.

II - LE CARACTERE ET LES CONTRADICTIONS ESSENTIELLES DE NOTRE EPOQUE.

L'époque où nous vivons est l'époque de l'impérialisme et de la Révolution prolétarienne et la situation actuelle du monde est le résultat du développement et de l'aggravation des contradictions fondamentales de cette époque, qui ont déjà été analysées par Lénine et Staline. Ces contradictions se développent sur la base de la contradiction que traverse toute l'époque historique du capitalisme, c'est-à-dire la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé, capitaliste, de l'appropriation des moyens de production.

— la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie ;
— la contradiction entre le système socialiste et le système capitaliste ;
— la contradiction entre les peuples et les nations

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

opprimées d'une part, et l'impérialisme d'autre part ;
— la contradiction entre les Etats impérialistes et entre les groupes financiers.

Ces contradictions et les luttes qui en découlent sont liées entre elles et s'influencent réciproquement. On ne peut masquer ni nier une seule de ces contradictions.

En analysant le développement de ces contradictions, il est nécessaire de considérer naturellement les particularités concrètes de l'actuelle situation mondiale. Ainsi, les pays révisionnistes font partie du système capitaliste, puisque dans ces pays le socialisme et la dictature du prolétariat ont été supplantés depuis longtemps, le capitalisme a été complètement restauré et la nouvelle bourgeoisie a instauré sa dictature social-fasciste. Aujourd'hui toutes les puissances impérialistes, en particulier les deux superpuissances, s'opposent activement aux peuples et aux nations opprimées. Aujourd'hui, parmi les contradictions interimpérialistes, la plus importante est la contradiction entre l'impérialisme américain et ses alliés d'une part, et le social-impérialisme et ses alliés de l'autre.

Les deux superpuissances impérialistes, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique constituent les plus grands exploiteurs et oppresseurs internationaux, les plus grands ennemis de la liberté et de l'indépendance des nations, de la Révolution et du Socialisme. En même temps que, main dans la main, ils luttent contre les peuples et la Révolution, ils rivalisent à l'échelle mondiale pour l'hégémonie. De leur rivalité dans la lutte pour l'hégémonie mondiale vient actuellement le danger principal de déclenchement de nouvelles guerres impérialistes et, en particulier, d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste.

Chacune des deux superpuissances essaie d'obtenir frauduleusement la confiance des peuples en ayant recours à la démagogie ; chacune essaie de profiter des justes luttes des peuples contre l'autre superpuissance pour poursuivre ses propres objectifs agressifs. Ainsi, l'impérialisme américain se présente aux peuples comme une puissance protectrice face aux prétentions expansionnistes du social-impérialisme soviétique, pendant que le social-impérialisme soviétique utilise de façon démagogique le mot d'ordre de lutte anti-impérialiste pour soumettre à son influence et à son contrôle les justes luttes des peuples contre l'impérialisme américain. Mais les peuples qui luttent pour se libérer du joug de l'impérialisme et qui ne veulent pas remplacer un esclavage par un autre, ne peuvent pas s'appuyer sur une superpuissance pour combattre l'autre. Les deux superpuissances impérialistes représentent, dans la même mesure et au même niveau, l'ennemi principal du prolétariat international, des pays socialistes et des peuples opprimés. C'est contre *les deux* superpuissances qu'il est nécessaire de diriger aujourd'hui le feu principal du front uni international contre l'impérialisme, le capitalisme, la réaction et le révisionnisme.

Mais les deux superpuissances ne sont pas les seuls ennemis du prolétariat international, des pays socialistes et des peuples opprimés ; les autres puissances impérialistes et capitalistes le sont aussi. Le caractère capitaliste réactionnaire de ces pays n'a pas changé, pas plus que leur pratique d'exploitation et d'oppression des peuples, pas plus que leur hostilité au socialisme et au communisme.

Dans la lutte pour la victoire de la Révolution et du Socialisme, il faut profiter des contradictions entre les Etats capitalistes et impérialistes, d'un côté, et les deux superpuissances de l'autre.

Mais il s'agit ici de contradictions au sein des ennemis de la Révolution et du Socialisme, car ces Etats capitalistes et impérialistes ne sont pas les alliés des peuples dans la lutte contre les superpuissances. En réalité, malgré les contradictions plus ou moins aiguës qui les opposent aux deux superpuissances, ces États capitalistes et impérialistes font partie, à un degré ou à un autre, des systèmes d'alliances et des blocs militaires des superpuissances.

La lutte contre les deux superpuissances exige une lutte implacable contre leurs blocs militaires agressifs, contre l'OTAN qui se trouve sous la direction de l'impérialisme américain, et contre le Pacte de Varsovie dirigé par les sociaux-impérialistes soviétiques. L'OTAN et le Pacte de Varsovie, y compris toutes les armées bourgeoises et révisionnistes qui sont intégrées à chacun de ces blocs, représentent les plus grandes forces armées de choc contre la révolution et le socialisme, contre la liberté et l'indépendance des peuples et des nations. Les deux blocs militaires constituent les principaux instruments aux mains des deux superpuissances pour préparer et déclencher des guerres impérialistes.

En Europe, les deux superpuissances impérialistes et leurs blocs militaires agressifs s'opposent directement entre eux. Dans cette zone stratégique, les deux superpuissances renforcent sans cesse le nombre de leurs troupes et la puissance d'anéantissement de leurs armes. L'Europe de l'Ouest se trouve attelée au char de guerre de l'OTAN, qui a éliminé ou réduit l'indépendance de ces pays. Le Pacte de Varsovie occupe militairement les pays de l'Europe de l'Est et étouffe les aspirations à l'indépendance de leurs peuples.

De même, il est nécessaire de combattre le Marché Commun Européen (CEE) et le Conseil d'Entraide Economique (COMECON). La bourgeoisie monopoliste des pays de l'Europe Occidentale prétend que le Marché Commun est un moyen de développement de la prospérité com-



mune des peuples de l'Europe de l'Ouest et de l'indépendance de l'Europe de l'Ouest face aux superpuissances. En réalité, le Marché Commun constitue un instrument des monopoles pour exploiter et opprimer les peuples d'Europe de l'Ouest, ainsi que ceux d'autres pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique. Bien que l'impérialisme américain ne soit pas membre de la Communauté Européenne formellement, il y exerce un rôle dominant. C'est une illusion dangereuse, quand ce n'est pas un mensonge, que de prétendre que le Marché Commun représente une force contre les deux superpuissances ou qu'il sert les intérêts des peuples. Le Marché Commun est un instrument des impérialistes de l'Europe de l'Ouest et de l'impérialisme américain pour exploiter et opprimer les peuples, pour s'opposer à la Révolution et au Socialisme.

Contrairement à ce que les nouvelles bourgeoisies des pays révisionnistes prétendent, actuellement le COMECON ne sert ni à « l'intégration socialiste » ni à aider la prospérité des peuples de l'Est. De la même façon que, dans les pays révisionnistes, le capitalisme a été complètement restauré, dans les relations entre les pays du COMECON, les lois de la jungle propres à l'impérialisme sont en vigueur. Ainsi, le COMECON est avant tout un instrument du social-impérialisme pour piller et asservir les autres pays membres. C'est un instrument des sociaux-impérialistes soviétiques pour obtenir les plus grands bénéfices et pour étendre leurs zones d'influence. De la même façon que le Marché Commun, le COMECON est dirigé contre la liberté et l'indépendance des peuples, contre la Révolution et le Socialisme.

Les forces de la Révolution et du Socialisme se renforcent dans la lutte contre le camp de la contre-révolution formé par l'impérialisme, avec les deux superpuissances à sa tête, par le capitalisme, la réaction et le révisionnisme.

L'existence des pays socialistes qui suivent d'une façon conséquente la ligne marxiste-léniniste et s'en tiennent fermement à l'internationalisme prolétarien est de la plus grande importance pour le prolétariat international et pour les mouvements révolutionnaires dans le monde entier. La contradiction entre les pays socialistes et l'impérialisme est une contraction de classe. Le caractère fondamental de cette contradiction consiste en ce que les pays de dictature du prolétariat et les pays de dictature de la bourgeoisie s'opposent de manière irréconciliable. Pour le prolétariat international et les peuples en lutte, les pays socialistes constituent un exemple lumineux, et ce sont des bastions importants dans la lutte contre l'impérialisme, le capitalisme, la réaction et le révisionnisme.

Actuellement, nous sommes les témoins d'une période où d'importantes luttes révolutionnaires ont lieu, qui confirment, une fois de plus, que le prolétariat international représente la force décisive et dirigeante dans la lutte pour la liberté et l'indépendance, contre le fascisme et la guerre impérialiste, pour la Révolution et le Socialisme. De même, le prolétariat montre aujourd'hui qu'il constitue l'unique classe conséquemment révolutionnaire. Etant donnés sa situation et ses intérêts de classe, le prolétariat est le véritable protagoniste de la révolution socialiste et des idéaux du communisme. Seul le prolétariat, avec à sa tête son Parti marxiste-léniniste, peut diriger et conduire jusqu'à la victoire les luttes révolutionnaires.

Le grand combat des peuples opprimés contre l'impérialisme et la réaction intérieure, en particulier contre les deux superpuissances, a pris de grandes proportions. Le mouvement de libération nationale et anti-impérialiste des peuples opprimés continuera à assener des coups destructeurs à l'impérialisme et représente à notre époque la plus grande réserve stratégique de la révolution prolétarienne. Sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti Communiste, la révolution de libération nationale avancera victorieusement vers le socialisme au cours d'un processus de révolution ininterrompue.

Aujourd'hui, l'aggravation de toutes les contradictions fondamentales de notre époque constitue une manifestation caractéristique de la ruine du système impérialiste mondial, de la crise générale du capitalisme de plus en plus profonde. La situation mondiale est aujourd'hui compliquée, mais en général elle est favorable à la lutte du prolétariat et des peuples opprimés. L'impérialisme, avec l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique à sa tête, se trouve dans une crise profonde. En même temps se développe et se renforce le front mondial de la classe ouvrière, des pays socialistes et des peuples et nations opprimés sous la direction du prolétariat international et avec leurs partis marxistes-léninistes à l'avant-garde, contre l'impérialisme, en particulier contre les deux superpuissances, contre le capitalisme, la réaction et le révisionnisme.

Mais les continents sont en ébullition à cause de la montée révolutionnaire qui ébranle le vieux monde d'oppression et d'exploitation. La révolution et le socialisme sont à l'ordre du jour à l'échelle mondiale.

III - NOS TACHES DANS LA LUTTE DE CLASSES.

La situation actuelle dans nos pays confirme

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

clairement que le capitalisme ne peut modifier ni supprimer les lois qui lui sont propres et qui déterminent son développement. La lutte des groupes monopolistes pour le profit maximum, l'anarchie et l'absence de planification de la production sont des caractéristiques essentielles du mode de production capitaliste qui repose sur l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Dans la profonde crise actuelle de « surproduction » la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste privée se manifeste de tout son poids. La profonde crise qui accélère la paupérisation relative et absolue du prolétariat, ainsi que la ruine progressive des petits paysans et d'autres petits producteurs, est accompagnée de la destruction massive de la richesse sociale. Sous le capitalisme les relations de production se sont transformées depuis longtemps, et cela de manière irrévocable, en entraves au développement des forces productives.

L'impérialisme aiguise jusqu'à l'extrême toutes les contradictions du capitalisme. L'impérialisme est le capitalisme parasitaire et en décomposition, c'est le stade suprême et ultime du capitalisme.

Du point de vue économique, et, par conséquent du point de vue politique, la bourgeoisie monopoliste est la fraction la plus puissante de la bourgeoisie. La poignée de monopoles qui concentrent entre leurs mains l'essentiel du pouvoir économique, et qui contrôlent complètement l'appareil d'Etat bourgeois, exercent une domination réactionnaire à cent pour cent. Les crises, le fascisme et les guerres de rapine suivent l'impérialisme comme son ombre.

Il découle de tout ce qui précède que, dans nos pays, le prolétariat et la bourgeoisie monopoliste ne peuvent avoir d'intérêts communs. Ils ne peuvent pas davantage avoir d'intérêts communs en ce qui concerne la lutte contre les deux superpuissances pour l'indépendance nationale, ni en ce qui concerne la menace d'une nouvelle guerre inter-impérialistes. Au contraire, ce qui caractérise la situation dans nos pays, c'est que la contradiction entre le prolétariat et les masses travailleuses, d'une part, et la bourgeoisie monopoliste d'autre part, s'aiguise à vue d'œil.

Nos Partis marxistes-léninistes sont unanimes à considérer qu'en tant que Partis révolutionnaires d'avant-garde du prolétariat, ils ont le devoir de combattre résolument la propagande des révisionnistes et des opportunistes en tous genres, pour qui tous les prétextes sont bons pour inviter le prolétariat et les masses populaires à renoncer à la lutte pour leurs intérêts et à se réconcilier avec la bourgeoisie. Nous, les communistes, nous devons au contraire renforcer notre position à la tête des luttes du prolétariat, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres, de la jeunesse travailleuse et étudiante. En ce sens, nos Partis défendent la thèse léniniste selon laquelle les masses travailleuses de la campagne, en particulier les ouvriers agricoles, le semi-prolétariat rural et les paysans pauvres, constituent l'allié principal du prolétariat dans la lutte pour la Révolution et le Socialisme. Dans leurs luttes, les masses populaires de nos pays prennent de plus en plus conscience qu'il faut renverser la domination de la bourgeoisie et en finir avec le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Nos Partis soutiennent et dirigent les luttes de la classe ouvrière et des masses travailleuses contre le chômage et l'inflation, contre la baisse des salaires et la sur-exploitation, contre les tentatives de la bourgeoisie visant à faire supporter au peuple travailleur tout le poids de la crise. Dans ces luttes, nos Partis forgent l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Luttant contre toutes les formes de l'idéologie qui préconise la réconciliation des classes, nos Partis développent et font progresser chez les travailleurs la conscience que leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie sont inconciliables, et que, pour améliorer radicalement leur situation, la Révolution sociale est une nécessité inéluctable.

Dans la lutte contre le fascisme et le social-fascisme, contre la violence réactionnaire des gouvernements et appareils d'Etat bourgeois, contre la terreur des bandes fascistes, nos Partis développent résolument les luttes antifascistes des masses populaires et encouragent la formation de larges fronts de lutte antifascistes de masse. Au cours de ces luttes, il faut démasquer le rôle véritable du révisionnisme et de la social-démocratie, qui s'emploient à désarmer systématiquement les forces populaires, et ouvrent ainsi la voie au fascisme. Il faut aussi combattre résolument l'attitude de certains opportunistes qui veulent renoncer à lutter contre les forces fascistes, sous prétexte que dans la lutte contre le social-fascisme soviétique, elles se trouveraient, paraît-il, du côté du peuple.

Nos Partis soulignent la nécessité de répondre à la violence réactionnaire et fasciste de la bourgeoisie par la violence révolutionnaire des masses. A la tête des luttes contre la réaction et le fascisme, nos Partis travaillent sans relâche à faire prendre conscience aux masses que c'est le capitalisme, surtout le capitalisme financier, qui est à l'origine du fascisme, et que, par conséquent, le fascisme et le social-fascisme ne pourront être extirpés une fois pour toutes qu'avec le renversement du capitalisme.

Nos Partis mobilisent la classe ouvrière et les masses populaires dans un vaste front contre la politique de guerre de l'impérialisme, en particulier des deux superpuissances. Notre devoir est d'élever la conscience de la classe ouvrière et des masses populaires en ce qui concerne le danger



d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste et de détruire toutes les illusions que propagent la bourgeoisie et le révisionnisme sur la « détente » et le prétendu désarmement. La lutte conséquente contre l'impérialisme, en particulier contre les deux superpuissances, constitue l'unique possibilité d'empêcher une nouvelle guerre mondiale impérialiste. La victoire de la Révolution et du socialisme constitue dans chaque pays la plus grande contribution qui puisse être apportée à la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes. L'impérialisme, c'est la guerre, et il ne sera possible d'éliminer les guerres qu'en renversant l'impérialisme dans le monde entier.

Dans la lutte contre la politique de guerre de l'impérialisme, il faut combattre résolument les positions des opportunistes qui prennent prétexte du danger de guerre pour prêcher la capitulation devant l'impérialisme, ou qui développent la thèse social-chauvine selon laquelle, si la guerre éclatait, il faudrait se ranger aux côtés de l'une des superpuissances, ou de sa propre bourgeoisie. Dans la lutte contre ces conceptions révisionnistes et social-chauvines, les communistes doivent renforcer la confiance des masses dans la perspective de la Révolution. Ou bien, c'est la Révolution qui empêchera la guerre, ou bien c'est la guerre qui provoquera la Révolution.

Les communistes doivent mobiliser les masses contre les principaux fauteurs de guerre, c'est-à-dire contre les deux superpuissances, contre les blocs militaires agressifs et contre les préparatifs de guerre de la bourgeoisie monopoliste et des gouvernements réactionnaires de chaque pays. Nous, les communistes, nous avons le devoir de lutter pour que les ouvriers de tous les pays, pour que les masses travailleuses et les peuples opprimés luttent au coude à coude contre les fauteurs de guerre impérialistes, pour renverser leur domination.

En même temps que nous luttons contre la menace de guerre impérialiste, nous avons l'obligation de préparer la classe ouvrière et les masses populaires de chaque pays pour le cas où nous ne pourrions éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre impérialiste. Si une telle situation se produisait, la classe ouvrière et les masses populaires de chaque pays devraient opposer la juste guerre révolutionnaire à la guerre réactionnaire impérialiste, afin de renverser les fauteurs de guerre et les classes dominantes, d'assurer la victoire de la Révolution et du socialisme, et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Nos Partis mènent toutes ces luttes dans le but de créer dans nos pays les conditions nécessaires à la victoire de la Révolution et du socialisme, c'est-à-dire à la destruction par la violence de la dictature de la bourgeoisie et du capitalisme, à l'instauration de la dictature du prolétariat, à la construction du socialisme, et à la poursuite de la Révolution jusqu'à la réalisation du communisme, de la société sans classes. Telle est la mission historique du prolétariat, qu'avaient déjà exposé Marx et Engels, et c'est à la réalisation de cette mission que vise toute la lutte de nos Partis.

"A FORCE D'EMBRASSER TITO, ON FINIRA PAR EMBRASSER KENNEDY"

(ENVER HOXHA)

Combien de fois n'a-t-on pas entendu nos "syndicalistes de gauche" nous vanter les mérites de l'autogestion yougoslave, "troisième voie entre le capitalisme et le socialisme"? Destruction du pouvoir socialiste, restauration du capitalisme et soumission à l'impérialisme américain, vraiment, quelle originalité que cette "troisième voie" yougoslave!

Ce n'est pas pour rien que la question de la Yougoslavie et de l'attitude face au révisionniste Tito a constitué et constitue encore une ferme ligne de démarcation entre le mouvement marxiste-léniniste mondial et les opportunistes de tout acabit. On parle beaucoup, et avec raison, de la dégénérescence révisionniste du Parti "communiste" d'Union soviétique. Il faut savoir cependant

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

que le traître Khrouchtchev et ses successeurs Brejnev et Kossyguine ont été précédés, dans la voie de la contre-révolution et de la restauration du capitalisme, par Tito, ce dirigeant yougoslave qui a troqué le pouvoir prolétarien pour le concubinage et l'asservissement de l'impérialisme, américain en tête. Historiquement donc l'attitude face au révisionnisme yougoslave est, au même titre que l'attitude face au révisionnisme soviétique, une question de principe qui démarque la ligne prolétarienne de la ligne bourgeoise, la révolution de la contre-révolution.

La lutte contre le révisionnisme yougoslave a été pendant des dizaines d'années au coeur de multiples débats au sein du mouvement communiste international alors que dès la fin des années 40, le Parti bolchévique dirigé par Staline dénonçait Tito de la direction yougoslave et son engagement définitif dans la voie de la trahison a finalement forcé le mouvement communiste international à adopter lors d'une conférence en 1960 une position de principe condamnant l'équipe dirigeante yougoslave passée à la contre-révolution. Bien plus qu'une position tactique par rapport à un pays, cette déclaration de 1960 devait, comme la pratique l'a prouvé depuis, marquer une ligne de démarcation fondamentale entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme. Ainsi, en même temps que Khrouchtchev s'engageait lui aussi dans la voie de la contre-révolution, en même temps il s'engageait dans la voie de la collaboration avec Tito, prélude à la collaboration avec l'impérialisme américain.

La question de l'attitude face au révisionnisme yougoslave est, encore aujourd'hui, une question de chaude actualité. En republiant un article d'Enver Hoxha paru d'abord en 1963 suite au voyage de Khrouchtchev en Yougoslavie, le Parti du travail d'Albanie nous rapelle que les compromissions de Khrouchtchev avec Tito en 1963 ont marqué un pas de plus dans la trahison des révisionnistes soviétiques. Nous reproduisons ici quelques-uns des extraits principaux de cet article d'Enver Hoxha dont on pourra trouver la version intégrale en anglais et en français à nos librairies.

Egalement, nous reproduisons d'autres extraits tirés cette fois d'un texte du Parti communiste chinois et datant de la même époque. Ce texte, dont le tirage est malheureusement épuisé, défend essentiellement les mêmes positions que celles défendues par Enver Hoxha. Cependant, alors que l'article albanais porte plus précisément sur le voyage de Khrouchtchev en Yougoslavie, le texte du P.C.C. s'étend beaucoup plus largement sur la démonstration du caractère capitaliste et pro-impérialiste du régime de Tito. Nous présentons à nos lecteurs quelques extraits qui abordent des points particuliers d'une analyse par ailleurs très exhaustive.

LES RÉSULTATS DE LA VISITE DE N. KHROUTCHEV EN YOUGOSLAVIE (EXTRAITS)

Article paru dans "Zeri I Popullit", 13 septembre 1963

La première conclusion principale à tirer de la visite de Khrouchtchev en Yougoslavie, c'est que le groupe révisionniste de Moscou, en réhabilitant complètement la clique Tito et en se joignant à elle, s'est enfoncé encore plus profondément dans le camp des ennemis du marxisme-léninisme, du socialisme et de la paix, dans le bourbier de la trahison.

L'acheminement vers l'union complète avec la clique Tito montre une fois de plus clairement dans quelle voie le groupe Khrouchtchev avance à grands pas. La sagesse populaire dit bien: «Dis-moi qui tu hantes, et je te dirais qui tu es». Se rallier aux révisionnistes yougoslaves signifie s'unir aux ennemis du socialisme, aux renégats du marxisme-léninisme, aux saboteurs de l'unité et aux agents de l'impérialisme, qui conspirent contre les pays socialistes et l'ensemble du mouvement révolutionnaire mondial. Désormais, le groupe Khrouchtchev, non content de faire cause commune avec la clique traîtresse de Tito, s'attaque furieusement aussi à tous les partis et les communistes qui, fidèles à la Déclaration de Moscou des 81 partis communistes et ouvriers, accomplissent leur devoir internationaliste et dénoncent les dirigeants yougoslaves, leurs idées révisionnistes et leurs agissements antisocialistes. Cela signifie que le groupe Khrouchtchev a désormais effacé toute distinction entre amis et ennemis, entre marxisme-léninisme et révisionnisme, entre défenseurs et diviseurs de l'unité, entre ceux qui combattent l'impérialisme et ses agents, qu'il s'est engagé totalement dans le camp des ennemis du marxisme-léninisme, du socialisme, des peuples et de la paix mondiale.

* * *



La deuxième conclusion principale à tirer de la visite de Khrouchtchev à la clique Tito, de leurs entretiens et déclarations publiques, c'est la coordination de leur dangereuse activité de sape contre le camp socialiste et le mouvement communiste international, en premier lieu contre les partis marxistes-léninistes, qui luttent avec détermination et selon les principes pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme et contre le révisionnisme moderne. C'est ce dont témoignent clairement une série de faits incontestables.

Il n'est désormais un secret pour personne que, depuis quelque temps, Khrouchtchev et ses propagandistes s'abstiennent même d'employer l'expression de «camp socialiste». On l'a observé en particulier au cours de sa tournée en Yougoslavie. Dans aucun discours, dans absolument aucun autre discours ou entretien publié, on ne trouve cette expression, à part le cas où Tito l'a employée avec mépris au dîner du 21 août. Il ne s'agit pas ici seulement d'un souci de la part de Khrouchtchev de ne rien faire que puisse altérer ses «relations cordiales» avec le renégat Tito par des termes «démodés» et «inutiles», comme «le camp socialiste», à l'égard duquel les révisionnistes yougoslaves, comme chacun sait, observent une attitude tout à fait négative et hostile. Le fait est que Khrouchtchev a soutenu l'attitude hostile de Tito envers le camp socialiste et qu'il souscrit totalement à cette attitude. A un journaliste qui lui demandait à Brioni si «le fait que la Yougoslavie est un pays non aligné n'entrave pas la collaboration entre l'Union soviétique et la Yougoslavie», Khrouchtchev a répondu «non«, ajoutant que «historiquement, tous les pays socialistes se maintiennent sur des positions marxistes-léninistes identiques, car nous sommes liés par des idées communes et nous nous guidons sur une seule théorie. Les autres phénomènes, par contre, tels que les «blocs» et autres, sont temporaires».

Qu'est-ce que cela signifie? De quels blocs s'agit-il? Il est désormais notoire que les révisionnistes yougoslaves considèrent précisément comme un «bloc» le camp socialiste et qu'en évoquant la «neutralité» ou le «non-alignement» de la Yougoslavie, ils prétendent par là se maintenir non seulement en dehors des blocs et des organisations militaires, mais aussi en dehors et au-dessus des camps. Dans ces circonstances, des déclarations de Khrouchtchev contre les prétendus «blocs» découlent nécessairement les deux conclusions suivantes:

D'une part, que Khrouchtchev souscrit pleinement aux thèses réactionnaires de Tito sur le camp socialiste, selon lesquelles ce serait un «bloc militaire», un phénomène négatif, qui a conduit à l'aggravation de la situation internationale, et un phénomène «temporaire». C'est là une attitude hostile et liquidatrice à l'égard du grand camp socialiste.



Le traître Tito lors de son expulsion du Komintern en 1948. C'est Staline qui entreprit la lutte contre cette première forme de révisionnisme.

D'autre part, Khrouchtchev a soutenu et légitimé par là les manoeuvres démagogiques de la clique Tito à propos de la prétendue «neutralité» et du «non-alignement» de la Yougoslavie. Mais comment un pays peut-il être socialiste et en même temps «neutre» dans la grande lutte historique entre les deux camps, socialiste et impérialiste? Récemment encore, Khrouchtchev lui-même démasquait et rejetait cette prétention absurde de la clique titiste: «Les dirigeants yougoslaves, déclarait-il au XXIe Congrès du P.C.U.S., prétendent rester en dehors des blocs, au-dessus des camps, bien qu'en fait ils fassent partie du bloc balkanique, qui groupe la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce [...] Les leaders de la Ligue des Communistes de Yougoslavie se sentent très offensés lorsque nous leur disons qu'ils sont assis entre deux chaises. Ils nous assurent qu'ils sont assis sur leur propre chaise, yougoslave. Seulement cette chaise yougoslave semble bien calée par les monopoles américains! Et c'est précisément pour cette raison que la position «en dehors des blocs» et la neutralité qu'affichent tant les dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, a tout à fait l'odeur des monopoles américains qui alimentent le «socialisme yougoslave». L'histoire de la lutte de classes ne connaît pas encore de cas où la bourgeoisie soutienne matériellement ou moralement son ennemi

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

de classe, et l'aide à édifier le socialisme».

Ainsi donc, Khrouchtchev a décidé à présent de rayer d'un trait le camp socialiste et il n'a pas hésité à s'y déclarer ouvertement opposé. Ici nous n'avons pas seulement affaire à une grande concession de principe faite aux positions révisionnistes et antisocialistes de Tito, mais aussi à une véritable trahison à l'égard des intérêts vitaux du socialisme, à une tentative de saper le camp socialiste lui-même et de le liquider.

*
* *

La troisième conclusion principale à tirer de la visite de Khrouchtchev en Yougoslavie est qu'il donne des signes de rapprochement avec l'impérialisme, en particulier avec l'impérialisme américain.

Il est notoire, — et Tito lui-même l'a confirmé de sa bouche à maintes reprises, — que la Yougoslavie «socialiste» est devenue un «pont entre l'Est et l'Ouest». Khrouchtchev emprunte maintenant ouvertement ce «pont», non seulement pour se rapprocher de l'Occident, mais aussi pour passer en Occident.

En exprimant sa grande satisfaction au sujet de la conclusion de l'accord tripartite de Moscou, qui constitue en fait une nouvelle capitulation du groupe Khrouchtchev devant l'impérialisme, une duperie et une trahison envers la cause du socialisme, Tito, dans son discours au dîner offert par Khrouchtchev le 21 août, a dit: «Certes cela est encore insuffisant. Il reste beaucoup à faire [...]». Tito, cet agent fieffé de l'impérialisme, ne se contente donc pas des résultats obtenus, il demande qu'on aille encore plus loin sur cette voie, qu'il a depuis longtemps clairement indiquée à ses compères révisionnistes. C'est la voie de «l'intégration économique et politique dans le monde», autrement dit la voie de l'intégration graduelle et pacifique du socialisme au capitalisme, que Kennedy a également évoquée.

En analysant les discours publics de Khrouchtchev en Yougoslavie, on est frappé par le fait que non seulement ils ne comportent pas la moindre attaque ouverte contre l'impérialisme américain, mais qu'ils n'en font pas, ne fût-ce qu'une seule fois, mention, se bornant uniquement aux propos habituels des révisionnistes sur les «milieux les plus agressifs de l'impérialisme». Et encore très rarement. L'agence AFP soulignait que «la modération de ce langage peut s'expliquer sûrement par le désir de Khrouchtchev de maintenir le ton de la «coexistence pacifique», mais aussi par son désir de ne pas mettre les Yougoslaves dans l'embarras vis-à-vis de Washington». Ce n'est pas tout. Si Khrouchtchev ne s'en est pas pris une seule fois ouvertement aux impérialistes, c'est parce que ses points de vue sont identiques à ceux de Tito en ce qui concerne l'impérialisme en général et l'impérialisme américain en particulier, et parce que, désormais, il s'est acheminé sur la voie de la réconciliation et du rapprochement complet avec les impérialistes. A cette occasion, les observateurs occidentaux soulignent non sans raison, que Tito, en attendant la décision du Congrès américain sur le rétablissement de la clause de «la nation la plus favorisée» dans les relations commerciales avec la Yougoslavie, aura quelque chose à rapporter et à offrir en compensation au président Kennedy à son passage à la Maison Blanche, à l'occasion de son voyage prochain en Amérique latine: la nouvelle position, plus modérée, de Khrouchtchev.

L'attitude de la clique Tito envers l'impérialisme américain et celle de l'impérialisme américain envers elle ne sont plus un secret pour personne. Leurs rapports sont ceux de maître à domestique. Il est clair que le rapprochement et l'union avec le laquais et l'agent de l'impérialisme, ce laquais nourri et entretenu avec les dollars américains, constituent un grand pas en avant vers le rapprochement et l'union avec le maître lui-même: l'impérialisme américain. Cela, tout le monde le voit, et tout le monde voit et condamne cette trahison ouverte de Khrouchtchev, qui, se joignant à Tito, déroule déjà les tapis pour le jour proche où les impérialistes et les révisionnistes célébreront son propre rapprochement total avec Kennedy. Les faits sont à présent si frappants qu'il est difficile, même à ceux qui, depuis quelque temps, ont pris l'habitude de suivre Khrouchtchev sur sa grande voie de trahison, de ne pas les voir. Les dirigeants qui ont eu et continuent d'avoir des réserves en ce qui concerne Tito en particulier, qui en ont par conséquent aussi à propos des tripotages actuels de Khrouchtchev et Tito, et qui, malgré cela, se taisent, craignent de se prononcer, ces dirigeants donc assument une grande responsabilité devant leurs partis, devant leurs peuples et devant le mouvement communiste international. A force d'embrasser Tito, on finira par embrasser aussi Kennedy. Tous les dirigeants qui se disent communistes et qui se taisent souhaiteraient-ils qu'on en arrive là?



Tout comme lors du voyage de Kroutchev en Yougoslavie 1963, ici, Brejnev réitère son pacte révisionniste avec Tito.

LA YOUGOSLAVIE EST-ELLE UN PAYS SOCIALISTE?

(EXTRAITS)

Rédaction du Remmin Ribao et du Hongqi

L'ECONOMIE SOCIALISTE DU PEUPLE ENTIER DEGENERE EN ECONOMIE CAPITALISTE

La restauration du capitalisme en Yougoslavie ne se manifeste pas uniquement par le fait que le capitalisme privé s'étend librement, tant dans les villes qu'à la campagne. Chose plus importante encore, c'est que les entreprises "publiques", qui occupaient une place déterminante dans l'économie de la Yougoslavie, ont dégénéré et changé de nature.

L'économie d'"auto-gestion ouvrière" de la clique Tito est un capitalisme d'Etat d'un genre particulier. Ce capitalisme d'Etat n'est pas celui existant dans les conditions de la dictature du prolétariat, c'est un capitalisme d'Etat existant dans de tout autres conditions, celles d'une dégénérescence de la dictature du prolétariat, transformée par la clique Tito en dictature de la bourgeoisie bureaucratique et compradore. Les moyens de production des entreprises d'"auto-gestion ouvrière" n'appartiennent pas à un ou plusieurs capitalistes, ils appartiennent en réalité à la bourgeoisie bureaucratique et compradore d'un type nouveau, représentée par la clique Tito et englobant bureaucrates et gérants. Cette bourgeoisie, usurpant le nom de l'Etat, se subordonnant à l'impérialisme américain et s'abritant sous le manteau du "socialisme", s'est approprié les biens qui appartenaient aux travailleurs. Le système d'"auto-gestion ouvrière" est en fait un système d'exploitation féroce sous la domination du capital bureaucratique et compradore.

Depuis 1950, la clique Tito a promulgué une série de lois et décrets qui portent application de l'"auto-gestion ouvrière" dans les usines, les mines, les transports et communications, le commerce, l'agriculture, la sylviculture, les services publics et toutes les autres entreprises d'Etat. Le contenu essentiel de cette "auto-gestion ouvrière" consiste à placer ces entreprises sous la gestion de "collectivités de travail". Ces entreprises achètent elles-mêmes les matières premières, fixent la variété des articles à produire, leur quantité et leurs prix, vendent elles-mêmes leurs produits sur le marché, fixent elles-mêmes les salaires et décident de la répartition d'une partie des bénéfices. La loi yougoslave stipule en

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

outre que les entreprises ont le droit de vendre, d'acheter et de louer des biens immobiliers.

La clique Tito qualifie le système de propriété des entreprises placées sous l'"auto-gestion ouvrière" de "forme supérieure de la propriété socialiste". Elle prétend que c'est seulement avec l'"auto-gestion ouvrière" qu'il est possible d'"édifier réellement le socialisme".

C'est là une pure duperie.

Les entreprises où est appliquée l'"auto-gestion ouvrière" sont en fait sous l'emprise de la bourgeoisie bureaucratique et compradore de type nouveau, représentée par la clique Tito. Celle-ci contrôle tant les finances que le personnel des entreprises et s'approprie la majeure partie de leurs revenus.

Par l'intermédiaire des banques, la clique Tito contrôle les crédits du pays entier, les fonds d'investissements et les fonds de roulement de toutes les entreprises et surveille leurs finances.

Par des moyens tels que la perception fiscale et les intérêts, la clique Tito s'approprie les revenus des entreprises. D'après les données du *Rapport d'activité de 1961 du Conseil exécutif fédéral* de Yougoslavie, elle s'est emparée de cette façon des trois quarts environ des revenus nets des entreprises.

Les fruits du travail du peuple dont la clique Tito se saisit, servent essentiellement à satisfaire les dilapidations de cette clique de bureaucrates, à maintenir sa domination réactionnaire, à renforcer l'appareil de répression contre le peuple travailleur et à payer tribut aux impérialistes sous forme de versement des intérêts des dettes étrangères et de remboursement de ces dettes elles-mêmes.

Par ailleurs, la clique Tito contrôle les entreprises par l'intermédiaire de leurs gérants. Nominalement, ceux-ci sont recrutés par les entreprises, mais en fait, ils sont désignés par la clique Tito. Ils sont les agents de la bourgeoisie bureaucratique et compradore au sein de ces entreprises.

Dans ces entreprises, dites d'"auto-gestion ouvrière", les rapports entre gérants et ouvriers sont, en réalité, des rapports entre employeurs et employés, entre exploiteurs et exploités.

Le fait est que le gérant a le droit de décider du plan de production et de l'orientation des affaires, de disposer des moyens de production, de décider de la répartition des revenus de l'entreprise, d'embaucher ou de licencier des ouvriers et de rejeter les résolutions du "conseil ouvrier" ou du "comité d'administration".

Les très nombreuses données publiées dans les journaux et périodiques yougoslaves prouvent que le "conseil ouvrier" n'est qu'une "machine à voter", existant uniquement pour la forme, et que, dans l'entreprise, "tout le pouvoir est entre les mains du gérant".

Du fait qu'ils contrôlent les moyens de production et la répartition des revenus des entreprises, les gérants ont la possibilité d'user de privilèges de toutes sortes pour s'approprier les fruits du travail des ouvriers.

La clique Tito, elle-même, admet que, dans ces entreprises, il existe un grand écart entre gérants et ouvriers quant à leurs salaires et à la répartition des dividendes. Dans certaines entreprises, le montant des dividendes attribués aux gérants et aux hauts fonctionnaires est 40 fois supérieur à celui qui revient aux ouvriers. "Dans certaines entreprises, le montant total des primes que touche le groupe de dirigeants équivaut au montant global des salaires de toute la collectivité."[1]

Par ailleurs, les gérants des entreprises, profitant de leurs privilèges, s'accaparent de fortes sommes par toutes sortes de subterfuges. Pots-de-vin, détournements de fonds et vols sont pour eux une plus grande source de richesse.

Les larges masses ouvrières vivent dans la pauvreté. Les ouvriers n'ont pas la sécurité de l'emploi. De nombreux ouvriers ont été jetés sur le pavé parce que leurs entreprises ont fait faillite. Suivant une statistique officielle, le nombre des chômeurs en février 1963 était de 339.000, soit environ 10 pour cent du nombre total des personnes ayant un emploi. De plus, chaque année, un grand nombre d'ouvriers émigrent à l'étranger.

Le *Politika* du 25 septembre 1961 admet qu'"un profond fossé sépare certains ouvriers et employés, les premiers considérant les seconds comme des 'bureaucrates' qui 'engloutissent' leurs salaires".

Ces faits montrent que dans les entreprises dites d'"auto-gestion ouvrière" de Yougoslavie, il s'est formé un nouveau groupe social constitué par une minorité qui s'approprie les fruits du travail de la majorité. Il constitue une partie importante de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique et compradore.

L'"auto-gestion ouvrière" appliquée par la clique Tito a fait que les entreprises, qui à l'origine relevaient de la propriété du peuple entier, se sont totalement écartées de l'orbite de l'économie socialiste.

Les principales manifestations de ce phénomène sont:

Premièrement: La suppression du plan économique unifié de l'Etat.

Deuxièmement: Le profit est considéré comme le principal stimulant de la marche des entreprises. Pour accroître leurs revenus et bénéfices, les entreprises peuvent recourir à leur gré à toutes sortes de moyens. En d'autres termes, la production des entreprises dites d'"auto-gestion ouvrière" ne vise nullement à satisfaire les besoins de la société, mais sert à réaliser des bénéfices, exactement comme les entreprises capitalistes.

---

[1] Lettre ouverte adressée le 17 février 1958 par le Comité central de la L.C.Y. aux organisations et aux dirigeants de tous les échelons.

[1] V. Bakarić: Rapport présenté le 7 avril 1959 au IVe Congrès de la Ligue des Communistes de Croatie.

[2] A. Papić: *Financement des investissements en Yougoslavie.* Voir *Annals of Collective Economy*, avril-novembre 1959, imprimé à Belgrade.



Troisièmement: L'application d'une politique encourageant la libre concurrence capitaliste. Tito a déclaré aux gérants des entreprises: "La concurrence sera avantageuse pour les simples gens, pour les consommateurs" La clique Tito a, en outre, déclaré ouvertement que si "la concurrence, la recherche du profit, la spéculation et autres phénomènes semblables" sont autorisés, c'est parce qu'"ils stimulent l'initiative des producteurs, de leurs collectivités, des communes, etc."[1].

Quatrièmement: L'utilisation du crédit et des banques en tant que leviers importants pour épauler la libre concurrence capitaliste. Le système bancaire et de crédit du régime de Tito accorde des prêts à celui qui offre les meilleures conditions: à celui qui est en mesure de rembourser dans le délai le plus bref, moyennant le taux d'intérêt le plus élevé. Pour reprendre les propres termes des titistes, c'est "utiliser la concurrence comme méthode courante pour la répartition des crédits investis"[2].

Cinquièmement: Les rapports entre les entreprises ne sont pas des rapports socialistes d'entraide et de coordination établis selon un plan d'Etat unique, mais des rapports capitalistes de concurrence et d'évincement sur le marché libre.

Tout cela a ébranlé les fondements mêmes de l'économie socialiste planifiée.

Lénine a dit: "Le socialisme est impossible . . . sans une organisation d'Etat méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits". (*Œuvres*, tome 27)

Lénine a dit encore: ". . . sans un vaste recensement et contrôle exercés par l'Etat sur la production et la répartition des produits, le pouvoir des travailleurs, la liberté des travailleurs, *ne* pourront *pas* se maintenir, et le retour sous le joug du capitalisme sera *inévitable*." (*Ibidem*)

Sous l'enseigne de l'"auto-gestion ouvrière", une concurrence capitaliste acharnée règne entre les différentes branches économiques et entreprises de Yougoslavie. Pour battre leurs concurrents sur le marché et réaliser le maximum de bénéfices, il est courant que les entreprises dites d'"auto-gestion ouvrière" se livrent à des actions frauduleuses, spéculent, accaparent et stockent les marchandises, haussent les prix, détournent des fonds, distribuent des pots-de-vin, fassent le blocus des secrets techniques, s'arrachent les techniciens et même utilisent la presse et la radio pour faire du tort aux autres.

Cette concurrence acharnée entre les entreprises yougoslaves ne se manifeste pas seulement sur le marché intérieur, mais aussi dans le domaine du commerce extérieur. La presse yougoslave révèle qu'il arrive souvent que sur un seul et même marché extérieur surviennent 20 ou 30 représentants d'entreprises yougoslaves de commerce extérieur, qui entrent en concurrence les uns avec les autres et se disputent les clients. "Pour des raisons égoïstes", ces entreprises faisant du commerce extérieur "s'efforcent de gagner de l'argent à tout prix et par tous les moyens".

La concurrence acharnée a entraîné une confusion extrême sur le marché yougoslave. Les prix varient considérablement, non seulement entre différentes villes ou régions, mais aussi entre différents magasins d'un même endroit, et même entre les marchandises d'une même catégorie provenant du même producteur. Pour maintenir un prix élevé, certaines entreprises n'hésitent pas à détruire de grandes quantités de produits agricoles.

Par suite de la concurrence acharnée, un grand nombre d'entreprises yougoslaves ont fait faillite. Suivant les données publiées par le *Bulletin officiel de la R.F.P.Y.*, durant ces dernières années, il a été enregistré annuellement la faillite de cinq à six cents entreprises.

Il ressort de tout ceci que l'économie "publique" de la Yougoslavie n'est pas une économie régie par les lois de l'économie socialiste planifiée, mais par les lois de la concurrence capitaliste et de la production anarchique, que les entreprises d'"auto-gestion ouvrière" de la clique Tito ne sont point des entreprises de caractère socialiste mais bien des entreprises de caractère capitaliste.

Nous voudrions demander à ceux qui s'emploient à réhabiliter la clique Tito: A moins que vous ne vouliez duper les gens, comment pouvez-vous présenter le capitalisme d'Etat se trouvant sous l'emprise de la bourgeoisie bureaucratique et compradore comme une économie socialiste?

UN APPENDICE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Le processus de restauration du capitalisme en Yougoslavie se confond avec le processus d'alignement de la clique Tito sur l'impérialisme américain, le processus de dégénérescence de la Yougoslavie, devenue un appendice de l'impérialisme américain.

En répudiant le marxisme-léninisme, la clique Tito s'est engagée dans une voie honteuse, mettant à l'encan la souveraineté nationale et vivant des aumônes de l'impérialisme américain.

Selon des statistiques, d'ailleurs incomplètes, il apparaît que de la fin de la Seconde guerre mondiale à janvier 1963, les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes ont accordé à la clique Tito différentes sortes d'"aides" s'élevant au total à environ 5.460 millions de dollars américains, sur lesquels l'"aide" américaine représente plus de 60 pour cent, soit 3.500 millions de dollars. La majeure partie de l'aide américaine a été octroyée après 1950.

L'aide américaine constitue la pierre angulaire des finances et de l'économie yougoslaves. Selon des statistiques officielles, les crédits que la clique Tito a obtenus en 1961 des Etats-Unis ou d'organisations financières internationales contrôlées par ceux-ci se montaient au total

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

à un peu plus de 346 millions de dollars américains, soit 47,4 pour cent des recettes budgétaires fédérales de cette même année. Si l'on y ajoute le montant de l'aide d'autres pays occidentaux, l'aide que la clique Tito a reçue en 1961 des pays occidentaux représentait un total d'environ 493 millions de dollars américains, soit 67,6 pour cent des recettes budgétaires fédérales de la même année.

Pour obtenir l'aide américaine, la clique Tito a conclu avec les Etats-Unis une série de traités et accords par lesquels elle a vendu le pays.

Les notes échangées en 1951 entre la Yougoslavie et les Etats-Unis au sujet de l'"Accord sur l'assistance en matière de défense commune" prévoient que les hauts fonctionnaires du gouvernement américain peuvent "en toute liberté et sans restriction aucune" inspecter et surveiller à travers la Yougoslavie la réception et la répartition du matériel fourni sous forme d'aide militaire américaine et qu'ils ont le droit de jouir de "toutes les facilités de communications et de renseignements". Il y est encore stipulé que la Yougoslavie doit fournir aux Etats-Unis des matières premières stratégiques.

L'"Accord sur l'aide militaire" conclu en 1951 entre la Yougoslavie et les Etats-Unis stipule que la Yougoslavie doit "apporter la plus grande contribution . . . à la puissance défensive du monde libre" et être prête à mettre des forces armées à la disposition de l'O.N.U. La mission militaire envoyée par les Etats-Unis aux termes de cet accord contrôle et entraîne directement les troupes yougoslaves.

L'"Accord sur la coopération économique" conclu en 1952 entre la Yougoslavie et les Etats-Unis prévoit que l'aide américaine doit être utilisée par la Yougoslavie pour "la promotion des droits fondamentaux de l'individu, de la liberté et des institutions démocratiques", en d'autres termes, pour la promotion du système capitaliste.

En 1954, la Yougoslavie conclut un Traité d'Alliance, de Coopération politique et d'Assistance mutuelle avec la Grèce et la Turquie, Etats membres de l'O.T.A.N. Ce traité stipule que les trois pays agissent en coordination sur le plan militaire et diplomatique, faisant ainsi en fait de la Yougoslavie un membre des blocs militaires placés sous le contrôle des Etats-Unis.

Après 1954, la Yougoslavie a signé avec les Etats-Unis une série d'accords par lesquels elle a vendu sa souveraineté; rien qu'entre 1957 et 1962, plus de 50 accords ont été ainsi conclus.

Par suite de la signature de ces traités et accords, et du fait que la clique Tito a transformé la Yougoslavie en un appendice de l'impérialisme américain, les Etats-Unis ont obtenu de ce pays:

1) le droit de contrôler ses affaires militaires;
2) le droit de contrôler ses affaires extérieures;
3) le droit d'intervenir dans ses affaires intérieures;
4) le droit de contrôler les finances et la monnaie;
5) le droit de contrôler son commerce extérieur;
6) le droit d'accaparer ses matériaux stratégiques;
7) le droit de recueillir en Yougoslavie des renseignements militaires et économiques.

C'est ainsi que l'indépendance et la souveraineté de la Yougoslavie ont été mises à l'encan par la clique Tito.

Outre la conclusion d'une série de traités inégaux avec les Etats-Unis, traités par lesquels elle a vendu la souveraineté du pays, la clique Tito, en vue d'obtenir l'aide américaine, a pris diverses autres mesures sur le plan de la politique intérieure et extérieure, afin de pourvoir aux besoins du capital monopoliste occidental dans sa pénétration en Yougoslavie.

Dès 1950, elle a mis fin au monopole du commerce extérieur jusque-là détenu par l'Etat.

Le "Décret sur le commerce extérieur", promulgué en 1953, autorise les entreprises à faire du commerce extérieur en toute indépendance, à commercer directement avec les entreprises du capital monopoliste de l'Occident.

En 1961, le régime de Tito procéda à une nouvelle "réforme" du système concernant les devises étrangères et le commerce extérieur. Le contenu essentiel de cette réforme résidait en un nouveau relâchement des restrictions sur l'importation et l'exportation. L'importation d'importants produits semi-finis et de certains articles de consommation bénéficia d'une "libéralisation totale" et les limitations imposées à l'importation d'autres marchandises furent réduites à des degrés divers. Toutes les restrictions furent levées à l'octroi des devises destinées à l'acquisition de marchandises dites d'importation libre.

Nul n'ignore que le monopole du commerce extérieur par l'Etat est un principe fondamental du socialisme.

A propos du prolétariat industriel, Lénine a dit: il "n'est absolument pas en état de relever notre industrie et de faire de la Russie un pays industriel sans la protection de l'industrie, laquelle ne signifie nullement la protection par la politique douanière, mais seulement et exclusivement par le monopole du commerce extérieur". (*Œuvres*, tome 33)

Staline a dit que "le monopole du commerce extérieur est l'une des assises de la plate-forme du gouvernement soviétique" et que la suppression de ce monopole, c'est "l'abandon de l'industrialisation" du pays, c'est "l'envahissement du marché soviétique par les marchandises des pays capitalistes", c'est "la transformation de notre pays, de pays indépendant en pays semi-colonial". (*Œuvres complètes*, tome 10)

En abolissant le monopole du commerce extérieur par l'Etat, le régime de Tito ouvre toutes grandes ses portes au capital monopoliste de l'impérialisme.

Quelles ont été les conséquences sur le plan économique du fait que la clique Tito a reçu une aide américaine massive et ouvert toutes grandes ses portes à l'impérialisme?

Primo: La Yougoslavie est devenue un marché sur lequel l'impérialisme pratique le dumping.



De grandes quantités de produits industriels et agricoles des pays impérialistes ont envahi le marché yougoslave. En quête de profits égoïstes, les capitalistes compradores de Yougoslavie, qui ont fait des fortunes colossales en servant le capital monopoliste étranger, ont importé d'énormes quantités de marchandises que le pays est capable de produire ou dont il possède même d'importants stocks. Comme l'a admis le *Politika* du 25 juillet 1961, l'industrie yougoslave "est en butte aux coups de la constante et très complexe concurrence des industries étrangères, cela se voit partout".

Secundo: La Yougoslavie est devenue une sphère d'investissements de l'impérialisme.

Nombre d'entreprises industrielles yougoslaves ont été mises sur pied grâce à l'"aide" des Etats-Unis et d'autres pays impérialistes. Le capital monopoliste étranger a pénétré massivement et directement en Yougoslavie. Selon Papić, directeur général de la Banque nationale d'Investissements de Yougoslavie, dans la période allant de 1952 à 1956, "la participation des capitaux étrangers atteignait 32,5 pour cent de la valeur totale des investissements économiques". Le secrétaire d'Etat américain Dean Rusk a dit le 5 février 1962 que les capitaux de la Yougoslavie "proviennent en majeure partie de l'Occident".

Tertio: La Yougoslavie est devenue une source de matières premières pour l'impérialisme.

Depuis 1951, aux termes de l'"Accord sur l'aide militaire" conclu entre les Etats-Unis et la Yougoslavie, la clique Tito a fourni à flot continu des matières premières stratégiques aux Etats-Unis. L'*Annuaire de statistiques de la République fédérale populaire de Yougoslavie*, de 1961, montre que depuis 1957, environ la moitié des exportations yougoslaves de magnésium, de plomb, de zinc, d'antimoine et d'autres métaux importants est allée aux Etats-Unis.

Quarto: Les entreprises industrielles yougoslaves sont devenues des ateliers de montage pour les entreprises monopolistes de l'Occident.

Nombre d'industries essentielles de la Yougoslavie produisent sous licence des pays occidentaux et avec des produits semi-finis, des pièces détachées, des pièces de rechange et des articles semi-manufacturés importés. Leur production est placée sous la coupe des entreprises monopolistes de l'Occident.

En fait, un grand nombre de produits industriels vendus en Yougoslavie comme marchandises du pays sont des assemblages de pièces détachées importées de l'étranger, sur lesquels figurent des marques de fabrique yougoslaves. Le *Vesnik u sredu* du 25 avril 1962 écrivait: "Certaines de nos entreprises industrielles commencent à se transformer en organisations commerciales d'un genre particulier. Au lieu de produire, elles s'occupent du montage, et ne font que coller leurs marques sur les produits d'autrui."

Dans ces circonstances, la Yougoslavie est devenue une partie intégrante du marché mondial du capital monopoliste occidental. Que ce soit dans le domaine des finances ou dans celui de l'économie, la Yougoslavie est indissolublement liée au marché mondial capitaliste, elle est devenue un appendice de l'impérialisme, plus particulièrement de l'impérialisme américain.

Quand un pays socialiste aliène son indépendance et sa souveraineté et devient un appendice de l'impérialisme, cela mène inévitablement à la restauration du régime capitaliste.

La soi-disant voie spécifique d'édification du "socialisme" avec l'aide américaine, voie exaltée par la clique Tito, n'est rien d'autre que la voie de la transformation du système socialiste en système capitaliste en fonction des besoins de l'impérialisme, la voie qui conduit un pays indépendant à dégénérer en semi-colonie.

Or, Khrouchtchev persiste à dire que cet appendice de l'impérialisme américain "édifie le socialisme". N'est-ce pas absolument fantastique! Une variété nouvelle de "socialisme" portant l'estampille "aide américaine" est venue s'ajouter à ces faux socialismes de toutes nuances qui furent critiqués par Marx, Engels et Lénine. Il s'agit probablement de la "grande contribution" apportée par Tito et Khrouchtchev au "développement créateur du marxisme-léninisme"!

UN DETACHEMENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

A en juger par le rôle contre-révolutionnaire joué par la clique Tito dans les relations internationales, de même que par la politique étrangère réactionnaire appliquée par elle, on peut affirmer que la Yougoslavie est loin d'être un pays socialiste.

Dans l'arène internationale, la clique Tito est un détachement spécial de l'impérialisme américain pour le sabotage de la révolution mondiale.

Par son exemple de restauration du capitalisme en Yougoslavie, la clique Tito aide l'impérialisme américain à appliquer sa politique consistant à promouvoir dans les pays socialistes "l'évolution pacifique".

Sous l'enseigne de pays socialiste, la clique Tito s'oppose avec frénésie au camp socialiste, s'emploie à le saper et est devenue un groupe de choc dans la campagne antichinoise.

Sous le couvert du "non-engagement" et de la "coexistence active", elle cherche à saper le mouvement de libération nationale d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et s'est mise au service du néo-colonialisme américain.

La clique Tito ne ménage aucun effort pour enjoliver l'impérialisme américain et paralyser la volonté de lutte des peuples du monde contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme.

Sous l'enseigne de la lutte contre le "stalinisme", elle

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

répand partout son venin révisionniste et s'oppose aux révolutions des peuples.

Lors des nombreux événements internationaux importants survenus dans le monde durant ces dix et quelques dernières années, la clique Tito a invariablement joué le rôle de laquais de l'impérialisme américain.

1. Révolution grecque. Le 10 juillet 1949, Tito annonça que la frontière entre la Yougoslavie et la Grèce était fermée aux partisans grecs. Mais dans le même temps il permettait aux troupes royalistes fascistes de Grèce de traverser le territoire yougoslave pour les prendre à revers. C'est de cette façon que la clique Tito aida les impérialistes américains et britanniques à étouffer la révolution du peuple grec.

2. Guerre de Corée. Le 6 septembre 1950, Kardelj, alors ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, fit une déclaration dans laquelle il calomnia ouvertement la juste guerre de résistance du peuple coréen contre l'agression, et prit la défense de l'impérialisme américain. Le 1er décembre, dans son intervention au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., le délégué de la clique Tito accusa la Chine de s'immiscer activement dans la guerre de Corée". En outre, la clique Tito vota à l'O.N.U. pour l'application de l'"embargo" contre la Chine et la Corée.

3. Guerre de libération du peuple vietnamien. En avril 1954, à la veille de la Conférence de Genève sur la question de l'Indochine, la clique Tito s'évertua à calomnier la juste lutte du peuple vietnamien, prétendant que Moscou et Pékin se servaient du peuple vietnamien comme d'un "pion dans leur politique de guerre froide d'après-guerre". Elle insinua que la glorieuse bataille du peuple vietnamien pour la libération de Dien Bien Phu "n'était pas un acte de bonne volonté".

4. Activités subversives contre l'Albanie. La clique Tito se livre depuis longtemps à des activités subversives et à des provocations armées contre l'Albanie socialiste. Elle a manigancé en 1944, 1948, 1956 et 1960 quatre affaires de haute trahison. Entre 1948 et 1958, elle a entrepris. à plus de 470 reprises, des provocations armées à la frontière albano-yougoslave. En 1960, la clique Tito et les réactionnaires grecs, en coordination avec la VIe Flotte américaine en Méditerranée, complotèrent une attaque armée contre l'Albanie.

5. Rébellion contre-révolutionnaire en Hongrie. La clique Tito joua le rôle honteux d'interventionniste et de provocateur dans la rébellion contre-révolutionnaire qui éclata en Hongrie, en octobre 1956. Après le déclenchement de la rébellion contre-révolutionnaire, Tito publia une lettre dans laquelle il exprimait son soutien aux mesures contre-révolutionnaires prises par le renégat Nagy. Le 3 novembre, la clique Tito informa Nagy qu'il trouverait asile à l'ambassade de Yougoslavie en Hongrie. Le 11 novembre, Tito déclara que la rébellion contre-révolutionnaire était une résistance des "éléments progressistes" et formula avec insolence la question de savoir qui l'emporterait, "la ligne yougoslave" ou "la ligne stalinienne".

6. Evénements du Moyen-Orient. En 1958, l'impérialisme américain envoya des troupes occuper le Liban, et l'impérialisme britannique fit de même pour occuper la Jordanie. Cela suscita dans le monde une gigantesque vague de protestations, l'opinion exigea le retrait immédiat des troupes américaines et britanniques. A la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'O.N.U. réunie pour discuter de la situation au Moyen-Orient, Koca Popovic, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Yougoslavie, déclara: "la question n'est pas de savoir si nous devons insister sur la condamnation ou l'approbation de l'action entreprise par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne". Il préconisa en outre une intervention de l'O.N.U., organisation placée sous le contrôle de l'impérialisme américain.

7. Evénements du détroit de Taïwan. En automne 1958, l'Armée populaire de Libération de Chine effectua des bombardements d'artillerie sur l'île de Kinmen pour porter un coup aux activités provocatrices de l'impérialisme américain dans le détroit de Taïwan et châtier la bande de Tchiang Kaï-chek, laquais de l'impérialisme américain. La clique Tito calomnia la juste lutte menée par la Chine, en prétendant que c'était un "danger pour le monde entier", "préjudiciable à la paix".

8. Incident de l'U-2. En 1960, les Etats-Unis envoyèrent un avion-espion U-2 dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. et, de ce fait, torpillèrent la conférence au sommet des quatre puissances qui allait se tenir à Paris. Le 17 mai, Tito fit une déclaration attaquant la juste position prise alors par le gouvernement soviétique, prétendant que ce dernier avait créé un "différend d'envergure".

9. Lutte patriotique du peuple japonais contre l'impérialisme américain. En juin 1960, le peuple japonais engagea une juste lutte patriotique contre l'impérialisme américain, d'une envergure sans précédent. Or, la clique Tito défendit l'impérialisme américain, alléguant que l'occupation du Japon par les Etats-Unis avait "concouru à la démocratisation de la vie politique au Japon". Par la suite, elle s'en prit à Asanuma Yinejiro, alors président du Parti socialiste japonais, qui avait déclaré que "l'impérialisme américain est l'ennemi commun des peuples japonais et chinois", l'accusant de "préconiser une ligne extrémiste".

10. Lutte du peuple indonésien. La clique Tito s'est employée à saper la lutte du peuple indonésien contre l'impérialisme. Elle s'est livrée à des activités odieuses, cherchant à empêcher la constitution du cabinet "Nasakum" en Indonésie, c'est-à-dire d'un gouvernement d'union nationale, avec la participation des nationalistes, des milieux religieux et des communistes.

11. Evénements du Congo. En été 1960, lorsque l'impérialisme américain entreprit, sous le drapeau de l'O.N.U., une agression armée contre le Congo, la clique Tito non seulement vota à l'O.N.U. en faveur de l'impérialisme américain, mais encore, conformément à la vo-





Staline, Mao Tsé toung et Enver Hoxha ont tour à tour mené une lutte implacable pour dénoncer le révisionnisme de Tito.

lonté de ce dernier, envoya du personnel de l'aviation militaire participer directement à la sanglante répression du peuple congolais.

12. Question laotienne. Lorsque l'impérialisme américain élargit son intervention au Laos en janvier 1961, la clique Tito répandit l'idée que les Etats-Unis "se souciaient réellement de la paix au Laos et de sa neutralisation". Lorsque l'impérialisme américain organisa en mai 1963 des assassinats politiques et des conflits armés au Laos, la clique Tito s'en prit aux forces patriotiques du Laos, les accusant de "tout imputer aux Etats-Unis".

13. Programme américain d'"Alliance pour le Progrès". En août 1961, les Etats-Unis contraignirent des pays d'Amérique latine à établir avec eux un programme dit d'"Alliance pour le Progrès", nouvel instrument aux mains de l'impérialisme américain pour asservir les peuples d'Amérique latine. Ce programme d'agression se heurta à l'opposition véhémente des peuples de l'Amérique latine, mais la clique Tito en fit l'éloge, disant qu'il "répond dans une grande mesure aux exigences des pays de l'Amérique latine".

14. Conflit frontalier sino-indien. Depuis que les réactionnaires indiens ont créé en 1959 une tension à la frontière sino-indienne, la clique Tito n'a cessé de soutenir leur politique d'expansion et d'agression et leurs activités provocatrices contre la Chine. Elle a fait courir le bruit que "la démarcation de la frontière avait été achevée au début de ce siècle sous la forme de la fameuse ligne McMahon", et, faisant l'impossible pour présenter les faits à l'envers, elle a accusé calomnieusement la Chine, en disant qu'"elle s'est permise de réviser à son gré et par la force sa frontière avec l'Inde", de se livrer à l'"agression" contre l'Inde.

15. Révolution cubaine et crise des Caraïbes. La clique Tito a fait un grand nombre de commentaires accusant Cuba de "ne croire qu'à la révolution" et prétendant que la révolution cubaine "n'est pas un modèle mais plutôt une exception dans la voie révolutionnaire". Lors de la crise des Caraïbes en automne 1962, la clique Tito défendit l'agression de l'impérialisme américain, disant que "les difficultés ont commencé lorsque la révolution cubaine s'attaqua au point sensible des compagnies américaines" et qu'"il est compréhensible que les Etats-Unis soient irrités par l'établissement de bases de fusées à Cuba, leur voisin immédiat".

De tout ce qui précède, on peut constater sans peine que durant ces dix et quelques dernières années, la clique Tito s'est opposée avec frénésie aux pays socialistes, qu'elle s'est employée à saper le mouvement de libération nationale et à diffamer la lutte révolutionnaire anti-impérialiste des peuples, qu'elle sert avec zèle l'impérialisme, plus particulièrement l'impérialisme américain.

Khrouchtchev ne cesse de répéter que dans les problèmes internationaux, la position de la direction du P.C.U.S. "coïncide" et est en "accord" avec celle de la clique Tito. Bon, très bien! mais alors, nous voudrions vous demander si vos agissements coïncident et sont en accord avec toutes les criminelles machinations contre-révolutionnaires de la clique Tito. Vous êtes priés de répondre, si toutefois vous en avez le courage!

VIENT DE PARAITRE

PAS DE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE SANS PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

Sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle



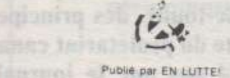
Publié par EN LUTTE!

PAS DE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE SANS PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE,
sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle

Cette brochure d'EN LUTTE! produite pour préparer la 4e conférence des marxistes-léninistes canadiens fait le point sur les conditions de création du parti prolétarien canadien. Au moment où la classe ouvrière canadienne est assaillie de toute part par les programmes d'une multitude de faux socialistes ou de prétendus marxistes-léninistes, c'est la question du programme marxiste-léniniste qui est au coeur des conditions de création du parti dans notre pays. C'est en formulant le programme révolutionnaire du prolétariat canadien, c'est en le diffusant largement au sein de la classe ouvrière que le mouvement marxiste-léniniste canadien ralliera autour de lui les éléments les plus conscients du prolétariat, cimentera l'unité des marxistes-léninistes et de la classe ouvrière et fera avancer les conditions de création du parti prolétarien dans notre pays.

Contre les partis réformistes et révisionnistes, contre toutes les solutions nationalistes, contre tous les partis "communistes" autoproclamés, contre l'économisme de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, la brochure d'EN LUTTE! oppose le point de vue marxiste-léniniste sur l'édification du parti prolétarien. Et cette lutte passe aujourd'hui par la formulation et la défense du véritable programme du prolétariat.

CODE DE PROCÉDURE D'EN LUTTE!



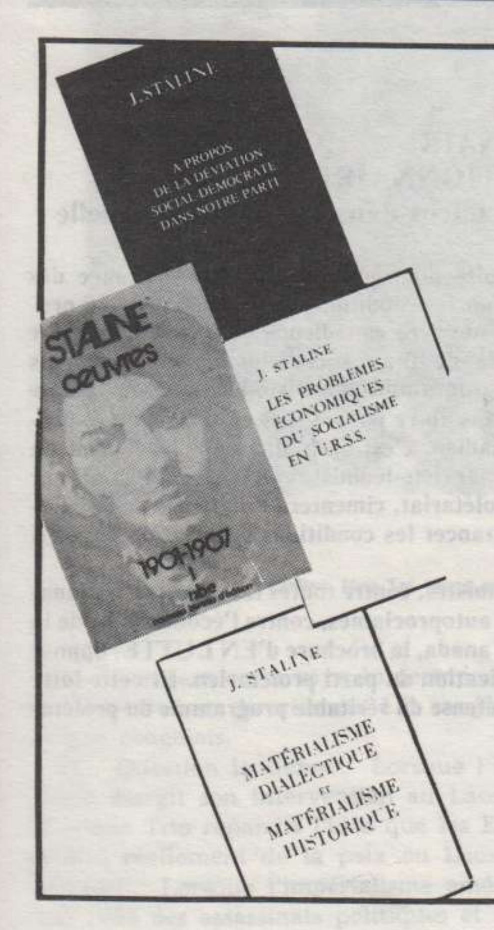
Publié par EN LUTTE!

CODE DE PROCÉDURE D'EN LUTTE!

"Comment des idées justes sur le déroulement d'une grève, par exemple, auront-elles un effet réel si l'assemblée qui doit les adopter ne fonctionne pas de façon disciplinée, c'est-à-dire de façon à ce que les propositions soient réellement débattues, adoptées et que les moyens concrets qui faciliteront leur mise en application soient également débattus et adoptés? D'un autre côté, combien de fois a-t-on vu un boss syndical transformer la démocratie en véritable farce en invoquant une discipline formelle et légaliste pour empêcher le débat sous prétexte que le temps manque, que l'ordre du jour qu'il a pris soin d'établir est trop chargé, etc. Le résultat pratique de ces manières de bureaucrates, toutefois, est le même que celui de l'anarchie: ils ont tous deux pour effet d'écoeurer les ouvriers de participer aux assemblées. Ce sont donc des cliques qui en viennent ainsi à tout contrôler, à prendre les décisions importantes en fonction de leurs intérêts et non de celui de la majorité. Et une arme favorite de ces bureaucrates demeure le "code de procédure" qu'ils sont bien souvent les seuls à connaître".

"Nous croyons qu'un code de procédure ne doit pas être une arme secrète, connue d'un petit nombre, mais au contraire une arme ouverte contre le libéralisme et l'indiscipline, contre les méthodes autoritaires, une arme connue de tous. C'est pourquoi nous recommandons que soient organisées, dans les syndicats et les organisations de masse des sessions d'étude du code de procédure; cela peut se faire par étapes, dans le courant même des assemblées, afin que chacun puisse s'en saisir progressivement" (extraits de l'introduction du Code de procédure d'EN LUTTE!)

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



ÉTUDIONS LES OEUVRES DE STALINE

Nous célébrons cette année le 25e anniversaire de la mort de Joseph Staline. A une époque où la trahison révisionniste de l'idéal révolutionnaire du socialisme et du communisme a créé un tort immense au prolétariat et aux peuples du monde, il est de la plus haute importance de faire connaître la vie et l'oeuvre de ce grand dirigeant prolétarien que fut Joseph Staline. Cela est d'autant plus important que les révisionnistes et leurs frères jumeaux, la racaille trotskyste, ont toujours sali l'oeuvre de Staline pour trahir la cause de la révolution prolétarienne. Toute la bourgeoisie s'entend pour faire de Staline un épouvantail destiné à éloigner les masses de la révolution. Nous, qui avons repris le drapeau de la révolution, celui du marxisme-léninisme, devons établir entre nous et les traîtres, entre nous et la bourgeoisie une ligne de démarcation claire et nette. L'attitude à adopter envers la vie et l'oeuvre de Staline est dans ce domaine une question primordiale.

"La vie de Staline fut celle d'un grand marxiste-léniniste, d'un grand révolutionnaire prolétarien". "Après la mort de Lénine, Staline non seulement fut le dirigeant du Parti et du gouvernement de l'Union soviétique, mais aussi le guide universellement reconnu du mouvement communiste international".

C'est en ces termes que le Parti communiste chinois exprimait il y a quelques années son appréciation de la vie de Staline. C'est en ces termes aussi que nous invitons nos lecteurs à étudier les oeuvres de Staline et ainsi à s'approprier les leçons précieuses de la lutte pour la révolution socialiste et de l'édification du socialisme dans le premier Etat prolétarien de l'histoire de l'humanité.

(Staline, Oeuvres, Nouveau bureau d'édition, Paris. En tout 18 tomes, dont les suivants sont déjà parus: 1, 2, 3, 14, 16).



LES CAHIERS D'EN LUTTE!

La réédition des cahiers du journal EN LUTTE! no. 11 à 15 et no. 16-17-19-20 vise à rendre accessible les principes du marxisme-léninisme au plus grand nombre de lecteurs. Dans ces deux rééditions vous retrouverez des cahiers sur des questions aussi actuelles que la social-démocratie, le révisionnisme, le parti prolétarien de type léniniste, les syndicats, l'anti-communisme, le marxisme-léninisme sicence révolutionnaire du prolétariat, la question nationale. Autour de chacune de ces questions, les cahiers présentent les principes fondamentaux du marxisme-léninisme tels qu'élaborés et appliqués par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung, des principes qui conservent aujourd'hui toute leur justesse pour guider la lutte du prolétariat canadien. Comme l'ont fait de nombreux ouvriers depuis plus de 4 ans que le journal EN LUTTE! publie les cahiers, n'hésitez pas à les étudier, à les discuter et surtout à les diffuser à vos camarades de travail.

Cahiers no. 11 à 15:

- La social-démocratie - Le révisionnisme - Le parti prolétarien de type léniniste - Les syndicats - L'anti-communisme.

Cahiers no. 16-17-19-20:

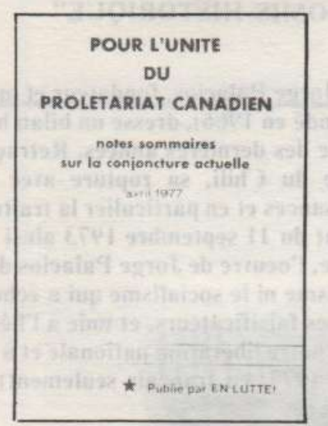
Le marxisme-léninisme, science révolutionnaire du prolétariat - Les associations internationales prolétariennes - Le capitalisme et ses crises - La question nationale.

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens
CONTRE LE SECTARISME DE LA L.C.(m.-l.)C

Alors même qu'aujourd'hui la Ligue communiste (m.-l.) du Canada s'apprête à s'auto-proclamer le parti de la classe ouvrière canadienne, alors même qu'elle vient tout juste d'exclure du mouvement marxiste-léniniste tous les groupes canadiens sauf elle..., cette brochure demeure d'une actualité brûlante. On y retrouve une critique profonde des erreurs qui ont marqué la fondation de la L.C.(m.-l.)C. et son attitude face à l'unité des marxistes-léninistes. Publié en juillet 1976, les positions de "Contre le sectarisme de la L.C.(m.-l.)C." n'ont cessé d'être confirmées depuis par les gestes mêmes de la L.C.(m.-l.)C.



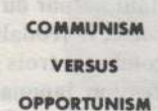
POUR L'UNITE DU PROLETARIAT CANADIEN (Notes sommaires sur la conjoncture actuelle)

L'analyse de la conjoncture ne révèle pas de soi la tactique; il faut encore, *sur la base de la ligne stratégique*, établir les moyens de transformer cette situation dans le sens du développement de la lutte révolutionnaire", (tiré de *"Pour l'unité du prolétariat canadien")*.

Voilà le coeur de ces "*Notes sommaires sur la conjoncture actuelle*" qu'EN LUTTE! a publiées dernièrement. Quelle tactique devons-nous actuellement utiliser dans la guerre de classe contre la bourgeoisie? Ou mieux: quelle tactique notre objectif stratégique actuel, c'est-à-dire la construction du Parti prolétarien, nous commande-t-il face à la conjoncture présente?

Dans cette brochure, le groupe EN LUTTE! défend l'idée que notre tactique actuelle doit être centrée sur le développement de l'unité du prolétariat et du peuple canadien, et que tout ce qui freine cette unité renforce la bourgeoisie.

L'intérêt d'une telle brochure, c'est qu'on y fait le lien entre la situation nationale et internationale, la lutte contre l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier et celle au sein du mouvement communiste, la conjoncture et les tâches qu'elle nous impose, les différentes mesures de crise et la politique de la bourgeoisie. Pour résumer le tout, *"Pour l'unité du prolétariat canadien"* est une analyse qui fait le lien entre les divers phénomènes et montre le maillon dont il faut se saisir pour tirer toute la chaîne à nous!



COMMUNISM VERSUS OPPORTUNISM, par Fergus McKean

Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs cette réédition d'un document historique de la lutte de ligne au sein du Parti communiste canadien...

L'auteur de ce document, Fergus McKean, était alors secrétaire général de l'aile provinciale de Colombie-Britannique du Parti communiste canadien (P.C.C.). Auparavant, pendant six ans, il avait siégé au Comité central du P.C.C.. Communism Versus Opportunism est l'instrument avec lequel McKean s'attaqua à la direction du P.C.C. qu'il accusait d'avoir sombré totalement dans le révisionnisme...

Rares sont les documents qui traitent de la lutte de ligne au sein du P.C.C. Celui-ci est d'autant plus précieux qu'il est le premier à avoir abordé la question de la dégénérescence du P.C.C., qui ait tenté d'en retracer les origines historiques, de préciser les facteurs qui expliquent cette dégénérescence. Sans compter que McKean est le premier à en être venu à la conclusion qu'il fallait reconstruire le Parti révolutionnaire du prolétariat. (extraits de l'introduction).

Réédition EN LUTTE! (*disponible en anglais seulement*).

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



EMPARONS-NOUS DU MANIFESTE CONTRE LA LOI C-73 ET LE CONTRÔLE DES SALAIRES

"Il y a 16 mois, la bourgeoisie canadienne s'unissait derrière son Etat pour lancer une offensive en règle contre tous les travailleurs et toutes les couches du peuple canadien... Réussirons-nous à marquer des points et à faire reculer l'Etat capitaliste ou accepterons-nous de continuer à nous serrer la ceinture et à nous voir déposséder de nos droits: voilà l'enjeu de la lutte actuelle." Publié par EN LUTTE!



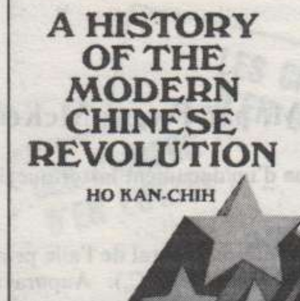
RAPPORT PRÉSENTÉ AU VIIème CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE, ENVERS HOXHA

"Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, pour l'indépendance et le progrès social contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir". (p. 157, édition N.B.E.)



CHILI I - UNE TENTATIVE DE "COMPROMIS HISTORIQUE"
Jorge Palacios

Dans ce premier volume consacré au Chili, Jorge Palacios, fondateur et membre du Parti communiste révolutionnaire du Chili (fondé en 1966), dresse un bilan historique de l'expérience de la classe ouvrière chilienne des dernières années. Retraçant la naissance du Parti communiste révolutionnaire du Chili, sa rupture avec le révisionnisme, analysant le rôle des deux superpuissances et en particulier la traitrise du social-impérialisme soviétique dans le coup d'Etat du 11 septembre 1973 ainsi que la stratégie de l'Unité populaire de Salvador Allende, l'oeuvre de Jorge Palacios démontre avec faits à l'appui "que ce n'est pas le marxisme ni le socialisme qui a échoué au Chili et que cette théorie, faisant place nette de ses falsificateurs, et unie à l'héroïque capacité de lutte de notre peuple, nous conduira à notre libération nationale et à un socialisme authentique". (p. 12) (Editions N.B.E. 1977, en français seulement)

A HISTORY OF THE MODERN CHINESE REVOLUTION
Ho Kan-Chih

Ce livre constitue un document important pour tous ceux qui veulent apprendre de l'histoire de la révolution chinoise, de celle de son parti d'avant-garde et des luttes de lignes qui l'ont traversée. Comme le disent les éditeurs du livre:

"Ce livre est un compte-rendu systématique de la révolution entreprise par le peuple chinois durant de la période allant du 4 mai 1919 à la transformation socialiste de 1956. Le livre décrit comment le peuple chinois, se ralliant autour du parti communiste de Chine, a mené une lutte résolue contre l'impérialisme, le féodalisme, et la bureaucratie capitaliste. Comment finalement, après avoir combattu trois guerres civiles révolutionnaires et la guerre de résistance contre l'agression japonaise, le peuple chinois a renversé l'impérialisme réactionnaire et le Kuomintang pour fonder la République populaire de Chine. Ce livre traite aussi de la réhabilitation de l'économie nationale et de la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie privée et du commerce dans la période suivant la libération.

Le compte-rendu détaillé de l'histoire du Parti communiste de Chine durant différentes périodes et la façon dont le parti et son dirigeant, Mao Tsé-toung, ont appliqué le marxisme-léninisme aux problèmes concrets de la révolution chinoise, en font un livre du plus haut intérêt."

(L'édition anglaise actuelle est une réédition publiée par les Editions en Langues Etrangères, Pékin 1959; réédité par Manika Barua Books and Periodicals, Calcutta 1977, en anglais seulement).

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

La traduction anglaise du tome V des oeuvres de Mao Tsé-toung vient de paraître et la traduction française sera disponible très bientôt en librairie. Cet événement revêt pour le prolétariat international une grande importance. Retraçant l'histoire des huit premières années qui ont suivi la Révolution chinoise, Mao Tsé-toung dresse le bilan de cette expérience révolutionnaire, une expérience qui n'est pas simplement le lot du peuple chinois mais l'héritage du prolétariat international. Appliquant les enseignements universels du marxisme-léninisme, Mao-Tsé-toung y expose des thèses aussi fondamentales que celle de la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, affirmant clairement que la contradiction principale sous le socialisme est "la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie". Il y expose les principes fondamentaux de l'édification du socialisme sous la dictature du prolétariat, en luttant contre les points de vue révisionnistes qui ont entraîné le retour au capitalisme en U.R.S.S., points de vue que Mao Tsé-toung a toujours su combattre victorieusement au sein du Parti communiste chinois à travers les nombreuses luttes de lignes qui ont marqué son histoire. Le tome V des Oeuvres choisies de Mao Tsé-toung tout comme l'ensemble de son oeuvre, constitue un guide inestimable pour tous les peuples du monde.

(En anglais seulement, bientôt disponible en français)

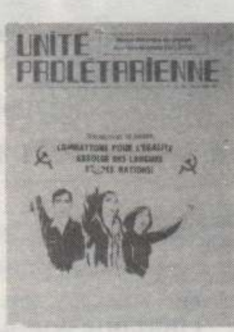
NUMÉROS DÉJÀ PARUS D'UNITÉ PROLÉTARIENNE

















HOMMES ET FEMMES
DU PROLÉTARIAT:
UN SEUL ENNEMI,
UN SEUL COMBAT!

Publié par EN LUTTE!

VIENT DE PARAITRE

HOMMES ET FEMMES DU PROLÉTARIAT: UN SEUL ENNEMI, UN SEUL COMBAT!

Propagande chauvine de l'Etat bourgeois, discrimination au travail, bas salaires, chômage, telle est la situation que vivent les femmes du peuple dans notre pays. Mais comme le démontre la brochure d'EN LUTTE!, les femmes ont été de tous les combats et aujourd'hui encore elles sont aux premiers rangs des luttes de la classe ouvrière. Comme l'ont démontré récemment les téléphonistes du Bell Téléphone, les infirmières de la fonction publique, les ouvrières du textile, les assistées sociales, les femmes ne se laissent pas manger la laine sur le dos. Retraçant les luttes les plus importantes auxquelles les femmes ont participé, la brochure d'EN LUTTE! trace la voie de l'émancipation des femmes au Canada. Combattant les points de vue retormistes et féministes que propage la bourgeoisie au sein du prolétariat, la brochure affirme la nécessité que les femmes s'engagent au côté de leurs frères de classe dans la lutte pour le socialisme. Il n'y aura pas de révolution socialiste au Canada sans participation des femmes aux tâches de la révolution, il n'y aura pas de libération des femmes sans révolution socialiste.

Lisons et abonnons-nous aux revues chinoises et albanaises!

Pour connaître l'évolution du socialisme en Chine et en Albanie, lisons et abonnons-nous

aux revues chinoises...

PEKIN INFORMATION (hebdomadaire: $4.50 par an)
LA CHINE EN CONSTRUCTION (mensuel: $3.00 par an)
LA CHINE (mensuel: $4.00 par an)
LITTERATURE CHINOISE (mensuel: $4.00 par an)
Pour prendre un abonnement, vous pouvez écrire à:
GUOZI SHUDIAN
P.B. 399 République Populaire de Chine.

... et aux revues albanaises

ALBANIE AUJOURD'HUI (1 fois par deux mois, $3.00 par an)
ALBANIE NOUVELLE (1 fois par deux mois, $3.00 par an)





Vous pouvez aussi vous adresser à:
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
4933 rue de Grand-Pré
Montréal
Tél.: (514) 844-0756

ou

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC
290 rue de la couronne
Québec
Tél.: (418) 522-2186

LE 8 MARS: FÊTE INTERNATIONALE DES FEMMES EN LUTTE

Pourquoi les ouvrières et les ouvriers conscients et les communistes du monde entier célèbrent-ils la Journée internationale des femmes? C'est Clara Zetkin, communiste allemande qui propose en 1910 à la Deuxième Internationale (une organisation qui regroupe les partis prolétariens de l'époque), que le 8 mars soit désormais consacré: à se rappeler **les moments héroïques** de la participation des femmes à la lutte de classes, à forger **l'unité** des hommes et des femmes de la classe ouvrière et du peuple, et à souligner que seul le **socialisme** permettra aux femmes de vraiment s'émanciper.



Les communistes ont toujours été d'ardents défenseurs des droits des femmes, leur indiquant la voie pour en finir avec leur oppression. C'est Clara Zetkin, une communiste dirigeante du Parti communiste d'Allemagne, qui a proposé en 1910 que le 8 mars devienne la Journée internationale des femmes.

Pourquoi le 8 mars? Cette date précise commémore la révolte et la détermination des milliers d'ouvrières du vêtement de New York qui, en 1857 et en 1908, le 8 mars, quittent leurs machines et descendent en colère dans les rues. Elles revendiquent que cessent les conditions de travail insupportables: chaleur, poussière, cadences, saleté; que cessent les salaires de crève-faim et la journée de travail de 12 heures; en 1908, elles revendiquent aussi que cesse l'exploitation inhumaine des enfants au travail et que l'Etat bourgeois accorde aux femmes le droit de vote. Elles affrontent par deux fois la violence et la brutalité policière qui protège avec zèle les intérêts des exploiteurs.

Une femme libre ne peut vivre que dans une société libre

C'est partout dans le monde que les femmes se soulèvent aux côtés de leurs frères de classe dans la lutte à finir contre l'exploitation et l'oppression. Le 8 mars est donc l'occasion de fêter le fait que les femmes sont aux rangs des combattants partout où le prolétariat, les peuples et les nations se révoltent. Le 8 mars célèbre les victoires des peuples chinois et albanais et les pas importants que la lutte pour l'émancipation des femmes fait dans les pays socialistes. Le 8 mars souligne le courage des femmes palestiniennes, africaines et sahraouies, par exemple, qui participent à la lutte armée pour libérer les leurs des griffes de l'impérialisme, du colonialisme et du sionisme (une forme de racisme). Le 8 mars tisse aussi des liens de solidarité avec les combattantes américaines, italiennes, françaises, qui luttent, comme nous au Canada, contre la bourgeoisie de leurs pays, pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

C'est avec enthousiasme et courage que les femmes de la classe ouvrière et du peuple, partout dans le monde, ont entrepris de lutter pour leur émancipation en tant que femmes, en s'impliquant à part entière dans la lutte révolutionnaire. Prenons exemple sur elles. Forgeons l'unité des hommes et des femmes contre notre ennemi commun: la bourgeoisie canadienne. Vive le 8 mars!

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!



EN LUTTE! vient de publier son projet de programme pour le parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au projet de programme **tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des trois conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti, il définit les buts et les tâches gérales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme, ils développent chacune des thèses et chacun des articles du programme. Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières,tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant garde, le parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois, il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat, finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classe. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste.**

REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!

201-9 Prix: $1.50